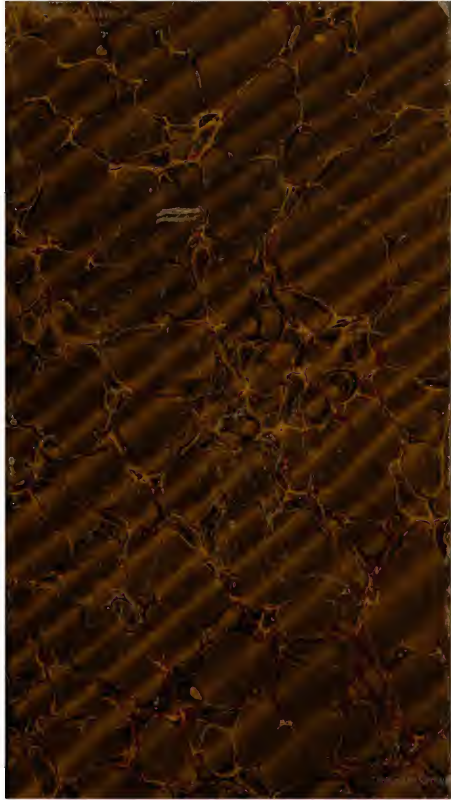




7: D 1. 95.

HISTOIRE
DES TROUBLES
DES PAYS-BAS.
TOME QUATRIÈME.

La loi punit le contrefacteur.

HISTOIRE DES TROUBLES

DES PAYS-BAS ,

SOUS PHILIPPE II ,

PAR VANDERVYNCKT ;

Ouvrage corrigé, quant au style, et augmenté d'un discours préliminaire et de notes, ainsi que de pièces inédites ;

PAR J. TARTE CADET, AVOCAT.

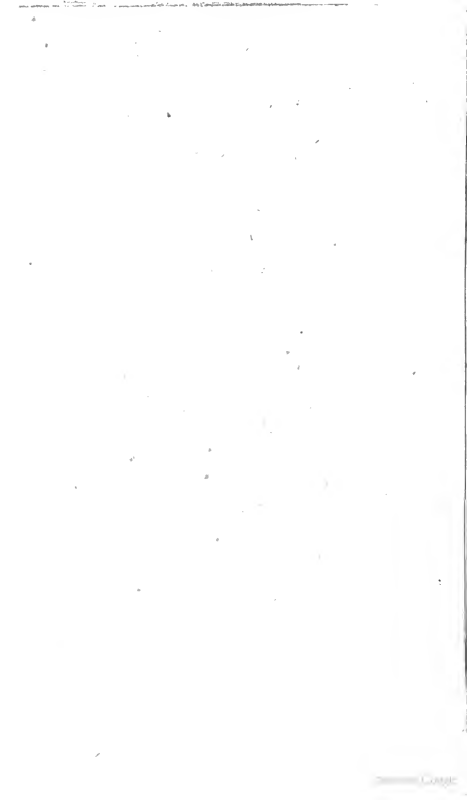
TOME QUATRIÈME.



A BRUXELLES ,

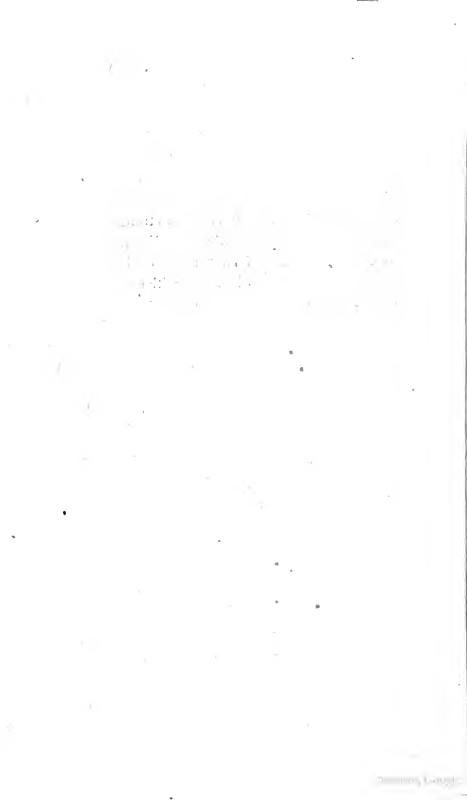
CHEZ HUBLOU , IMPRIMEUR , RUE DES ÉPERONNIERS ,
ET CHEZ TOUS LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DU ROYAUME.

M. DCCC. XXII.



AVIS.

CONFORMÉMENT à l'annonce placée en tête du troisième volume, l'éditeur donne en abrégé, dans celui-ci, les digressions de l'auteur, étrangères au sujet, ou qui s'y lient d'une manière indirecte. Ce qui appartient à l'auteur sera distingué des notes de l'éditeur par les lettres initiales *Aut.* et *Edit.*, qu'on trouvera respectivement à la fin des articles.



HISTOIRE DES TROUBLES DES PAYS-BAS.

NOTES DU 3^e VOLUME ET PIÈCES INÉDITES.

(1) PAGE 6. Ici l'auteur annonce qu'il possède des mémoires exacts et curieux sur les divers déplacements du conseil de Flandre. Il ajoute qu'il n'en extrait que les faits essentiels à son ouvrage.

Édit.

(2) PAGE 7. Ce lieu est fameux dans l'histoire de France, par la retraite et la mort du roi Louis XI, par d'autres événemens arrivés depuis, et par nombre de traités et d'édits, datés de cette résidence; car la cour de France s'est tenue longtemps à Blois, à Amboise et à Tours, villes de ce canton peu éloignées l'une de l'autre. *Aut.*

(3) PAGE 8. François, fils de France, duc d'Anjou et d'Alençon, quatrième fils de Henri II et de Catherine de Médicis, et frère cadet des trois derniers rois de la branche de Valois, Fran-

çois II, Charles IX et Henri III. J'ai vu dans quelques livres flamands qu'on le nommait François Hercule de Valois ; mais les auteurs français ne font pas mention de ce nom ; on lui donna toujours le titre de duc d'Alençon, lorsque son frère Henri, avant d'être élu roi de Pologne, portait celui de duc d'Anjou : ce duché étant depuis tombé en apanage à François, il prit les deux noms ; ce qui fait qu'on le trouve quelquefois nommé duc d'Anjou, d'autres fois duc d'Alençon. Cette dernière dénomination prévalut aux Pays-Bas, pour éviter peut-être l'équivoque avec le nom de son frère, ou parce qu'on y était plus accoutumé.

C'était un jeune prince de vingt-quatre ans lors de son élection : au rapport des écrivains français, il avait l'esprit ardent, était inquiet et recherchait les aventures étrangères. Peu content en France, il s'embarquait légèrement dans des entreprises qui obligeaient la cour à le soutenir ouvertement ou secrètement contre les intérêts et les desseins qu'elle avait adoptés ; ce qui le mit souvent mal avec la reine-mère, et presque toujours avec le roi son frère. Il était d'ailleurs environné d'une troupe de jeunes gens, dont il suivait les conseils : on pouvait les appeler les agréables débauchés de ce temps-là. *Aut.*

(4) PAGE 8. Élisabeth, reine d'Angleterre, très-connue dans l'histoire par sa personne et

par son règne long et glorieux, montra sur le trône des talens extraordinaires. Elle avait surtout l'art d'engager tous les princes chrétiens à contracter pour eux-mêmes, pour leurs enfans, leurs frères ou leurs parens, des mariages favorables à ses intérêts. La liste de ses amans, anglais et étrangers, serait longue ; on eût dit que chacun avait son tour pour lui faire la cour. Le roi Philippe II, son beau-frère, veuf de la reine Marie, sa sœur, se mit le premier sur les rangs ; mais ils se connaissaient trop bien pour en venir à une union, et la religion ne tarda point d'être prise pour prétexte de la rupture.

Ensuite l'un ou l'autre des archiducs, le prince héréditaire de Suède, des princes palatins, don Juan d'Autriche même, comme on l'a vu, passaient pour aspirer à s'unir à cette reine. Quand on lui proposait quelque prince étranger, elle ne le refusait point ; mais, malgré les portraits et les recommandations avantageuses, elle déclarait ne pouvoir se résoudre à épouser un prince qu'elle n'aurait pas vu, tellement que plusieurs passèrent la mer pour aller lui faire la cour.

Ces mariages échouèrent successivement ; les gentilshommes anglais, tels que les comtes d'Essex, de Leycester et autres reprenaient l'espérance à chaque rupture et employaient tout leur pouvoir à l'appui de leur recherche, quoiqu'avec aussi peu de succès que les étrangers.

Cependant, l'engagement parut plus sérieux du côté de la France : Henri, duc d'Anjou, se présenta, et la négociation fut ouverte; mais étant parvenu à la couronne sous le nom d'Henri III, sa nouvelle grandeur apporta obstacle à la conclusion. On proposa François, duc d'Alençon, son frère.

L'antipathie des deux nations; la grande différence de religion, d'âge et d'intérêts, entre les parties contractantes, eurent besoin d'être aplanies, et les difficultés parurent telles que la négociation languit et se refroidit.

Mais ayant été renouée, on y travaillait si sérieusement, qu'il ne fut plus permis de douter du succès. Le contrat de mariage était dressé, le cérémonial de la célébration était réglé; on attendait la conclusion de jour en jour. Dans un bal à la cour, la reine tira de son doigt une bague de grand prix, et la mit à celui du duc d'Anjou : cette galanterie fut regardée pour un indice si peu équivoque du mariage futur, qu'à la première nouvelle qu'on en reçut dans les ports de Zélande et de Flandre, il y eut des villes où les cloches furent sonnées et le canon tiré.

Néanmoins ces belles espérances s'évanouirent bientôt. La reine déclara un jour au duc, qu'elle avait contribué de tout son pouvoir à lui procurer une souveraineté indépendante; qu'y étant parvenu, sa fortune était faite; que pour l'épouser, il faudrait qu'elle épousât en même

temps sa grande querelle, et une guerre ouverte contre l'Espagne ; ce que les intérêts de ses peuples ne souffraient en aucune manière ; qu'elle était résolue de lui continuer son assistance pour le maintenir et l'agrandir, mais qu'une guerre déclarée contre toutes les forces de la monarchie d'Espagne ne convenait ni à elle, ni à toute sa nation.

Il y avait une double vue dans cette déclaration : ou elle rompait le mariage, comme elle le désirait, ou elle forçait la France à se charger de la guerre d'Espagne ; la reine ayant mis ces deux puissances aux prises, aurait eu les mains libres pour ses projets sur l'Ecosse, et les autres entreprises qu'elle méditait alors.

Castelnau de Mauvissière, qui, en qualité d'Ambassadeur de France, négociait ce mariage à Londres, n'en avait pas trop bonne opinion et découvrit d'avance ce qui en arriverait, comme on le voit dans ses mémoires. Les lettres et mémoires de Walsingham en parlent encore plus clairement.

Ce François Walsingham était depuis longtemps ambassadeur d'Élisabeth en France et son homme de confiance : les instructions et les lettres qu'il reçut au sujet du mariage, tant du premier duc d'Anjou, que du second, démontrent quelles étaient les idées et l'intention de cette princesse : elle fait naître des obstacles et des difficultés,

qu'elle aplanit ensuite pour en élever d'autres; il avait besoin de toute sa souplesse et de tout son esprit, pour suivre ses ordres, soit en avançant, soit en rétrogradant, car il avait affaire avec la reine mère, Catherine de Médicis, princesse d'un esprit très-délié.

Quoiqu'Élisabeth eut de bons ministres, elle travaillait beaucoup elle-même, surtout dans les affaires qui, comme celle-ci, la touchaient personnellement et de si près; une grande partie des instructions et des mémoires relatifs à ce mariage passent pour avoir été rédigés par cette reine, quoique quelques-uns soient écrits en latin.

Après avoir amusé, par l'apparence de son mariage, tous les princes de l'Europe, elle tint la même conduite à l'égard de ses courtisans et de ses sujets. Quand elle avança un peu plus en âge, le parlement, inquiet sur l'avenir, lui envoya la députation des deux chambres la plus nombreuse et la plus solennelle qu'on eut vue depuis long-temps, pour la prier de se marier ou de déclarer son successeur. Parmi les politesses d'une gracieuse réception, elle déclara, en la congédiant, qu'elle se sentait trop vieille pour se marier, et trop jeune pour faire son testament.

Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de donner un plus grand détail des bons et des mauvais événemens de son règne. L'histoire en parle comme d'une grande reine, et l'on a admiré son

jugement exquis dans les affaires les plus délicates.

Le pape Sixte V, bon connaisseur, et qui n'avait pas grande raison de la ménager, puisque sa religion et ses intérêts étaient opposés à l'Angleterre, lui rendait justice et disait souvent : *Ch'era un gran cervello di principessa.* Aut.

(5) PAGE 19. On a écrit diversement de sa maladie et de sa mort. On a parlé de poison lent; la plupart l'ont attribuée à ses chagrins compliqués.

J'ai vu un précis des troubles des Pays-Bas en manuscrit, trop abrégé, à mon avis, pour une matière si vaste, mais au reste bien écrit, qui dit que le duc mourut d'une sueur de sang, qui lui sortait par les pores. Le père Buffier, dans son introduction à l'Histoire des maisons souveraines, le dit aussi. Peut-être le confond-t-on avec le roi Charles IX, son frère, qui mourut à la fleur de l'âge, avec ce symptôme extraordinaire, dont les protestans ont tant raisonné, comme d'une punition divine de la journée de la St-Barthélemi.

Les autres écrivains français ne sont pas aussi réservés; ils disent ouvertement que le duc d'Alençon, élevé à la cour des rois Charles IX et Henri III, ses frères, cour dont ils déplorent la corruption, n'avait qu'une santé ruinée par les excès et les débauches qui y régnaient parmi les courtisans; qu'il avait contracté cette mala-

dic d'épuisement et de faiblesse dès sa première jeunesse ; qu'il ne put jamais en guérir, non plus que plusieurs jeunes gens, ses compagnons de débauche ; ils parlent de sa mort en termes encore plus libres et plus francs.

Il est vrai qu'il n'était pas fort aimé en France. Souvent mal vu à la cour, les Huguenots s'en méfiaient extrêmement, d'après quelques exemples antérieurs ; les catholiques n'étaient nullement édifiés de ce qu'il voulait se relâcher sur le point de la religion pour son mariage avec la reine d'Angleterre. Ainsi les auteurs ses contemporains n'en ont pas parlé trop avantageusement.

On prétend que sa maladie invétérée parut au-dehors et le défigura au point qu'il déplut à la reine Élisabeth. Les Français, suivant le génie de leur nation, en firent des plaisanteries ; ils dirent qu'outre les taches et les rougeurs, le nez lui enfla si prodigieusement qu'il semblait en avoir deux. Ils envoyèrent en Flandre des vers qui faisaient allusion à son inconstance dans les partis. C'était une chanson dont le sens était : *Flamands, ne vous étonnez pas de lui voir deux nez ; on doit avoir deux nez quand on a deux visages*. Il y eut de pareilles allusions touchant sa devise : c'était un soleil levant, qui dissipait les nuages, avec ces mots : *Fovet et discutit*, inscrits sur les médailles et les jetons frappés aux époques de ses inaugurations. Nos au-

teurs flamands n'ont point relevé les défauts attribués à ce prince, et en parlent plus modestement.

Aut.

(6) PAGE 20. C'est en rapportant les actions de la vie de Guillaume I^{er}, que Vandervynckt en fait l'éloge : il en conclut, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'observer, que c'était *un grand homme*, nom qu'il reçut des contemporains et de la postérité.

Notre auteur, sujet autrichien, écrivant pour l'instruction des princes, fils de l'impératrice Marie-Thérèse, à qui les louanges d'un prince étranger long-temps ennemi d'une branche de sa maison, ne pouvaient être agréables qu'autant qu'elles étaient vraies, ne saurait être suspect d'adulation. Il est juste et impartial, et il laisse le soin de louer Guillaume aux faits éclatans et au caractère qu'il développa dans le cours de sa carrière, trop courte pour son pays et pour l'Europe entière.

Voltaire, les écrivains anglais et allemands, lui ont rendu la même justice : Chénier, dans les premiers vers de la Bataviade, unit à son nom, comme Vandervynckt, l'épithète de *grand* (*) : la postérité est venue pour lui ; elle a confirmé le jugement des écrivains.

(*) Je chante les combats et ce peuple indompté,
Qui, sous le grand Nassau, conquît la liberté.

Et quelle grandeur ! elle n'a rien de factice : combien elle diffère de celle dont l'aveugle multitude gratifie les conquérans tels que Louis XIV et Napoléon, illustres fléaux des états, même au sein de la victoire ! Par son génie, son dévouement à la patrie et son imperturbable courage, Guillaume est près de soustraire les Pays-Bas tout entiers, et il soustrait réellement sept provinces à la honte du double esclavage, aussi ignoble qu'odieux, de l'inquisition religieuse et du pouvoir arbitraire : il rapporte toute son existence au bien du pays qu'il adopte : il se sacrifie pour lui et prépare sa grandeur future : seulement il laisse imparfaites les institutions politiques qu'il a créées, et c'est une mort prématurée, excitée par le démon du midi, qui arrête le développement de ses desseins.

Nous nous étendons, nous nous répétons même à quelques égards, sur le grand homme, parce que sa conduite impose à ses successeurs des obligations morales dont le sentiment ne peut tourner qu'à l'avantage du pays : l'héroïsme des ancêtres est un tribut levé sur les descendans. Un autre motif nous détermine : comme la révolution du 16^me siècle ne se complète qu'au 19^me, il importe de faire des rapprochemens, de rappeler la marche de l'esprit humain et de faire voir que les Nassau lui ayant donné l'impulsion, l'Europe les contemple : elle attend son salut des prin-

cipes qu'ils ont mis en pratique dans le monde civilisé : en ce sens, la dynastie appartient à l'Europe : elle ne peut reculer dans la carrière qu'elle a ouverte au développement des plus nobles facultés de l'homme.

Dans la note 73, au sujet de Guillaume III, dont parle notre auteur en terminant son ouvrage, nous aurons l'occasion de prouver que c'est à ce prince d'Orange que l'Angleterre doit ses mœurs et le maintien de sa liberté ; comme c'est à ces mêmes mœurs et à cette même liberté, conservées au 19^e siècle, que les autres nations devront de ne point être foulées par le pouvoir absolu et par le machiavélisme jésuitique.

En Hollande, Guillaume était l'idole de la nation : les provinces septentrionales du royaume lui ont conservé les titres de *père du peuple* et de *sauveur de la patrie*.

Ses qualités éminentes, comme capitaine et comme politique profond, sont universellement reconnues : nommé, à l'âge de 20 ans, généralissime des armées des Pays-Bas par Charles-Quint, malgré l'avis de son conseil, ses talens militaires brillent avec d'autant plus d'éclat, qu'il avait en tête deux grands capitaines, le comte de Nevers et l'amiral Chatillon. Ce fut à cette époque, en présence de l'ennemi, que l'empereur fit bâtir Philippeville et Charlemont : la première de ces forteresses, cédée à la France

dans des temps malheureux, vient de nous revenir sous les auspices d'un prince de la famille du fondateur de la république des sept provinces unies.

Son intrépidité et sa persévérance le rendaient inaccessible à toute espèce d'infortune.

Une armée levée en Allemagne à ses frais et commandée par l'un de ses frères, succombe par son insubordination, après des combats glorieux; bientôt il forme un nouveau corps de 28,000 hommes, Allemands et Français : il fait passer le Rhin à ces troupes avec une telle rapidité, que le duc d'Albe demanda cette fois *si c'était une armée d'oiseaux*. Guillaume fut encore obligé de renoncer à cette armée, ayant épuisé toutes ses ressources pour la solder.

Guillaume se mit à la tête d'une armée nationale, et arrive au secours de Mons, assiégée par le duc d'Albe : il le défie encore une fois dans le camp où le duc s'était retranché. C'est dans cette situation que le prince d'Orange apprend le massacre de la St-Barthélemi, et la perte de ses plus chers amis en France; vainement il voulut livrer bataille au duc avant que la nouvelle des massacres de Paris ne parvint aux soldats espagnols. Les états de Hollande et de Zélande l'avaient reconnu pour leur gouverneur; il se rendit à leurs vœux. En moins de quatre mois, il forma à Flessingue une flotte de 150 voiles, qui fut toujours victo-

rieuse : malgré des obstacles toujours renaissans , il posa enfin les premiers fondemens de la république (le 22 janvier 1679), cimentés par l'union des provinces de Gueldres , Zutphen , Hollande , Overysse , Zélande , Frise et Groningue : cette alliance fut appelée *l'Union d'Utrecht*, du nom de la ville où elle fut ratifiée.

Voici le langage que Chénier prête à Guillaume pour déterminer la résolution qui donna naissance à la république des Provinces-Unies , et par suite , après plus de deux siècles , au royaume actuel des Pays-Bas.

Les états ont admis la cohorte intrépide ;
 Nassau parle en ces mots : « Vous que la raison guide ,
 « Vous qui d'un peuple libre exercez le pouvoir ,
 « Vous savez nos dangers ; vous êtes notre espoir :
 « Des cités du Brabant la force est terrassée.
 « Amsterdam est captive , et Leyde est menacée ;
 « Vous voyez ces Français que leur prince a quittés ;
 « Au poste des héros les héros sont restés :
 « Mais de qui servons-nous les volontés¹⁵⁵ suprêmes ?
 « Sommes-nous à Philippe , à Valois , à nous mêmes ?
 « Pour qui tant de périls , de combats , de travaux ?
 « Le Batave agrandi veut des destins nouveaux ,
 « De nouveaux alliés , et non de nouveaux maîtres :
 « D'Alençon l'a prouvé , l'intérêt fait les traités.
 « Fixez les droits du peuple ; il ne peut se trahir ;
 « Déclarez nos devoirs ; nous saurons obéir. »

Ce qui le distingue des autres héros , soit de l'antiquité , soit de nos jours , c'est que son héroïsme

est sans tache : ni dureté, ni égoïsme; au contraire, la douceur, l'indulgence et une générosité sans bornes le caractérisent : il réservait les périls pour lui, et laissait les avantages aux autres.

« Nul n'égala, dit Grotius (*), sa prudence, son activité, sa douceur : son âme était grande; ses desseins impénétrables : jamais on ne fut plus exempt des vices odieux de la cruauté et de l'avarice. »

Le seul trait qui ait échappé à Vandervynckt et que nous transmet Grotius, « c'est que les sciences *les moins analogues à ses travaux ordinaires* furent l'objet de ses recherches; *sa mémoire était immense.* »

Cette circonstance est remarquable de nos jours, où nous voyons les mêmes qualités dans le prince qui nous gouverne. Entre plusieurs institutions dues à ses conceptions, et qui vraisemblablement n'auraient jamais eu d'existence sans la généreuse garantie accordée à ceux qui devaient y coopérer, nous en distinguerons deux, abondantes en résultats lointains et importants.

En ce moment, la société générale d'encouragement pour le développement de l'industrie nationale, établie en 1823, et la compagnie des Indes formée au mois de mars de la présente année 1824, obtiennent des succès prodigieux, l'une par ses

(*) De rebus Belgicis.

effets, l'autre par les espérances qu'elle fait universellement concevoir.

A l'instant où nous traçons ces lignes, 21 avril 1824, les actions de la première gagnent 100 pour 100, et celles de la seconde, qui n'est créée que depuis le 29 mars, 15 pour 100; les souscriptions, dès le premier jour de leur ouverture, ont presque triplé le maximum du fond social. Nous ne pensons pas que l'histoire fournisse un second exemple de cette prospérité et d'une confiance aussi illimitée dans un nouveau souverain, même envers la dynastie la plus enracinée dans le souvenir des peuples.

D'autres traits, tels que la popularité, la noble simplicité et la confiance, appellent l'analogie : le roi se montre partout sans appareil militaire : jusqu'à présent il a refusé une garde-du-corps, malgré nos usages anciens et ceux des royaumes voisins.

Voici ce que l'histoire rapporte à cet égard de Guillaume I^{er} :

« Chez lui, il vivait dans cette aimable familiarité qui, sans écarter le respect, concilie aux grands l'affection de tous ceux qui les approchent. Une douce joie tempérerait sa gravité. Il aimait à recevoir, à sa table surtout; aussi était-elle somptueusement servie : il se plaisait à y inviter les princes étrangers et les ambassadeurs; assis au banquet, il semblait y boire l'oubli de tous les

événemens politiques : là, quelle que fût la pensée qui pesât sur son âme, le sourire ne brillait pas moins sur sa physionomie. Il raillait et trinquait volontiers avec tous ses convives. Il n'était pas moins accessible pour le peuple. Il marchait dans les rues, la tête presque toujours découverte, et causait familièrement avec tout le monde. On rapporte qu'un jour, parcourant à pied une des villes de la Hollande, et ayant entendu du bruit dans la maison d'un bourgeois qui se querellait avec sa femme, le prince y pénétra, et parvint à ramener la paix dans le ménage. Les époux reconnaissans l'invitèrent à goûter de leur bière ; le prince accepta et trinqua avec ses hôtes. »

Vandervynckt fait, avec sa sagacité accoutumée, le portrait de Maurice, le puîné, mais le premier des fils de Guillaume qui lui succédèrent dans les hautes dignités de l'état. « Nourri dans l'adversité (*), il en fit un si bon usage qu'il devint le plus grand homme de son temps..... Il affermit la république de Hollande par ses exploits et ses conquêtes, à une époque où sa faiblesse avait grand besoin d'un pareil secours..... *Les armées qu'il commandait ont été, pendant quarante ans, l'école des militaires de tous grades des nations étrangères.* »

(*) Page 322.

Plus loin (*), notre auteur dépeint d'une manière non moins heureuse Frédéric-Henri, troisième fils de Guillaume.

« Fils unique du quatrième mariage de son père, il fut élevé sous la sage éducation de Louise de Coligni, sa mère : ce prince se trouvait cadet de deux frères vivans, d'une maison qui avait beaucoup souffert des désordres du temps : *il s'attacha constamment à son frère Maurice*, qui lui apprit le métier de la guerre, où il fit de tels progrès, qu'il devint aussi illustre capitaine que lui. Il était désintéressé, généreux, franc et sincère : *en matière de religion, il voulait une entière liberté, sans s'ingérer dans les partis.* »

On ne peut lire ces passages de Vandervynckt sans se reporter au temps où nous vivons, et se remémorer d'une part l'intimité qui unit les deux illustres fils du roi, et de l'autre, les actes de munificence, journellement exercés envers les cultes, notamment envers la religion catholique (**), quoiqu'elle ne soit pas celle du monarque.

Édit.

(7) PAGE 26. L'édit de proscription ajoutait au prix de la trahison et de l'assassinat, le pardon d'un crime antérieur.

(*) Page 430.

(**) La seule église de St-Bavon, à Gand, vient d'obtenir 18,000 florins.

Vandervynckt ménage les expressions en peignant l'impression que produisit cet écrit sur l'Europe : il se contente de faire contraster la dignité du personnage avec la petitesse de l'esprit d'invective qui y domine; il l'appelle *grand roi* à cause de l'étendue de ses royaumes; en effet, aucun prince ne fut aussi puissant; mais tout le monde est d'accord avec Voltaire quand il dit (*): « De moins puissans princes ses contemporains ont laissé un plus grand nom, comme Élisabeth et surtout Henri IV. Ses généraux et ses ennemis ont été plus estimés que lui : le nom de don Juan d'Autriche, d'Alexandre Farnèse, celui des princes d'Orange est bien au-dessus du sien. La postérité fait une grande différence entre *la puissance et la gloire*. »

Du dernier chef, Philippe et Guillaume ne supportent aucune comparaison; les faits nous montrent des caractères diamétralement opposés. On a vu en Guillaume un héros bienfaisant, vengeur de la patrie, et qui, par ses travaux, par le sacrifice de sa fortune et de son sang, conquiert la liberté, en préparant à son pays adoptif les plus belles destinées.

On a comparé à Tibère Philippe II, surnommé le *démon du Midi*; mais la mémoire du premier est moins odieuse.

(*) Essai sur les mœurs et l'esprit des nations, etc., tome 3.

Voici comment l'historien philosophe fait ressortir les dissemblances :

« Quand Tibère commandait les légions et les faisait combattre, il était à leur tête; et Philippe était dans une chapelle entre deux récolets, pendant que le prince de Savoie et le comte d'Egmont, qu'il fit périr depuis sur l'échafaud, lui gagnaient la bataille de St-Quentin. Tibère n'était ni superstitieux, ni hypocrite; et Philippe prenait souvent un crucifix en main, quand il ordonnait des meurtres. Les débauches du Romain et les voluptés de l'Espagnol ne se ressemblent pas. La dissimulation même qui les caractérise l'un et l'autre, semble différente : celle de Tibère paraît plus fourbe; celle de Philippe plus taciturne. Il faut distinguer entre parler pour tromper, et se taire pour être impénétrable; tous deux paraissent avoir eu une cruauté tranquille et réfléchie.

Pour se faire une idée juste de Philippe, il faut se demander ce qu'est un souverain qui affecte une piété scrupuleuse, et à qui le prince d'Orange, Guillaume, reproche publiquement, dans son manifeste, un mariage secret avec dona Isabella Osorio, quand il épousa Marie de Portugal. Il est accusé à la face de l'Europe, par le même Guillaume, du trépas de son fils et de l'empoisonnement de sa troisième épouse, Isabelle de France : on lui impute d'avoir forcé le prince d'Ascoli à épouser

une femme qui était enceinte de ce roi même. On ne doit pas s'en rapporter au témoignage d'un ennemi; mais cet ennemi était *un prince respecté dans l'Europe*; il envoya son manifeste et ses accusations *dans toutes les cours*. Était-ce l'orgueil, était-ce la force de la vérité qui empêchait Philippe de répondre? Pouvait-il mépriser ce *terrible manifeste* du prince d'Orange, comme on méprise des libelles obscurs? Qu'on joigne à ces accusations authentiques les amours de Philippe avec la femme de son favori, Rui Gomès, l'assassinat d'Escovedo, la persécution contre Antonio Perès, qui avait assassiné Escovedo par son ordre: qu'on se souvienne que c'est là le même homme qui ne parlait que de son zèle pour la religion, et qui immolait tout à ce zèle.

C'est sous ce masque infâme de la religion qu'il trama une conspiration dans le Béarn, en 1564, pour enlever Jeanne de Navarre, mère de Henri IV, la mettre comme hérétique entre les mains de l'inquisition, la faire brûler et se saisir du Béarn en vertu de la confiscation que ce tribunal d'assassins aurait prononcée. On voit une partie de ce projet au trente-sixième livre du président de Thou. Cette anecdote importante a été trop négligée par les historiens qui l'ont suivi. »

Quant à sa puissance et à son ascendant en Europe, ils étaient immenses; et c'est ce qui rehausse la gloire de Guillaume.

Philippe était maître de l'Espagne, du Milanais, des deux Siciles et de tous les Pays-Bas : ses ports étaient garnis de vaisseaux : son père lui avait laissé les troupes de l'Europe les mieux disciplinées et les plus fières, commandées par les compagnons de ses victoires. Sa seconde femme, Marie, reine d'Angleterre, ne se gouvernant que par ses inspirations, faisait brûler les protestans, et déclarait la guerre à la France sur une lettre de Philippe. Il pouvait compter l'Angleterre parmi ses royaumes. Les moissons d'or et d'argent qui lui venaient du nouveau monde, le rendaient plus puissant que Charles-Quint, qui n'en avait eu que les prémices; ajoutons que dans ce temps-là, il s'emparait du Portugal.

Non-seulement le manifeste de ce prince si puissant produisit l'effet de l'irritation, énoncé par Vandervynckt, il excita encore le mépris et une profonde indignation : la méthode de commander des assassinats, inouïe depuis le triumvirat, avait été pratiquée en France contre l'amiral de Coligni, beau-père de Guillaume : le sentiment d'horreur qu'il produisit était universel; heureusement qu'elle finit avec Philippe. Anoblir la bassesse et le crime, était réservé à ce despote. On remarque qu'il conféra en effet la noblesse à tous les descendans de la famille de l'assassin. Ce fut la seule fois qu'il tint la parole qu'il avait donnée. Par la suite, l'intendant de la Franche-

Comté, Varoles, remit à la taille les descendans de Balthasar-Gérard.

La réponse de Guillaume est un des plus beaux monumens de l'histoire. On voit dans son apologie un prince d'une maison impériale, non moins ancienne, non moins illustre autrefois que la maison d'Autriche; un stadhouder, ou plutôt un directeur suprême, qui se porte pour accusateur du plus puissant roi de l'Europe au tribunal de toutes les cours et de tous les hommes : il est très-supérieur à Philippe, en ce que pouvant le proscrire à son tour, il abhorre cette vengeance et n'attend sa sûreté que de son épée.

Nous rapporterons quelques extraits de cette réponse qui porte le titre *d'apologie*.

Après avoir prouvé la nécessité de répondre aux accusations dont on voulait l'accabler, et avoir détruit plusieurs chefs de cette accusation, il dit, relativement à son mariage avec la fille du duc de Montpensier, mariage dont Philippe lui faisait un crime, « Qu'il n'appartient pas au meur-
« trier de sa propre femme et de son fils, de blâ-
« mer une union légitime..... Philippe m'objecte,
« dit plus loin le prince d'Orange, que je suis
« étranger. Le roi d'Espagne est-il né dans les
« Pays-Bas?.... Philippe prétend en appeler con-
« tre moi aux nations étrangères et à la postérité.
« Que diront-elles? sinon que les peuples m'ont
« jugé digne de leur affection, et qu'ils ne peu-

« veut voir en lui qu'un objet de haine ? Je confesse que je serai toute ma vie populaire, et que je défendrai jusqu'à la mort la liberté et les privilèges de ces provinces.

« Le roi promet vingt-cinq mille écus, ou des terres, à celui qui me remettra, mort ou vif, en ses cruelles mains, et qu'il anoblira mon assassin, s'il n'est déjà noble. Si telles gens sont tenus pour nobles en Castille, que de grâces j'ai à rendre à Dieu de ne pas être Espagnol !... Il accuse ma présence dans ce pays de tous les maux qui pèsent sur nous.... Ah ! si mon exil pouvait amener la fin de sa tyrannie et de nos malheurs, que mon exil me serait doux !... Que la mort même à ce prix me serait chère !... Mais je n'ai point mérité un si cruel sort. Pour quoi ai-je engagé tous mes biens ? Pourquoi ai-je perdu tous mes frères, que j'aimais plus que la vie ? Pourquoi mon fils a-t-il été si longtemps exposé à la barbarie de mes ennemis ? N'est-ce pas pour la patrie et à cause de mon amour pour elle ?... Que puis-je espérer de tant de travaux et de sacrifices, si ce n'est *la conquête de notre liberté* ?... Ces sentimens ne seront jamais ceux de Philippe ! »

Toute réflexion est inutile devant une profession de foi qui a reçu des événemens une si haute sanction.

Edit.

(8) PAGE 41. Il sera à propos d'en dire quel-

ques particularités. Il était homme de qualité et puissant seigneur. Il se nommait Robert Dudley, quatrième des cinq fils de Jean, comte de Northumberland, qui perdit la tête avec son fils Guilford, mari de l'infortunée Jeanne Gray, qui périt aussi après avoir été proclamée reine, malgré la reine Marie : toute cette maison fut opprimée et persécutée durant le règne de Marie. La princesse Élisabeth, sa sœur, n'était guère mieux traitée; elle fut même en prison pendant quelque temps. La conformité du malheur engendra une correspondance entre la princesse et le jeune Dudley, qui était à peu près de son âge.

Élisabeth, parvenue au trône, rétablit cette maison dans ses honneurs et ses biens; elle avança milord Robert au-delà de ses espérances, le fit comte de Leycester, chevalier de la Jarretière, grand-écuyer, et lui donna autant de pouvoir qu'à un premier ministre. Il était le favori déclaré; on a cru long-temps qu'il était marié à la reine. Les Anglais n'ont point parlé avantageusement de sa religion, de sa probité, ni de ses autres qualités personnelles : il se livra avec excès au luxe et à la mollesse; il tenait une cour comme la reine.

Au déclin de sa fortune, il demanda la commission des Pays-Bas; mais à peine y était-il, qu'il l'envisagea comme un exil honorable; il trancha du vice-roi : il avait apporté parmi ces

gens simples et accablés de misère, toute sa fierté, son luxe et ses parfums. Il fut rappelé, disgracié, et mourut à Cornburi, dans la retraite.

Aut.

(9) PAGE 104. Ce Valdès n'était pas celui qui avait commandé, en 1574, au siège de Leyde, dont nous avons fait le récit, mais il était son proche parent.

Aut.

(10) PAGE 107. On ne lui donnait point le titre d'amiral, parce que l'amirauté de Castille est héréditaire dans la maison Henriquez.

Aut.

(11) PAGE 114. L'auteur trace ici l'histoire de la Ligue en France, ligue qui fit une diversion si opportune en faveur des Pays-Bas, parce que l'Espagne épousa le parti des ligueurs et leur fournit de puissans secours. En corrigeant le texte de Vandervynckt, nous le resserrerons autant qu'il nous sera possible. Nous omettrons même les détails que l'on trouve dans toutes les histoires de France.

Édit.

François I^{er}, qui aimait les savans, en avait fait venir d'Allemagne : il les protégeait hautement ; malheureusement ils étaient infectés, la plupart, des nouvelles opinions et des hérésies du temps. Ils les répandirent en France. Henri II, qui lui succéda, en sentit les inconvéniens et voulut y remédier, mais l'ivraie avait déjà pris racine. Nous avons dit, en parlant du traité de Cambrai de 1559, que les cardinaux de Lorraine et Granvelle

étaient convenus de maintenir de tout leur pouvoir la religion catholique, chacun dans son gouvernement. Granvelle débata, développa son plan et donna naissance aux troubles des Pays-Bas. Le cardinal de Lorraine fut obligé de différer l'exécution du sien ; mais il n'oublia rien pour inspirer ses sentimens au roi Henri II, qui suivit ses conseils.

Ce prince commençait à sévir contre les novateurs et à les poursuivre par le fer et le feu, lorsqu'il mourut, à la fleur de son âge, en 1559, à la suite d'un tournoi, où il avait été blessé à l'œil au milieu des divertissemens. Ce roi vaillant fut fort regretté : on mit sous son portrait :

Quem Mars non rapuit, Martis imago rapit.

A sa mort, le royaume tomba consécutivement sous trois régence. Catherine de Médicis, sa veuve, les exerça toutes les trois. Son esprit et son caractère l'ont rendue fameuse à tous les siècles ; tous les auteurs en ont parlé, mais aucun n'en a dit du bien. Les Français surtout ont déchiré sa mémoire par de cruelles satyres, en vers et en prose.

Cette reine, dans sa première régence pour le jeune roi François II, vit de mauvais œil l'exorbitant pouvoir de la maison de Lorraine. François II était marié à la reine héritière d'Écosse, du vivant de son père Henri II, et on le nom-

mait le roi dauphin : cette reine dauphine était l'infortunée Marie, dont on a déjà parlé, fille de Jacques V, roi d'Écosse, et de Marie de Lorraine, duchesse douairière de Longueville, sœur du cardinal et du duc de Guise. De cette manière, ces seigneurs étaient oncles du roi régnant par sa femme; à proprement parler, il n'y avait pas lieu à régence sous ce règne, puisqu'il n'y avait pas de minorité. Mais le roi n'avait que seize ans, était d'une constitution si faible et si délicate qu'il permit que sa mère fût régente. Les princes lorrains lui enlevèrent toute son autorité, gouvernaient le roi leur neveu, et tout le royaume.

Le calvinisme avait déjà fait de grands progrès, et les Huguenots formaient un parti en France : le roi de Navarre, le prince de Condé et plusieurs des plus grands seigneurs s'y jetèrent par raison d'état, pour contrecarrer la maison de Lorraine; car si elle eût embrassé le parti protestant, dit un auteur, tous les autres auraient pris le parti catholique; il y en eut même, comme le connétable de Montmorency, le maréchal de St André et de grands officiers du même rang, qui détestaient le dogme de Calvin, mais favorisaient le parti par émulation et par jalousie. La reine-mère avait les mêmes raisons, et de plus fortes encore, pour s'attacher aussi à ce parti, qu'elle appuya puissamment, mais secrètement. Les Huguenots abusèrent de ces protections, et

s'enhardirent jusqu'à entreprendre la conjuration d'Amboise, où il s'agissait d'enlever le roi, les reines, toute la cour et de massacrer les Lorrains. Cette noire conspiration parut tramée de fort loin, et ne fut avouée de personne; les princes Lorrains en eurent quelque avis, la prévinrent et la dissipèrent. Le commun des Huguenots se souleva en plusieurs endroits : ils firent d'horribles ravages, brûlant, renversant les villes et les villages comme les Iconoclastes de Flandre, au milieu des blasphèmes et des sacrilèges; il y eut de cruelles représailles. Le prince de Condé fut accusé, emprisonné et condamné à mort; la mort inopinée du roi le sauva.

Le roi, que les Français appelaient le petit roi français, décéda à Orléans, pendant l'assemblée des états, le 5 décembre 1560 : il était-âgé de 17 ans moins un mois; il mourut d'un abcès à Poreille, et l'on a dit parmi le peuple que son médecin, qui était Huguenot, l'avait empoisonné par la sonde. Cette mort apporta un grand changement aux affaires du temps; les Huguenots mirent tout en combustion et devinrent plus intraitables. Le crédit de la maison de Lorraine baissa considérablement. La jeune reine, devenue veuve, fut renvoyée en Écosse, où elle éprouva depuis toutes ces adversités dont on a parlé au chapitre précédent, et qui n'appartiennent pas essentiellement à notre sujet.

Charles IX succéda à son frère, et la reine-mère entreprit sa seconde régence. Elle prit aussi d'autres mesures, s'empara de l'esprit du jeune roi, et dressa un plan d'intrigues, pour changer de système quand elle le voudrait. Elle était très-mécontente du parti huguenot, qui avait voulu l'enlever lors de la conjuration d'Amboise, avait abusé de sa protection, mis tout le royaume en feu et allumé de petites guerres mal à propos, et avec trop d'éclat ; il l'avait forcée elle-même à des arrangemens honteux : il lui avait arraché des édits qui autorisaient son impiété et son audace : elle leur retira sa confiance et se réconcilia avec la maison de Lorraine et les chefs catholiques. On voulut ensuite révoquer les édits ; mais cela ne fit que produire de nouvelles guerres et d'autres troubles ; une multitude de petits incidens aigrirent les esprits, et firent éclore à la fin la funeste journée de la St-Barthélemi. Sous le spécieux prétexte d'une paix définitive et perpétuelle, on arrêta des articles, et le nœud de la réconciliation fut le mariage du roi de Navarre, depuis Henri IV, avec Marguérite de Valois, sœur des trois derniers rois de cette branche. Les personnages les plus éminens des deux partis furent invités à ces noces.

L'amiral de Coligni, homme si respectable d'ailleurs, était à la tête du parti protestant, quoique des princes du sang y tinssent le premier

rang. L'amiral, accompagné de l'élite de la noblesse du parti, vint à Paris; le mariage y fut célébré avec les plus grandes solennités. Peu de jours après, Jeanne d'Albret, reine de Navarre, qui était aussi à Paris avec une suite nombreuse, pour assister aux noces de son fils, y mourut subitement. On a dit qu'elle fut empoisonnée par des gants parfumés : ses médecins, très-bons calvinistes comme elle, déclarèrent pourtant n'avoir trouvé aucune marque de poison à l'ouverture du cadavre.

La joie et les fêtes pour la paix et pour le mariage duraient encore, lorsque, pendant la nuit du 23 au 24 août, jour de St-Barthelemi 1572, eut lieu la scène tragique qui a fait frémir la nation et l'humanité même. On exécuta l'horrible complot, secrètement résolu à la cour depuis long-temps, de massacrer et d'exterminer les Huguenots dans tout le royaume.

Je n'ai pas dessein de m'arrêter aux affreuses circonstances qui prouvent les dispositions sangui-
naires du roi, de la cour et de tous ces exécuteurs de sang froid. Les historiens de Thou, père et fils, ont tiré le rideau sur ces horreurs, et pour en dérober le détail au public, ils ont employé les vers de Stace :

Excidat illa dies ævo, nec postera credant
Sæcula. Nos certe taceamus, et obruta multa
Nocte tegi propriæ patiamur crimina Gentis.

Ce ne fut pas seulement à Paris qu'on exécuta cette boucherie : par des ordres exprès, on en fit autant à Rouen, à Lyon, à Bourges, à Bordeaux, à Tours, à Toulouse, à Angers, à Poitiers, à Meaux et dans quelques autres villes : on a écrit que 30,000 protestans périrent dans le royaume, en Provence, en Dauphiné, en Bourgogne, en Auvergne et à Bayonne. Quelques gouverneurs trouvèrent cependant moyen de se refuser à cette violence; l'évêque de Lizieux s'y opposa; il répondit qu'étant pasteur, il voulait ramener ses ouailles égarées de la bergerie, et ne pas permettre qu'on les égorgéât. On a dit la même chose de l'évêque de Grenoble. Ce fut pendant le massacre de Paris qu'on arrêta le roi de Navarre et le prince de Condé, et qu'on les força à se convertir. Le roi Charles IX. voulut lui-même tuer le prince de Condé à coups d'épée. On eut beau colorer ce fait atroce du voile de la religion, de la nécessité, de la punition d'une conspiration découverte : il fut détesté dans les pays étrangers. Par ce massacre, les calvinistes firent une grande perte; mais il s'en fallait bien qu'ils fussent ruinés ou éteints; ceux qui restaient en étaient beaucoup plus endurcis et plus animés; ils perdirent toute confiance dans les catholiques.

Depuis cette époque, Charles IX tomba dans des langueurs mortelles; il séchait à vue d'œil. On attribuait sa maladie aux chagrins et aux remords

d'une action qu'on nommait barbare et inhumaine. Il mourut le 30 mai 1574, à l'âge de 23 ans, onze mois. Il lui était survenu, outre ses langueurs, une sueur sanglante; le sang lui sortait en bouillonnant par tous les pores. Il avait épousé en 1570 l'archiduchesse Élisabeth, fille de l'empereur Maximilien II. Philippe second voulut l'obtenir depuis pour quatrième femme; elle refusa constamment. Cette reine vertueuse avait vu ces terribles exemples en France; ce fut elle qui, dans le furieux emportement du roi contre le prince de Condé, au sujet de sa conversion, empêcha qu'il ne lui passât son épée au travers du corps. Elle n'eut de son mariage qu'une princesse, qui mourut au berceau; elle se retira dans sa patrie, et se fit religieuse dans un couvent à Vienne, où elle décéda en 1592.

Le roi Charles IX, étant mort sans enfans, la couronne passa à son troisième frère: ce prince régnait en Pologne depuis un an, et Catherine de Médicis, sa mère, reprit sa troisième régence pendant l'absence du roi.

Henri III, sous le nom de duc d'Anjou, avait eu auparavant une grande réputation en France; il était estimé comme un prince plein de sagesse et de valeur, et qui entendait le gouvernement. Il avait commandé en chef les armées, gagné les batailles de Jarnac, de Montcontour et d'autres contre les protestans. Cette réputation, rehaussée

par l'adresse d'un ambassadeur, et soutenue par quelque argent répandu à propos, lui procura les suffrages des Polonais; ils l'élurent roi, et il fut solennellement couronné à Cracovie en 1574. On ne sait si le climat lui changea l'esprit et les manières. Quand il revint en France, il tint une conduite toute différente de celle qui l'avait fait estimer précédemment. En quittant son royaume de Pologne, il débuta par une bisarrerie fort déplacée. Le courrier qui lui annonça la mort du roi son frère, étant arrivé tard, pendant la même nuit, il fit secrètement ses dispositions, et le lendemain il partit avec cinq ou six de ses courtisans, à la dérobée, et sans prendre congé de personne : il avait fait aposter des chevaux et des relais, et courut en poste jusqu'à Vienne, comme un homme qui se sauve de prison. Cependant il n'avait point à se plaindre des Polonais, qui, de leur côté, ne se plaignaient pas de lui : en leur montrant la raison d'état qui le forçait à les quitter, il aurait ménagé les intérêts du duc d'Alençon, son frère, qui eût pu lui succéder par une seconde élection. Mais il abandonna ce royaume avec tant de maladresse, que les Polonais s'en tinrent offensés ; le duc d'Alençon, assez disposé à rechercher les aventures, comme il le paraît par ses entreprises aux Pays-Bas, n'osa point se présenter. L'empressement du roi pour retourner en France se ralentit pendant le

voyage ; il s'arrêta quelques jours à Vienne. De là il se rendit à Venise, où il s'amusa encore quelque temps. En passant à Avignon, le roi prit goût à une procession des pénitens blancs ; il séjourna encore dans cette ville, s'enrôla dans leur confrérie, et prit avec lui le modèle de ses statuts pour en ériger une à Paris. Enfin il arriva à Paris et dans sa cour, où il fit d'abord remarquer une humeur inquiète. Les protestans, depuis la nuit sanglante de la St Barthelemi, se tenaient en repos ; on avait fait la paix avec eux ; on les laissait tranquilles, et ils jouissaient de quelques sûretés et de quelques avantages à l'abri des derniers édits. Le roi, en passant à Vienne, avait demandé conseil à l'empereur Maximilien II, sur les affaires de la religion en France. L'empereur, prince débonnaire et pacifique, lui avait fort conseillé de tenir son royaume en paix ; de ne point rouvrir des plaies qui saignaient encore, et de ramener les choses aux point qu'il désirait, par le temps, le bon exemple et les voies de douceur. Quelques sénateurs de Venise, consultés sur la même question, répondirent dans le même sens. Cependant à peine le roi fut-il de retour, et eut-il tenu quelques conférences avec la reine-mère, que parurent de nouvelles mesures pour abaisser le parti Huguenot. Le roi ne consulta que son zèle, et fort peu les forces de son royaume pour une telle entreprise. Il avait été un des princi-

paux auteurs de celle de la St Barthélemi , et y avait beaucoup contribué. Il aurait bien voulu suivre la même conduite , afin d'exterminer les Huguenots en France. Il fut donc résolu de leur faire la guerre et de révoquer le dernier édit.

Mais aussitôt qu'on en vint à l'exécution , il fut aisé de reconnaître que tous les protestans n'avaient point péri à la journée de la St-Barthélemi. Ils se réveillèrent d'un bout du royaume à l'autre. Ils étaient soutenus par les puissances étrangères , et ils étalaient tant de forces , que la cour , après avoir échoué dans une ou deux rencontres , vit clairement que si cette guerre durait , elle y succomberait infailliblement.

La reine-mère s'était plus d'une fois livrée à un manège odieux : elle excitait l'orage entre les partis , et faisait naître des guerres ; ensuite elle se donnait pour médiatrice. Dans cette circonstance , elle procura encore la paix. Mais comme il est plus facile de fomenter la discorde , et de la faire éclater que de l'étouffer à volonté , plusieurs de ces petites guerres et de ces paix factices avaient mal répondu à ses intrigues , et la cour y avait souvent perdu. Il en fut de même en cette occasion ; elle employa toute son adresse à apaiser les troubles , et elle en vint à bout , mais à des conditions si désavantageuses , que les Huguenots y gagnèrent infiniment ; ils dictèrent , pour ainsi dire , les articles du traité , dont un entr'autres portait

que le prince de Condé aurait pour lui Peronne et le gouvernement de Picardie. Jacques de Humières, marquis d'Ancre, noble de la première qualité, et très-puissant, avait ce gouvernement avec celui de Roye et de Mondidier; il était grand catholique, avait des biens considérables dans ces provinces, y était respecté et presque adoré. Ce seigneur et la nombreuse noblesse de ces cantons, choqués également de la faiblesse de la cour, et de la hardiesse des protestans, résolurent fermement de se maintenir, et de n'être point leurs victimes. En 1576 cette résolution enfanta la ligue et d'autres dispositions analogues. Le projet d'une pareille union n'était pas nouveau, et se mûrissait depuis long-temps. Le cardinal de Lorraine, parmi les mesures prises avec le cardinal de Granvelle, en avait conçu un plan fort détaillé. Le projet était de former une confédération offensive et défensive, sous l'aveu du pape, pour maintenir la religion catholique indistinctement, contre quiconque l'attaquerait; de sceller cette ligue par un serment de fidélité prêté à un chef qui serait élu à cet effet. C'était proprement établir une seconde royauté en France.

Le cardinal voyait tous les jours les ménagemens dont on usait envers les protestans; il découvrait que la reine mère s'entendait avec l'un et l'autre parti, les élevait ou les abaissait suivant les intérêts de la cour, dont elle tenait la balance. *

Ce manège avait paru dès sa première régence sous le règne de François II, ensuite sous Charles IX; pour y obvier, la ligue fut projetée, mais le cardinal ne put jamais en venir à bout : il destinait pour chef à ce parti François de Lorraine, duc de Guise, son frère, grand homme, et fort puissant en France; mais il fut tué d'un coup de pistolet au siège d'Orléans par un nommé Poltrot, gentilhomme huguenot, au moment qu'il se retirait dans son quartier l'an 1563. Cette mort dérangerait le plan du cardinal. Henri duc de Guise, son neveu, était trop jeune, et le cardinal lui-même mourut en 1574, empoisonné, si l'on en croit au bruit qui courut alors.

Pendant les mesures étaient prises, et le jeune duc de Guise, qui était assez instruit du complot, en reprit le dessein. Ce prince était Henri de Lorraine, duc de Guise, surnommé *le Balafré*. Les peuples le considéraient comme le rival du roi, et osaient en faire librement le parallèle. La différence devenait alors manifeste. Le roi Henri III ayant perdu l'affection de ses sujets, on perdit la crainte et le respect qu'il devait inspirer : ces sentimens furent bientôt remplacés par le mépris dans tous les ordres de l'état. Ce prince n'était plus qu'un fantôme en comparaison de ce qu'il avait été. Inconstant et variable, il entreprit de grands desseins et des guerres qu'il abandonnait un jour après, par timidité et par nonchalance.

Toujours inquiet et irrésolu, il passait rapidement d'une extrémité à l'autre. Je crois que dans la haine qu'on lui portait, il se sera glissé quelque exagération ; mais en général l'histoire du temps le peint comme un prince débauché jusqu'aux inclinations basses et populaires, qu'il ne quittait que pour se jeter alternativement dans la dévotion et dans des austérités outrées. Il institua la plupart de ces confréries de pénitens à capuchons pointus, avec lesquels il marcha lui-même pieds nus, et déguisé dans les processions et les pèlerinages. Ses ennemis traitèrent cette conduite de puérilité, de bigotisme et d'hypocrisie ; mais la nation entière se plaignit sérieusement de ses profusions extravagantes dans ces temps de calamités. Le roi se livra, lui et son état, à de jeunes favoris, qu'on nommait les *mignons* : il se plongea de plus en plus dans une indigne mollesse ; il abandonna au premier venu tous les soins de la royauté et ne voulait presque plus entendre parler d'affaires. Il s'endormit au bord du précipice. La reine mère n'en fut pas fâchée, et lui laissa les amusemens ; elle y trouvait son compte et le moyen de satisfaire son ambition, qui était de gouverner ; cependant elle était souvent aux prises avec les favoris.

Les choses en étaient venues au point qu'on jugea le moment favorable pour mettre à exécution un projet conçu depuis long-temps : le traité de la confédération, nommée *la Ligue*, fut conclu

et signé à Peronne, et toute la noblesse picarde y entra. C'était au nom de Dieu qu'il était rédigé : il contenait douze articles, dont certainement trois ou quatre étaient attentatoires à la majesté et à l'autorité des rois. Le pouvoir royal y était soumis en certains points, aux décisions des états-généraux du royaume; on y déclarait la guerre à tous ceux qui s'y opposeraient, sans exception de personne. Ce traité était une imitation parfaite du fameux compromis conclu à Bréda en 1566. Celui-ci fut fait avec plus de secret et de précautions contre un monarque puissant. Celui de Péronne eut lieu plus ouvertement et fut mieux soutenu contre un roi faible.

A l'exemple du compromis, des copies de l'acte qui constituait la ligue furent envoyées jusqu'aux bouts du royaume. Le duc de la Tremouille, un des plus puissans seigneurs de la France, était alors fort mal avec les Huguenots; il accepta non-seulement la ligue, mais il y engagea la noblesse du Poitou, du pays d'Aunis et de la Touraine. D'autres, par les mêmes motifs ou par mécontentement, acquirent des provinces entières à cette confédération.

A Paris on fut dans le principe un peu plus retenu et plus circonspect; mais trois ou quatre curés s'étant mêlés de cette ligue, y attirèrent beaucoup de partisans : ils s'assemblèrent souvent dans la chambre du curé de St-Benoît, à la

Sorbonne, qui fut appelée pour cela *le bureau de la ligue*. Un écrit séditieux et turbulent courut en France; on le vit aussi à Rome et à Madrid; il fut désavoué de tout le monde, et ne laissa pas de répandre son poison. C'était une dissertation pour démontrer que la couronne de France n'appartenait qu'à Charlemagne et à sa race, et ne regardait pas celle de Hugues Capet, qui en avait été usurpateur; que Dieu inspirait les bons catholiques pour détester la paix qu'on avait donnée aux hérétiques; et pour rétablir dans leurs droits les princes lorrains, qui étaient la vraie postérité de Charlemagne: cet écrit, joint à des discours, à des sermons sur ce sujet, avait en quelque sorte perverti tout Paris, où il se fit une union entre les habitans: on y élut premièrement dix, ensuite seize personnes qui formaient le grand conseil de l'Union. Cette union se joignit ensuite aux unions particulières de Picardie et d'autres provinces, qui composèrent ensemble *la Ligue*. Cette conjuration s'accrut et devint plus formidable de jour en jour, sous la direction générale des seize.

Ces seize étaient pris des seize quartiers de Paris. Cette institution était dans le goût démocratique, comme celle des dix-huit de Gand. Ceux-ci avaient tyrannisé la Flandre; mais les seize de Paris montèrent à un tel degré d'audace, qu'ils renversèrent le trône, et voulurent en disposer.

La ligue était conclue dans l'attente d'un chef, à qui l'on devrait obéir exclusivement; ce chef n'était ignoré de personne, mais n'était pas déclaré. Le roi Henri III se déclara chef de la ligue, comme d'une confédération pour le maintien de la religion catholique, sans considérer qu'en signant cette convention, et en autorisant les autres à y entrer, il en ratifiait tous les articles, dont quelques-uns le faisaient déroger et lui enlevaient ses prérogatives royales. Ceux qui lui avaient conseillé de faire cette étrange déclaration, l'avaient fait avec bonne intention; mais elle fit plus de mal qu'on n'en prévoyait. Le duc d'Epemon négociait alors, par ordre du roi, avec le roi de Navarre : les plus fougueux de la ligue, qui avaient pour but d'exclure *le Béarnais*, comme ils l'appelaient, de la couronne de France, criaient à l'hérétique! ils enveloppèrent Henri III dans le complot contre la religion, comme fauteur de l'hérésie et hérétique lui-même. Ce prétexte suffit pour lui ôter le commandement et penser à un autre chef. Le duc de Guise ne trouva pas à propos de se déclarer encore, et leur procura un autre personnage : c'était le cardinal de Bourbon; il était archevêque de Rouen et abbé de St-Denis, frère d'Antoine et oncle de Henri roi de Navarre. Il avait 70 ans, et il s'imagina succéder un jour au roi Henri III, qui n'en avait que 30. En attendant les ligueurs le mirent à la tête de la sainte

ligue catholique, contre son neveu hérétique. Le bon vieillard radotait un peu, mais à cette promotion, la tête lui tourna tout-à-fait ; il quitta ses habits ecclésiastiques, se vêtit en cavalier, endossa les armes, et voulut paraître à l'armée. Il mourut l'an 1590, et pendant quelques mois qu'il survécut au roi de France, on l'endormit chez lui du titre de roi. On prétend que des curieux conservent des écus d'or, qu'on aurait une fois frappés à son coin, sous le nom de Charles X.

Avant le cardinal de Bourbon, qui n'était qu'un fantôme de chef, lorsque le roi s'était mis à la tête de la ligue, les ligueurs et les seize de Paris, qui étaient les plus mutins, avaient engagé ce roi, malgré lui, dans une longue et cruelle guerre contre le roi de Navarre, le prince de Condé et les protestans. Cette guerre a duré nombre d'années, et ne fut pas heureuse pour la France. Les batailles de Coutras et d'Ivry, les combats de Senlis, d'Arques et autres, furent tous gagnés par le *Béarnais* ; beaucoup de sièges et d'entreprises, de ravages et de cruautés barbares désolèrent ce royaume. Il n'appartient pas à cet ouvrage d'entrer dans un grand détail de toute cette funeste guerre civile. J'ai seulement voulu montrer l'origine et les progrès de cette formidable ligue, qui engendra tant d'horreurs et de maux. Je passerai maintenant aux derniers événemens les plus tragiques. Il y en eut trois également affreux en

quinze mois de temps, des années 1588 et 1589 : ils mirent la France à deux doigts de sa ruine.

Les intrigues de l'ambassadeur d'Espagne, soutenues à force d'argent parmi les seize de Paris, eurent une grande influence sur ces séditeux prédicateurs, sur les âmes vénales du bas peuple, et de ceux qu'on nommait les colporteurs de la ligue. De là ces manques de respect, ces insolentes provocations à détrôner le roi, à l'enfermer dans un cloître, et à le traiter comme les rois sainéans des premières races ; delà enfin toute la conduite turbulente des Parisiens. Le roi, indigné et outré de toutes ces avapies, qui duraient depuis quelques années, voulut s'en venger par un coup d'éclat, qui rétablît son autorité ; il fit approcher des troupes à dessein d'enlever quelques-uns des plus séditeux entre les seize. Par hasard, le duc de Guise était alors à Soissons ; informé par ses créatures de ce dessein, il voulait essayer son autorité dans Paris, contre celle du roi, et empêcher cette voie de fait par sa seule présence. Il en résulta un de ces événemens dont j'ai parlé : ce fut la journée des barricades, journée fatale, qui mit le feu aux quatre coins du royaume. Le roi, qui prévoyait l'arrivée du duc, lui envoya à Soissons le président de Bellièvre avec une défense expresse de venir à Paris. Le duc prétendait que cette défense l'empêchait seulement d'y venir armé : pour ne point rencontrer d'itératives interdictions, il

prit des chemins détournés pour se rendre en cette ville.

Enfin le 9 mai 1588, il entra à Paris vers midi, monté sur un beau cheval, et accompagné seulement de 8 personnes. A Paris l'on était si bien averti de son entrée, que deux cent mille habitants étaient répandus dans les rues où il devait passer, aux fenêtres et jusques sur les toits. A peine eut-il passé la porte St-Denis, que tout ce peuple assemblé fit entendre les plus bruyantes acclamations; on l'accompagna en criant sans relâche : *Vive, vive Guise! vive le pitier de l'église!* On lui jetait des fleurs, des eaux de senteur; on s'étouffait pour l'approcher et pour baiser la croupe de son cheval; on faisait cent autres extravagances. C'était le plus beau jour de sa vie, et il jouit amplement de ce triomphe; il marchait au petit pas, le chapeau à la main, et saluait tout le monde au milieu de cette multitude innombrable, qui répétait ces cris à tous momens.

Il alla droit au palais de la reine-mère, qui l'attendait, avertie par le bruit de ceux qui le devançaient. Elle monta en chaise; le duc l'accompagna à pied jusqu'au Louvre, toujours au milieu d'une foule innombrable. La reine entra chez le roi, qu'elle trouva tout en colère et délibérant sur la vie et la mort du duc, que plusieurs courtisans lui conseillaient de faire assommer par ses gardes. Dans l'intervalle le duc de Guise monta

le grand escalier, passa le salon et les anti-chambres presque seul au travers des gardes et d'une double haie d'officiers et de courtisans, dont la plupart le regardaient de mauvais œil. Une princesse lui souffla, en passant, à l'oreille, qu'il prit garde à lui; il était déjà trop tard. Le duc alla toujours sans changer de contenance, et soit à dessein, ou par un mouvement naturel, mettant de temps en temps la main à la garde de son épée, il pénétra jusqu'au cabinet du roi, où il entra. Le roi y vint aussitôt avec la reine-mère et le président de Bellièvre. Le duc de Guise fit au roi une très-profonde révérence; et lui dit en peu de mots qu'il lui apportait sa tête pour se justifier de la calomnie de ses ennemis, dont il lui demanda justice. Le roi, fort troublé, lui montra Bellièvre, et demanda s'il ne lui avait pas fait des défenses. Il y eut à ce sujet une discussion et de l'équivoque; la reine-mère changea de discours. Le roi dit à la fin qu'il allait dîner, et que l'après-midi on se trouverait au jardin de la reine pour parler d'affaires, et il alla se mettre à table. Le duc repassa dans tout l'appartement avec le même air magnanime qu'il avait montré en entrant, et trouva au sortir le même cortège et les mêmes cris, qui l'accompagnèrent jusqu'à l'hôtel de Guise. Revenu chez lui, il réfléchit beaucoup sur le danger qu'il avait couru, et résolut de ne plus s'y exposer. Il alla au jardin de la reine, mais avec

une grande suite; d'ailleurs tout Paris était aux fenêtres et sur les murailles pour contempler cette entrevue, qui dura assez long-temps et se passa tranquillement. Il y eut quelques explications, et le roi s'emporta de temps en temps, menaça et voulut être obéi.

Le 12 mai, à la pointe du jour, les gardes françaises et suisses, qui étaient logées dehors, entrèrent en ville avec quelques autres troupes; le tout pouvait former un corps d'environ six mille hommes. Le roi, à cheval, avait été à leur rencontre, et les fit entrer par la rue St-Honoré. De là les maréchaux d'Aumont et de Biron les placèrent, tambour battant, dans les rues, sur les ponts et vers les quartiers qu'ils devaient occuper.

Le roi avait ordonné, deux jours auparavant, de faire une recherche exacte de tous les étrangers qui se trouvaient à Paris. C'était à dessein de faire sortir tous ces ligueurs qui étaient venus de Picardie et d'autres provinces, comme à un rendez-vous, peut-être par ordre ou de l'aveu du duc de Guise. On voulait donc visiter les auberges et les maisons des habitans. Mais le peuple, ému, crut que sous ce prétexte on cherchait à enlever ou à tuer quelques-uns de leurs principaux bourgeois, ou de leurs protecteurs; on publia que c'était un complot de massacre, qu'on voulait livrer la ville au pillage, que c'étaient des représailles de la St-Barthélemi, tramées par les hugue-

nots. On débita tant d'autres mauvais propos, que l'alarme se répandit partout. A la première marche des troupes, on ferma les boutiques et les églises. Les bourgeois avaient pris les armes en entendant les tambours et les fifres des Suisses. Les visites qu'on voulut faire dans certaines maisons, attirèrent de la résistance et quelques coups d'armes. Le tocsin sonna dans un endroit, et ensuite dans tout Paris.

Le comte de Brissac ordonna de dépaver les rues, fit tendre les chaînes et faire des barricades. On en construisit de trente à trente pas, avec des futailles, des meubles, du fumier, de la terre, et tout ce qui fut trouvé sous la main; on y mit une telle promptitude, qu'avant midi presque toute la ville était retranchée; on poussait les barricades de rue en rue, jusqu'à cinquante pas du Louvre. Les gardes étaient enfermées entre tous ces retranchemens, et les Suisses furent fort maltraités à coups de pierres; il y en eut une centaine de tués ou blessés : ils demandèrent quartier. Le comte de Brissac les fit désarmer, et les envoya dans un lieu de sûreté. Ce comte était Charles de Cossé, comte et ensuite duc de Brissac. Il se distingua entre tous les autres dans cette journée; il en avait une raison particulière et personnelle. Il avait formé des prétentions sur l'amirauté de France, que les favoris avaient emportée; le roi avait dit de lui, qu'il ne valait rien par mer ni par

Quand il renvoya les Suisses désarmés, il dit aux officiers : *J'ai trouvé mon élément : si je ne vaux rien sur mer, ni sur terre, le roi saura, messieurs, que je vaux du moins quelque chose sur le pavé de Paris.*

Durant ces terribles alarmes, le duc de Guise se promenait à grands pas et presque seul dans son hôtel; Brissac, Bois-Dauphin et ses autres officiers étaient occupés à commander les bourgeois et à diriger les attaques. Il arrivait à tous momens au duc des messages de la part de la reine-mère et du roi même, pour faire cesser ces désordres. Il y répondit sèchement qu'on avait eu grand tort d'irriter le peuple. A la fin, ayant avis qu'on allait investir le Louvre et attaquer les gardes françaises à coups de fusil et de pierres, il sortit, une baguette à la main, et alla de barricade en barricade, fit cesser toute hostilité, poser les armes aux Parisiens et ouvrir les barricades. Il parla obligeamment aux officiers des gardes françaises, et ayant fait venir les Suisses, il renvoya au roi ses gardes désarmés. La reine-mère crut néanmoins pouvoir faire usage de ses talens négociateurs pour quelque accommodement, mais on trouva le duc de Guise trop enflé de son succès. Il demanda des sûretés pour la religion, pour lui et pour tous ses adhérens, et voulut faire exclure les Bourbons protestans de la succession. Cet article donnait beaucoup à soupçonner; le roi était le dernier

des Valois et sans enfans. Cette roideur dégoûta jusqu'à la reine négociatrice; elle en prit ombrage. D'ailleurs le roi, déjà troublé, fut encore intimidé à tous momens par de sinistres avis. Le peuple avait crié, pendant les barricades, qu'il fallait prendre frère Henri de Valois dans son Louvre. On menaçait d'investir son palais: on lui fit nombre de mauvais rapports, qui, à la fin, le jetèrent dans la dernière inquiétude. Le lendemain, 13 mai, il alla se promener à son ordinaire aux Tuileries, se botta aux écuries, sortit à cheval avec une vingtaine de ses officiers et gentilshommes mal montés, et courut au galop par la porte neuve, jusqu'aux hauteurs de Chaillot, où il se mit à regarder Paris, et jura qu'il n'y rentrerait jamais plus que par la brèche. C'est ici, aussi succinctement que l'histoire le permet, le récit de la journée des barricades et de la funeste rupture, qui entraînèrent des malheurs encore plus grands à leur suite.

Le roi, fuyant de Paris, s'était rendu à Chartres, où il tenait sa cour, et où ses gardes, ses ministres, les restes de sa maison, se rendirent les jours suivans, en très-mauvais équipage.

Le premier remède à de si grands maux fut que le roi convoqua les états-généraux du royaume à Blois, pour le mois de septembre suivant. Il transféra le parlement de Paris à Tours. Il rendit plusieurs autres édits qui marquaient son indi-

gnation contre les Parisiens et contre la ligue; mais elle était si puissante dans toute la France, et l'autorité royale était si avilie par la nouvelle des barricades, qu'il fut mal obéi dans la plupart de ses entreprises et de ses ordonnances.

Cependant les états-généraux s'assemblèrent à Blois de la manière indiquée. On avait un peu d'espoir et de confiance qu'on obtiendrait des secours et des remèdes d'une assemblée si respectable; mais on reconnut par expérience que les ligueurs en faisaient la majorité et y étaient en force. Je ne m'arrêterai pas à ce qui se passa de la part du roi ou de ses ennemis, dans le peu de temps qui s'écoula depuis les barricades de Paris jusqu'aux états de Blois; l'intervalle n'est que de quelques mois, et ce qui eut lieu était marqué au coin d'une haine inflexible : l'assemblée même des états fut rompue et déchirée; cette discorde amena un surcroît de malheurs, et produisit un second événement, aussi fatal que l'autre pour la ruine de la France.

Cette assemblée s'ouvrit avec grand appareil à la fin de l'an 1588. Le roi, la reine-mère, des cardinaux, des prélats, la haute noblesse et les députés de toutes les provinces et des principales villes du royaume, se trouvaient à Blois. Le duc de Guise s'y rendit aussi avec une grosse suite et se logea au château. Les matières qu'on proposait aux états firent naître de vives déclamations et

des délibérations aussi longues qu'infructueuses. Le parti de la ligue fut reconnu visiblement supérieur en tout; on examina et on censura la conduite du roi avec beaucoup de liberté. Ce prince était obsédé de gens qui soufflaient la discorde, et lui donnaient de noires impressions et des conseils violens. Tous les favoris avaient été de tout temps ennemis du duc de Guise, et il ne leur opposait qu'un grand mépris. Enfin le roi, faible et susceptible des plus dangereux transports, ne se possédait plus; il se figura en voyant la mauvaise tournure des affaires et des intrigues, qu'on attenterait à sa personne ou à sa liberté, et résolut de se défaire du duc de Guise. Il n'était plus question que de décider si l'on emploierait les voies de la justice ou la violence; ce dernier moyen, tout odieux et tout horrible qu'il soit, prévalut encore. Le roi en parla au brave Crillon, colonel des gardes françaises, célèbre par sa valeur et sa probité; il n'était pas ami des Guise. Ce galant homme lui répondit qu'il était, à la vérité, ennemi du duc de Guise, qu'il offrait de le combattre en duel, de quelque manière qu'il lui ordonnerait, mais qu'il refusait hautement de le tuer perfidement ou par trahison. L'on eut recours à Lognac, capitaine des quarante-cinq, garde particulière du roi, composée en grande partie de Gascons. Ce capitaine promit de fournir quelques-uns de ses hommes pour cet attentat.

En effet, sept spadassins de la garde des quarante-cinq s'engagèrent pour une modique somme à massacrer le duc de Guise; ce noir complot, qu'on tramait depuis quelques jours, ne put se faire sans être éventé; le duc en fut averti; il trouva même un jour à son dîner un billet sous son couvert; il le lut, demanda une plume, écrivit au bas du billet: *On n'oserait*, et le jeta sous la table. Cette magnanimité et ce mépris n'étaient guères de saison contre les gens à qui il avait à faire. Le vendredi 23 de décembre, avant-veille de Noël, fut fixé pour cette lâche entreprise. Le roi déclara le soir auparavant qu'il voulait tenir le conseil de bonne heure, pour aller ensuite à Notre-Dame de Clairi: ainsi les conseillers et les courtisans se rendirent de grand matin au château.

Le duc de Guise se tint quelque temps dans la salle des états, le dos au feu contre la cheminée, lorsqu'on vint lui dire que le roi le mandait. Il monta par un escalier transparent, et traversa l'appartement, le chapeau à la main, en saluant tous ceux qui y étaient. Les assassins étaient postés au bout de l'anti-chambre parmi les assistans, et trois ou quatre dans le vieux cabinet. Quand il fut près d'y entrer, quelqu'un leva la portière, comme pour lui faire honneur; en même temps il reçut trois ou quatre coups de poignard à la nuque du col et à la gorge; des assassins le poussèrent dans le cabinet, où d'autres le reçurent à coups

d'épée et de dague, sans pouvoir l'abattre; il parvint à s'en débarrasser, et quoiqu'il ne put tirer son épée qu'à demi, il leur fit faire à tous sept ou huit, le tour de la chambre. Ils lui jetèrent à la fin des lacets aux jambes, le firent tomber, et l'achevèrent à coups de poignard, d'épée et de hallebarde, au pied d'un lit qui se trouvait à cet endroit. Il expira après un profond soupir sans proférer une parole.

En attaquant le duc de Guise, les assassins avaient fait un grand bruit dans ce cabinet; le cardinal son frère et l'archevêque de Lyon, qui étaient dans la chambre du conseil, y accoururent des premiers; mais on les arrêta sur-le-champ, et ils furent enfermés tous deux dans la chambre voûtée d'une tour.

On arrêta en même temps dans le château le cardinal de Bourbon, Anne d'Est, duchesse de Nemours, mère des Guise; les ducs de Nemours, d'Elbœuf; le prince de Joinville, Brissac, Bois-Dauphin, Pericard, secrétaire du défunt duc, et dans la ville, quelques députés de Paris. Le colonel d'Ornano partit en poste pour Lyon, afin d'y arrêter ou de tuer le duc de Mayenne, autre frère des Guise; mais à la mort de l'aîné, un billet fut jeté par la fenêtre, où il n'y avait d'écrit que ces mots : *Monsieur de Guise est mort*. Ce billet, ramassé par une main fidèle, fut envoyé à l'instant à Lyon avec un avis convenable; le courier dé-

vança d'Ornano de deux ou trois heures, et le duc de Mayenne eut le temps de se sauver en Bourgogne, dont il était gouverneur.

Aussitôt après la mort du duc de Guise et l'arrestation des autres personnes, le roi Henri III alla en triomphe en porter la nouvelle à la reine sa mère, logée au même château de Blois : elle était alors malade de la maladie dont elle mourut quinze jours après. Elle lui demanda froidement s'il avait bien pesé toutes les conséquences d'un pareil coup d'éclat, lui en remontra la noirceur, et lui prédit le comble des malheurs qui en résulteraient. Il la quitta brusquement, en répliquant qu'il avait pourvu à tout.

Le cardinal de Guise et l'archevêque de Lyon, enfermés dans cette tour, y passèrent le jour et la nuit suivante; ils se confessaient et se consolaient l'un l'autre, attendant la mort à chaque instant. Le cardinal, au désespoir de la mort de son frère, avait dit tout ce qu'un transport furieux pouvait dicter; il répéta de temps en temps ces invectives; il reprochait au roi sa perfidie et mille horreurs : il continua encore le lendemain sur ce ton; le roi furibond, et craignant la vengeance de cet esprit hautain, jura aussi sa mort; mais il ne pouvait en venir à l'exécution, parce que ceux des quarante-cinq qui avaient commis le premier meurtre, refusaient ouvertement de mettre la main sur ce prince, cardinal et archevêque de Rheims. Il

fallut rechercher quatre misérables soldats aux gardes, qui, moyennant quatre cent écus qu'on leur promit, entreprirent cet exécrationnable assassinat.

Le cardinal fut appelé, et après le dernier adieu à l'archevêque, il fut mené dans un corridor ténébreux situé à côté de la tour. Il y vit à la sombre lueur d'un faux jour, ses bourreaux apostés; alors, sans dire un seul mot, il se couvrit la tête de son camail, et se mit contre la muraille, où ses meurtriers le clouèrent pour ainsi dire, en le perçant de sang froid de coups d'épée et de halberde, jusqu'à ce qu'il tombât mort à leurs pieds. Telle fut la déplorable fin des deux frères de Guise, princes de haute naissance, et les deux plus grands hommes de la France.

La reine-mère, Catherine de Médicis, après avoir joué de grands rôles, n'avait plus cet ascendant ni sur le roi son fils, ni dans les affaires. Elle penchait plus pour la ligue que pour les Huguenots. Avancée en âge, accablée de remords et de chagrins, ce dernier coup d'état qui venait de se passer presque sous ses yeux et à son insçu, avança et précipita sa mort; elle mourut d'une fausse pleurésie et de la fièvre, dans le même château de Blois, le 5 janvier 1589, âgée de soixante-neuf ans. Sa mort arriva à contretemps pour le roi Henri III. Ses connaissances, sa longue expérience dans le maniement du ministère, son adresse ordinaire, auraient pu tirer ce prince de

quelques mauvais pas, qui le menaient au précipice. Il reconnut bientôt son égarement et l'abîme qu'il s'était creusé avec si peu de prévoyance. La mort des princes de Guise le perdit de réputation chez les étrangers. La ligue entreprit leur vengeance, et toute la France se révolta. La cour de Rome, qui jusque-là l'avait secouru contre les Huguenots, non-seulement l'abandonna, mais pour l'honneur du St-Siège et par principes, fut obligée de le persécuter. Les affreuses circonstances d'un meurtre tel que celui du cardinal de Guise, prêtre, archevêque, primat et premier pair ecclésiastique du royaume; l'emprisonnement et la détention actuelle du cardinal de Bourbon, de l'archevêque de Lyon et d'autres personnages de moindre rang, ne pouvaient se dissimuler à Rome, et le pape Sixte V n'était pas un pontife à négliger les droits, ni les prétentions du St-Siège; aussi vit-on paraître des monitoires, des brefs, des bulles, dont les faits ne permettaient pas de ménager les termes; ce qu'il y eut de plus fâcheux, ce fut que le clergé de France s'aliéna tout-à-fait du roi.

Paris était le centre et comme le trône de la ligue; quand on y apprit ce qui s'était passé à Blois, l'émotion fut terrible; le duc de Guise était l'idole des Parisiens. Le peuple s'abandonna à la rage et au désespoir; il courut aux armoiries et aux chiffres du roi pour les mettre en pièces;

ses portraits furent déchirés et brûlés en pleine rue. Les fêtes de Noël donnèrent occasion de répandre la bile dans les confessionnaux et dans les sermons. Tous ces curés ligueurs montèrent en chaire, et l'évangile du jour ne servit que de texte à des torrens d'injures et d'invectives contre Henri de Valois, qu'on n'osait plus nommer autrement. Un d'entr'eux fut si impudent que de fabriquer, au milieu de son sermon, un formulaire de serment et de faire lever la main à toutes les personnes de son auditoire, pour jurer qu'ils vengeraient la mort des princes de Guise.

Le duc d'Aumale, Charles de Lorraine et Claude, chevalier de Malthe, son frère, cousins de messieurs de Guise, avaient épousé leurs intérêts avec le dernier emportement; ils se portaient à la tête de la ligue à Paris; le premier était gouverneur de cette grande ville. Il avait donné le gouvernement de la Bastille à Bussy Le Clerc, procureur au parlement; le plus entreprenant et le plus déterminé de tous les ligueurs: celui-ci se présenta avec une trentaine d'hommes armés dans la grande chambre du parlement, et y présenta une requête, tendant à ce qu'il plût à la cour de s'unir avec le prévôt, les échevins et les bons bourgeois de Paris, pour la religion et le bien de la ville; de déclarer que les Français étaient déliés du serment de fidélité et d'obéissance envers le roi, et que conformément au dé-

cret de la Sorbonne, on ne mit plus son nom dans les arrêts. Pendant qu'on examinait une si étrange requête ; Bussy s'impatiente, et menaça de la Bastille le premier président et tout cet auguste corps ; il tira une liste et voulut emmener quelques-uns de ces magistrats, mais tout le corps se tint uni ; il les conduisit tous à travers le peuple à cette prison en les faisant escorter deux à deux par ses gens armés. Il fit sortir d'autres prisonniers de la Bastille, et y emprisonna Achille de Harlay, premier président, avec les présidents de Blancmenil, Potier et de Thou, et plus de vingt conseillers, en laissant aller les autres. Cet attentat se commit le 16 janvier 1589.

La semaine précédente il s'était passé un acte qui causa encore plus d'indignation et de scandale. Le prévôt des marchands, les échevins, enfin les magistrats de Paris avaient remis un écrit à M^{re} de la Sorbonne, pour les consulter sur deux cas de conscience : si les Français étaient effectivement déliés de leur serment de fidélité et d'obéissance envers le roi, et s'ils pouvaient s'unir et s'armer pour la défense de la religion contre ce roi et contre ses adhérens. La faculté de la Sorbonne, composée de 70 docteurs, eut la faiblesse de décider l'affirmative, et donna son décret le 7 janvier 1589. Ce décret scandaleux causa de violens murmures dans toute l'Europe. Les protestans firent grand bruit ; il mit la fer-

mentation parmi le peuple de Paris, et fut cité dans la requête au parlement, dans les sermons, les confessionnaux et les saints mystères.

L'on avait fait des oraisons funèbres et des funérailles magnifiques dans toutes les églises pour M^{rs} De Guise : ces honneurs recevaient un nouveau relief du décret de la Sorbonne. Peu de temps après, le duc de Mayenne vint à Paris : il y fit une entrée royale ; les Parisiens le reçurent comme un dieu tutélaire, et firent mille extravagances à sa réception. Ce prince était Charles de Lorraine, duc de Mayenne, frère puîné de Henri, duc de Guise ; Louis cardinal de Guise n'était que le troisième.

Nous avons dit comment le duc de Mayenne sortit de Lyon quelques heures avant l'arrivée d'Alfonse d'Ornano, qui venait exprès pour l'arrêter ou le tuer. Informé fort à propos du massacre de Blois, il se rendit en son gouvernement de Bourgogne, et cette province, où il était adoré, se souleva d'abord en se déclarant pour la ligue.

Le roi Henri III qui, après l'action de Blois, aurait pu profiter de l'étourdissement général qu'elle devait causer à ses ennemis, pour les accabler, s'assurer des places et prévenir la guerre civile ou ses progrès, s'amusait à Blois et aux environs à faire dresser des manifestes, à vouloir justifier le meurtre de Blois, et à négocier pour

apaiser la cour de Rome, pendant que le duc de Mayenne, à la tête de la ligue, vengeait la mort de ses frères, et trouvait presque tout le royaume, prêt à seconder sa vengeance.

Le roi, dans cet abyme de maux et d'adversités, n'avait guères à délibérer sur le choix du remède; il n'y en avait qu'un; encore était-il hérissé de dangers et de difficultés.

Le roi de Navarre avait profité des troubles de la ligue, des barricades de Paris et des embarras du temps, pour pousser avantageusement la guerre qu'il faisait en France. Il était entré en Poitou, jusqu'en Berry et sur la Loire; il commandait une bonne armée, très-bien composée et entretenue par des secours étrangers. Ce prince tendit la main au roi de France, lui proposa de conclure la paix ou une trêve, et de le servir de toutes ses forces contre ses ennemis: Henri III, touché de cette manière noble et généreuse, se jeta entre ses bras. Le traité entre les deux rois fut conclu secrètement à Tours, le 3 avril 1589. Le nonce Morosini avait travaillé à plusieurs ouvertures de paix et d'accommodement avec le duc de Mayenne; et ayant découvert le secret de l'alliance des deux monarques, il fit un nouvel effort, mais sans succès; le duc était trop préoccupé de sa vengeance. La secrète alliance fut bientôt publique; les deux rois se virent au Parc de Montils-lès-Tours, le 30 avril suivant. Dans les

conférences qu'ils eurent ensemble, le roi de Navarre représenta fortement qu'il n'était pas question de s'amuser par des propositions à faire, ou à écouter, qu'il fallait écraser le monstre de la ligue par la tête, et aller droit à Paris; qu'il se sentait en état de dompter les Parisiens; en effet, il fit venir des troupes qu'il avait en d'autres endroits; le roi de France, ce qu'il avait encore des siennes; tout marcha, et le point de réunion fut le siège de Paris. Le duc de Mayenne s'était mis en campagne, mais il revint bientôt pour se jeter dans la ville. L'armée royale avait pris Baugenci, Poissi et autres villes sur le passage, et s'approcha de Paris par différens chemins. Le duc d'Aumale avait une armée vers Chantilli. Le roi de Navarre l'attaqua, et le défit entièrement à la bataille de Senlis; les débris de cette armée se sauvèrent à Paris. Les deux rois occupèrent tous les postes sur les routes et sur la Seine, en deçà et au-delà de la ville; le roi Henri III prit son quartier à St-Cloud.

Les passages étant ainsi fermés de tous côtés: cette ville, déjà immense alors, et qui s'augmenta encore depuis, se ressentit bientôt d'un tel blocus. Tous les chefs de la ligue s'y trouvaient enfermés et encourageaient les habitans: les seize de Paris, les prédicateurs séditieux, les émissaires de Rome et d'Espagne, chacun joua son rôle: la fureur et la rage s'empara des esprits; on ne fit que blas-

phémer contre les tyrans apostats; enfin on mêla le sacré et le profane jusqu'à recourir au sortilège. Les historiens, tant français qu'étrangers, conviennent que les imprécations contre le roi Henri III avaient lieu devant les portraits des frères de Guise, placés sur l'autel : on les regardait comme des saints et des martyrs, et l'on disait jusqu'à quarante messes pour la destruction du tyran et de la tyrannie; d'autres eurent recours au fanatisme, aux superstitions et à des pratiques détestables : ils fabriquaient des figures de cire représentant Henri de Valois; ils faisaient sur elles des exorcismes, les chargeaient des plus terribles imprécations, et les piquaient ensuite, croyant donner la mort à Henri III. Cette pratique est fort ancienne : l'histoire payenne nous fournit l'exemple d'Ateius, tribun du peuple, qui, voulant maudire l'expédition de Crassus contre les Parthes, qu'il ne pouvait empêcher, fit porter à la porte de la ville, par où Crassus sortait, un brasier ardent, où il jeta des herbes, en proférant ses malédictions pour le dévouer aux dieux infernaux. On voit d'autres faits de ce genre parmi les Grecs et les Romains. Ovide parle en termes formels du ridicule impie de piquer la figure, lorsqu'il dit :

..... Simulacraque cærea fingit,
Et miserum tenues, in jecur urget, acus.

Je reviens au siège de Paris, qui se poursuivait

vigoureusement; on battait la ville en brèche par quelques endroits. Les faubourgs s'entamaient par des assauts, et les Parisiens faisaient de fréquentes sorties, toujours conduits par le chevalier d'Aumale, frère du duc; c'était le héros de la ligue. Cependant on commença à ressentir la disette; les seigneurs exercèrent la tyrannie et diverses cruautés. Les chefs de la ligue faisaient annoncer faussement des secours qu'on ne pouvait espérer. Les prédicateurs et les moines amusaient le peuple, et tâchaient de le contenir en lui citant des exemples de cent délivrances miraculeuses. L'histoire de Judith était rappelée à tout propos; les plus grands enthousiastes promettaient des secours surnaturels et divins, et s'érigeaient en prophètes. Tant de déclamations furieuses, tant de zèle et de promesses, firent impression sur l'esprit faible d'un jeune moine jacobin (dominicain). Les historiens s'accordent à dire que ce religieux, âgé de vingt-cinq ans, se nommait Jacques Clément, natif de Sorbonne, village près de Sens; il venait de recevoir l'ordre de prêtrise : c'était un petit génie, superstitieux, faible et visionnaire, qui croyait mériter la couronne du martyr en délivrant Paris par la mort du tyran. Séduit par les clameurs publiques et par les exhortations d'autres moines qui lui promettaient le ciel, il sortit de Paris le dernier juillet, et alla à St-Cloud : le roi y avait toujours son quartier, et logeait dans

la maison que Girolamo Gondi avait fait bâtir. Le moine avait demandé une audience particulière du roi, et disait avoir à lui remettre des lettres du président de Harlay et d'autres; on ne sait pas encore si ces lettres étaient vraies ou fausses, car le roi avait de bons serviteurs à Paris, et en recevait souvent des nouvelles. Cependant on prenait soigneusement garde aux personnes qui l'approchaient. Ainsi, ce soir-là, le moine fut interrogé avec soin et bien examiné par Laguefle, procureur-général, qui se trouvait chez le roi. Il lui parut simple et idiot. Le lendemain, 1^{er} août, il fut introduit dans la chambre du roi, qui avait fait retirer les courtisans et les gardes; il n'y avait dans la chambre, et même à une assez grande distance du roi, que ce même Laguefle et le premier gentilhomme, M. de Bellegarde. Le parricide présenta ses lettres au roi et se mit à genoux devant lui: pendant que le roi les lisait attentivement, cet hypocrite tira de sa manche un grand couteau, qu'il plongea avec force dans le bas-ventre de ce prince, laissant le couteau dans la plaie. Le roi fit un cri, retira lui-même le couteau et en frappa l'assassin au-dessus de l'oreille. A ce grand cri, Bellegarde, Laguefle, les gentilshommes et les gardes survinrent; et quoiqu'on leur dit de ne point le tuer, ils le mirent en pièces à coups d'épée et de hallebarde, et jetèrent son corps par la fenêtre. Le roi

fut porté sur un lit, et l'on sonda la plaie; on se flattait que le couteau aurait glissé entre les boyaux sans les offenser, et que la blessure n'était pas mortelle; mais vers le soir elle devint verdâtre, et la gangrène y parut visiblement. On reconnut alors que ceux qui avaient si bien instruit l'exécrable parricide, ne l'avaient pas fait à demi, et que le couteau avait été empoisonné : la mort s'approchait à grands pas. Le roi montra une grandeur d'âme sans exemple; il fit aussi une profession de foi digne d'un roi très-chrétien. A cette terrible nouvelle, le roi de Navarre était accouru à toute bride de son quartier de Meudon, et se trouvait au pied de son lit, fondant en larmes. Le roi le déclara son successeur, et lui conseilla de rentrer dans le giron de l'église, pour vivre et régner en paix à l'exemple des rois très-chrétiens, ses prédécesseurs. Il persévéra ensuite dans les actes de la plus fervente piété et expira sur les quatre heures du matin, le 2 août 1589.

Cette époque funeste de la mort de Henri III, roi de France et de Pologne, éteignit la branche des Valois. Il était âgé d'environ trente-huit ans et le plus jeune des trois frères qui portèrent la couronne de France, tous trois presque également infortunés, tous trois mariés et morts jeunes sans postérité. La guerre civile ne finit point par sa mort. Son successeur désigné ne parvint à la couronne, malgré le droit du sang, qu'en conqué-

rant son propre royaume; la religion fut un prétexte et un obstacle qui lui fermèrent long-temps le chemin du trône, où il ne monta qu'après de grands travaux. Une des parties suivantes de cet ouvrage est destinée à développer les intrigues, les artifices et les derniers efforts du roi d'Espagne pour s'en emparer.

La ligue et son histoire, je l'avoue, m'ont détourné beaucoup du sujet que j'avais à traiter, mais j'ai cru que l'objet principal en serait plus éclairci, d'autant plus que la guerre civile des Pays-Bas se ressentait par contre-coup de celle de France. Effectivement il semble que les troubles affreux des Pays-Bas eussent passé en France comme un orage qui, après avoir ravagé une contrée, la quitte pour en désoler une autre.

Aut.

(12) PAGE 117. Il se nommait don Pedro Henriquez de Gusman, y Toledo, fils puîné de don Diego, comte d'Alvade Aliste, et par sa femme D. Joanna d'Azavedo, comte de Fuentes.

Aut.

(13) PAGE 118. Après la mort tragique du roi Henri III, il se fit, dans tous les ordres de l'état du royaume de France, une révolution à laquelle les puissances étrangères prirent un très-grand intérêt. Le roi mourant avait déclaré solennellement et en justice, le roi de Navarre son successeur; mais dans l'état des choses, cette dé-

claration, quoique juste, ne parut pas suffisante pour le reconnaître. Les princes, les grands du royaume, les officiers de la couronne qui se trouvaient à la cour et à l'armée royale, s'assemblèrent plusieurs fois pour en délibérer chez le duc de Piney-Luxembourg. Les avis étaient partagés; l'opinion du petit nombre était de le reconnaître purement et simplement sans restriction. D'autres avancèrent que sa religion était un obstacle qui le rendait inhabile à porter la couronne d'un roi très-chrétien, et prirent leur conscience pour prétexte de ne le point reconnaître; ce nombre était encore plus petit. La majorité était disposée à le reconnaître provisoirement, mais à condition qu'il s'engagerait à se faire instruire dans six mois par des évêques et des théologiens français; qu'ensuite il ferait sa déclaration, et que chacun aurait la liberté de ne pas l'admettre pour roi de France, s'il se déclarait pour une autre religion que l'orthodoxe catholique-romaine. Cet avis prévalut, passa en décision et fut signé de tous les seigneurs présens, excepté du duc d'Épernon et du marquis de Vitry : celui-ci se jeta dans Paris et embrassa, peu de temps après, le parti de la ligue, par délicatesse de conscience. Ce ne fut pas sans étonnement qu'on vit le duc d'Épernon, qui avait fait si grande figure sous le règne précédent, en faire une si singulière sous le nouveau. Il n'aimait point les Huguenots, et il leur

avait donné mille marques d'aversion; il n'était pas non plus l'ami des ligueurs, et il n'y avait qu'un an qu'une faction de la ligue l'avait insulté jusqu'à vouloir le prendre mort ou vif dans le château d'Angoulême; mais quoique surpris et trahi, il s'était défendu pendant deux jours avec une poignée de domestiques, et avait repoussé l'assaut de ses ennemis. Comme il avait fait une fortune prodigieuse pendant sa faveur, et épousé l'héritière de la maison de Foix-Candale, qui lui apportait de gros biens, outre les belles charges de la cour, il possédait encore les meilleurs gouvernemens du royaume. Il semble qu'il pensait à mettre sa fortune à couvert en s'éloignant de la cour, même avant le siège de Paris et l'alliance des deux rois à Tours; il tenait une cour et vivait dans ses gouvernemens avec une somptuosité royale. Sa résidence ordinaire était à Angoulême, capitale de l'Angoumois; il avait le gouvernement de cette province ainsi que de la Guyenne, de la Saintonge et d'autres provinces voisines. On voit encore dans ces cantons les restes de sa magnificence, sur-tout sa superbe maison de Cadillac sur Garonne, à quelques lieues de Bordeaux. Il était à St-Cloud lorsque le roi fut blessé, et il lui parla quelque temps avant sa mort. On attribua sa retraite à des idées d'indépendance, qu'il était en état de conserver dans ses gouvernemens où il était le maître. On ajouta

qu'il craignait que dans les grands besoins on ne le forçât peut-être à des avances considérables, à cause des bienfaits de la couronne, dont il jouissait depuis tant d'années. Quoi qu'il en soit, il prit congé de Henri IV sous le seul prétexte de la religion, et se retira à Angoulême avec deux ou trois mille hommes qu'il avait amenés au roi défunt. Ce mauvais exemple fut suivi par d'autres seigneurs, qui prétextèrent, pour se retirer, des affaires domestiques : une telle défection, jointe à la consternation générale de l'armée, obligea le roi de lever le siège de Paris.

La prompté délivrance de cette ville, qu'on regardait comme miraculeuse, porta les Parisiens à mille excès et aux dernières extravagances : les prédicateurs enthousiastes passèrent pour des prophètes; ils montèrent en chaire pour préconiser frère Jacques Clément le bienheureux martyr; on vendait son portrait et sa vie imprimée. C'étaient des actions de grâces, des feux de joie, et des débauches continuelles dans les rues de Paris. Des processions allaient tous les jours aux Jacobins de la part des paroisses de cette grande ville. Parmi tant d'actes de dévotion et de joie, le zèle indiscret et populaire se répandait toujours en imprécations contre le roi défunt et le roi vivant. Le peuple s'entêta plus que jamais des projets de la ligue; il y eut des membres des seize de Paris qui se figuraient de nommer bientôt un roi de France.

Le grand objet de l'attention publique était la conduite du duc de Mayenne, dans le cahos affreux des troubles dont la France était agitée. Il était le principal mobile de tous les ressorts, et il avait le grand rôle à jouer. Ce prince brillait par toutes les belles qualités de ses deux frères, mais il était plus prudent et moins ambitieux. Il examina de sang froid l'état désespéré du royaume : il conçut et se forma un plan qu'il ne communiqua à personne et qui fut la règle invariable de toutes ses actions.

Il s'était présenté des occasions où, s'il avait voulu ambitionner la couronne, il eût été élu roi par acclamation. Le trône lui fut offert plus d'une fois par la masse de la nation et par des partis puissans tout prêts à le soutenir. A son entrée à Paris, après la mort de ses frères, il avait été proclamé lieutenant-général de l'état et couronné de France, titre nouveau et impropre auquel était attaché un pouvoir égal à celui de la royauté. Pour gagner du temps et se délivrer des importunités de ceux qui lui conseillaient de se saisir du sceptre, il fit valoir un décret du conseil de l'union, qui déclarait roi le cardinal de Bourbon. Nous en avons parlé : il était vieux, décrépité et presque imbécile, et ce qui est plus remarquable, il était alors prisonnier à Fontenai-le-Comte, en Poitou; car à la journée de Blois et au massacre des Guises, on l'avait arrêté, puis

transféré en cet endroit, où il était détenu réellement ; lorsqu'on le proclamait, qu'on battait de la monnaie à son nom ; et que dans sa prison on le berçait du nom de roi.

Ce fantôme de roi, sous le nom de Charles X, n'est point compté parmi les rois dans l'histoire. Le duc de Mayenne continuait cependant sa lieutenance-générale, qui en effet était la puissance souveraine, en attendant que le roi fût délivré de sa prison. Ainsi à l'ombre et sous le nom de ce monarque chimérique, le lieutenant-général fit nombre de changemens, qui servirent à affaiblir le conseil de l'union et la faction des seize, qui lui devenaient incommodes. Quoique leurs vrais projets fussent encore un mystère, la plupart étaient gagnés par les Espagnols, et proposaient de temps en temps quelque démarche à leur avantage. Une de ces propositions fut de mettre sous la protection du roi catholique le royaume, qui était alors dans la situation la plus malheureuse : celui qui portait la parole dans l'assemblée, vanta beaucoup la puissance du roi d'Espagne ; il était, disait-il, le seul monarque qui pût les protéger en Europe. On devait lui tenir compte de son grand désintéressement, puisqu'il ne demandait, pour tant de secours et de dépenses, que d'affermir la vraie religion en France ; elle y serait d'autant plus protégée que son zèle pour cette fin salutaire était éprouvé.

Le duc de Mayenne, qui connaissait tout le danger et l'artifice de cette proposition, l'élada avec beaucoup d'adresse; car il avait de grandes mesures à garder avec l'Espagne. Lorsqu'il s'agit de délibérer sur cette matière, il dit à l'assemblée que puisqu'il s'agissait de la sûreté de la religion, et de rechercher une protection pour la maintenir, la sainte union et le premier instrument du traité de la ligue reposaient sur l'autorité du St-Siège, que ce serait faire un affront au pape, de réclamer tout autre appui que le sien. Cet avis fut très-bien reçu et fut adopté; les Espagnols mêmes le jugeaient raisonnable.

Le duc trouva moyen de consolider davantage sa régence, en diminuant le nombre du conseil de l'union, et en affaiblissant le pouvoir que ce conseil et les seize de Paris avaient dans le gouvernement. Il se servit du nom de ce roi postiche et prisonnier, pour déclarer que le trône n'était pas vacant, et que puisqu'il y avait un roi proclamé, le lieutenant de l'état et de la couronne l'était aussi du roi, et n'avait plus besoin d'une telle polisynodie. Il ne put employer long-temps ce prétexte; le bon vieillard dont on empruntait le nom mourut dans sa prison de Fontenaille-Comte le 9 mai 1590. Mais on trouva d'autres motifs pour prolonger cette régence, et pour amortir insensiblement la violence des factions. Le régent différa encore un an ou deux la con-

vocation des états-généraux, que tout le monde demandait avec empressement. Enfin ne pouvant plus résister au vœu général, il convoqua pour le 10 février 1593 cette assemblée, qui devait disposer de la couronne. Les états-généraux étaient le but principal où se dirigeaient et aboutissaient tous les ressorts et toutes les intrigues tramées depuis long-temps. Les prétendants se réveillèrent; l'Espagne allait jouer de son reste et déployait toutes ses forces pour arriver à ses fins, qu'il est à propos de faire connaître en détail.

Le roi d'Espagne, fâché d'avoir perdu tant de forces et de peines à lutter pendant vingt ans contre une poignée de ses sujets révoltés, ne visait plus qu'aux grands coups depuis quelques années. L'expédition d'Angleterre était de ce nombre; elle ne tendait à rien moins qu'à renverser le trône, et à conquérir le royaume. Le succès de cette entreprise aurait ouvert un vaste champ à ses autres projets gigantesques. A cette époque, antérieure à la mort d'Henri III, l'état de la maison royale et la triste situation où se trouvait le royaume de France, lui donnaient ample matière à former un plan réfléchi sur cette grande monarchie. La belle postérité de Henri II était près de s'éteindre. De ses quatre fils, trois étaient morts, et le quatrième qui régnait, était le dernier des Valois, dont il n'existait aucun rejeton;

des trois filles de Henri II, le roi d'Espagne avait eu en mariage Élisabeth, l'ainée : elle fut sa troisième femme et mourut l'an 1568, en lui laissant deux infantes, Isabelle et Catherine; une deuxième fille de Henri II était Claude, épouse de Charles, duc de Lorraine : elle mourut l'an 1575; un fils et une fille lui survécurent. La troisième était Marguérite, qu'on nommait duchesse de Valois, épouse du roi Henri IV. A voir ce tableau généalogique, il semble que, selon les règles communes des successions, la couronne, après la mort de Henri III, échéait au degré le plus proche, à Marguérite, alors vivante, ou à l'infante Isabelle, par représentation.

Le grand obstacle aux prétentions du roi Philippe II pour sa fille Isabelle, c'était cette disposition fondamentale, perpétuelle, immuable et sacrée, que les Français nomment la loi salique, et qui exclut les femmes du trône. Toute la nation est imbue de ce passage du fameux jurisconsulte Balde, qui, vers l'an 1378, enseignait le droit à Perouse, sa patrie, et à Padoue : *Si in Franciâ moreretur tota domus regia, et extaret unus de sanguine antiquo, puta de domo Borbonia, et non esset ullus proximior, esto quod esset millesimo gradu, tamen jure sanguinis et perpetuæ consuetudinis, succederet in regno Francorum.* Henri, roi de France et de Navarre, fils d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, était

dans ce cas unique ; il fallait , à la vérité , remonter à neuf ou dix générations pour trouver la tige commune avec les autres branches qui avaient régné en France ; mais il était incontestablement reconnu premier prince du sang. Henri III lui avait confirmé ce titre ; la ligue en avait agi de même à l'égard du cardinal son oncle ; ainsi , de ce chef il n'y avait rien à lui opposer. On lui objectait seulement qu'étant hérétique , relaps et excommunié , il était , aussi bien que la reine Marguérite sa femme , pareillement hérétique , inhabile à porter la couronne.

Ce sophisme appuyait le droit de l'infante Isabelle , mais il fallait le faire adopter par la nation.

Quelque temps avant qu'une telle prétention fût publique , on avait vu paraître des écrits , des dissertations et des traités touchant cette loi salique , où on la représentait comme non-existante , chimérique et ridicule. De beaux esprits , et même long-temps après , les états de Paris , s'efforcèrent de la faire regarder comme étrangère : leur tentative fut largement récompensée par l'Espagne. Ces écrits , répandus en France , ne laissaient pas de faire impression en certains endroits : il fallait cependant guérir la nation de son préjugé , et en outre préparer les voies de douceur pour faire goûter la domination espagnole et vaincre l'ancienne antipathie entre ces deux nations : rien ne fut négligé pour parvenir à ce but. La ligue , dès sa

naissance, avait été protégée par le roi d'Espagne à grands frais, d'abord sous main et secrètement, ensuite ouvertement, et à la fin par une guerre offensive, déclarée et soutenue par des armées redoutables. L'Espagne en avait déjà porté le fardeau depuis quelques années : elle poursuivait avec persévérance l'exécution de ses projets ; mais en cette dernière occasion, et à l'approche du dénouement, elle mit tout en œuvre pour réussir. L'or fut répandu à pleines mains à qui en voulut. La négociation se poussait par quatre ministres espagnols revêtus de caractères différens, et par nombre d'émissaires cachés. Don Bernardin de Mendoza était depuis long-temps ambassadeur ordinaire en France, et avait déjà fait de grands progrès. Le duc de Feria fut envoyé avec grand appareil comme ambassadeur extraordinaire vers les états-généraux de France, assemblés à Paris. Don Diego d'Ibarra et Jean-Baptiste de Tassis étaient envoyés pour le même sujet. Ce dernier, dans ses commentaires, écrits en latin et intitulés : *De Tumultibus Belgicis*, rend un compte exact de ces ambassades. Ces quatre ministres travaillaient conjointement et séparément au même but, et par les mêmes moyens. En outre, les ministres du pape, au nombre de deux ou trois, secondaient la négociation espagnole de toutes leurs forces. Il est à propos de rapporter aussi comment la cour de Rome en usa à l'égard des troubles de France

sous le pontificat de quatre ou cinq papes de ce temps-là.

La ligue avait pour base le maintien de la religion catholique; elle était conclue sous l'autorité de notre saint-père le pape et gouvernée par l'union de la ligue de Paris et par d'autres particulières, comme celle de Picardie. Le pape l'approuva, et l'encouragea de telle façon qu'elle prit le nom de *Sainte-Ligue*, de *Sainte-Union*. On ménagea encore le roi Henri III après qu'il se fût brouillé avec les ligueurs, à la suite de la journée des barricades, et on lui fit des propositions d'accommodement: même après celle de Blois, le nonce voulut encore s'interposer; mais l'infame meurtre du cardinal de Guise, l'emprisonnement du cardinal de Bourbon et de quelques évêques offensèrent cruellement un pape tel que Sixte V. Il lança les foudres du Vatican sur Henri III, par monitoires, par menaces et par excommunications. Ces anathèmes furent réitérés contre les deux rois après leur union à Tours. Henri III entreprit pendant un temps de justifier ses actions et d'apaiser le pape; mais le roi de Navarre, qui, en 1585, avait déjà encouru la disgrâce du saint-siège, prit une autre mesure; il appela comme d'abus des mesures de Rome, fit tout casser, y ajouta ses protestations et fit afficher ses actes sur les portes du Vatican. C'est à cette occasion que parut l'écrit, qui a fait grand bruit en ce temps-

là, intitulé : *Brutum Fulmen* ; c'est une réfutation de la bulle de Sixte en termes très-forts; elle fut rédigée par François Hotman, homme de mérite. L'action de Henri IV, en faisant afficher ses protestations sur les portes du Vatican, avait étonné le pape Sixte; il l'admira, et dit, comme il s'était expliqué envers la reine d'Angleterre en semblable cas, que c'était un roi digne de régner. Il s'informa exactement des affaires de France, et apprenant que l'Espagnol, nation qu'il n'avait jamais aimée, y jouait un grand rôle, il s'humanisa jusqu'à devenir favorable au roi Henri IV. Sixte V mourut précisément à cette époque, le 27 août 1590. Urbain VII, son successeur, ne vécut que douze jours. Nicolas Sfondrati, dit Grégoire XIV, lui succéda. Il était de l'état de Milan et Crémonais de naissance; si attaché à l'Espagne et à la ligue, qu'il envoya en France un secours effectif pour la soutenir: il consistait en une armée de douze à quinze mille hommes, sous le commandement d'Ercole Sfondrati, duc de Montemarciano, son neveu. Cette armée apporta de l'argent en France et faisait nombre, lorsque le duc de Parme secourut Paris et Rouen; mais elle avait apporté, aussi bien que son général, des manières italiennes, qui donnèrent à critiquer et à rire aux Français. Grégoire XIV ne régna qu'environ un an. Innocent IX lui succéda et mourut après deux mois de pontificat. Enfin, Hipolyte Aldobrandini,

sous le nom de Clément VIII, suivit les traces de ses prédécesseurs et favorisa la ligue. Ce fut ce pontife qui, quelques années après, rétablit la paix en France et donna l'absolution définitive au roi Henri IV. Les cardinaux Morosini et Cajetani avaient été légats en France. Innocent IX, pendant son court pontificat, donna le même caractère à Philippe Séga, qu'on nommait ordinairement le cardinal de Plaisance, parce qu'il était évêque de cette ville; il se distingua par son zèle à seconder les prétentions de l'Espagne.

Ces prétentions n'étaient plus si secrètes; le roi d'Espagne s'était expliqué à cet égard quelque temps avant l'ouverture des états-généraux. Comme la ligue entretenait des agens en Espagne, pendant que d'autres inondaient la France de leurs intrigues, Pierre Jeannin, président au parlement de Bourgogne, depuis si célèbre par la part qu'il prit dans les affaires d'état, et dont la capacité était connue du duc de Mayenne, fut envoyé par ce prince pour solliciter du secours, afin de maintenir le roi qui serait élu à la prochaine assemblée des états. Il fut bien reçu en Espagne : un jour, don Jean Idiaquez vint, en qualité de secrétaire d'état, lui dire, de la part du roi, que Sa Majesté avait résolu de marier l'infante Isabelle, sa fille, à l'archiduc Ernest; et de lui donner les Pays-Bas en dot; qu'elle était nièce des trois derniers rois et petite-fille de Henri II; que

des droits incontestables l'appelaient au trône par proximité du sang à l'exclusion des Bourbons ; que la religion catholique serait assurée par ce choix , et qu'en ce cas , la France pouvait compter sur toutes les forces de la monarchie d'Espagne et de la maison d'Autriche pour se maintenir. Les soupçons du duc de Mayenne furent éclaircis et réalisés : les instructions de ses agens en Espagne furent dorénavant dressées en conformité de cette découverte.

A l'approche de l'ouverture des états , qu'on ne pouvait plus différer , le duc , comme lieutenant-général de l'état et de la couronne , fit publier une ample déclaration , où , après avoir justifié les armes de la ligue , étalé les besoins de la religion et du royaume , il invitait tous les princes , prélats , officiers , seigneurs , les villes et communautés , à concourir à l'élection d'un roi , sans autre vue que la gloire de Dieu et le bien public. Le contenu de cette déclaration était au reste très-impartial et modeste. Le légat en donna aussi une bien plus formelle ; il exhortait de choisir un roi qui fût de nom et d'effet catholique , et qui pût maintenir par sa puissance la religion de l'état.

Enfin , au jour fixé , l'ouverture des états du royaume eut lieu , après une procession à Notre-Dame et un grand sermon du docteur Genebrard , homme savant , mais grand ligueur. La séance , l'ordre et tout ce qui regardait l'assemblée furent

réglés comme de coutume , à l'exception que , par une disposition sans exemple , M. le lieutenant-général se plaça sous un ample dais de drap d'or. L'ordre du clergé était nombreux dans l'assemblée , mais celui de la noblesse laissait apercevoir un vide que le duc de Mayenne voulut remplir par une création de son autorité et inusitée , puisque ce droit n'appartient qu'au roi seul. Il avait fait un amiral , qui fut le marquis de Villars , et quatre maréchaux de France ; les sieurs de la Châtre , de Bois-Dauphin , Savigni de Rosne et de Saint-Paul. C'est à cette occasion qu'un courtisan lui adressa un bon mot : *Prenez garde à vous , dit-il au duc de Mayenne , par votre création , vous venez de faire des bâtards , qui se feront un jour légitimer à vos dépens.* La suite a vérifié le pronostic.

Le tiers-état était fort mélangé ; les seize de Paris , les grands ligueurs des provinces et d'autres agens apostés s'étaient glissés parmi les députés pour faire nombre. M. de Mayenne ouvrit l'assemblée par un beau discours. Le cardinal Pellevé , archevêque de Rheims , par la pour le clergé ; le baron de Senecey pour la noblesse , et le sieur de Laurens , avocat-général au parlement de Provence , pour le tiers-état.

L'assemblée des états tint ses séances dans la salle haute du Louvre : elle travaillait si lentement qu'on n'avait rien. Le duc de Mayenne s'a-

perçut qu'une bonne partie du clergé et du tiers-état étaient gagnés par l'Espagne ; ce fut un bonheur qu'alors le pouvoir des seize et des restes du conseil de l'union eût un peu baissé. On aurait pu forcer le duc à quelque élection précipitée qui eût été irréparable, et son intention n'était point d'aller si vite ; cependant, la faction d'Espagne poussait ses sollicitations et ses intrigues jusques aux derniers efforts. Les autres prétendants étaient aussi en mouvement : on comptait parmi eux toute la maison de Lorraine.

Dans le système espagnol, le duc régnant de Lorraine avait le même droit, excepté l'ainesse ; il était petit-fils de France par Claude de Valois, sa mère, fille de Henri II. Cette prétention n'était pas neuve : la reine Catherine de Médicis, qui haïssait également les rois d'Espagne et de Navarre, ses deux gendres, aimait l'autre, et aurait voulu favoriser son petit-fils de Lorraine ; elle avait agi dans ce dessein près du roi Henri III et près des Guise. Le prince de Joinville, fils du duc de Guise, avait été arrêté à Blois lors du massacre de son père et de son oncle, et transféré à Tours. Il s'était sauvé de prison depuis un an et se trouvait à Paris, portait le nom de Guise, et avait un fort parti par ce nom seul et par les amis de son père. Le duc de Savoie, et le duc de Nemours, parce qu'il était de la maison de Savoie, se mirent aussi sur les rangs.

Mais le parti de l'infante d'Espagne l'emportait sur tous les autres ; les ministres de cette couronne agissaient nuit et jour pour presser la décision : leurs instructions les autorisaient à faire des propositions graduelles. La première était de proposer simplement l'infante Isabelle pour reine de France ; mais si les Français, opposés par leurs coutumes à la gynécocratie, ne goûtaient pas le projet de voir une femme sur leur trône, on devait offrir en second lieu d'unir l'infante à l'archiduc Ernest, de les proclamer conjointement roi et reine de France. Enfin, si la nation refusait d'admettre deux étrangers à la fois, les ministres étaient chargés, après avoir épuisé tous les moyens pour réussir dans l'un ou l'autre des projets précédens, d'avancer une troisième et dernière proposition, celle de donner en mariage l'infante d'Espagne à un prince français que le roi d'Espagne nommerait, même dans la maison de Lorraine, puisque le choix d'un gendre lui appartenait : les états devaient les élire roi et reine conjointement.

Les deux premières propositions avaient épuisé tous les soins et toute l'adresse des quatre ministres d'Espagne. Ils avaient négocié sourdement, ils avaient travaillé publiquement, et eu des audiences solennelles des états assemblés : ils y avaient été reçus avec de grands honneurs, sans rien avancer ; ils se convinquirent alors de la répugnance

de la nation , et ils échouèrent contre des difficultés insurmontables. Après avoir perdu leur temps et leurs efforts , ils se déterminèrent enfin à hasarder la dernière proposition comme *l'ultimatum* de l'Espagne. Elle plut aux Français , et fut si favorablement accueillie , qu'elle eût pu facilement être adoptée , si le duc de Mayenne ne s'y fût opposé indirectement. Il crut que les ministres d'Espagne n'avaient qu'un pouvoir général , et il leur dit qu'il fallait attendre la nomination que le roi leur maître ferait du prince qu'il destinait au trône. Mais ou ils avaient le pouvoir spécial de désigner ce choix , ou le roi leur avait confié des blancs-seings : le duc fut très-surpris quand , en présence du légat et des principaux membres des états , ils lui montrèrent l'autorisation en bonne forme de nommer le duc de Guise : il en fut déconcerté ; il dissimula néanmoins son chagrin.

L'on a vu jusqu'ici , par la conduite du duc de Mayenne , qu'il ne s'était point empressé à faire élire en France un roi à son préjudice. Il n'avait point non plus montré l'ambition de profiter des vœux du peuple pour se faire roi de fait ; ce qui lui eût été facile. Il ménagea très-adroitement l'Espagne , à cause des puissans secours que la ligue en avait tirés et en retirait tous les jours ; mais les intentions de cette puissance étaient démasquées , et il n'aimait point tellement son ne-

veu qu'il voulût en faire son maître. La duchesse sa femme (Henriette de Savoie de Tende) méprisait beaucoup le duc de Guise, et quand elle apprit cette dernière proposition des ambassadeurs d'Espagne, elle dit hautement qu'il vaudrait mieux traiter avec le roi de Navarre, que de s'abaisser lâchement à reconnaître ce petit garçon : en effet il était encore jeune et n'avait peut-être que vingt ans. Après que les soupçons que le duc avait conçus depuis long-temps furent ainsi confirmés, sa femme montra d'autres vues qu'elle avait dissimulées jusqu'alors. Le duc avait d'abord été surpris de la déclaration formelle des Espagnols; il différa de s'expliquer sur son contenu, et craignant que le projet n'obtint l'assentiment de l'assemblée, il eut assez de présence d'esprit pour demander huit jours de délai afin d'y réfléchir. Dans cet intervalle, il profita de la grande influence qu'il avait sur les états, lorsqu'on n'y délibérait point précipitamment et en tumulte. Il fit préparer une résolution qui portait, qu'il serait dangereux et téméraire de faire et de publier l'élection proposée en face du roi de Navarre, qui s'approchait armé et victorieux, jusqu'à ce qu'on fût en état de lui résister et de mieux soutenir le choix qu'on ferait; qu'il fallait le différer jusqu'à ce que le grand renfort que le roi d'Espagne avait promis en dernier lieu fût arrivé effectivement. Telle fut la décision des

états-généraux : on fit partager ce sentiment au duc de Guise lui-même. Ses nouveaux courtisans et ses flatteurs crurent son élection si certaine, quoique différée, que dans son intérieur quelques-uns d'entr'eux le traitaient de roi et de majesté.

Nous touchons au renversement de tous ces grands desseins. Les redoutables efforts du roi d'Espagne et de la cour de Rome étaient à leur plus haut période; il ne restait plus qu'un mot à dire, et la monarchie française changeait de maître. Une jalousie, une mésintelligence, un retard ou plutôt une cause inconnue, rompit toutes les mesures, sauva la couronne aux Bourbons et dissipa la ligue. Le duc de Rohan, dans ses mémoires et dans un de ses discours sur la ligue, dit que la France était livrée à l'Espagne; et qu'il a fallu un miracle pour qu'elle lui échappât. Si le roi d'Espagne, poursuit-il, s'était contenté de démembrer le royaume, de s'emparer de quelque province à sa bienséance, d'entrer en partage avec quelques princes qui formaient des prétentions sur les autres, avec le duc de Savoie, qui convoitait la Bresse et le Dauphiné; avec le duc de Mercœur, qui voulait la Bretagne, il aurait pu revenir ensuite sur ces possesseurs nouveaux et les déposséder en détail; mais il voulut avoir le tout et il n'eut rien. On a fait honneur au duc de Mayenne de sa modération et de sa conduite : il pouvait s'emparer de la couronne;

mais il prévoyait qu'elle serait long-temps chancelante sur sa tête; il aimait assez sa patrie et certainement trop pour la livrer à des guerres éternelles. S'il eût été à marier, lors des dernières offres de l'Espagne, on ne sait pas ce qui en aurait résulté; mais étant marié, il ne pouvait être roi, et ne voulut pas qu'un autre le devint par un mariage : il lui répugnait aussi de soumettre pour toujours le royaume à la domination de l'Espagne, et ce fut par une foule de détours, de ménagemens et de précautions qu'il conserva la monarchie à l'héritier légitime. Cette conduite fait son éloge, quoique j'ignore comme tout le monde, si, dans le long enchaînement de cette révolution violente, son intention fut constamment la même. Au surplus l'événement l'a justifié.

Pendant que l'assemblée générale se morfondait dans l'inaction, et qu'elle se trouvait pour ainsi dire prorogée jusqu'à l'arrivée du secours d'Espagne, les partisans du roi Henri IV eurent un prétexte plausible pour se concilier des membres de cette assemblée. Ce roi et ses adhérens appréhendaient que dans la grande fermentation où se trouvaient les états à Paris, un tourbillon séditieux, excité dans cette réunion, ne les emportât, jusqu'à nommer un roi qui serait aussitôt reconnu par le pape, le roi d'Espagne, par d'autres souverains, par la ligue, et par tous les

catholiques ; il sentait qu'une démarche si précipitée serait irréparable, et qu'elle ne servirait qu'à éterniser la guerre.

Les catholiques du parti du roi envoyèrent un trompette, portant une déclaration authentique, par laquelle ils disaient à ceux de Paris, que le duc de Mayenne, ayant convoqué les états-généraux pour chercher les moyens d'affermir la religion et l'état, ils étaient tous prêts à envoyer leurs députés dans un lieu à désigner près de Paris, pour y conférer avec ceux de cette ville, afin de parvenir à un résultat aussi satisfaisant. La conférence des catholiques des deux partis fut proposée à l'assemblée de Paris ; le légat s'y opposa ainsi que les Espagnols et les seize. Quelques docteurs dévoués à la ligue, après avoir examiné la proposition, déclarèrent l'entrevue schismatique et hérétique. Le duc de Mayenne, qui pensait autrement, et qui cherchait à temporiser, fit résoudre qu'elle serait acceptée, et le bourg de Surenne fut choisi pour le congrès.

Les députés des deux partis s'y assemblèrent. Renaud de Beaune, archevêque de Bourges, était à la tête des royalistes, et Pierre d'Espinac, archevêque de Lyon, était le chef des partisans de la ligue ; c'étaient deux prélats distingués et habiles : ils firent valoir leurs talens en cette occasion : il en fut de même des autres députés des deux partis. Après sept ou huit conférences à

Surenne, deux à la Roquette, maison du chancelier de Chiverni, hors la porte St-Antoine et à la Villette, entre Paris et St-Denis, il n'y eut point de résolution prise, et le congrès parut se dissoudre sans succès. Mais l'on peut présumer que d'habiles gens, assemblés si long-temps, ne traitaient pas l'affaire qui faisait l'objet de leur députation, si exclusivement, qu'ils ne se parlaient d'autres choses. Leur négociation était pour ainsi dire publique, mais des mesures à prendre et des obstacles à écarter pouvaient donner matière à des entretiens secrets, et à régler des intérêts particuliers.

L'archevêque de Bourges fut convaincu, par les argumens du parti contraire, qu'il serait impossible au roi d'obtenir la possession paisible de son royaume, sans une conversion sincère et authentique; mais que par ce moyen, il pouvait se flatter de voir fondre la ligue et tout son soutien. A la suite de certaine proposition de cette espèce qui avait été faite à la dernière conférence, cet archevêque avait demandé le temps d'en informer ses chefs, et de recevoir leurs ordres : il était mieux instruit qu'il ne le feignait et il connaissait d'avance les instructions qu'il prétendait attendre : après les avoir reçues, il dit aux députés que Dieu avait exaucé les vœux de la France au sujet de la conversion du roi qu'on avait tant espérée; qu'il pouvait, dans le

moient, leur en donner la certitude, puisque le roi ayant résolu d'abjurer son hérésie, avait convoqué les prélats et docteurs pour l'instruction qui devait précéder son abjuration. Les députés de la ligue, surpris d'une déclaration si positive, demandèrent à leur tour du temps pour faire leur rapport à leurs commettans. Ce rapport, fait à l'assemblée des états, causa une grande émotion; l'expérience démontra que les troubles affreux qui désolaient le royaume depuis si long-temps, n'avaient la plupart pour fondement que des vues d'ambition et d'intérêt. Le changement qu'on proposait allait faire crouler nombre de chimères enfantées par la ligue, et détruire la ligue même. On eut recours à de nouvelles intrigues pour traverser ces dispositions pacifiques. Le cardinal-légat frappa d'avance de nullité tout ce qui se ferait au sujet de cette conversion; il défendit aux ecclésiastiques, sous peine d'excommunication et de privation de leur bénéfice, d'assister à un tel acte. Les membres des états à Paris firent entre les mains du légat un nouveau serment de ne point reconnaître de roi sans la permission du pape. Le duc de Mayenne, qui aimait à prolonger sa régence, agit avec sa lenteur ordinaire et ne crut pas cette dernière déclaration assez importante pour qu'il dût y mettre obstacle. Cependant la conversion du roi et les apparences d'une pacification générale, firent im-

pression sur un grand nombre de députés à l'assemblée des états. Chacun pensa à faire sa paix particulière à de bonnes conditions.

Dans les provinces, le progrès de la paix fut encore bien plus marqué. Les peuples et nombre de grands, las et dégoûtés des désordres de la ligue ainsi que de cette longue et cruelle guerre civile, ne cherchaient qu'à la finir sous un spécieux prétexte. La conversion du roi était un motif sans réplique. On ne lui avait jamais disputé son droit du sang à la couronne. La loi salique, aussi sacrée parmi les Français que l'évangile, déterminait ceux qui la connaissaient, comme ceux qui ne la connaissaient pas. Le seul motif qui avait séduit tant de monde, était le prétexte de la religion, qui cessait par la réunion du roi à l'église. En outre, la grande réputation de ce prince et la gloire de ses armes lui conciliaient les esprits. Il est certain qu'Henri IV était un grand roi ; né et élevé dans toute l'armertume de l'adversité, il avait eu des occasions fréquentes d'exercer sa vertu et son puissant génie ; il était clément, flexible, et s'il est permis d'user de ce terme envers un roi, honnête homme. Il s'était d'abord attiré l'estime et ensuite l'amour des peuples : la considération que les puissances étrangères lui portaient, augmentait tous les jours. Sa valeur avait été éprouvée dans les combats ; il avait toujours commandé ses armées en personne, et gagné les

batailles de Coutras, de Senlis, d'Ivry et d'Arques : il fut aussi vainqueur à Fontaine-Française en Bourgogne, où le connétable Velasco avait conduit du Milanais un dernier secours, qui fut défait par le roi en cet endroit : cette victoire fit expirer la ligue. Henri était aussi modéré après la victoire qu'il avait été terrible dans le combat. Auparavant, le combat d'Arques et la prise de quelques villes n'avaient servi qu'à rendre le roi maître de la campagne, et à lui donner le moyen d'approcher de Paris, dont il ferma les passages de loin et à dessein. Le roi arriva de Mante à St-Denis le 22 juillet 1593 ; dès le lendemain il se tint enfermé depuis six heures du matin jusqu'à une heure après-midi. L'archevêque de Bourges, huit évêques, entre lesquels M. Du Perron, nommé à l'évêché d'Evreux, plusieurs docteurs, trois curés de Paris, et le père Béranger, savant dominicain, étaient avec le roi ; il reçut dans cette conférence la dernière instruction en matière de religion, et l'éclaircissement de ses doutes. Il déclara vouloir devenir catholique, et l'on dressa une formule de profession de foi, qu'il signa. Il fallut encore une assemblée d'évêques et de docteurs pour décider si l'on pouvait absoudre le roi en France de l'excommunication encourue dans un cas spécialement réservé au pape et au St-Siège. L'affaire fut décidée affirmativement ; les canonistes admettaient trois exceptions, quand

on a quelque empêchement canonique de se rendre à Rome pour obtenir l'absolution. Elles consistaient dans le danger évident de perdre la vie au milieu de tant de combats, où le roi était exposé tous les jours ; dans la dignité des personnes excommuniées, surtout lorsqu'elles sont des souverains, qui ne peuvent s'absenter de leurs états ; dans le péril qui existait alors de faire manquer la réconciliation d'un grand peuple avec son roi, et d'empêcher la conclusion d'une paix qui ne souffrait pas de retard. Ainsi l'absolution fut résolue par provision, sous la condition d'envoyer une ambassade solennelle à Rome, d'en demander l'approbation au pape et sa bénédiction.

La cérémonie de l'absolution se fit à St-Denis, le dimanche 25 juillet 1593. Les gardes suisses, les gardes françaises, écossaises, les membres de la prévôté, les cours souveraines, les officiers, les princes et tout ce qui était en charge près de la couronne, y assistèrent ; les prélats marchaient les premiers. Les rues étaient tapissées et ornées comme pour la plus grande des fêtes ; le roi, vêtu tout de blanc, précédé de douze trompettes, et suivi de six cents gentilshommes, vêtus avec magnificence ainsi que tout le cortège, se rendirent à l'église de St-Denis. A l'entrée du portique, il trouva l'archevêque de Bourges sur une espèce de trône et en habits pontificaux, avec ses assistans. Il lui demanda, suivant le rituel et les

formules prescrites, *qui il était, et ce qu'il demandait* : ce monarque répondit : *Je suis le roi qui demande d'être reçu au giron de l'église catholique, apostolique et romaine.* Il se mit à genoux, présenta sa profession de foi signée, en répéta la substance et prêta son serment. Après cet acte, il reçut de l'archevêque l'absolution de toutes les censures qu'il avait encourues. Il fut conduit dans l'église, et réitéra ses sermens sur les évangiles. La grand'messe fut célébrée par l'évêque de Nantes, et ensuite le *Te Deum* fut chanté au bruit du canon et des fanfares.

Le voisinage de Paris, et la singularité d'une telle cérémonie y avaient attiré une foule de spectateurs. Presque tout Paris, malgré les défenses du légat et de la police, s'y était rendu. Chaque fois que les musiciens chantaient le *salvum fac regem* dans l'église de St-Denis, ce qu'ils firent à plusieurs reprises, les cris de *vive le roi* étaient répétés par la foule innombrable, dont les routes étaient couvertes, et parvenaient jusqu'aux portes de Paris. Enfin cet acte fut célébré avec tant d'allégresse, fit tant d'impression dans tout le royaume, et eut tant de suite que Maimbourgh dit que ce jour peut être compté pour le dernier de la ligue. Effectivement elle s'affaiblissait à vue d'œil. Les grands firent leur paix l'un après l'autre. Le marquis de Vitry, qui avait quitté le roi par délicatesse de conscience aussitôt après la

mort de Henri III, revint aussi le premier et rendit Meaux, dont il était gouverneur. Messieurs de la Châtre, de Bois-Dauphin, l'amiral de Villars, traitèrent à différentes époques et ramenèrent les villes d'Orléans, de Bourges et d'autres. Les provinces suivirent cet exemple; la Provence fut la première, puis le Lyonnais se soumit : enfin tout tendait à faire remettre, dans les mains du roi, Paris que le reste du royaume imiterait bientôt après.

L'abjuration solennelle faite à Saint-Denis avait donné ouverture à de négociations, qu'on continua pendant les mois suivans. Le parlement, le prévôt des marchands, quelques échevins des plus influens, des gens de qualité et de bons bourgeois y prenaient part. Le comte de Brissac, gouverneur de Paris, voyant qu'il ne pourrait plus compter que sur les faibles restes des seize, et sur un petit nombre de prédicateurs et de bas peuple, fit ses conditions de bonne heure. Ainsi, la reddition de cette grande capitale fut arrêtée sans qu'on s'inquiétât beaucoup de la garnison espagnole, affaiblie jusqu'à trois ou quatre mille hommes.

Le 22 mars 1594, de bon matin, l'infanterie entra par les portes Neuve et de Saint-Denis; un autre corps fut reçu dans l'arsenal. Le roi vint de Mont-Martre avec sa cavalerie, et se présenta vers les Thuilleries; ses fantassins s'étaient saisis des remparts, des deux Châtelets, du palais et des ave-

nues des ponts; on criait déjà *vive le roi!* et l'on jetait des billets imprimés, promettant une amnistie générale. Il n'y eut de résistance que de la part d'un corps de garde de 25 hommes, qu'on jeta dans la rivière : après quoi, tout étant paisible, le roi entra comme en triomphe par la porte Neuve, accompagné de toute sa noblesse. Le duc de Brissac (car il reçut ce titre immédiatement après) lui présenta les clefs, et sur-le-champ le roi le fit maréchal de France. Ce monarque se rendit directement à Notre-Dame, où il entendit la messe et le *Te Deum*, au son des cloches de toute la ville et au bruit des acclamations universelles. Il dîna au Louvre, et l'après-midi il reçut la soumission de tous les corps. Comme à son entrée l'on aurait pu craindre plus d'émotion qu'il n'y en eut, le roi avait pris soin de faire offrir toute sûreté au cardinal de Plaisance, légat; il eut la même attention pour le cardinal de Pellevé et les ambassadeurs d'Espagne; il permit à la garnison espagnole de sortir et de se retirer vers les Pays-Bas, quoiqu'il n'y eut point de capitulation à cet égard. Cette garnison sortit le jour même de l'entrée du roi, et ce prince monta à cheval après ses audiences, pour la voir défilér par la porte Saint-Denis. Le duc de Feria, don Diego d'Ibarra et don Jean-Baptiste de Taxis étaient parmi les troupes; ils furent présentés au roi, qui les reçut fort bien, et les chargea de ses complimens pour le roi leur

maître. Il leur souhaita un bon voyage, et ajouta avec son ton plaisant et familier : *Mais ne reve-
nez plus.*

Ainsi se rendit la ville de Paris, où, le jour même, tout fut rétabli comme en pleine paix. Dès-lors la ligue continua à se dissoudre plus sensiblement; le duc de Guise composa à des conditions avantageuses. D'autres princes lorrains, tels que d'Elbœuf, de Chalim, se soumirent aussi. On s'employa vivement à un arrangement avec le duc de Mayenne : mais il traîna en longueur; cependant après le combat de Fontaine-Française, qui fut comme le dernier soupir de la ligue, l'accord se fit en 1595 et fut tenu secret jusqu'au commencement de l'an 1596, que le roi rendit un édit en sa faveur. Le duc étant venu lui présenter ses hommages à Monceaux, le roi se promena longtemps avec lui dans les belles allées de ce château : là, après quelques grands tours de promenade, le duc, qui avait beaucoup d'embonpoint, tout essoufflé et n'en pouvant plus, fut forcé d'avouer à Henri IV l'impossibilité où il était de le suivre; le monarque lui répondit : *Et moi, mon cousin, je vous jure que voilà tout le mal que je vous ferai pour celui que vous m'avez fait par la ligue.* Les ducs de Mercœur et de Joyeuse, qui remuaient encore les cendres de la ligue éteinte, le premier en Bretagne et l'autre en Languedoc, se rangèrent encore plus tard au parti du roi; en-

fin, le duc de Mercœur-Vaudemont fut le dernier à faire sa soumission en 1598.

Si l'on considère les grands changemens qu'on vient de rapporter, il n'est pas facile de comprendre comment une ville telle que Paris, le centre et le foyer de la ligue, qui avait mis tout le royaume en feu, qui avait soutenu deux sièges opiniâtrement et souffert, dans le dernier, les dures extrémités de la famine, de la contagion et de toutes les misères; comment une ville immense, si peuplée, si puissante et généralement si obstinée dans la révolte, tomba entre les mains du roi sans coup férir, sans violence, et presque sans s'en apercevoir.

Il n'est pas moins étonnant de voir la ligue même et sa chute. Cette formidable conjuration qui renversa les lois fondamentales, ébranla le trône et y appela son plus grand ennemi; cette fatale discorde qui confondit le sacré et le profane, qui enfanta tant de sacrilèges, qui causa le meurtre des rois et des plus grands personnages, des massacres, des dévastations et des ravages, enfin toutes les horreurs imaginables, après tant de sang et de trésors répandus, s'éteignit d'une manière insensible et disparut dans le néant. On voit encore aujourd'hui dans les provinces intérieures de la France des décombres et des masures, tristes débris de la guerre de la ligue: ces ruines qui n'ont pu disparaître après un siè-

cle et demi que cette guerre a cessé, attestent autant que l'histoire les malheurs de cette époque.

Aut.

(14) PAGE 128. C'est dans les lettres du cardinal d'Ossat, commentées par Amelot de la Housaye, qu'il faut voir les obstacles, les disputes et les chicanes que suscitaient les partisans d'Espagne, qui faisaient une affaire capitale de cette absolution. Arnaut d'Ossat, homme de naissance obscure, n'était en ce temps-là que secrétaire du cardinal de Joyeuse, et agent de la reine Louise, veuve de Henri III; il entra dans la négociation dont il s'agit, en eut bientôt la direction entière, et en vint à bout. Il fut ensuite évêque de Rennes, puis de Bayeux, archevêque d'Ausch, et cardinal par son seul mérite, et sans avoir demandé aucun de ces bénéfices. Henri IV et M. de Villeroi, secrétaire d'état, eurent soin de le récompenser des grands services qu'il rendit à la couronne. Il mourut à Rome l'an 1604; ses lettres sont imprimées en cinq volumes. Ce sont des lettres d'état très-curieuses sur toutes les affaires délicates qu'il avait maniées à Rome et ailleurs. Elles sont encore à présent estimées et recherchées par les connaisseurs.

Aut.

(15) PAGE 140. Il avait été secouru et Marseille avait été conservée au duc de Guise par le brave Crillon, ce vieux colonel des gardes, qui avait si bien servi ses maîtres, le même qui avait offert

au roi de combattre le vieux duc de Guise en duel à Blois, mais avait refusé formellement de le tuer en traître, quoiqu'il fut son ennemi; enfin cet officier, que sa valeur renommée fit appeler *le brave* par excellence, après avoir mis la ville en sûreté, y resta encore avec le duc de Guise et nombre de ses officiers. Ce duc, jeune et badin, voulut faire une plaisanterie à Crillon, qui lui apprit à le mieux connaître. De concert avec de jeunes étourdis comme lui, il avait fait donner une fausse alarme bien chaude : tout était en rumeur, lorsque le duc vint la nuit trouver Crillon au lit; il lui dit que les Espagnols avaient surpris un poste et lui cria avec frayeur qu'ils entraient en ville. Crillon ou Crillon, car on écrit l'un et l'autre, se jette hors du lit, endosse ses armes au plus vite et commande ses chevaux; mais en descendant avec lui et prêt à sortir de la maison, le duc et ses gens ne purent s'empêcher d'éclater de rire. Crillon serra le bras au duc de Guise et tira son poignard : *Jeune homme*, lui dit-il, en accompagnant ses paroles des juremens les plus énergiques, suivant sa coutume, *n'éprouve jamais la valeur d'un homme de bien : si tu m'avais vu broncher, de ce poignard je te jeterais mort à mes pieds*. Cette rude leçon étonna beaucoup M. de Guise et ses courtisans.

Aut.

(16) PAGE 147. Le 27 décembre 1594, le roi

vint sur le soir à Paris, où il reçut les complimens de la cour : parmi la foule des courtisans s'était glissé Jean Châtel, écolier des jésuites, fils d'un bon marchand de Paris, lequel, feignant de saluer le roi comme les autres, lui porta un grand coup de couteau à la gorge. Le roi se baissant trop en ce moment pour recevoir le sieur de Montigni, l'assassin ne l'atteignit qu'à la lèvre, mais avec tant de force, qu'il lui fit sauter une dent. Ce malheureux fut pris et reconnu pour un garçon de bonne conduite, simple, idiot, visionnaire, ayant le cerveau gâté par des illusions fanatiques, et séduit par les enthousiastes. Il subit un cruel supplice, et les jésuites furent chassés et bannis du royaume. Ce terrible exemple apprit au roi que le germe de la ligue fermentait encore et n'était pas extirpé : il en eut d'autres preuves durant son règne, sans parler du dernier attentat qui, quinze ans après, lui coûta la vie. *Aut.*

(17) PAGE 157. Vervins est une petite ville dans la Haute-Picardie, alors au voisinage des deux armées, et qui n'est guère connue que par le traité qui s'y conclut à cette époque. *Aut.*

(18) PAGE 163. Il convient de donner ici avec plus d'ordre et de précision le catalogue des mariages et de la postérité de Philippe II.

1°. Sa première femme était Marie, infante de Portugal, fille du roi Jean III et de Catherine, quatrième sœur de Charles-Quint. Il l'épousa à

Salamanque le 15 novembre 1543, et l'année suivante elle mourut en couches, laissant pour héritier des couronnes d'Espagne, l'infortuné don Carlos, dont nous avons rapporté la fin malheureuse.

2°. Marie, reine d'Angleterre, fut la seconde : fille de Henri VIII et de Catherine d'Arragon, sœur cadette de Juanna la Loca, héritière d'Espagne, mère de Charles-Quint ; Marie n'était ni jeune ni belle ; le mariage fut célébré à Winchester le 25 juillet 1554 : en vertu de la cession que l'empereur avait faite en faveur de ce mariage, un des hérauts d'armes, après la messe, proclama en latin les nouveaux mariés rois d'Angleterre, de France, de Naples, de Jérusalem et d'Irlande, princes d'Espagne et ducs de Milan. La reine Marie mourut d'hydropisie en 1558, sans enfans.

3°. La troisième épouse du roi Philippe II était Élisabeth de France, fille du roi Henri II et de la très-fameuse Catherine de Médicis ; ce mariage fut conclu à la paix de Château-Cambresis en 1559, et c'est pour ce motif que les Espagnols la nommaient Élisabeth de la Paz. Elle est morte le 3 octobre 1568. Nous avons fait mention des circonstances de sa mort et des bruits qui coururent à ce sujet dans toute l'Europe. Elle ne laissa que deux princesses, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, née le 12 août 1566, qui appartient particulièrement à notre histoire, et l'infante Ca-

therine-Michelle, née en 1567, mariée à Sarra-gosse en 1585, avec Charles-Emmanuel duc de Savoie; elle mourut à Turin le 7 novembre 1597, en laissant neuf enfans. C'est de ce chef que dérivent les droits que par la suite on a rappelés dans quelques traités, et qui ont donné lieu aux prétentions de la maison de Savoie sur la succession d'Espagne.

5°. Enfin la quatrième femme de Philippe II fut l'archiduchesse Anne, fille aînée de l'empereur Maximilien II : le roi d'Espagne était son cousin et son oncle par Marie d'Espagne, l'impératrice sa sœur; il l'épousa en 1570. Elle lui donna quatre fils; don Ferdinand, don Carlos-Lorenzo et don Diego, morts successivement dans leur jeunesse; enfin don Philippe, son successeur. La reine Anne mourut à Badajoz en Estramadure le 26 octobre 1580, d'un cattharre épidémique qui régnait alors, et dont le roi avait été attaqué si violemment que les médecins l'avaient abandonné.

Philippe, veuf pour la quatrième fois, voulait encore épouser une belle-sœur en cinquièmes noces; c'était Elisabeth, sœur d'Anne, reine douairière de France, qui, après la mort du roi Charles IX, s'était retirée à Vienne; mais cette vertueuse princesse, dont nous avons dit quelque chose à l'article des troubles de France, et dont l'esprit et le mérite ont excité la vénération de

tous les auteurs contemporains, français et étrangers, résista fermement aux instances de l'impératrice sa mère, qui lui proposait ce mariage. On prétend qu'un moine entreprenant l'obsédait si indiscrètement par des argumens de rhétorique et de théologie, pour lui persuader cette alliance, qu'elle traitait d'incestueuse, qu'après des menaces réitérées, elle fut obligée de le faire châtier pour le chasser de sa maison. Elle entra dans un couvent à Vienne, où elle vécut saintement le reste de ses jours; elle y décéda le 22 janvier 1592. On a dit qu'elle avait écrit des mémoires en forme de journal, qui contenaient l'histoire secrète de France depuis son mariage jusqu'à la mort de Charles IX, son mari, et que c'est une grande perte que ce travail soit tombé entre les mains de ceux qui avaient intérêt de le supprimer.

Le roi Philippe, rebuté peut-être par cette dernière recherche, n'en fit pas d'autres, à ce qu'il paraît. Ainsi à sa mort il ne se vit d'enfans vivans que l'infante Isabelle de son troisième mariage, et du quatrième un seul prince d'une complexion si faible et si délicate qu'on n'avait pas cru qu'il vivrait jusqu'à la virilité : c'était Philippe III, qui lui succéda dans ses vastes états, et dont la santé se fortifia depuis. Son père lui-même n'était pas d'une constitution robuste; il était petit de stature et délicat : il vivait de régime; peut-être y entraînait-il de l'étiquette, car

toute sa manière de vivre, ses plaisirs mêmes, étaient composés et réglés méthodiquement; il était sujet à des évanouissemens qu'on crut long-temps des attaques d'épilepsie. Amelot de la Houssaye en donne une autre cause, et dit positivement : « C'était un satyriasis ou priapisme qui épuisait toutes ses forces, et par conséquent le faisait souvent tomber en défaillance. » Il souffrait aussi de la goutte. Deux ans avant sa mort, ses maux et sa faiblesse redoublèrent; une petite fièvre étiq ue le minait. Au mois de juillet 1598, il voulut, contre l'avis de ses médecins, se rendre à l'Escorial. Comme il ne pouvait souffrir aucune voiture, des hommes par relais le portèrent en brancard à cette distance, qui est de six ou sept grandes lieues : il n'y fut pas long-temps sans voir empirer tous ses maux, et approcher la mort, du même flegme dont il avait envisagé tous les événemens de sa vie. C'est alors qu'on a répandu dans le public qu'il avait à la poitrine et à la jambe des ulcères sordides qu'on ne pouvait suffire à nettoyer; enfin qu'il était atteint de la maladie pédiculaire. Cette exagération s'est tellement perpétuée qu'elle subsiste encore à présent : elle semble imaginée à dessein pour avoir sujet de faire sur ce prince des comparaisons flétrissantes avec quelque roi réprouvé de l'écriture sainte ou avec d'autres tyrans punis par le ciel. Les auteurs espagnols de son temps, M. le chan-

celier de Chiverni et les autres bons auteurs français contemporains, ne parlent pas d'une corruption si putride : d'ailleurs elle n'a guères de vraisemblance dans un corps si exténué, mais ils conviennent tous de l'extrême faiblesse où il se trouvait ; ils disent qu'enveloppé dans des linceuls, quatre hommes osaient à peine le remuer dans son lit. .

Au milieu de tant de souffrances, ce prince avait toujours son esprit et son grand cœur sains et présens ; il avait plus écrit de sa main que tous les rois de son temps ensemble : il ne se passait presque pas de jour qu'il ne fit des notes, des mémoires et des agenda ; il en avait qu'il estimait plus que son trésor. Certainement sa grande expérience, durant un long règne si fertile en événemens, lui fournissait d'excellens matériaux pour une instruction sur l'art de régner, destinée à son fils. Les papiers qu'il estimait le plus, et qui n'étaient accessibles à personne, se gardaient dans un coffret, dont il n'avait confié la clef que depuis sa maladie, à don Christoval de Moura, son intime et dernier confident. Dans l'état de douleur où ce roi était, il fit remanier en sa présence ces papiers par don Christoval ; il y fit ajouter et retrancher, et lui ordonna enfin d'en délivrer la clef au prince. Pendant sa maladie il dicta des instructions pour ce prince, et lui en donna même de bouche : il descendait, dit-on, dans le

plus minutieux détail; il témoigna du remord de l'affaire d'Antonio Perez. Cette affaire, dont plusieurs historiens parlent, n'est pas, à mon avis, bien éclaircie. Perez avait été secrétaire du roi, non-seulement secrétaire d'état, mais encore l'agent de ses amours avec la princesse d'Évoli; il avait trahi les secrets de l'état et abusé des autres; il fut disgracié, s'évada et s'enfuit en France, où il fut comblé de bienfaits. C'était un esprit supérieur et un homme très-savant, mais il paraît par ses écrits qu'il était aussi impérieux que son maître. Il est mort à Paris en 1611; l'on voit son épitaphe aux Célestins dans cette ville. Sa femme et sept enfans furent emprisonnés à Madrid; et c'est de sa famille que Perez parle, quand il la nomme : *Una junta d'Afligidos*. C'est cette famille désolée que le roi mourant aurait chargé son fils de mettre en liberté; il lui aurait prescrit de rappeler le père et de lui donner une bonne pension, à condition qu'il vivrait en quelque endroit désigné de l'Italie, sans mettre jamais le pied en Espagne ou dans les Pays-Bas. Il faut qu'Antonio Perez n'ait pas voulu se fier à ces conditions, puisqu'il est mort treize ans après à Paris.

Plusieurs auteurs qui parlent de la maladie et de la mort du roi, donnent avec ostentation des extraits, des maximes et des instructions du roi à son fils. Je doute fort que la connaissance des se-

crets dont le roi était si jaloux, leur soit parvenue. Les préceptes et les avis étalés par ces auteurs, ressemblent à ces belles harangues composées à loisir, suivant le sujet, et pour embellir un ouvrage.

Enfin le roi prit congé de sa famille, lui dit ses dernières volontés, et lui donna sa bénédiction avec une force d'esprit étonnante. Il fit à son successeur un discours fort touchant sur l'état douloureux où la condition humaine le réduisait comme le dernier de ses sujets; il dit quelque chose de pareil à l'infante, et leur recommanda la religion et les peuples qui leurs seraient soumis. Ensuite il travailla encore de la tête pour régler son enterrement, ses obsèques, la retraite de sa famille, le deuil de sa maison et jusqu'aux moindres minuties. Il fit plusieurs actes d'une fervente dévotion entre les mains des ecclésiastiques qui l'assistaient à la mort. Enfin il ordonna que sa mort serait publiée, aussi tôt qu'il aurait expiré.

Aut.

(19) PAGE 163. Quelques observations et considérations générales sur Philippe II, et qui regardent son règne, sa politique et l'état de sa monarchie, pourront trouver place ici comme une exposition, non-seulement des événemens notoi-res, mais encore des causes secondaires et éloignées qui y concoururent.

Philippe II s'est assurément vu le plus puissant

des rois de son temps. Il l'était déjà, en naissant fils unique du grand Charles-Quint; tant de couronnes et d'états qui avaient coûté des siècles à se joindre et à s'unir, l'attendaient, et par l'abdication de son père il les posséda plus tôt qu'il ne le devait. Les successions opulentes de Castille, d'Aragon et de Bourgogne, lui furent, à la vérité, transmises par Charles-Quint; mais cet empereur les avait arrondies, augmentées et défendues par des guerres et des travaux qui durèrent toute sa vie, et il lui laissa tous ces états arrondis et organisés. Les Indes, ces régions immenses qu'on appelle le Nouveau-Monde, je l'ai dit ailleurs, Charles-Quint n'en avait eu que les prémices. C'est au profit de Philippe II que la conquête fut assurée, la culture établie et les mines exploitées : celles-ci ont produit, pendant ce règne, des richesses que jamais roi n'a possédées avant lui.

Malgré cette vaste domination, il paraît dans l'histoire que les desseins de Philippe étaient encore plus vastes. On trouve quelquefois dans les mémoires du temps, des plans d'une monarchie universelle, chimère favorite qu'on a voulu attribuer à plusieurs rois conquérans : aucun d'eux n'eut peut-être autant que Philippe, avec l'idée, les forces et les occasions de la réaliser. On a pu remarquer qu'après la suppression de la république de Florence, ce prince, encore jeune, improuvait que l'empereur son père en eût donné l'in-

vestiture à la maison de Médicis. Il se voyait roi de Naples et duc de Milan par le don que lui avait fait l'empereur lors de son mariage en Angleterre, et il regrettait que l'état de Florence ne lui eût pas été réservé pour faire un point central et de communication entre ses états d'Italie. C'est vraisemblablement la raison qui lui fit garder si opiniâtrement l'état de Sienne, et cette lisière qu'on y nomme : *Lo stato de presidii*. De même il conserva fort long-temps et eut beaucoup de peine à restituer Plaisance et sa citadelle au duc de Parme.

En outre, il paraît certain qu'il convoitait l'empire d'Allemagne : il se plaignait de l'empressement que l'empereur Charles V avait témoigné de faire élire sitôt Ferdinand son frère, roi des Romains, et après l'élection, il ne cessa d'y chercher des modifications et des tempérammens : on disait alors qu'il souhaitait que Charles V eût associé Ferdinand à l'empire, pour régner ensemble, à l'exemple de Marc-Aurèle, de Lucius Verus, et d'autres frères qu'on trouve dans les lois romaines, avec le nom : *Divi fratres*, et en ce cas Philippe serait devenu roi des Romains, pour réunir un jour tout ce vaste empire sur une seule tête. Il travaillait à l'exécution de ce plan, et l'intrigue, assez bien conduite, n'était pas sans influence sur Charles et sur Ferdinand : c'était à la diète d'Ausbourg, en 1551, qu'on en attendait le succès, mais Maximilien, fils de Ferdinand, l'ayant découverte, la fit échouer.

Le mariage de Philippe II, contracté en 1554 avec Marie, reine d'Angleterre, n'avait pour but que de s'introduire dans ce royaume pour en faire l'acquisition. On a écrit que cette reine, se voyant sans enfans et cédant aux instances de son mari, avait fait une donation de son royaume à don Carlos, fils du roi, du premier lit. Ce fait n'est pas vérifié; il aurait d'ailleurs rencontré de grandes difficultés; mais le roi prit d'autres mesures : il rechercha en mariage Élisabeth, sœur de Marie, qui venait de lui succéder; elle feignit d'abord d'écouter ses propositions et entretint même assez long-temps son espoir; mais ayant pénétré son dessein et se voyant en situation de ne plus le ménager, elle rompit la négociation, et déclara nettement au duc de Feria, ambassadeur de Philippe à Londres, qu'elle ferait conscience d'épouser le mari de sa sœur : dès-lors elle traversa ses projets, non-seulement en secret, mais encore à guerre ouverte pendant toute la durée de son règne. Néanmoins le roi d'Espagne ne changea rien à son plan; il crut conquérir l'Angleterre, et se venger par le prodigieux armement de sa flotte, prétendue invincible, qui lui coûta tant de trésors et réussit si mal. On accusa en Espagne les vents et les orages. Le roi avait allégué ce prétexte : l'étiquette et la mode s'en emparèrent, et même à présent les Espagnols soutiendront que leur formidable flotte fut dissipée par les tempêtes.

tes. En parlant de cette expédition, nous en avons dit assez pour apprendre qu'à son retour par les mers septentrionales et inconnues, elle souffrit à la vérité de grosses pertes par les vents contraires et l'inexpérience. Mais on y voit aussi que la déroute avait été décidée, dans la Manche, par la manœuvre des Anglais, et que la flotte ne prit ce chemin inconnu qu'en fuyant et par nécessité.

Philippe fut plus heureux dans la conquête du Portugal : à titre de succession, il acquit sans tirer l'épée, et en un mois de temps, ce beau royaume, avec ce qui lui manquait dans les deux Indes.

Quant à la monarchie de France, il fit les derniers efforts, répandit des sommes immenses et fila de longues intrigues pour la faire tomber dans sa maison. On a vu par les récits qui précèdent combien il fut près de venir à bout de ce grand dessein, qui cependant eut le sort des autres et échoua : dans toutes ces grandes entreprises du roi d'Espagne ; on doit observer qu'il montra une volonté prononcée, que sa puissance ne lui manqua pas, et qu'il ne cessa de l'employer : supposons un moment que tous ses vastes projets sur la France et sur l'Angleterre eussent, comme sur le Portugal, réussi à mesure qu'il les concevait : ces grands états, joints à ceux qu'il tenait de son père et aux trésors de l'Amérique, eussent peut-être contribué à rendre moins chimériques ses

vues sur la monarchie universelle. Une conquête en aurait amené une autre : la liberté de l'Europe eût été dans un danger imminent, et l'équilibre des puissances y eût été détruit. Tels étaient probablement ses desseins : trop dissimulé pour ne pas les taire, il souffrit cependant qu'on l'en louât, et il n'était point insensible à ces éloges. Nombre de flatteurs, d'orateurs et de poètes lui assignaient l'empire du monde; ils ne se bornaient point à le lui promettre comme ces auteurs ont coutume de le faire assez libéralement aux princes : ils soutenaient qu'il le possédait.

A son entrée à Lisbonne il passa sous un arc de triomphe, où les deux derniers distiques d'une inscription latine portaient : *lin*

Dissona conveniunt, æterno fœdere in unum

Aspicias Eoos, occidentesque globos.

Armipotens! Mundi fuerant tibi debita regna

Nunc capis invicta, nunc regis illa manu.

Les allégories, les emblèmes, les devises à son honneur, furent un exercice continuel des esprits du siècle et un des ornemens de son règne. Sa devise ordinaire qu'on voit encore sous ses armes aux Pays-Bas et en Italie, a uniquement rapport à sa personne : *Nec spe, nec metu*. Elle paraît de sa façon et n'est point immodeste. Mais on en trouve une quantité d'autres qu'on lui a dédiées ; que ne fit-on pas, tant en vers qu'en prose, sur ce soleil perpétuel qui éclaire les états

de sa domination sans s'y coucher jamais! Quelqu'un lui appliqua une autre devise: *Non unus sufficit orbis*, sans considérer que cet hémistiche, tiré du satyrique Juvenal, est une forte ironie sur l'ambition d'Alexandre, et sa mort à Babilone.

Sa puissance, célébrée par tant de voix et tant de plumes, imposa au monde entier. On la redoutait et on la crut inébranlable. Mais l'histoire des troubles des Pays-Bas prouve qu'elle avait son côté faible.

Aut.

(20) PAGE 167. Sans percer les ténèbres de l'avenir, était-il en outre à présager ou à deviner, qu'à la fin de ce siècle cette monarchie d'Espagne passerait en entier à un roi de France, qu'elle tomberait dans sa famille à titre de succession, confirmée par un testament de l'arrière-petit-fils de Philippe II, dernier rejeton de sa maison, et dernier possesseur de la couronne d'Espagne? Si l'on compare les événemens de 1590 avec ceux de 1690, on y voit des changemens inconcevables et qui néanmoins peuvent être considérés comme des réactions. Dans le principe Philippe II prétendit à la couronne de France sans division, et crut l'emporter à l'extinction de la branche qui régnait alors: ni soins, ni peines, ni intrigues ne furent épargnés; il épuisa ses trésors et ses forces à suivre cette entreprise; il touchait au but quand ce coup d'état échoua au dénouement.

A la seconde époque, Louis XIV, monté à un pareil ou même à un plus haut degré de puissance que Philippe II, visait à la couronne d'Espagne pendant l'état de langueur du roi Charles II, qui allait mourir sans postérité. Il préluda par désarmer les puissances en concluant la paix de Riswick ; il les apaisa et les endormit par deux traités de partage ; il ourdit des intrigues, fit des dépenses, des promesses dans toutes les cours de l'Europe, près des ministres et des gouvernemens dépendans de l'Espagne : il employa dans ce royaume, pour vaincre l'antipathie de la nation, presque les mêmes moyens de persuasion que ceux dont on s'était servi un siècle auparavant en France auprès des états de Paris et des chefs de la ligue. A la vérité, la religion n'était pas le motif principal : on alléguait le droit du sang des enfans de France, l'unité, l'indivisibilité et en outre la faiblesse de la monarchie. On indiquait le roi très-chrétien comme le seul en état de la maintenir et de la préserver d'un fatal démembrement ; ces raisons entraînèrent une grande partie des grands et du peuple. Les mesures étaient si bien prises qu'elles réussirent entièrement. Le roi mourut le 1^{er} novembre 1700, et l'on vit paraître un testament qui transférait toute la monarchie d'Espagne à un petit fils de France ; il en prit paisiblement possession, et le roi très-chrétien, en acceptant le testament, prétendit si

formellement vouloir en assurer l'entière exécution, qu'un de ses ministres déclara dans une cour étrangère que sa majesté ne permettrait pas qu'un seul moulin à vent en fût détaché.

L'époque remarquable de la mort de Philippe II, roi d'Espagne, a amené naturellement de nombreuses réflexions. Le sujet le méritait et l'exigeait. Son histoire et celle de sa monarchie, mises en parallèle avec les événemens qui y sont survenus depuis, et qui se sont passés de nos jours, font bien voir le sort des grandes fortunes comme des petites, et nous montrent l'instabilité et les vicissitudes de toutes les grandeurs humaines.

Aut.

(21) PAGE 169. Cet état avait été possédé depuis l'an 1390 par la maison d'Est. Les ducs de Ferrare avaient souvent eu des démêlés avec les papes, comme seigneurs suzerains du fief. Charles-Quint en avait encore terminé un pendant son règne.

Alphonse I^{er}, duc de Ferrare, épousa consécutivement Anne, fille de Galleazzo Sforza Visconti, et la fameuse Lucrèce Borgia, fille du pape Alexandre VI. Il en eut Hercules II, et celui-ci eut pour fils Alphonse II, dernier duc de Ferrare. Cet Alphonse I^{er} entretenait encore comme maîtresse une dame ferraroise, nommée Laura Eustochia; il en eut un fils, nommé Alphonse, qui fut père de don César d'Est. On disait, et Léandre Al-

bert, contemporain, assure positivement, qu'après la mort de Lucrèce de Borgia, le duc Alphonse I^{er} épousa publiquement cette Laura. Alphonse II, à sa mort sans enfans, l'an 1597, laissa un testament où il instituait pour héritier don César d'Est, son cousin germain. L'empereur reconnut ses droits à la succession, et lui donna sans difficulté l'investiture des duchés de Modène, de Reggio, de Carpi et de Corregio, qui sont fiefs de l'empire. Le public l'avait reconnu de même, mais le pape prétendit qu'Alphonse I^{er}, n'ayant pas été marié avec dona Laura, le duché de Ferrare était dévolu au s^t-siège, par défaut d'hoirs légitimes : il lança ses monitoires et pris les armes ; don César fut appuyé dans ses prétentions par le grand-duc de Toscane et d'autres princes d'Italie : la guerre paraissait inévitable, mais la paix se conclut assez brusquement ; Ferrare resta au pape et fut incaméré au saint-siège. Cet état n'a point cessé de lui appartenir depuis, et on en a fait une légation.

Aut.

(22) PAGE 170. Ici l'auteur fait de cet édifice une description que nous supprimons.

Édit.

(23) PAGE 171. D'Ossat s'y rendit comme ministre de France ; il n'était alors qu'évêque de Rennes, et ce ne fut que l'année suivante qu'il fut nommé cardinal. Il fit son compliment en italien. La reine et l'archiduchesse sa mère ne parlaient

qu'allemand. Un interprète répondit en italien à d'Ossat; l'archiduc, sans interprète, fit sa réponse en espagnol. *Aut.*

(24) PAGE 171. Après la communion de la messe, le pontife la donna à tous quatre. Durant la messe la reine et sa mère étaient dans un tabernacle ou cabinet fait exprès dans le dôme de Ferrare, du côté de l'évangile, mais à six ou sept pas hors du chœur; les dames les environnaient debout. L'archiduc avait un pareil cabinet hors du chœur, du côté de l'Épître; le duc de Sesse, le connétable de Castille, les grands et les seigneurs étaient autour de lui. A l'encensement, M. De Rennes, évêque assistant, donna l'encens à la reine d'Espagne, ce qui fut pris, dit-on, à bon augure, pour la durée de la paix entre les deux couronnes : le sacré collège, les ambassadeurs de l'empereur et de Venise avaient leurs rangs et leurs places accoutumées; mais on remarqua que parmi une foule d'assistans et de spectateurs, il n'y avait aucun autre prince d'Italie que le duc de Mantoue, qui les avait suivis incognito. Il n'est point hors de propos de dire un mot du duc de Sesse. C'était un grand d'Espagne de la première naissance : don Antonio Fernandez de Cordua y Cardonna, duc de Sessa, Soma et Baena. Ces deux premiers duchés, situés dans le royaume de Naples, vers le Garigliano, lui venaient du célèbre Gonsalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine; l'au-

tre était en Espagne de l'érection de Philippe II. Ce seigneur passait pour le ministre le plus éclairé de toute l'Espagne. Le roi Philippe II, qui l'estimait infiniment, le nommait quelquefois : *Et duque de Seso*, par rapport à son nom : ce dernier mot signifie en Espagnol, de sens rassi, de grand jugement. Il était depuis long-temps ambassadeur à Rome, où il jouissait d'un grand ascendant ; il avait la clef des conclaves et la direction des affaires d'Espagne non-seulement à Rome, mais dans toute l'Italie. C'était lui qui avait négocié et réglé tout ce qui concernait le cérémonial des deux mariages.

Disons aussi un mot du connétable de Castille, autre grand d'Espagne de la maison de Velasco, duc de Frias, très-bien connu à Rome, mais de toute autre manière que le duc de Sessa. Il y avait été autrefois sans caractère. En cette occasion il fut ambassadeur extraordinaire, et vint à Ferrare quelques mois avant l'arrivée des princes. Affichant un faste oriental, il était si inflaté de la grandeur de son caractère, qu'il en devint intraitable. Il prétendait tous les jours à des honneurs et à des distinctions inutiles ; enfin il était un de ces agens qui ne font pas les affaires de leurs maîtres, mais qui font des affaires à leurs maîtres. A sa première audience du pape à Ferrare, comme à côté de sa sainteté on place d'ordinaire un tabouret ou petite table avec un carreau, où il y a une

clochette et où l'on met les placets et les mémoires qu'on présente, l'ambassadeur, après sa harangue, alla s'asseoir sur cette table, d'où le maître de cérémonies le fit lever en plein consistoire.

Le jour de l'entrée, le pape avait envoyé deux nonces à quelques lieues au-devant de la reine et des archiducs. Le connétable eut une vive altercation avec les nonces; il prétendait précéder tout le sacré collège en sortant de la ville et ailleurs. L'archiduc, fils et frère d'empereurs, et représentant en cette occasion le roi d'Espagne immédiatement, n'élevait pas même cette prétention; ainsi le connétable refusé, ne fut point du cortège, et entra fort à son aise par une autre porte. On raconte de lui une autre anecdote : à Rome il reçut l'ordre de sa cour de rendre visite à un nouveau cardinal : il négocia long-temps avant que l'étiquette et le cérémonial ne fussent réglés. La veille de la visite, le cardinal fut averti de l'extrême pétulance du connétable, qui tâcherait, dans la séance même, de gagner, en dérangeant les chaises, quelque pouce de terrain à son avantage. Il manda le maître de cérémonies, lui fit poser les deux fauteuils pour la visite du lendemain, et les fit clouer au plancher avec l'estrade.

Le train magnifique de ces deux ambassadeurs grossissait avec d'autres la suite des trois cours, qui était déjà très-nombreuse en arrivant. Qua-

tre sénateurs de Venise avaient reçu, conduit et défrayé les princes et leurs suites dans tout le territoire de la république. Le duc de Mantoue en avait usé de même dans tous ses états; le pape suivit cet exemple chez lui. Le neveu de sa sainteté fut nommé pour les accompagner jusqu'à Milan, et le cardinal Aldobrandini le fit en grand équipage. Au départ de Ferrare, ces cours et leurs dépendances faisaient une petite armée; il fallait penser aux marche-routes et aux étapes. On a écrit que le tout ensemble montait à environ cinq mille personnes et à presque autant de chevaux ou de mulets.

Les dernières circonstances du séjour à Ferrare sont : que le 15 novembre, après les mariages et la messe pontificale, le pape donna la rose bénite à la reine d'Espagne. J'ignore comment elle était faite alors; on doit supposer cependant qu'elle était comme à présent : on ne change pas légèrement de mode en ce pays-là. La bénédiction s'en fait le quatrième dimanche du carême, *Dominica Latere*. Dès le matin, tous les grands appartemens sont ouverts. Les cardinaux sont vêtus ce jours-là *di Rossa cessa*, qui est une couleur pâle feuille morte; ils vont, précédés de tout leur cortège jusque dans le *Camera de i Paramenti*, où l'on habille le pape. C'est un grand salon séparé par une balustrade à hauteur d'appui, de bois doré; les cardinaux y entrent, les

autres restent dans la première division. L'an 1755, j'eus l'honneur d'être du cortège du cardinal Cinfuegos, ministre de sa majesté impériale; nous vîmes habiller le pape, que le sacré collège conduisait ensuite en bas dans une autre salle, où, assis sous le dais, il tint consistoire public, et donna le chapeau aux nouveaux cardinaux Pipia et Marefoschi. Pendant que nous étions dans la *Camera de i Paramenti*, la rose, bénite déjà par le pape, était exposée sur une table couverte de velours cramoisi à galons d'or; dans la division où nous étions, et placé comme je l'étais dans un coin contre la balustrade, j'eus le loisir de la bien examiner : c'est un pot à fleurs contenant un grand bouquet de roses, avec les fleurs, les tiges, les épines, les feuilles et les boutons; le bouquet est un peu aplati et comme en espalier; tout est d'or battu et artistement travaillé; la pièce entière me parut être de la hauteur d'un pied et demi au plus. C'est cette rose qu'après sa bénédiction l'on garde pour l'envoyer ensuite à quelque reine ou princesse, quelquefois à un prince.

Cette année 1598 elle fut gardée pour la reine d'Espagne; et le pape la lui offrit le jour de ses nôces. Le soir il y eut grand bal chez la reine. Le lendemain 16 novembre, le cardinal Aldobrandini donna un superbe repas à la reine, à l'archiduc, à l'archiduchesse mère, aux ambas-

sadeurs et à tout ce qu'il y avait de grand à Ferrare ; on dîna à plusieurs tables. L'après-midi il y eut un spectacle d'écoliers chez les Jésuites.

Aut.

(25) PAGE 177. Le cardinal d'Autriche était fils de l'archiduc Ferdinand, fils de Ferdinand I^{er} et frère puîné de Maximilien II, empereurs. L'archiduc Ferdinand avait en apanage le Tyrol et quelques provinces voisines ; et tenait sa résidence à Inspruck. C'était le prince de son temps le plus magnifique et le plus adroit dans tous les exercices de cette ville. Sa cour était brillante ; l'on voit à Inspruck et à Amras, à une lieue de cette ville, des monumens de sa magnificence ; surtout une collection rare de médailles ; de curiosités naturelles et artificielles ; de toutes sortes de bijoux ; de tableaux, une bibliothèque et nombre d'autres choses qui méritent l'attention des voyageurs. En premières noces, ce prince avait épousé, par amour, une simple demoiselle, plus belle que noble, nommée Philippine Welser, fille d'Antoine, d'une famille patricienne d'Ausbourg ; c'était une blonde, comme l'indiquent plusieurs de ses portraits qu'on voit dans les palais ou châteaux d'Inspruck et d'Amras. L'archiduc épousa depuis la princesse Anne-Catherine de Gonzague-Mantoue, qui mourut sans enfans. Mais il en eut deux du premier lit, André et Charles.

La grande disproportion du premier mariage le

fit placer parmi ceux qu'on appelle en Allemagne *ad morgunalicam* : il se trouve de ces exemples dans d'autres maisons souveraines ; et ses deux fils, contents de leur apanage, ne prirent point le titre d'archiducs ou de princes. Ils furent nommés margraves de Burgovie : cette province avec le lantgraviat de Nellenburgh et les comtés de Hohenbergh et Feltkircken, furent leur partage (*).

André embrassa l'état ecclésiastique ; il fut cardinal-évêque de Constance et de Brixen. Charles, marquis de Burgovie, épousa Sibille, fille du duc de Clèves ; mais mourut sans postérité. Ces mariages morganatiques ne sont guères connus qu'en Allemagne ; ils sont, dit-on, prévus par l'ancien droit féodal, vulgairement dit : *Jus longobardicum*, où l'on croit en trouver des vestiges. Le cardinal d'Autriche était habile au maniement des affaires ; il avait de la littérature ; et était estimé à Rome. Le cardinal Madruzzi, chef de la faction espagnole, étant mort à Rome l'an 1600, on conseilla au roi d'y envoyer le cardinal d'Autriche et de lui donner cette commission, alors très-importante. Le cardinal y vint effectivement ; mais *incognito*, pour gagner le jubilé de l'Année-Sainte. Le pape, informé de son arrivée ; malgré

(*) Ditiones, quas solas, Fratres, quia impari matrimonio nati, ab Agnatis obtinere. Spenerus ad Domum Austriac. Lib. 1. Cap. 9. Aut.

l'incognito, le logea au Vatican, lui fit beaucoup d'honneurs et de politesses. Ce prélat partit ensuite pour Naples, d'où il revint malade; il mourut à Rome le 12 novembre 1600, à l'âge de 43 ans. Il est inhumé en l'église de l'Anima, où le marquis de Burgovie, son frère, a fait ériger un monument à sa mémoire. *Aut.*

(26) PAGE 182. Quoique les mots *compas* et *boussole* soient presque synonymes, suivant le dictionnaire, nous conservons ici le texte de l'auteur et nous n'imitons pas l'éditeur du Vander-vynckt imprimé chez Lacrosse, lequel s'est permis ici de supprimer un des deux termes, malgré toute la vénération qu'il témoigne généralement pour les fautes de langage, les obscurités et les irrégularités du style de l'original; en effet, la boussole s'entend proprement de l'aiguille aimantée, indiquant le nord, et le compas, du cercle où sont marqués les trois cents soixante degrés et les aires des vents. On dit : le vent a fait le tour du *compas* et non de la *boussole*. D'ailleurs, la *boussole* peut ne point avoir de *compas*, ni le compas de boussole. On n'en connaît point l'inventeur. Une erreur assez commune en attribue la découverte à Flavio Gioia, d'Amalfi; mais Guiot de Provins, qui écrivait au commencement du treizième siècle, plus de cent ans avant Gioia, la décrit en détail et ajoute que de son temps on s'en servait déjà en mer. *Édit.*

(27) PAGE 206. Ce nombre de grands hommes en Hollande, nés dans la foule ; cette capacité si variée qui rend les Bataves en peu de temps, selon l'expression de notre auteur, *généraux de terre et de mer, navigateurs, habiles politiques et législateurs*, sont dus à la liberté plus encore qu'à l'esprit réfléchi, calme et appliqué de ce peuple : c'est sans doute pour avoir joui, pendant plus de deux siècles, d'un gouvernement libre, malgré ses défauts ; qu'ils ont acquis sur les Belges méridionaux en plusieurs genres, une supériorité marquée que les enfans de ceux-ci, libérés comme eux sous une monarchie constitutionnelle, leur disputeront sans jalousie, mais avec une louable émulation. Les moyens naturels des Bataves ; soutenus et agrandis par l'esprit public, se sont accrus en outre au 16^e siècle de l'élite des Belges méridionaux, et d'autres nations qui ont cherché et trouvé dans les sept provinces unies un abri contre la persécution, ou des moyens d'exercer leur industrie sans entraves. Rappelons la pensée que Voltaire mit en beaux vers dans la bouche d'Arons, (*) ambassadeur toscan.

30.11. « Crois-moi : la liberté que tout mortel adore,
11b Que je veux leur ôter ; mais que j'admire encore
11c Donne à l'homme un courage ; inspiré une grandeur
11d Qu'il n'eût jamais trouvé dans le fond de son cœur. »

(*) Tragédie de Brutus, acte 1^{er}, scène 3^e.

Cette grandeur a souvent éclaté même après la révolution. Nous prendrons, dans l'histoire de la république, constituée par l'union d'Utrecht, quelques traits à diverses époques : ils nous guideront nous et nos neveux dans la conduite à tenir avec les gouvernemens voisins, que nous n'attaquerons jamais, mais des vexations desquels nous saurons nous défendre : cependant la hauteur de Conrad Van Beunigen ne sera pas un exemple à suivre (*).

Lorsque Philippe II était assez puissant pour décider du destin de la guerre en France, le prince d'Orange Maurice et les Hollandais s'opposèrent à ses efforts et parvinrent à envoyer du secours à Henri IV, eux qui, dix ans auparavant, n'étaient regardés en Espagne que comme d'obscurs séditionnaires : ils firent passer trois mille hommes au roi de France.

Les états-généraux, après avoir porté des plaintes itératives au roi de Danemarck au sujet des droits de péage, pour lesquels les Danois vexaient les vaisseaux hollandais, résolurent en 1645 de ne rien payer, jusqu'à ce que l'on eût fait un accommodement raisonnable à cet égard. Le 15 juin de la même année, l'amiral Dewitte passa le Sund à la tête d'une flotte de 48 vaisseaux de ligne, montée de 5000 soldats. Il avait sous son convoi 300 navires marchands; arrivé par le plus beau temps et en plein jour à la hauteur du château

(*) Nous en parlerons ci-après.

de Croonenbourg, une chaloupe danoise se présente à son bord, et lui demande par ordre de qui ce convoi osait passer, sans payer les droits. Dewitte répond : *Par ordre de mes maîtres*. L'officier ayant prévenu l'amiral que le roi (Christian IV) était lui-même à l'une des croisées du château, Dewitte ôte son chapeau : il fait, du côté qu'on lui indique, une profonde révérence, et commande le salut royal de trois bordées, qui fut répété par toute la flotte. Après ce salut, l'amiral fait une seconde révérence au monarque; il jette l'ancre devant Copenhague, et y reste avec la moitié de ses vaisseaux; il commande à l'autre moitié d'établir sa croisière jusqu'à l'entrée occidentale du Sund; puis il en détache six pour conduire le convoi marchand jusqu'à l'ouverture de la Baltique. Tous les jours les pilotes hollandais sondaient la rade de Copenhague à la vue des Danois. Les différends furent arrangés dès le mois d'août.

En 1652, Conrad Van Beuningen, bourgmestre d'Amsterdam, fut envoyé en ambassade à la cour de Suède: un jour, animé par son zèle patriotique, ce fier républicain, dans un entretien particulier avec le roi Charles X, se permit les expressions les plus fortes, et se laissa emporter jusqu'à la menace. Le monarque répliqua : *Alors je fermerai le passage du Sund*. Van Beuningen répondit : *Mais moi j'ai vu les clefs de bois de ce passage dans le port d'Amsterdam*.

L'invasion de la Hollande par les Français, en 1672, fournit plusieurs exemples d'un dévouement vraiment héroïque.

Quand, après avoir conquis trois provinces de l'Union, ils furent aux portes d'Amsterdam, et qu'en même temps le roi d'Angleterre, Charles II, alors allié de Louis XIV, eût réuni toutes ses forces contre la république qu'il voulait écraser, on proposa d'accéder aux conditions dures et humiliantes des ministres français, la ville d'Amsterdam eut le courage de s'élever contre la résolution de traiter ultérieurement avec des vainqueurs insolens; ses députés furent un peu soutenus par ceux d'Alkmaar : ils déclarèrent qu'on ne pouvait forcer les voix dans une affaire d'aussi grande conséquence : ils représentèrent que les conditions n'étaient pas recevables et montrèrent qu'un pareil accommodement mettrait toute la république à la discrétion de l'insatiable Louis XIV. Le discours par lequel le bourgmestre, Gilles Valckenier, ranima les esprits, mérite de passer à la postérité la plus reculée.

« Quoi! messieurs, » disait ce généreux magistrat, « serait-il possible qu'aucun de nous fût
« assez lâche pour vouloir, sans aucune nécessité
« pressante, renoncer à cette précieuse liberté que
« nos ancêtres ont défendue avec tant de valeur
« par une guerre de quatre-vingts années, et
« qu'ils nous ont acquise au prix de tant de sang?

« Plus notre ville surpasse toutes les autres villes
« de la Hollande par sa situation, par la bonté
« de ses fortifications et par le grand nombre
« d'artillerie, de munitions, de vivres et d'ha-
« bitans, plus nous sommes obligés de faire des
« efforts extraordinaires pour la défendre contre
« toutes les attaques de l'ennemi. Par ce moyen
« nous mettrons fin aux malheurs qui affligent
« les provinces, et les défendrons contre le joug
« que veut leur imposer un monarque qui cher-
« che à établir sa gloire aux dépens de la liberté
« de toutes les nations de l'Europe, dont il ne
« fera jamais scrupule de troubler le repos, fût-
« ce en violant les traités les plus solennels et les
« plus sacrés. Pourquoi ne serions-nous pas ca-
« pables de rendre ce service à notre patrie? Ams-
« terdam est-elle moins considérable que Dant-
« zick ou Copenhague? La première a sauvé le
« royaume de Pologne, et la dernière ceux de
« Danemark et de Norwège, en faisant tête aux
« ennemis auxquels il ne restait que la conquête
« de ces deux places à faire pour se voir maîtres
« absolus de ces grands états. La ville de Ham-
« bourg, seule au milieu de tant d'ennemis qui
« portent envie à sa liberté, ne la conserve-t-elle
« pas depuis un très-long temps, sans qu'elle
« soit encore aujourd'hui dans le dessein de re-
« cevoir la loi de qui que ce soit? N'a-t-on pas
« vu l'ancienne Rome, bâtie par un petit nombre

« de fugitifs et de bannis, se maintenir avec suc-
« cès contre tous ses voisins qui voulaient atten-
« ter à sa liberté? Cette ville, bien loin de subir
« le joug d'aucun prince étranger, a conquis
« toute l'Italie; elle est ensuite devenue capitale
« de la plus puissante monarchie du monde. Imi-
« tons l'exemple de ces généreux défenseurs de
« leur liberté, et ne souffrons pas qu'on puisse
« jamais nous reprocher que par notre faute une
« si puissante ville se soit rendue esclave avant
« la réduction entière des autres villes de Hol-
« lande. Si nous devons périr, périssons du moins
« les derniers, et ne nous soumettons au joug
« qu'on veut nous imposer, que lorsqu'il ne nous
« restera plus aucun moyen de nous garantir. »

Ce discours de M. Valckenier fit toute l'impression qu'il en pouvait attendre sur les esprits des autres régens, qui ne respiraient que le bien de la patrie et la conservation de leur liberté. Le grand-bailli, Gérard Hasselaar, qui fut malheureusement emporté d'un coup de mousquet, peu de temps après, témoigna dès-lors qu'il était fermement résolu à préférer la mort à une honteuse servitude. « Il est temps, messieurs, » disait ce grand homme, « de renoncer à toutes
« sortes de partis et de factions. Bannissons toutes
« les divisions et unissons-nous plus étroitement
« que jamais : l'affaire pour laquelle nous sommes
« aujourd'hui assemblés, ne nous est point par-

« ticulière; elle est commune à toute l'Europe,
« Il ne s'agit pas seulement ici de la conservation
« de nos villes ou de nos provinces : de la réso-
« lution que nous allons prendre dépend tout le
« bonheur ou le malheur de la chrétienté. Puis-
« que la destinée de toutes les nations est entre
« nos mains, faisons en sorte qu'on ne puisse ja-
« mais reprocher à notre mémoire que nous ayons
« négligé aucun des moyens qui pouvaient affer-
« mir le repos et la tranquillité de tant de peu-
« ples. Les malheurs qui affligent notre patrie,
« nous fournissent aujourd'hui une occasion de
« donner à toute la terre des preuves éclatantes
« de notre conduite, et de laisser à la postérité
« un monument éternel de notre fermeté. Agis-
« sons donc de concert, et faisons tout notre pos-
« sible pour nous garantir du précipice où nos
« ennemis veulent nous entraîner, »

Ces paroles furent prophétiques ; au moment où Valckenier les prononçait, les Provinces-Unies étaient cependant sans alliés et comptaient deux puissantes monarchies au nombre de leurs ennemis. Six mois après, la république était délivrée; l'année suivante, le parlement d'Angleterre força Charles II à conclure une paix séparée avec la république. Guillaume III, jeune encore, en faveur duquel le stathouderat venait d'être rétabli, mais qui n'avait pas attendu ce moment pour servir l'état, l'aidait puissamment par son courage, par

son crédit, par son infatigable activité et la profondeur de ses vues.

En 1673, toutes les places des Provinces-Unies étaient évacuées par les Français, à l'exception de celles de Maestricht et de Grave.

Cette année encore, les états-généraux faisaient la paix avec l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster; ils renouvelaient leurs alliances avec le roi de Danemarck, l'électeur de Brandebourg, surnommé *le grand-électeur*, et le duc de Brunswick : ils avaient l'adresse d'entrer dans une confédération ménagée avec l'empereur, l'Espagne et les deux ducs de Brunswick-Lunebourg : ils obtenaient de l'évêque d'Osnabruck un secours de 1500 chevaux et de 3000 hommes de pied : enfin, ils renvoyaient la terreur à Louis XIV, et la guerre en 1674 fut transportée dans les Pays-Bas espagnols, en Allemagne et en France.

Rétrogradons vers le commencement de cette guerre pour rapporter des faits plus éclatans. Louis XIV ayant projeté, dès 1660, d'attaquer partout les Hollandais, envoya cette même année une flotte dans l'Inde, commandée par Lahaye, avec l'ordre positif d'y commencer les hostilités aussitôt qu'il apprendrait que la guerre était déclarée en Europe. Celle-ci, différée successivement par diverses circonstances, ne commença qu'au printemps de 1672. Dans cette même année, au mois de mai, la flotte de Lahaye, forte

de treize vaisseaux, parut sur les côtes de Ceylan, et comme il n'avait pas encore reçu la nouvelle de la guerre en Europe, il laissa passer paisiblement, à la vue de sa flotte, un convoi marchand hollandais de treize vaisseaux, que le commandeur Roothaas conduisait à Ceylan.

Mais à peine cette flotte marchande fut-elle arrivée à Colombo, capitale de l'île de Ceylan, que Ryklof Van Goens, alors gouverneur de cette île, se hâta de l'armer en guerre. Il la monta lui-même, et suivant de près l'escadre de Lahaye, il l'attaqua et prit tous les vaisseaux qu'il trouva séparés, commençant ainsi la guerre avec la France, de son propre chef, sans aucun ordre ni autorisation possibles; car on trouve dans le journal d'un officier français fait prisonnier de guerre à bord du *Phoenix*, dont La Mellinière était capitaine, que ce navire fut pris le dernier de mai 1671, et le navire *l'Europe*, capitaine Desprez (l'un et l'autre de la flotte de Lahaye), le 13 juin suivant, époques auxquelles il était de toute impossibilité que Van Goens eût reçu dans l'Inde la nouvelle de la déclaration de guerre faite par la France, le 6 avril de la même année.

Ce fut le 12 juin 1672 que Louis XIV passa le Rhin. Le lendemain, il reçut à l'autre bord du fleuve les complimens de son armée. Quelle n'eût pas été sa surprise, si, dans ce moment même, on lui eût annoncé qu'un simple négociant, citoyen

de cet état qu'il croyait déjà écrasé du poids de sa puissance, lui faisait, de son propre mouvement, la guerre dans l'Inde, et qu'il lui prenait, ce même jour, le second vaisseau de sa flotte! Le mois suivant, le monarque entra dans la ville d'Utrecht; il se vit le maître de trois provinces de la république, et dans ce même mois, Van Goens s'empara du troisième vaisseau de l'escadre de Lahaye.

Dans l'intérieur de la Hollande, l'on prenait les plus héroïques résolutions. Quand les Français, en 1672, approchèrent d'Amsterdam, ses citoyens et ceux des places voisines ne craignirent pas de rendre à la mer les campagnes fertiles qu'ils avaient eu tant de peine d'enlever à cet élément. Dans le conseil-général de la ville, plusieurs membres penchaient pour un accommodement avec le vainqueur. Deux bourgmestres, indignés, menacent d'ouvrir les fenêtres de l'hôtel-de-ville et de crier au peuple qui l'entourait, qu'*on le trahissait*. Ils rendent bientôt le courage aux régens, en s'écriant qu'il serait à souhaiter qu'on n'eût jamais songé à négocier avec la France; qu'on ne devait pas chercher ailleurs la source du désordre et de la lâcheté qui commençaient à s'emparer des esprits; il y a encore des ressources, dirent-ils, mais *elles sont dans le courage*.

En effet, les négociations sont rompues; le nouveau stathouder contribue beaucoup à cet événement, et bientôt Amsterdam se croit imprenable :

on avait, comme nous l'avons dit, inondé tous les environs; on avait percé les trois principales chaussées qui mènent à la ville, celles de Harlem, d'Amstervem et de Muiden; des redoutes avaient été distribuées sur les ouvertures; l'Amstel, l'Y, le Pampus et le Zuiderzée étaient défendus par des barques armées; les arbres des alentours avaient été coupés; les bois et les voiles des moulins à scier avaient été conduits dans la ville: ceux qui occupaient ces moulins avaient promis d'y mettre le feu, au cas que l'ennemi vînt à franchir les obstacles qui l'arrêtaient; seize cents matelots, bien armés, occupaient les principaux postes le long de la digue du Waterland; la ville regorgeait de provisions; en un mot, Amsterdam était comme une vaste forteresse au milieu des eaux, entourée de vaisseaux armés qui la gardaient de tous les côtés.

Les sacrifices volontaires des habitans d'Amsterdam, fruit du patriotisme, sauvèrent, en 1672, la république hollandaise, comme l'incendie de Moscou, ordonné, en 1812, par le gouverneur Rostopschin, sauva la Russie. Louis XIV et Napoléon, qu'on a souvent comparés, trouvèrent le tombeau de leur gloire dans une vigoureuse résolution; mais la seconde ne fut qu'accidentelle et tenait au caractère d'un seul homme: l'autre était dans le cœur d'une nombreuse population.

L'amour de la patrie sera toujours la meilleure

saue-garde d'un pays et l'écueil de l'ennemi quelconque qui voudra l'envahir.

Ainsi les Amsterdamois, résolus de défendre jusqu'à la dernière extrémité les restes de leur patrie, que les armes du vainqueur et l'inondation n'avaient pas encore enlevés, ramenèrent la victoire. L'on observa depuis que l'ennemi, sur terre, n'attaquait plus avec la même ardeur : le feu des Français, prompt et impétueux au commencement de la campagne et dans l'ivresse des premiers succès, commença à se ralentir.

Toute l'Europe sait que ces braves Hollandais avaient embrassé le parti extrême, si le terrain leur manquait pour combattre, de se retirer dans leurs établissemens des Indes, d'y ériger un nouvel empire et de conserver, jusques dans les climats de l'esclavage, cette précieuse liberté dont l'Europe leur semblait indigne, puisqu'elle les abandonnait à l'oppression. Les mesures étaient concertées d'avance pour l'exécution de ce projet; et par un calcul aisé, on s'assura que les vaisseaux qui se trouvaient dans les ports pouvaient transporter deux cent mille habitans aux Indes orientales.

Les flottes anglaise et française étaient réunies contre l'armée navale de la Hollande. Loin d'être intimidée, la république, quoiqu'une partie de ses ennemis occupât encore la moitié du pays, ordonna de prendre l'offensive : aucune autre na-

tion ne montre dans ses annales une entreprise aussi hardie, ni d'un grandiose aussi achevé, si l'on fait attention à la très-faible population du peuple conquis. De Ruiter conserva le commandement, et Tromp, qui avait cessé d'être en activité de service depuis quelques années, fut nommé par le prince d'Orange pour remplir la place du lieutenant-amiral De Ghent. Le prince ne se contenta pas de le rétablir dans le service : pour écarter les suites de l'ancienne rivalité entre Tromp et Ruiter, il fit réconcilier ces deux illustres rivaux en sa présence ; de plus, il voulut bien être garant des promesses de Ruiter envers Tromp. La réconciliation de ces illustres marins fut sincère et cordiale, et de leur ancienne animosité il ne resta plus que la louable émulation de servir leur patrie.

Rien n'atteste mieux la vérité de l'éloge que fait Vandervynckt de l'aptitude des Hollandais à acquérir en peu de temps des connaissances variées, que les précautions prises par Ruiter avant de se mettre en mer : il s'y montra bon législateur ; il voulut d'abord qu'on renouvelât les anciennes ordonnances touchant la récompense des belles actions. Il serait à désirer qu'aujourd'hui ce renouvellement eût encore lieu ; la compagnie récente des Indes allant accroître notre commerce maritime, il importe de diriger les esprits vers la marine, et de rendre celle des Pays-Bas réunis

aussi célèbre et aussi formidable que le fut la marine des Provinces-Unies.

Ruiter fit ensuite déterminer la récompense des hommes mutilés, de ceux qui auraient pris un vaisseau à l'ennemi, surtout de ceux qui seraient allés dans des chaloupes pour détourner ou ruiner les brûlots des ennemis : une double récompense fut assignée à ceux qui feraient périr les vaisseaux qu'ils auraient déjà capturés. Le prince signa les ordonnances renouvelées et améliorées; d'ailleurs, il n'oublia rien de ce qui regardait la discipline militaire.

La flotte fut en mer dès le mois de mai, et dirigea sa route vers la Tamise pour en fermer le passage à la sortie des navires anglais, en obstruant l'embouchure avec des bâtimens chargés; mais une brume épaisse ayant fait échouer ce dessein, De Ruiter revint à Schoonfeld, sur les côtes de Zélande, où l'escadre fut renforcée de quelques vaisseaux. Il remit aussitôt en mer; et le 7 juin, il découvrit les flottes ennemies de France et d'Angleterre, au nombre d'environ 150 voiles : la flotte de la république n'était que de 100 voiles. De Ruiter, pour animer ses équipages, leur fit lire une lettre du prince, qui fit le plus grand effet. Les Anglais étaient commandés par le prince Robert et les Français par le comte d'Estrées : les Anglais formaient l'avant-garde et l'arrière-garde. Ce furent les Français qui commencèrent la bataille de

Schoonfeld ; le comte d'Estrées attaqua l'escadre de Tromp à une heure après midi. L'engagement fut si rude que Tromp fut obligé de changer quatre fois de vaisseau, et il était près de succomber sous le nombre : De Ruiter et Benkort étaient alors engagés dans un combat sanglant avec les deux escadres anglaises. De Ruiter avait forcé plusieurs de leurs vaisseaux à se séparer du gros de la flotte ; mais ayant su la détresse de Tromp, il accourut vers lui. Tromp, en le voyant, s'écria, dans l'effusion de la joie : « Camarades, voici le bon père qui vient à notre secours ; aussi, ne l'abandonnerai-je jamais tant que je vivrai. » Partout où De Ruiter faisait avancer son vaisseau, on voyait les ennemis s'écarter pour éviter ses bordées. « Je suis charmé, disait-il en plaisantant, que les ennemis redoutent *les Sept-Provinces*. » C'était le nom du vaisseau qu'il montait. Il dégagea Tromp : le combat dura jusqu'au soir. Il n'y eut que l'obscurité de la nuit qui put y mettre fin. Les Français et les Anglais eurent environ quatorze vaisseaux coulés à fond ou brûlés. Les Hollandais ne perdirent que quelques brûlots ; ils eurent peu de morts, au nombre desquels se trouvèrent cependant le vice-amiral Schram et le chef d'escadre Vlug.

Le succès de cette bataille fit échouer le dessein qu'avaient les Anglais de faire une descente en Hollande. Je voudrais, disait le comte d'Estrées,

dans une lettre au ministre Colbert, je voudrais de tout mon cœur payer de ma vie la gloire d'avoir fait une si grande action, et d'avoir marqué autant de conduite qu'en a témoigné Ruiter dans ce combat.

De nos jours, l'amiral Van Kinsbergen, qui vient d'être enlevé à sa patrie et dont les dispositions testamentaires ainsi que la vie entière sont empreintes des vertus publiques, a fait une action qui passera à la postérité : c'est au combat de Doggersbank.

MM. Zoutman et Van Kinsbergen partirent de devant le Vlie, le 1^{er} août 1781, escortant un convoi de soixante-onze navires marchands. M. Zoutman commandait neuf vaisseaux et M. Van Kinsbergen sept ; mais celui-ci avait ordre d'établir une croisière, non loin des côtes, et par conséquent de quitter M. Zoutman et son convoi à une certaine hauteur. En effet, le 4 de ce mois, il voulait exécuter cet ordre, mais il se rendit aux instances de M. Zoutman, et consentit à l'accompagner encore un jour. Si l'amiral anglais Parker, dont l'escadre était composée de dix-neuf vaisseaux, avait rencontré M. Zoutman le 6 au lieu du 5, il est incontestable que son convoi tombait au pouvoir des Anglais. Si par le plus heureux des hasards, M. Zoutman n'avait pas été rencontré par l'amiral Parker, il était très-possible que M. Van Kinsbergen le fût ; même inconvenient.

M. Zoutman partage le tribut d'éloges dus à son collègue, pour avoir le plus contribué à retarder une séparation qui eût été funeste à l'état, et pour avoir soutenu avec gloire une lutte inégale : le convoi fut sauvé.

C'est surtout la bataille navale de quatre jours dans les Dunes, commencée le 11 juin 1666, qui met au grand jour le courage persévérant de la nation ; le chef, de son côté, y développa un dévouement sublime : nous nous écarterons de l'ordre des dates pour terminer l'époque du dix-septième siècle par le trait le plus héroïque, qui ne saurait être trop retracé sur la toile et par le bustin, pour l'ornement de nos palais.

Le premier jour de la bataille dura depuis une heure jusqu'à la nuit : deux navires anglais y furent coulés à fond et trois furent pris : dans un de ces derniers, l'on trouva l'amiral anglais expirant. Les Hollandais perdirent le lieutenant-amiral Evertsen, qui fut tué d'un coup de boulet, et deux vaisseaux qui périrent par le feu avec une partie des équipages. Le lendemain le combat recommença, dès la pointe du jour, avec le même acharnement que la veille. L'amiral Tromp, s'abandonnant à son impétuosité naturelle, s'engagea avec sa division dans le gros de la flotte anglaise. Il courait risque d'être accablé par le nombre. De Ruiter voyant son émule dans le péril, s'occupa d'abord du soin de le sauver. Il perce

au milieu du feu et parvient à le délivrer en s'exposant au plus éminent danger : ce fut dans cette horrible mêlée que se fit de deux cotés le plus grand carnage. De Ruiter attaqua le duc d'Albermarle (*) avec tant de vigueur, qu'après avoir coulé à fond plusieurs de ses vaisseaux, il le força de se retirer vers la côte d'Angleterre avec environ trente bâtimens de quatre vingts qu'il avait la veille, les seuls qui fussent en état de combattre. Il commençait à se flatter de les atteindre, lorsqu'un calme, survenu un peu avant la nuit, les déroba à sa poursuite. Le troisième jour ne fut remarquable par aucun coup d'éclat. Les Anglais s'enfoncèrent dans la Tamise. Pour ne pas voir tomber leurs vaisseaux les plus endommagés entre les mains des ennemis, ils y mirent eux-mêmes le feu; le vaisseau amiral donna sur un écueil et fut obligé de se rendre avec tout son équipage. Le quatrième jour, les Anglais venaient d'être considérablement renforcés par la jonction de l'escadre du prince Robert; néanmoins les Hollandais les cherchent; jamais leur valeur ne fut mise à une plus rude épreuve; la flotte anglaise était alors composée de soixante et un vaisseaux, la plupart frais et en bon état; les Hollandais en avaient soixante-quatre, mais ils venaient d'essuyer trois jours de fatigue. « Voici l'instant qui

(*) C'était le fameux Monk, auteur de la contre-révolution en faveur de Charles II.

va décider notre sort, dit Ruitet à ses équipages ; les chefs de l'état, les pères de la patrie, nos parents, nos femmes, nos enfans, le salut de tout ce que nous avons de plus cher, nous appellent au combat. Vous laisserez-vous arracher la victoire, après l'avoir tenue trois jours fixée sous vos pavillons ? Nos ennemis sont les mêmes que nous avons vus hier fuir lâchement devant nous. Il s'agit du salut de la patrie et du vôtre. Point de milieu : vaincre ou mourir ; ou plutôt vaincre, pour éviter de tomber entre les mains des Anglais et d'être jetés sans miséricorde dans les cachots affreux où ces barbares font périr nos compatriotes de misère et d'infection ! Valeur, union, accord, et la victoire est à nous. »

Le 14 juin, dès huit heures du matin, les escadres furent aux prises. Dans la matinée, la victoire parut incertaine : des deux côtés, plusieurs navires furent désemparés. Mais l'après-midi, Ruitet saisit rapidement l'avantage du vent ; il ordonna aussitôt une attaque générale, et de toutes parts l'on tombe sur l'ennemi. L'ordre est exécuté avec tant de vigueur et de précision que les Anglais, enfoncés et mis en désordre, cherchent leur salut dans la fuite. Plusieurs de leurs vaisseaux furent pris ou coulés à fond. On les poursuivit jusqu'à sept heures du soir ; on espérait même de prendre ou détruire la plus grande partie de la flotte, lorsqu'un brouillard épais, survenu

tout-à-coup, empêcha la poursuite. « C'est Dieu, dit alors Ruiter, qui les sauve; il ne veut que les corriger de leur présomption et non les perdre tout-à-fait. » Le lendemain, c'est-à-dire, la cinquième journée, on chercha encore les Anglais; mais ils s'étaient tous retirés dans leurs ports pour se sauver ou s'y radouber. Peu après, les Anglais sont forcés, par la mémorable expédition dans la Tamise, sous le fort de Chatham, de signer la paix : elle fut conclue à Bréda en 1667. Ils cèdent la colonie de Surinam, dont les Hollandais venaient de faire la conquête et qui nous est restée (*), quoique la guerre n'eût pas tardé à se rallumer.

L'Europe sait que la Hollande fut opprimée par Napoléon : après avoir fait d'immenses sacrifices à la France pour conserver sa liberté, elle se vit réunie au grand empire et mise dans l'impos-

(*) Cette colonie n'est devenue florissante et riche en exportations que du moment où les cultivateurs se sont établis sur les *terres basses*. Or, pour les mettre en état d'exploitation, les Hollandais ont desséché des marais jusqu'alors impraticables, que la mer recouvre en grande partie, à chaque marée : leurs succès ont été tels que l'on déserte les *terres hautes* pour les terrains desséchés. Le roi, depuis son avènement au trône, a déjà obtenu d'immenses avantages en dessèchemens, et en ce moment l'on s'occupe du dessèchement du grand lac d'Harlem, de six lieues de long sur deux de large.

sibilité d'exercer le commerce extérieur, qui cependant était sa principale ressource.

Les Hollandais prouvèrent en 1813 qu'ils n'avaient pas entièrement dégénéré de leurs ancêtres : au mois de novembre de cette année, ils s'insurgèrent contre les Français, et néanmoins ceux-ci occupaient encore toutes leurs forteresses; l'insurrection fut heureuse : durant cette courte guerre, ils acquirent la gloire de redevenir état indépendant, et de rappeler chez eux l'aisance avec une célérité qui tient du prodige : sous l'empire, l'indigence était portée au point que la moitié de la nation recevait des secours de l'autre; elle diminua à vue d'œil, et bientôt reparurent les symptômes de la félicité publique : leurs ports s'ouvrirent dès le moment où l'insurrection fut déclarée; à l'instant aussi la nation recommença le commerce des Indes : elle déploya d'assez grandes ressources pour la défense de la Belgique méridionale, avant la bataille de Waterloo.

La prudence ne l'abandonna pas non plus : l'esprit de parti disparut, et dans un accord unanime, les Bataves reconquirent avec l'indépendance leurs anciens chefs, leurs anciennes maximes.

Il ne fallait rien moins que ce coup d'éclat pour obtenir des puissances alliées le pouvoir de se reconstituer. Voici l'anecdote que rapporte, sur ce point intéressant de notre histoire, M. le comte

Charles de Hogendorp, l'un des hommes d'état les plus distingués de ce pays (*), et qui fut le héros de l'époque. « En ressaisissant notre indépendance, nous avions rappelé la race de nos anciens chefs, et l'Europe entière nous reconnut spontanément, sans une ombre de négociation : un de nous se rendit en Angleterre, pour exposer notre situation au ministère britannique. Il rapporta pour réponse *que si nous nous étions laissé conquérir, les alliés auraient délibéré sur notre sort, qui serait incertain, tandis que maintenant nous pouvions compter sur toutes les ressources de l'Angleterre* : telles étaient les dispositions de toutes les puissances ; nous les dûmes à ces antiques souvenirs auxquels nous apposons le sceau de notre propre insurrection. »

C'est en mettant à profit l'expérience, et en appliquant les théories lumineuses qui, depuis la *pacification de Gand* et le *traité d'Utrecht*, ont perfectionné l'ordre social que les Hollandais ont préféré en 1813, à une république nominale, une république réelle sous un prince constitutionnel : en effet, les factions, le déplorable abus de pouvoirs non définis et mal distribués ; l'aristocratie bourgeoise qui dominait dans l'administration des

(*) Discours à la seconde chambre des états-généraux, page 9, imprimé en 1821.

Provinces-Unies, avaient plusieurs fois menacé l'état d'une chute totale, affaibli sa gloire et détérioré les mœurs nationales : la constitution que les Belges septentrionaux ont créée en 1814 sous les auspices du prince souverain, était de tout point préférable à leur ancienne manière d'exister politiquement : elle a reçu de nouveaux degrés de perfection dans l'acte de révision ; certes notre loi fondamentale laisse peu à désirer, et, comme l'a très-bien observé son principal rédacteur, aujourd'hui ministre de l'intérieur et de l'instruction publique, elle contient les moyens d'être réformée sans secousse : son article 229 est ainsi conçu :

« Si l'expérience faisait connaître que des changemens ou des additions à la loi fondamentale sont nécessaires, une loi les désignera avec précision en même temps qu'elle déclarera cette nécessité. »

Les cinq articles suivans sont des monumens de sage prévoyance ; ils déterminent les formes essentielles et les précautions sans lesquelles nulle modification n'est possible : l'un d'eux prohibe *tout changement pendant une régence*.

On ne peut faire ni changemens, ni additions, si les états-généraux ne sont convoqués en nombre double : les membres extraordinaires sont élus de la même manière que les premiers.

Pour que cette convocation puisse être provo-

quée, en d'autres termes, pour qu'il puisse être pris une résolution sur un changement ou une addition à la loi fondamentale, il est nécessaire, 1^o que les deux tiers des membres dont se compose l'assemblée de la seconde chambre des états-généraux soient présens; 2^o que les résolutions soient prises à la majorité des trois quarts des voix.

Faute d'avoir adopté ces mesures de prudence ou autres semblables, la France est menacée de voir fréquemment modifier quelque disposition de sa charte : en dernier lieu, la loi sur la septennalité a passé : ainsi sont changés, par l'omnipotence parlementaire, sans aucune intervention du pouvoir constituant, les textes qui prescrivaient l'élection par cinquième chaque année, et qui limitaient à cinq ans la durée des fonctions législatives. Plusieurs discours remarquables, notamment celui du comte Lanjuinais à la chambre des pairs, celui de M. Royer Collard à la chambre des députés, exposent avec une éloquente clarté à quels désordres, à quels bouleversemens ce système peut conduire. Jamais on n'a dû autant se féliciter d'être Belge.

M. De Bonald dit quelque part que les monarchies constitutionnelles sont des républiques *déguisées* : nous pensons qu'on n'a rien à déguiser, et que la chose publique est mieux conservée en Angleterre qu'elle ne l'était à Venise et même dans les Provinces-Unies.

A diverses époques, cette dernière république vit ses institutions dégradées.

Une application, trop exclusive aux occupations casanières du commerce, avait engourdi, avant le premier rétablissement du stathouderat, l'ancien courage de la nation : elle mettait sa confiance en des armées mercenaires; encore ces armées étaient peu nombreuses, à cause des réductions considérables que l'esprit de parcimonie républicaine y avait apportées. Le parti des anti-stathoudériens, devenu dominant, avait peu à peu congédié les vieux officiers attachés à la maison d'Orange : ceux-ci étaient remplacés par de jeunes gens sans expérience et sans autre mérite que d'appartenir par le sang aux familles qui favorisaient l'oligarchie : ces nouveaux officiers, se reposant sur la faveur, ne s'appliquaient aucunement aux fonctions militaires : les uns avaient des substituts; d'autres, dans le dessein d'augmenter leurs bénéfices, négligeaient de tenir les régimens complets : les places frontières étaient mal entretenues, les armées sans discipline.

Voilà d'énormes abus, qui ne peuvent appartenir qu'à l'aristocratie ou au despotisme : ils ne se conçoivent pas sous le gouvernement d'un seul que l'hérédité identifie avec les intérêts nationaux, quand son pouvoir est éclairé non moins que tempéré par le concours du peuple dans la législation, par une tribune publique, et par la presse libre.

Voltaire, dans l'*Essai sur les mœurs*, dit que les *Pays-Bas réunis* formeraient l'état le plus puissant de l'Europe : la réunion pressentie par cet homme pénétrant a eu lieu : si nous savons l'affermir par la concorde et la fusion de nos intérêts, il est vraisemblable que nos moyens moraux, financiers, physiques, joints au système fédératif qui nous lie au corps germanique, nous mettront à portée de réaliser ce pronostic de Voltaire, non pour l'attaque, mais pour la résistance et l'influence. *Édit.*

(28) PAGE 210. Ce furent d'abord les Espagnols eux-mêmes qui favorisèrent l'interdiction de l'Escaut ; cette ville opulente, dit De Wit, dans ses mémoires, paraissant trop redoutable au despotisme espagnol : voici comme il explique le fait et ses conséquences immédiates :

« Lorsque le duc de Parme prit la ville d'An-
« vers, elle fut entièrement séparée de la mer :
« le roi d'Espagne négligea imprudemment de
« lui ouvrir l'Escaut, voulant réduire cette ville
« trop puissante pour lui, et répandre le com-
« merce sur plusieurs autres villes, employant
« toutes ses forces sur les frontières de Gueldre
« et contre la France et l'Angleterre : c'est ce qui
« obligea la plupart des marchands d'Anvers de
« se retirer à Amsterdam, qui était déjà, avant
« les troubles, la première ville marchande des
« Pays-Bas. Le roi d'Espagne ôta toute liberté

« de religion , et par ses guerres continuelles, il
« abandonnait entièrement le soin d'assurer les
« mers : c'est ce qui fit rendre le dernier soupir
« à tout le commerce, à la pêche et à la naviga-
« tion, qui s'étaient conservées en Flandre. La
« pêche tomba entièrement à la Hollande; mais
« un tiers des manufactures s'établit en Angle-
« terre, comme les serges, les damas, les bas,
« puisque ces métiers y étaient inconnus; ils
« n'étaient pas encore réduits à des corps de mé-
« tiers : une autre partie s'établit dans la ville de
« Leyde. Pour le commerce des toiles, il s'établit
« à Harlem; mais une partie des marchands de
« toiles resta en Flandre et en Brabant, puisque
« ces marchandises se menaient par terre en
« France et en Allemagne, sans que nous les en
« pussions empêcher. »

Quoique dans l'origine, la fermeture de l'Es-
caut ait eu des causes étrangères aux intérêts de
la Hollande, cette province et la plupart des au-
tres composant la confédération, y attachèrent
depuis une importance telle que, séparés de la
France, les Pays-Bas dits Autrichiens, sans la
réunion, n'eussent jamais soustrait ce beau fleuve
à sa captivité; on se rappelle les inutiles efforts de
Joseph II, entrepris à cet effet dans le fort de sa
puissance, et lorsque l'impératrice Catherine, son
alliée et son amie, appuyait ses projets avec la vi-
gueur qui la caractérisait : dans une lettre au roi

de Prusse, elle déclarait qu'elle était fermement résolue de soutenir les prétentions de l'empereur avec autant d'efficacité *que s'il était question de la prospérité de l'empire russe.*

Ce n'est pas que les Belges septentrionaux aient tant à redouter la concurrence du port d'Anvers; connaissant tous les canaux, toutes les ressources, toutes les facilités du commerce, possédant d'immenses capitaux, naviguant avec une hardiesse rarement démentie par la fortune et avec une économie extraordinaire, ils réunissent des avantages qu'Anvers ne pourra se procurer que dans un avenir éloigné : la sûreté, la facilité de son port, ne suffisent pas pour les balancer tous : il ne résultera de sa résurrection, pendant long-temps du moins, qu'une petite diminution d'affaires à Amsterdam et à Rotterdam : les nouveaux débouchés que préparent au commerce l'émancipation de l'Amérique méridionale et de la Grèce, indemniseront ces villes éminemment florissantes et peuplées de maisons célèbres, affermies par l'habitude, par le crédit, et liées aux négocians de tous les pays. Mais le traité de Munster avait jeté dans l'opinion de profondes racines : d'ailleurs, préjugé ou non, les Hollandais regardaient leur perte comme inévitable du moment où la navigation de l'Escaut serait ouverte aux étrangers : comme, du Hondt ou Escaut occidental, et de l'Escaut oriental, qui a son embouchure au nord de

Walcheren , partent des ramifications navigables qui donnent accès dans les îles de la Zélande , dans la Meuse et de là dans toutes les parties intérieures du pays, ils envisageaient qu'un prince ambitieux , maître de l'Escaut, pourrait soumettre ou ravager Flessingue, Middelbourg ou même Rotterdam , outre un grand nombre de ports moins importants.

Les Provinces-Unies ont paru tenir beaucoup plus à la domination de l'Escaut pour leur sécurité que pour écarter des rivaux.

Il leur paraissait aussi difficile d'entretenir un bon voisinage avec le maître d'Anvers , si l'Escaut était libre : trop de causes de dissension venaient s'offrir; et d'abord les deux souverains devaient contribuer, dans des proportions à déterminer , aux dépenses considérables des digues, fanaux et autres : les Hollandais pensaient que, sans des ouvrages d'art très-multipliés, ce fleuve, dont la pente est peu sensible, n'aurait plus de cours au-dessous d'Anvers : ses eaux stagnantes, répandues au hasard, ne formeraient que des lacs peu profonds ou des marais immenses, inaccessibles aux vaisseaux et peut-être à toute espèce de navigation.

A part cet objet, assez mince en le comparant au premier, mais qui concourt à prouver la convenance de la réunion des provinces belgiques, il demeure vrai que les Hollandais, à moins

d'être dominés, comme ils l'ont été par la France durant la révolution, n'eussent jamais donné leur assentiment à la liberté de l'Escaut, dans l'hypothèse du retour à l'Autriche des provinces méridionales, lequel a été assez légèrement demandé en 1814, par quelques notables de ces contrées.

On se rappelle que les états-généraux disaient positivement, dans leur résolution du 9 octobre 1784, que *l'ouverture de l'Escaut est de la dernière conséquence pour l'état et étroitement liée avec le maintien et la sûreté du pays.*

Dans le système de la réunion, les inconvénients disparaissent : les provinces ci-devant autrichiennes deviennent alors d'une utilité majeure pour les provinces septentrionales, ainsi que nous l'avons exposé dans le discours préliminaire.

Le grand pensionnaire Dewit avait senti toute la force de cet intérêt réciproque : il projeta de partager avec la France les Pays-Bas alors appelés catholiques : ce dessein lumineux, dont le succès ne répondit pas à son attente, enrichissait les deux contrées et prévenait bien des malheurs.

M. le comte de Hogendorp déclara, en séance des états généraux, il y a trois ans, que pour son compte, il eût préféré que les provinces septentrionales fussent demeurées isolées ; sans doute il

parlait en député d'Amsterdam et d'après les anciennes idées de cette contrée : il ne nous semble pas qu'en cette circonstance il ait fait preuve de sa sagacité accoutumée : cette profession de foi est la contre-épreuve de la députation de Châtillon, qui alla réclamer l'Autriche. Rapportons ici une anecdote historique, transmise par le président Henault (en son abrégé chronologique, page 452) : dans la campagne de 1645, le prince d'Orange, Frédéric-Henri, favorisé par l'armée française, aurait pu prendre cette ville (Anvers) : *la jalousie de la Hollande contre la Zélande empêcha d'en faire le siège, dans la crainte que le port d'Anvers ne fit tomber le commerce d'Amsterdam.*

En effet l'on a dit long-temps qu'Amsterdam s'opposait à ce qu'Anvers appartint aux sept provinces.

Nous pensons que le propos de M. de Hogendorp provenait de sa susceptibilité, causée par les plaintes continuelles de quelques-uns de ses collègues du midi du royaume, qui parlaient comme si la Hollande gagnait tout à l'établissement politique actuel : le fait est, qu'il est réciproquement avantageux : l'union des cœurs et des esprits a fait de grands pas dans les trois dernières années, et bientôt la ligne de séparation entre le nord et le midi sera effacée : cette union sera entièrement consolidée par les mesures ul-

térieures doit le roi s'occupe pour soulager l'agriculture, souffrant du bas prix des céréales et des bestiaux : rendons au surplus à M. de Hogendorp la justice d'affirmer que son opinion particulière, quelle qu'elle soit, n'a jamais influé sur ses devoirs de député, et qu'en général ses discours sont marqués au coin d'un patriotisme éclairé, et sans mélange d'esprit de localité.

Nous avons vu expirer, en 1817, les derniers efforts d'Amsterdam contre Anvers. On avait ressuscité, sans l'aveu de S. M., un ancien péage à l'entrée du pays, dans les eaux de l'Escaut, qui avait, dit-on, existé du temps de Charles V. Le roi, dès qu'il en fut informé, supprima le péage et destitua le receveur qui s'était permis de le percevoir : sa volonté irréfragable, si on scrute les actes du gouvernement, est que chaque partie de ses états jouisse de ses avantages naturels.

Pour l'industrie commerciale, il y a peu d'apparence d'ailettes que la part des provinces septentrionales soit la plus faible.

Le pensionnaire Dewit, déjà cité, s'exprime à ce sujet de la manière suivante dans ses mémoires, chap. 8. « Cette ville (Anvers) la plus forte en commerce qui ait jamais été dans le monde, cette ville, néanmoins, de même que les autres de Brabant et de Flandre, était trop éloignée et peu commode pour y établir la pêche de la morue et des harangs, et pour en faire le com-

merce avec autant de profit que dans la Hollande. »

Ces pêches, la seconde surtout, donnent un produit presque incroyable. Le chevalier Raleigh, dans un mémoire qu'il remit à Jacques I^{er}, en 1718, dit à ce prince, que les Hollandais employaient tous les ans sur les côtes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, 3000 bâtimens et 50,000 hommes; que ces trois mille bâtimens en occupaient près de neuf mille autres, avec cent cinquante mille personnes, par mer ou par terre, tant pour l'équipement et l'avitaillement des vaisseaux, que pour curer ou transporter le poisson dans les pays étrangers et en rapporter les marchandises. « Voilà, dit Raleigh, ce qui met les Hollandais en état de bâtir mille vaisseaux par an, sans que leur pays produise un seul arbre, ni de quoi charger cent vaisseaux; ils possèdent, malgré cela, vingt mille navires, et tous employés. » Raleigh évalue la vente annuelle des harengs hollandais dans les divers pays de l'Europe, à deux millions six cent cinquante-neuf mille livres sterling, plus de 65 millions de francs.

Mirabeau se forme, comme Voltaire, une idée gigantesque de la puissance des Pays-Bas réunis, en supposant qu'ils fussent régis par une constitution libre: il est singulier que ces deux grands hommes aient porté leurs regards sur un événe-

ment qui ne paraissait guères possible au moment où ils écrivaient et dont nous sommes les témoins intéressés.

Si les dix-sept provinces, dit-il, se fussent affranchies à la fois, *elles auraient formé une république capable de résister au reste de l'Europe, et tout le commerce de l'univers lui eût appartenu.*

Les temps sont changés : nulle nation n'aura le monopole du commerce; et c'est un bien pour l'humanité; mais les Pays-Bas, par leur heureuse situation, leurs ressources et l'industrie de leurs habitants, y auront toujours une part considérable.

La réunion que Mirabeau attendait d'une insurrection, nous l'avons obtenue du droit public de l'Europe, sans effusion de sang.

La forme du gouvernement, ainsi que nous l'avons observé, nous donne la liberté dégagée de l'esprit de faction et de la turbulence des partis : c'est la république telle que nos mœurs la comportent.

Il n'est pas sans intérêt de retracer les destinées que ce publiciste présage au nouvel état composé des dix-sept provinces.

« Ils (les Belges) feront librement avec leurs voisins des traités de paix, d'union, de sûreté, de navigation, d'échange; ils ne seront plus assujétis

aux vues partielles et légionnaires du cabinet allemand; ils jouiront d'une paix profonde, que la politique du roi de Hongrie ne pourra pas troubler; ils ne connaîtront plus la guerre; ils en préserveront toute la partie de l'Europe qui les avoisine.

« Les Pays-Bas sont dans une situation plus favorable que les Hollandais eux-mêmes pour former une république. Ils ont sur eux l'avantage de trois siècles d'instruction et d'expérience. Éclairés par leur exemple, ils parviendront aisément à se donner une constitution qui l'emportera sur toutes les institutions humaines; ils combineront mieux qu'aucun autre ne le fit jamais, les droits et les devoirs, l'ordre et la liberté, les lois et la puissance; ils organiseront avec plus de prévoyance et d'égalité le pouvoir législatif; ils en sépareront avec plus de soin le pouvoir exécutif: ils le détermineront avec plus de précision; *ils débarrasseront sa marche et prescriront ses limites*; ils parviendront surtout à faire de l'union générale des provinces entr'elles une coalition, *une fusion de toutes les parties*, qui forme un corps, un et homogène, dont aucun état fédératif n'offre encore de modèle. »

Tous ces avantages se réunissent dans la monarchie constitutionnelle; aussi, les Hollandais ont été les premiers à abandonner leur république fédérale, et les souverainetés provinciales, escor-

tées d'un pouvoir exécutif mal combiné : en 1813, ils confièrent au roi actuel le pouvoir exécutif et royal avec participation au pouvoir législatif. L'expérience avait démontré en France, dans les constitutions de 1791 et 1795, les dangers de l'isolement : c'est, comme l'on sait, leur charte de 1813, révisée et corrigée, qui nous régit aujourd'hui sous la dénomination de loi fondamentale.

Le célèbre orateur s'écrie ensuite :

« Qu'ils aspirent donc à l'honneur d'être libres ces anciens Belges, que César distinguait parmi tous les Gaulois ! Qu'ils soient sûrs que, pour être libres, il ne faut que le vouloir fortement, et qu'un peuple ne fut jamais conquis malgré lui ! »

« D'ailleurs, ils seront aidés et secourus : Tous leurs voisins ont intérêt à leur indépendance, ou n'ont pas un intérêt contraire. »

Ces dernières idées ont reçu leur sanction des événemens de 1815. Notre existence politique est due en grande partie au vœu de l'Angleterre et de l'Allemagne : aucun peuple ne jouit d'un système d'alliances aussi complet. Le traité que les ministres du roi viennent de conclure à Londres, qui augmente et affermit notre puissance dans les Indes orientales, en écartant tout sujet de discorde avec nos voisins les Anglais, atteste, ainsi que d'autres faits, la bienveillance et la considération que les nations étrangères accordent à ce royaume naissant.

Revenant à l'Escaut, Mirabeau montre que

l'union aplanirait toute difficulté; les Provinces-Unies n'auraient plus rien à craindre de son ouverture. Ce serait alors l'objet d'une négociation et non pas une loi imposée par le plus fort. Les Provinces-Unies, en accordant cette navigation aux Belges méridionaux, devenus leurs concitoyens, n'auraient du moins à craindre ni invasion, ni conquêtes, ni introduction des vaisseaux d'une puissance étrangère. La Hollande conserverait à jamais sa liberté et centuplerait sa puissance. Voilà, je crois, un exposé assez exact de la situation où nous a placés la réunion de 1815.

Edit.

(29) PAGE 224. Parmi les auteurs de ces pièces fugitives, on remarque Hugues De Groot, qui fut depuis le célèbre Grotius; étant encore jeune, comme je l'ai dit, en parlant d'un distique sur le cheval de l'archiduc, pris à la bataille de Nieuport, il fit sur le siège d'Ostende une prosopopée en vers latins, où il introduit la ville d'Ostende qui se plaint d'un siège de trois ans. La pensée et les vers de cette pièce en ont été trouvés si beaux, qu'on l'attribua à tous les beaux génies de l'époque. Et après que Grotius en eût été enfin reconnu l'auteur, on s'est fait une gloire de les traduire en d'autres langues, quoique, comme d'ordinaire, les traductions soient fort au-dessous de l'original. Voici ces vers :

Area parva ducum, totus quam respicit orbis
Celsior una malis, et quam damnare ruinâ

Nunc quoque fata timent , alieno in littore resto.
 Tertius annus abit. Toties mutavimus hostem.
 Sævît hiems pelago , morbisque furentibus ætas ,
 Et minimum est quod fecit Iber. Crudelior armis
 In nos orta lues : nullum est sine funere funus ;
 Nec perimit mors una semel. Fortuna quid hæres !
 Quâ mercede tenes , mixtos in sanguine manes ?
 Quis tumulos moriens hos occupet hoste perempto
 Quæritur ? Et sterili tantum de pulvere pugna est.

Aut.

(30) PAGE 225. Dans la seconde année du dix-septième siècle, Élisabeth, reine d'Angleterre, finit sa carrière. Cette grande reine, parvenue à l'âge de soixante-dix ans, en avait régné quarante-quatre. On s'aperçut, quelques mois avant sa mort, qu'elle déclinait peu à peu. Une profonde mélancolie la saisit, lui ôta l'appétit et lui causa des insomnies, jusqu'à lui affaiblir l'esprit et la mémoire ; elle témoigna un grand dégoût pour tout ce qui regardait le gouvernement et les affaires d'état, où elle avait été si habile autrefois. Qui aurait cru, dit Silhon, dans son *Ministère d'état*, part. 3, que le cours d'un tel règne et d'une telle vie eût abouti à une satiété de régner et de vivre ? A l'approche de l'hiver de 1601, elle se débarrassa de la foule et se fit transporter à Richemond, château bâti par Henri VII, sur la Tamise, à cinq mille de Londres. Sa maladie y augmenta sans autres symptômes cependant que cette noire mélancolie qui la consumait. On a fait des conjectu-

res sur les causes de ce chagrin mortel; on l'attribua aux remords causés par la mort de la reine d'Écosse, et par celle plus récente du comte d'Essex; effectivement ces deux actions ont été deux taches à son glorieux règne. D'autres ont dit que nonobstant son expérience et sa parfaite connaissance des affaires humaines, elle n'avait point assez pesé l'ingratitude des courtisans et l'inconstance du peuple, et que l'empressement qu'elle crut entrevoir pour le soleil levant et pour un nouveau règne, lui causait cette langueur. On eut beau conjecturer : loin de jamais se plaindre, Élisabeth se réduisit à un silence obstiné, et ne proférait presque plus un mot. Sur la fin de sa vie, sa contenance était toute particulière. L'abbé Siri dit que la reine, tout habillée, parée et assise sur son lit, avait les yeux baissés et le doigt dans la bouche, et qu'elle entendit tranquillement sa musique ordinaire qu'elle fit jouer. Dans cette attitude ou une autre à peu près semblable, elle mourut avant le jour, le 3 avril 1602.

Comme elle n'avait fait ni testament, ni autre disposition, et qu'elle n'avait jamais voulu en entendre parler, la circonstance intéressa toute la nation, et embarrassa les grands. Cependant on s'y était préparé, et lorsque la maladie de la reine ne permit plus d'espérer sa guérison, les ministres, quelques évêques et quelques seigneurs du premier rang, se tinrent aux environs de Riche-

mond : le lord maire de Londres y faisait de fréquens voyages. On y appela même quelques détachemens des gardes. Ces seigneurs virent, l'un après l'autre, la reine moribonde, sans qu'aucun osât lui parler de la succession ; aussi paraît-il que depuis sa taciturnité elle ne leur aurait point répondu. Ils eurent donc plusieurs conférences entr'eux pour désigner l'héritier de la couronne, et régler l'ordre de succession. Les droits du sang réclamaient le roi d'Écosse, Jacques VI. Il représentait doublement, du côté paternel et maternel, Henri VII, roi d'Angleterre, par sa fille aînée Marguerite. Jacques VI était fils de l'infortunée reine Marie Stuart, petite-fille de cette Marguerite, par Jacques IV roi d'Écosse, son premier mari. Le père de Jacques VI était Henri Stuart, lord d'Arnley, ensuite duc de Rothesai, et à la fin roi, par sa femme ; il était aussi petit-fils de la même Marguerite d'Angleterre, par sa mère, fille unique d'Archibald Douglas, second mari de Marguerite. Nonobstant cette proximité du sang, qui était manifeste et incontestable, on eut quelque soupçon que ce nouveau roi ne voulût venger peut-être la mort de sa mère et rétablir sa religion, qui était la catholique ; mais il semble que le ministère avait pris ses mesures à cet égard du vivant d'Élisabeth. Un plus grand doute s'éleva : on ne savait si ce roi serait agréablement reçu en Angleterre. Il existe une ancienne aversion entre

les Anglais et les Écossais, qui de tout temps ont été ennemis et se méprisent réciproquement ; ainsi un roi d'Écosse était réputé étranger en Angleterre, et cette qualité aurait suffi autrefois pour l'exclure en pareille occasion, d'autant plus qu'il y avait en Angleterre de grandes maisons qui pouvaient profiter d'une telle exclusion ; car la postérité de Marguerite se trouvant écartée de cette manière, la couronne appartenait aux descendants de Marie Tudor ou Tyders, sa sœur puînée et seconde fille du roi Henri VII.

Cette princesse avait été pendant quelques mois troisième épouse de Louis XII, roi de France. A son retour en Angleterre, elle avait été remariée à Charles Brandon, duc de Suffolck, dont descendaient, à différens degrés, les comtes de Northumberland, les ducs de Sommerset, les comtes de Herfort, Stanley et d'Erby, tous puissans seigneurs anglais regnicoles ; ils furent peut-être prévenus par la grande diligence dont usa le conseil à Richemond.

Aut.

(31) PAGE 225. Cette proclamation eut lieu sans convocation préalable du parlement et de la noblesse ; la bourgeoisie de Londres figura pour les communes du royaume : le peuple applaudit : le canon de la tour fut tiré, et tout se passa sans le moindre désordre et sans la moindre résistance. Les mesures étaient si bien prises, et les communications avec l'Écosse tellement établies d'avance,

que le nouveau roi reçut la nouvelle de sa proclamation à Edimbourg en moins de soixante heures, quoiqu'il y ait une distance de 300 milles entre les deux capitales, des rivières et des montagnes à passer; il se prépara aussitôt au voyage, et arriva bientôt à Londres, où il fut reçu paisiblement et avec magnificence. Hume, dans son histoire de la maison de Stuart, commence par dire, que jamais la couronne d'Angleterre ne fut transmise avec plus de tranquillité du père au fils, qu'en passant de la maison de Tudor à celle de Stuart; et véritablement il n'y eut ni pourparlers ni conditions proposées; un si grand changement se fit tout simplement, comme lorsqu'un particulier entre dans un héritage. Le roi, pour écarter toute intention de donner la prééminence à un royaume sur l'autre, dans la dénomination de ses titres, et ôter tout prétexte de division entre deux nations chatouilleuses, prit le titre de roi de la Grande-Bretagne.

Cet auteur parle du règne d'Élisabeth et des inquiétudes qu'on avait pour l'événement de sa mort et de sa succession; il peint l'État respectable et florissant où elle avait porté l'Angleterre; enfin il dit que son successeur, en montant sur ce trône, se vit en possession de toutes sortes d'avantages, excepté, ajoute-t-il, d'un nom comparable à l'illustre nom qu'il remplaçait. En effet, en vingt-trois ans de règne, Jacques n'a jamais

pu parvenir au même point de gloire. Ce prince était bon et pacifique par inclination; il était en quelque sorte frappé des malheurs et des dangers qu'il avait essuyés en Écosse, où il n'avait vu dans sa jeunesse que des troubles, des meurtres et des scènes tragiques. La chasse était son grand plaisir; il n'aimait point les affaires. Deux ou trois favoris en prirent successivement le manie- ment avec trop d'ambition et trop peu d'expé- rience. Ce prince avait cependant de l'instruction, mais il s'était adonné à une science que les rois et les princes, quelque amateurs de la lecture et des sciences qu'ils aient été, ont rarement cultivée par eux-mêmes. Il était théologien, et donnait dans les controverses; il avait de belles occasions de s'en occuper. Les malheurs du seizième siècle, causés par la religion, avaient affligé ses royaumes. La réforme s'y était divisée en deux diffé- rentes sectes diamétralement opposées; les Écos- sais étaient puritains outrés, et les Anglais épis- copaux. Le roi, content d'études spéculatives et de sa théorie, resta neutre au milieu de l'animo- sité des partis et s'abstint de porter des décisions délicates; il laissa en quelque sorte les choses comme elles étaient. Peu entreprenant dans les af- faires d'état et étrangères, il y tint à peu près la même conduite. Le caractère de ce monarque fut bientôt connu en Angleterre, et ensuite dans toute l'Europe. Les Français trouvaient sa con-

duite pédantesque, et l'on dit qu'Henri IV le nommait souvent maître Jacques.

Aut.

(32) PAGE 229. Vandervynckt voit dans l'usage de la langue espagnole, employée par l'archiduc et ses ministres flamands, dans certaines manières exotiques et d'autres petites, l'aliment de la discorde et l'accroissement de la défiance chez les Hollandais. Ce trait appelle notre pensée sur les changemens qu'a éprouvés la langue législative, administrative et judiciaire en ce royaume, depuis la nouvelle réunion : l'idiôme hollandais ou flamand a été substitué au français dans la plupart des provinces méridionales, et les provinces purement wallones sont menacées de la même innovation, à partir de l'année 1827. Ne croira-t-on pas que les Wallons du dix-neuvième siècle seront en défiance, comme l'ont été les Hollandais du dix-septième ?

Le gouvernement ne peut s'être déterminé à cette résolution que par des motifs d'utilité générale; il a prouvé, dans un assez grand nombre de circonstances, qu'il ne faisait pas acception de localités : toutes les provinces sont également chères au roi ; et si un sentiment de prédilection l'animait, il serait l'effet non de la situation topographique, mais du patriotisme, d'un attachement à l'état plus prononcé que manifesterait par sa conduite l'une ou l'autre province ; c'est

ce que savent parfaitement les Wallons : si leurs intérêts sont blessés, les organes ne manquent pas pour demander un nouveau sursis au décret innovateur : le droit de pétition, la presse libre, la tribune sont autant de véhicules qui préviennent la défiance ou l'étouffent à sa naissance : l'expérience atteste que le roi a toujours fait droit aux réclamations fondées. En cette matière, hérissée de difficultés, le gouvernement a-t-il bien saisi les rapports prédominans d'intérêt public ? N'a-t-il pas supposé au langage une trop grande influence dans la position particulière où se trouvait la nation ? N'a-t-il pas commis la faute de Montesquieu, qui pensait que le climat faisait les hommes, tandis que les institutions et les lois ont la plus forte part à leurs vertus et à leurs vices.

La question est du plus haut intérêt : nous entreprendrons de l'éclairer selon nos forces, soit sous le point de vue des moyens d'accélérer l'union intime entre les deux parties principales dont le royaume se compose, soit sous celui de la consolidation de l'établissement politique, soit encore sous la considération du perfectionnement individuel des Belges.

On ne croirait pas, au premier coup d'œil, que la manière de communiquer ses pensées par l'articulation ou par l'écriture embrasse tant et de si puissans objets : c'est cependant ce qui résulte

d'un examen approfondi : les opuscules de feu M. Plascaert, de M. Barafin, de M. Willems d'Anvers, mes lettres à *l'Oracle* et des articles détachés dans *l'Observateur Belge* et dans le *Journal de Bruxelles* peuvent contribuer à éclaircir la question dans les deux sens opposés. La discussion n'est jamais superflue :

De nos cailloux frottés il sort des étincelles.

L'institut national de France ouvrit en l'an 5 et renouvela en l'an 6 un concours sur la question suivante : *Déterminer quelle a été l'influence des signes sur la formation des idées.*

Le prix fut décerné, en l'an 7, à un mémoire de M. Degerando, qui portait pour titre : *Des signes et de l'art de penser considérés dans leurs rapports mutuels.*

Les conseils des amis de l'auteur, les entretiens de quelques hommes éclairés et le progrès de ses propres réflexions l'engagèrent à donner au mémoire des développemens plus étendus : ils l'ont conduit à publier un ouvrage en 4 volumes, portant le même titre (*), l'un des meilleurs et des plus complets de notre époque.

L'auteur traite la question de l'utilité d'une *langue universelle* ; il fait tenir aux adversaires de ce plan un langage à peu près semblable à celui qui a dû être tenu au conseil d'état du royaume des Pays-Bas, lorsque lui fut soumise l'idée du

(*) Paris, an 8^e, chez Goujon.

grand changement qui vient de s'opérer dans les moyens de communication réciproque entre la nation et son gouvernement, ses tribunaux et ses administrations.

• L'unité d'idiome usuel, une langue nationale dans le royaume, présente une utilité politique; elle met obstacle aux projets de conquête de la part de la France; elle élève une barrière de plus contre son ambition. Souvent la diversité de langues entre deux peuples voisins met obstacle aussi à la contagion de la corruption. Toujours elle sert à conserver dans le sein de chaque peuple l'esprit et le caractère national, ainsi que toutes les habitudes protectrices des mœurs. La diversité des langues resserre les nœuds des sociétés particulières; une langue nationale est un lien de plus entre les citoyens d'un même pays; les sentimens patriotiques se nourrissent, s'accroissent par tout ce qui sert à les réveiller; or, la langue nationale est un signe qui rappelle sans cesse à chaque individu l'image de sa patrie; c'est par ce signe que deux compatriotes se reconnaissent dans leurs voyages : c'est dans cette langue que nos héros ont été célébrés; que les grands génies de notre nation se sont illustrés; cette langue nous représente mille précieux souvenirs. Sans doute, ces impressions peuvent nuire quelquefois au sentiment de la fraternité universelle, et mettre plus de distance entre les individus de nations différentes. Mais dans les siècles corrompus, c'est

surtout vers les sentimens patriotiques qu'il faut diriger toutes les âmes : plus l'égoïsme fait de progrès et plus il est dangereux de nous rendre cosmopolites. L'amour du genre humain lutte mal contre l'activité de l'intérêt personnel et lui sert d'excuse bien plutôt que de remède.

Les Wallons répondent : ce n'est pas par relâchement de patriotisme , mais par besoin que nous désirons de continuer nos communications dans l'idiôme français.

Cet idiôme n'est pas pour nous une seconde langue, comme il l'est aux Flamands et aux Hollandais : c'est notre langue nationale,

Dans nos contrées, le plus grand nombre des habitans, la presque universalité de ceux qui appartiennent aux classes inférieures de la société, étaient bornés à un patois ou jargon dépourvu des règles de grammaire et de construction, et qui n'est qu'un français corrompu; ce patois varie dans chaque province et même dans chaque canton.

Les enfans des classes supérieures et moyennes, et ceux des inférieures dont les parens jouissaient de quelque aisance, étudiaient en français : la langue flamande leur était aussi étrangère que le danois ou suédois; elle serait pour eux aujourd'hui une langue nouvelle, une seconde langue; on est donc parti à notre égard d'un fait erroné; d'après les principes adoptés, nous sommes sans

idiome : en réalité les Pays-Bas renfermaient deux langues nationales et même trois, puisque l'allemand est le langage usuel de quelques districts du Luxembourg et du Limbourg. Ceux-là se détermineront seulement à apprendre la seconde langue, qui croiront trouver dans son usage une utilité assez grande pour les dédommager de la peine qu'ils trouveraient dans son étude ; ce sont les jeunes gens ; pour les hommes faits, la chose est impossible : l'introduction de la langue flamande dans les tribunaux et les administrations des contrées wallones ne peut donc être que l'ouvrage d'au moins une génération.

En ce qui concerne l'influence sur le patriotisme de l'adoption du langage de nos frères du nord, nous croyons qu'avec les meilleures intentions du monde, l'on a mal raisonné. D'abord les motifs donnés ne paraissent recevoir leur application au peuple wallon, qu'autant que, sous la domination française, il aurait négligé le flamand pour le français ; mais il n'en a jamais eu la moindre teinture ; ensuite le sentiment du bonheur, selon nous, a un tout autre empire sur les hommes que l'uniformité de l'idiome ; c'est sans doute un avantage que tous les citoyens d'un état parlent la même langue, mais il n'est que secondaire ; qu'il est loin de créer l'amour de la patrie ou même l'esprit public ! il existe des moyens plus puissans pour produire ce beau résultat : notre

souverain les connaît et les emploie. Nous avons eu l'occasion, dans le discours préliminaire et dans diverses notes, d'en indiquer plusieurs : outre que cette substitution d'un idiome à un autre ne peut être que l'œuvre du temps, qu'elle est impraticable en si peu d'années, il faudrait examiner si les motifs de ne point innover par la législation n'ont pas un poids plus fort dans la balance de l'utilité ou de l'intérêt général, auquel en définitive il faut tout rapporter.

Une même langue a de la valeur comme moyen facile de communication ; c'est ainsi que les ressemblances dans la manière de penser et de sentir, des relations communes acquièrent plus facilement de la consistance lorsqu'on est né dans le même pays.

Ce n'est pas néanmoins dans l'usage de la même langue, ni dans une religion, des manières ou des idées semblables, ni dans de simples habitudes que consiste la patrie. Dans la plus grande partie de l'Europe, la classe riche possède la connaissance de plusieurs langues, de manière à communiquer sans difficulté ; malgré ce rapport commun, un Anglais, un Allemand, un Français ne sont pas disposés à se trouver compatriotes.

La patrie appartient à l'ordre moral et doit réunir les habitans d'un pays, d'affection, d'intérêt, d'intention ; elle ne peut par conséquent exister que par une relation commune à tous, qui

intéresse le moral de l'homme, qui attache sa pensée, qui guide ses actions, à la conservation de laquelle il contribue.

Nos états-généraux nommés sans contrainte; le régime provincial et municipal; nos colonies agricoles, monument éternel de sagesse, qui rendent l'homme à la vertu et au bonheur par le travail et la propriété; une instruction primaire grandement dotée, et surveillée avec une exactitude rigoureuse; le roi donnant la vie à de grandes entreprises, non-seulement par son autorisation et ses conceptions, mais par l'exemple, en s'y associant; un système complet de communications par eau et par terre encourageant toutes les industries et mettant en valeur dans un pays fertile en minéraux une masse de richesses que le défaut de débouchés laissait enfouies dans le sein de la terre; le commerce intérieur et extérieur, les défrichemens activés par la création d'une banque ou société générale d'encouragement, et d'une société des Indes. Cet esprit d'association inoculé dans toutes les veines du corps social et multipliant les réunions utiles; nos institutions se liant entr'elles et se prêtant un mutuel appui; voilà des moyens bien plus certains d'attacher le citoyen à sa patrie que la communauté de langage; ils ont été successivement employés depuis quelques années, et maintenant que le peuple wallon commence à en jouir, il s'unit à son roi par les nœuds

si puissans de la confiance, du respect et de l'attachement; il aimera ses nouveaux concitoyens, parlant un autre idiome, par le sentiment du bonheur commun qu'il éprouve avec eux et qu'il ne connaîtrait pas sans l'établissement politique qui scelle leur union. Un exemple s'offre sous ma plume : La députation des états de Namur, dans un exposé de situation de la province pour la présente année 1824, appelle *gigantesque* une amélioration qui se réalise : une construction que, passé quelques années, elle regardait comme une *séduisante illusion*, sera achevée dans quelques mois; deux lustres opèrent les travaux publics qui demanderaient un demi-siècle sous un autre gouvernement, même bon, et plusieurs siècles sous les gouvernemens stationnaires ou bien sous ceux qui ne trouvent jamais de fonds considérables que pour la guerre ou pour les dissipations (*).

(*) Voici l'extrait du rapport lu en séance générale des états : « La route de Philippeville à Charleroy, que nous regardions, il y a quelques années, comme une illusion séduisante, sera complètement achevée dans trois mois, pour ce qui concerne notre territoire.

« La route de Dinant à Liège, par Ciney, dont les détours semblaient faire revivre les morcellemens de territoire résultant des divisions de nos ancêtres, est maintenant tout-à-fait redressée, et les restaurations qu'on y exécute ne permettent plus de reprocher à l'administration actuelle de négliger ce qui avait été entrepris par nos prédécesseurs.

S. M. a véritablement créé la société générale d'encouragement établie à Bruxelles. Nous étions si encroûtés de vieux préjugés et avions si peu d'idées justes en fait de banque, que le roi, ayant égard à notre faiblesse, a bien voulu, pour assurer sa formation, assigner pour premier fonds et gage de la société, des domaines en nature évalués à vingt millions et à un revenu net de 500,000 florins; il s'engagea avec la famille royale pour un très-grand nombre d'actions, et assura à chaque action un intérêt annuel de 5 pour 100.

« Une autre entreprise bien plus considérable, et entièrement due aux bontés du monarque, va donner un nouveau développement à notre système de communication, en même temps qu'elle assure les moyens d'existence à un grand nombre de malheureux : c'est la construction d'une route de Philippeville à Dinant, que S. M. a daigné nous confier, quoiqu'elle fasse partie d'une communication, dite de première classe, et pour laquelle il nous a été accordé une somme de 180,000 florins. Déjà, les travaux s'exécutent avec activité, et au 1^{er} novembre 1825, on aura terminé toute la portion entre Philippeville et l'ancienne route de Dinant à Onhaye.

« Plusieurs travaux importants ont aussi été effectués le long de nos rivières; mais nous avons cru devoir suspendre l'exécution de la reconstruction de l'écluse de Namur, parce que le gouvernement est occupé, en ce moment, d'un de ces projets gigantesques qui, sous le règne de Guillaume I^{er}, se réalisent presque aussi facilement qu'on les conçoit; nous voulons parler de la canalisation de la Sambre, dont le projet sera bientôt terminé. »

Le grand succès de la banque inspira bientôt au public une confiance proportionnée à l'indifférence primitive. Lorsque l'année dernière, le roi proposa la compagnie des Indes dont nous avons précédemment entretenu le lecteur, en assurant aux associés un dividende de 4 pour 100, les actions furent remplies et au-delà en un clin-d'œil : il fallut modérer l'enthousiasme.

Que désirent essentiellement les nations à l'époque où nous vivons et après une guerre de vingt ans ? *Le repos, l'aisance, la liberté.* Quel autre état de choses pourrait déverser sur les Wallons ces biens avec la même mesure que celui qui a été institué pour toute la Belgique, en 1815, par l'Europe assemblée ? La Hollande, dans les temps antérieurs, avait la richesse ; les Pays-Bas réunis ont force et richesse : une très-longue paix se montre à nos regards ; qui oserait la troubler ? La paix est si favorable aux grandes améliorations, à l'exécution des plans qu'on peut former dans les branches si nombreuses de l'économie publique, des institutions militaires et de la législation, qu'on peut prédire avec fondement l'achèvement de notre régénération, et par suite l'union intime, avec une force nationale très-imposante et un esprit public avant que la guerre n'éclate.

Quel est le Wallon qui voulût alors échanger son sort contre celui de son voisin le Français, malgré l'avantage d'une communication plus fa-

cile? C'est comme si un particulier consentait à permuter sa fortune et sa tranquillité de toute la vie pour l'agrément de la conversation : encore la comparaison n'est pas tout-à-fait exacte ; car les frontières n'empêcheront pas les communications journalières avec la France, quand le gouvernement de ce pays cessera de nous vexer par son tarif de douanes.

Le danger qui, d'après les motifs présumés du décret qui dénationalise la langue française, était redouté, n'est donc pas à craindre ; il l'était peut-être jusqu'à un certain point à l'époque où il fut rendu : en tout cas le moyen de le surmonter nous semble mal choisi.

Les exemples éclairent les idées ; notre but en citant est de prouver que l'idiome commun est un lien secondaire, qui ne supporte pas pour l'intensité la comparaison avec la communauté d'intérêts, d'affections et d'institutions libérales. Nous prendrons le premier dans l'ouvrage de M. de Barante, pair de France, intitulé : *De la Littérature pendant le dix-huitième siècle*.

« Un petit peuple habitait aux portes de la France, parlant la même langue, lisant les mêmes livres, rapproché par des liaisons journalières de sa métropole littéraire ; l'amour des lumières, le zèle pour le progrès de la raison humaine, le penchant vers l'étude des sciences exactes et naturelles, la connaissance des langues étrangères ;

en un mot, tout le mouvement que le dix-huitième siècle imprimait à la France, se faisait sentir avec plus de force dans la république de Genève; mais comme les mœurs y étaient sévères, la religion respectée, l'action des lois constante et régulière, les habitudes antiques et fortes, ce mouvement ne répandait pas l'esprit de doute et de légèreté et n'attaquait en rien les liens de la société. Les écrivains y conservaient de la vénération pour tout ce que les générations précédentes avaient respecté; ils avaient quelque chose de grave et de mesuré. La société était composée d'hommes instruits et animés d'un vif intérêt pour les lettres, mais réservés et réfléchis dans leurs jugemens et leurs opinions. »

Cet événement historique, dont nous sommes témoins, présente plusieurs points de ressemblance avec nos rapports avec la France.

L'Alsace est, depuis plus d'un siècle, réunie à la France : ses habitans ont conservé l'usage de la langue allemande; cependant ils se battaient avec vigueur contre les Allemands de toute division, Prussiens, Autrichiens, Bavares, pour soutenir l'état français, dans la guerre de la révolution; ils étaient même employés par le gouvernement pour soumettre les provinces d'origine française; les intérêts l'emportent donc bien sur l'unité de langage. L'Alsace gagnait beaucoup par les nouvelles lois, en ce que, sous l'ancien régime, les

droits féodaux y étaient nombreux, la dîme pesante et le monopole, établi sur le produit d'une de ses principales cultures, le tabac; la liberté de conscience lui souriait aussi : la France n'a pas eu et n'a pas de provinces plus dévouées; mais on couçoit que ce grand attachement finirait au point qui signalerait la renaissance de l'antique oppression.

Après la révocation de l'édit de Nantes, des milliers de protestans français se réfugièrent en Hollande; le prince d'Orange, qui fut depuis le roi d'Angleterre, Guillaume III, à qui l'Europe éclairée donna aussi le nom de Grand, comme à Guillaume I^{er}, en forma deux régimens; ils étaient les plus acharnés contre leurs compatriotes : lors de sa descente en Angleterre, il les fit embarquer et ils coururent la fortune du nouveau roi. L'histoire rapporte, relativement à ces Français, des circonstances singulières arrivées à la bataille livrée en Irlande, dans l'année 1690 : elle décida de la couronne, puisqu'après la victoire de Guillaume Jacques, son compétiteur s'enfuit, rompant tous les ponts derrière lui, par le conseil des officiers français qui, brûlant de revoir leur pays, le pressaient de quitter l'Irlande, et donnaient des ailes à la peur qui le tenait; il se retira en France, où Louis XIV lui refusa tout secours pour une expédition qui avait été promise. Revenons aux circonstances que nous nous

sommes bornés d'indiquer. En faisant la disposition de la partie principale de son armée, Guillaume avait ordonné que les Hollandais, les Brandebourgeois; les Français protestans, passassent les premiers, parce qu'il comptait sur l'attachement des uns à sa personne et des autres à leur religion. Callimotte, qui commandait les Français protestans et qui était le fidèle compagnon de Schomberg, fut foulé aux pieds des chevaux. Schomberg ayant su le danger de son ami, et voyant celui où se trouvait le centre, se hâta d'aller à leur secours; Callimotte et lui passèrent chacun la rivière à une certaine distance et sans se reconnaître; l'un blessé mortellement, porté entre les bras de ses soldats, et criant à ceux qui passaient à côté de lui : *A la gloire, mes enfans, à la gloire*; l'autre, à cheval, dans l'endroit le plus profond de la rivière, ralliant les Français protestans, leur montrant leurs compatriotes dans l'armée irlandaise, et leur criant : *Voilà, messieurs, vos persécuteurs*.

De crainte de nous égarer, reconnaissons l'état de la société telle qu'elle est : *aisance, paix, liberté*, nous l'avons observé; voilà le vœu uniforme des nations civilisées. Les gouvernemens qui les procurent sont ceux auxquels elles s'affectionnent, quant aux penchans hostiles ou les antipathies de nation; un grand changement s'est opéré : la paix de Westphalie a anéanti pour

toujours les guerres de religion ; d'un bout de l'Europe à l'autre, si l'on excepte l'Espagne, on ne hait plus que les intolérans ; le commerce, la dernière guerre qui a transplanté tant d'hommes et réuni sous les mêmes drapeaux les armées des nations autrefois acharnées l'une contre l'autre, ont beaucoup affaibli, s'ils n'ont pas entièrement détruit, les animosités nationales ; la vanité de peuple à peuple a également fléchi. Les mêmes nations, ayant été alternativement victorieuses et vaincues, ont cessé de se mépriser.

Le voisinage ne produit ni haine ni penchant, mais il excite un sentiment peu amical envers les gouvernemens qui paralysent les bienfaits de la nature et de l'art, en empêchant par des impôts immodérés à l'importation, les nations de se vendre réciproquement leur superflu ; le gouvernement belge est à l'abri de toute inculpation à cet égard ; ses vues libérales sont connues de l'Europe entière : s'il prohibe ou s'il taxe démesurément quelques produits étrangers, ce n'est que provisoirement et par forme de représailles, et en avertissant soigneusement qu'aussitôt que son voisin aura renoncé aux droits d'entrée oppressifs, il renoncera aux mesures de réciprocité, pour ne laisser subsister que les droits modiques antérieurement établis.

Toute la nation belge a vivement applaudi aux vues du roi ; les félicitations sont sorties comme

par acclamation du sein des chambres de commerce : il y a eu, pour les accueillir, unanimité aux états-généraux; on ne se plaint que d'une chose; c'est de l'incomplet des mesures. L'on voudrait, puisque la France persévère dans son système oppressif, que la prohibition fût entière sur les objets d'une fraude difficile, tels que les vins, les huiles et les eaux-de-vie; la modération habituelle de notre gouvernement répond au reproche.

Ce fait, pris entre mille autres, atteste encore que les intérêts sont tout, et l'idiome peu de chose dans les rapports de peuple à peuple.

Il règne cependant un sentiment d'affection, non de haine, entre plusieurs peuples de l'Europe moderne; il est très-indépendant du langage et rentre dans la catégorie des intérêts : il unit ceux que gouverne un monarque constitutionnel; ces peuples se considèrent comme solidaires pour le maintien de la liberté; ils professent une haute vénération pour les monarques, tels que les rois des Pays-Bas et de Wurtemberg, qui ont dédaigné le pouvoir absolu et volontairement juré d'observer la loi fondamentale.

Au sommet des peuples, ils placent l'Anglais, et ils ne pensent pas seulement à s'enquérir s'il parle une langue différente de la leur; ils lui apportent un abondant tribut d'estime par les motifs qui lui ont valu d'être prôné par Montesquieu

et par par Voltaire. Le ministère de lord Castle-reag l'avait fait descendre, dans l'opinion européenne, de son rang élevé; mais l'administration de M. Canning, son refus persévérant de coopérer à l'intervention dans les affaires intérieures d'autres états ou d'en reconnaître le principe, même d'une manière indirecte, l'y ont replacé sans opposition.

Voltaire, dit M. de Barante, fut le premier (*) qui professa dans ses écrits l'admiration pour l'Angleterre. Convenons qu'il était difficile, en effet, que le spectacle d'une nation où le gouvernement était à la fois *libre et stable*, où régnaient ensemble *l'amour de la patrie et l'esprit de liberté, sans nuire à la morale ni à la tranquillité publique*, ne fût pas un sujet de regret pour un Français, qui voyait dans son pays un peuple frondeur, sans esprit public, et un gouvernement sans considération, *prétendant à tous les droits du despotisme, sans pouvoir réprimer la licence*.

Les deux gouvernemens offrent encore aujourd'hui, à quelques nuances près, la même disparité : si l'on en doute, qu'on jette les yeux sur les événemens de cette année. Toute la différence, c'est que, si l'administration française de 1824 ne prétend pas aux droits du despotisme, elle le

(*) Il se trompe; Montesquieu l'avait devancé dans ses éloges.

laisse exercer par les jésuites, dont les complots ne sont plus voilés, et par les castes privilégiées; en tous cas, elle protège mal la nation contre l'invasion de ces deux puissances.

Il n'y a pas de circonstance marquante où l'opposition de principes ne se montre avec évidence.

Dans un grand dîner de corporation, donné à Londres tout récemment, à l'occasion de l'avènement de la maison de Brunswick au trône d'Angleterre, le duc de Sussex, prince de la maison royale, s'exprima en ces termes : « Tous les amis de la liberté constitutionnelle et des principes qui ont pour but *le bien-être de la grande masse de la société* doivent soutenir la maison de Brunswick ; car c'est *en vertu de cette liberté et d'après ces principes* que la famille à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir a été placée sur le trône : si, il y a un siècle, la maison de Brunswick eût professé des principes *tels que ceux que veulent faire prévaloir les têtes couronnées du continent*, nul doute qu'elle n'aurait pas été appelée au trône de ce pays. J'espère que ces principes seront à jamais maintenus chez nous, parce qu'ils sont le grand foudement de notre indépendance et de notre prospérité ; et *notre exemple est nécessaire* pour entretenir l'esprit de liberté dans les autres pays.

Avant la maison de Brunswick, celle de Nassau-Orange avait gouverné l'Angleterre dans la per-

sonne de Guillaume III par la même cause; l'assentiment de la nation.

Les princes des Pays-Bas sont également accessibles et populaires : ils agissent avec la franchise qui anime le langage du duc de Sussex, sans s'inquiéter de ce qu'on pense ailleurs; le prince d'Orange présidait naguères la grande loge maçonnique à Bruxelles, lorsque des décrets lancés dans le midi de l'Europe calomniaient ou persécutaient les maçons.

Le royaume des Pays-Bas, à l'instar de l'Angleterre, alimente le feu sacré (*): son exemple n'est pas non plus sans influence sur les autres contrées européennes.

L'esprit d'association pour l'accroissement de la prospérité publique s'y étend chaque jour, avec l'assentiment, quelquefois avec le concours du souverain, comme on l'a vu par deux exemples à jamais célèbres : loin qu'ici la capitale gouverne

(*) J'ai entendu avec satisfaction soutenir nos maximes, si utiles à l'humanité, dans un exercice public à Louvain, le 13 août, présente année 1824 : le candidat aspirant au doctorat en droit, M. Desmet, de Termonde, jeune homme qui donne des espérances à sa patrie, proposa la doctrine, en ces termes : « Ut rite condatur civitas, vel tamquam rite constituta possit considerari, summa potesta communi consensu constituatur necesse est, vel constituta censenda est, et in hoc sensu societas pacto, conventionione seu contractu niti dicitur. »

tout, le roi délègue quelquefois, aux états des provinces, dans des vues d'économie, des fonctions qui appartiendraient au gouvernement général; les corps, les collèges, les compagnies soutiennent la liberté dans un état : chez les Grecs et chez les Romains, les tyrans, ceux qui se sont emparés de l'autorité, ont commencé, pour pouvoir gouverner arbitrairement, par abolir toutes les associations : c'est ce que fit Napoléon, depuis le consulat, dans le cours de son règne.

En considérant surtout le moment où nous vivons, l'identité du langage est d'une importance minime. L'univers civilisé se partage entre les *constitutionnels* et les *absolutistes*.

Ce n'est pas sans doute quand la France dépense deux cent millions pour rétablir en Espagne un roi absolu, sans compter quelques centaines de nouveaux millions qu'il faudra encore sacrifier pour y maintenir ses forces et assurer la tranquillité du pays; ce n'est pas, quand malgré la bonne conduite de son armée elle fait malgré elle de ce vaste royaume un coupe-gorge, où dominent les moines et une junte apostolique, qu'elle entraînera ses voisins à son char, par la perspective du bonheur : l'opinion européenne, en faisant contraster cette intervention avec l'indifférence qui laisse massacrer des populations entières de Grecs sans la moindre opposition du roi très-chrétien, n'est pas propre à attacher les peuples à son gouvernement.

Puisqu'après la liberté, les nations recherchent l'aisance générale qui paraît en être inséparable, la France ne fera pas non plus beaucoup de prosélytes par son administration intérieure, comparée à celle des Pays-Bas.

Tout en convenant que, dans les deux royaumes, le système financier laisse beaucoup à désirer et nécessite des réformes, nous remarquons qu'aux Pays-Bas, l'on pratique des économies par la suppression d'employés inutiles; que l'argent revient assez généralement aux lieux d'où il est sorti, de manière que le trésor public peut y être comparé à une pompe aspirante et refoulante; que plusieurs impôts sont productifs, en ce qu'ils sont consacrés à encourager toutes les branches de la prospérité publique et vivifient les arts: par un judicieux emploi, les impôts accroissent la reproduction. Nous nous référons aux notes du second volume qui concernent cet objet. Nous pensons que les lumières actuelles commandent un examen plus approfondi sur les sources et la distribution de l'impôt; tant que la base ne reposera pas sur une proportion dans les revenus lentement progressive, en agrandissant la part du célibat, la classe mitoyenne, qui, cependant, constitue la force vitale de la société, sera surchargée; d'où dérivent les inconvénients les plus graves: il faut aussi que la perception de plusieurs impôts indirects puisse être convertie en

abonnemens de la part des agens de la consommation.

En attendant ces améliorations, le poids des impôts s'allégera dans les Pays-Bas par l'accroissement de la richesse publique que promettent les travaux immenses dont il a été fait mention; la masse de ces impôts n'étant point augmentée et portant sur une plus grande quantité de propriétés, il s'ensuit que chacune sera dégrevée, alors même que la diminution numérique, qui doit commencer en l'année 1825, n'aurait pas lieu.

Telle n'est pas la situation de la France, qui doit pourvoir à la dette des émigrés, et éventuellement à une guerre avec *Haïti*.

L'existence d'une capitale où se consomment 400 millions d'impôts, tandis qu'elle ne rend au trésor que 75 millions, sera toujours un grand obstacle à la félicité de la nation française, quelle que soit son activité.

Il serait absurde de supposer que les Belges qui, aujourd'hui, ont une part légitime dans la conduite des affaires publiques, voulussent en être privés pour recevoir la loi des bureaux de Paris.

Les terreurs paniques écartées, et les vraies causes de patriotisme développées, que reste-t-il à voir dans la question : 1^o Si le perfectionnement individuel des Belges gagnera par les changemens projetés et en partie exécutés, concernant l'idiome; 2^o si l'irritation qu'ils peuvent produire n'est pas

de nature à retarder la concorde et l'union des cœurs, au lieu de l'avancer ?

M. Degerando éclaircira la première discussion par ses impartiales remarques sur les langues allemande et française.

La langue allemande a le grand avantage de puiser dans son propre fonds presque toutes ses étymologies. Ses radicaux sont très-simples et toujours monosyllabiques. Ils sont faciles à reconnaître dans les mots complexes ou dérivés, parce qu'ils n'y sont jamais sensiblement altérés. Deux ou trois mille racines suffisent pour donner la clef de tous les mots allemands. La composition des mots, leurs inflexions, s'opèrent suivant des formes assez constantes, fidèles à l'analogie des idées et aux règles de la logique ; ainsi les termes mieux liés entre eux offrent une plus exacte image de la formation des idées. L'Allemand emploie souvent les mots dans leur état absolu ; il décompose fréquemment les termes ; il fait un grand usage du verbe auxiliaire ; l'allemand s'enrichit chaque jour, soit par de nouvelles combinaisons de mots existans, soit par des emprunts faits aux autres langues ; et cette faculté de créer au besoin de nouveaux termes délivre souvent le philosophe de pénibles entraves ; enfin l'allemand, beaucoup plus sobre que les langues méridionales, par rapport aux expressions de la morale, de la métaphysique et de toutes les choses qui appartiennent

à la réflexion, est beaucoup plus riche en expressions consacrées aux idées positives et aux sciences naturelles; et cette réserve, avec laquelle elle semble se prêter aux besoins de l'imagination, est sans doute en elle un caractère de prudence et de sagesse.

Mais cette langue, si méthodique dans sa nomenclature, n'a pas un mérite égal dans sa construction, et c'est ici qu'elle perd ses avantages métaphysiques. Non seulement cette construction est inverse, mais elle présente souvent des inversions extraordinaires. Elle isole le verbe de l'auxiliaire qui le conjugue : elle sépare deux verbes dont l'un est le régime de l'autre : elle divise une phrase, pour y interposer une seconde phrase incidente : enfin on la voit, comme dans les verbes formés de certaines prépositions, décomposer le mot, transporter loin du radical, et à la fin du discours la préposition par laquelle le sens de ce radical devait être modifié; encore faut-il observer que ces déplacements ne sont pas seulement tolérés, mais ordonnés par la syntaxe, qu'ils ne sont pas nécessités, comme dans les langues anciennes, par le besoin de donner au style plus de variété, d'harmonie, de liberté et une expression plus heureuse. Elle semble n'avoir pour objet que de donner plus d'unité au discours, en combinant plus étroitement toutes ses parties et en forçant l'esprit à en saisir tout l'ensemble; mais il est vi-

sible qu'on lui enlève par là la facilité d'analyser librement la pensée; et cette liaison artificielle qu'on établit dans l'ensemble du discours, nuit à la liaison véritable et philosophique, celle qui devait résulter de la conception claire de chaque partie et de l'enchaînement naturel de nos idées.

La langue française est aussi supérieure par ses constructions qu'elle lui est inférieure par sa nomenclature : si on se rappelle ce qui constitue le caractère de la construction philosophique, on reconnaîtra qu'aucune langue ne s'y conforme plus fidèlement que la française. Seule, elle ne se dirige jamais dans la distribution des mots que par la subordination des idées, et ne nous présente chaque terme que lorsqu'il peut s'expliquer par lui-même ou par ceux qui le précèdent; la langue française doit autant à l'art qu'elle doit peu à la nature; et les efforts de ses écrivains ont réparé, autant qu'il était possible, les défauts attachés à son origine; ils ont senti qu'ils ne pouvaient lui donner, ni l'harmonie des langues méridionales, ni l'énergie des langues du nord; ils se sont donc attachés à la distinguer par un mérite de clarté, de vérité, de simplicité, qu'elle ne pouvait recevoir que par les tacites conventions de l'usage. Aussi aucune langue n'est plus sobre en images, plus difficile dans l'adoption des métaphores, plus sévère dans le choix des mots et des tournures, plus parfaite dans ses analyses, plus ennemie des

formes ellyptiques, plus délicate dans les lois du style, plus fidèle, en un mot, à conserver à la pensée ses formes véritables et à se conformer à tous les besoins de l'esprit. Delà vient sans doute qu'elle est aussi la plus difficile à écrire, parce qu'elle demande l'attention la plus sérieuse, la vigilance la plus constante : toutes ses règles tendent à imposer un frein à l'imagination et à fixer la mobilité de notre esprit. C'est ainsi qu'elle cherche à se dédommager de l'embarras que présentent ses étymologies puisées à la fois dans les sources les plus différentes de l'altération de ses radicaux, souvent défigurés, quelquefois employés contre leur véritable esprit dans les termes complexes, des défauts d'analogie dans ses formes, tour à tour variées pour des modifications semblables de nos idées, et uniformes pour des modifications très-différentes. Cependant, malgré l'incohérence de ses élémens, *la langue française sera toujours celle qui réunira éminemment les suffrages de l'Europe*, soit parce qu'elle renferme un juste tempérament des caractères opposés qui dominent dans les idiomes du nord ou du midi, *soit parce qu'elle l'emporte sur toutes les autres par l'exactitude et la clarté, et que, dans l'usage des langues, le premier besoin des hommes sera toujours celui de se bien entendre.*

Quoique la distinction, ajoute l'auteur, que nous venons d'établir entre le génie des diverses

langues, ait un fondement très-réel dans la nature même de ces langues et soit d'ailleurs justifiée également par le caractère des nations qui les parlent et *par l'esprit de leur littérature*, il ne faut pas cependant la considérer comme étant tellement absolue qu'elle ne puisse être sensiblement modifiée par les écrivains qui les emploient. Le style est aussi une langue, une langue vraiment universelle, soumise plus immédiatement à l'esprit.... Malgré sa construction métaphysique, le français peut emprunter quelquefois les effets de l'inversion, sans déroger à sa grammaire ; il nous est permis d'altérer de plusieurs manières la suite de nos idées, sans cesser de faire une phrase très-correcte.

Tirons de ces observations la conséquence qu'en cultivant la langue française, l'on perfectionne son intelligence et que surtout l'on étudie la logique, de toutes les sciences la plus nécessaire, puisqu'elle enseigne à raisonner avec justesse : cette langue est, dans son ensemble, une *logique pratique*.

C'en serait assez, nous semble-t-il, pour déterminer le gouvernement à ne pas la faire descendre du rang qu'elle tenait dans les provinces méridionales, avant la révolution française : alors les édits, les décrets, les lois étaient rédigés dans les deux langues, française et flamande, mais presque toujours conçus dans le premier de ces idiomes ; les deux textes étaient officiels : s'il s'élevait

un doute sur le sens d'une phrase, l'on consultait le texte français comme étant présumé le plus parfait, et celui dans lequel on avait pensé avant d'exprimer.

Agir autrement, c'est déshériter les Wallons de leur langage; nous l'avons dit, les classes hautes et moyennes de ces contrées *n'en ont point d'autre*; dissipons une autre illusion; les Flamands de l'âge mûr sont dans la même catégorie pour la langue scientifique; ils ont aussi la française; veut-on de cette assertion, si contraire à la dénomination de *langue nationale* donnée au flamand, des preuves palpables, irrécusables? Observons que tous les membres flamands des états-généraux, sans distinction d'opinion, ont énoncé leurs discours en français: quand le gouverneur-général de la Belgique, en 1814, ordonna à l'intendant et au conseil d'intendance de la Flandre de rédiger leurs arrêtés en idiome flamand, ils les conçurent en français, et les faisaient traduire, tant ils étaient peu familiarisés avec la première de ces langues pour énoncer des pensées scientifiques.

L'erreur provient donc de n'avoir pas su distinguer la langue législative et administrative du langage usuel; cette différence est néanmoins si réelle que, dans tout le cours du dix-huitième siècle, on trouverait à peine trois auteurs des provinces méridionales qui aient composé en fla-

mand. Les savans, pour la plupart, écrivaient en latin ; les littérateurs en français : l'idiome du pays était abandonné aux classes inférieures dans la Flandre et le Brabant flamand, ou n'était plus usité que dans les conversations vulgaires : dès que l'entretien se relevait , on s'exprimait dans la langue de nos voisins, qui était celle de l'éducation, comme elle est encore celle des Cours et de la diplomatie.

Mais pendant que le flamand tombait en décadence, des littérateurs hollandais lui donnaient du relief, en le perfectionnant ; là, il est loin d'être déchu ; il a acquis, selon les connaisseurs, de l'élégance et du nombre : il se rapproche de l'allemand ; il sera très-utile de continuer à propager l'étude du hollandais, qui entrera dans l'éducation de toutes nos provinces, comme langue secondaire ; mais il ne faudrait pas l'introduire par contrainte. Les fréquens voyages, d'une contrée dans l'autre, les alliances, les relations de commerce, les encouragemens du gouvernement, stimuleront suffisamment et vaincront l'apathie des Wallons pour l'étude des langues vivantes.

La liberté dans cette partie produira ses effets ordinaires ; et le peuple wallon, qui ne sera privé d'aucun droit à raison de l'idiome indigène, ne sera plus détourné de vouer au roi le culte de la reconnaissance.

La question épineuse que nous traitons devrait

être soumise à un nouvel examen du conseil d'état, où elle serait aperçue sous tous ses rapports, où les faits surtout seraient mieux connus; on cesserait de confondre la corruption de la société en France avec la littérature française, et l'on éviterait de juger celle-ci avec haine : en veillant sur eux, les hommes d'état hollandais opposeraient une sage défiance à la séduction des prestiges; ils céderaient moins facilement à l'enthousiasme pour leur langue maternelle et au désir de réverser sur les provinces wallonnes le tort qu'a eu Napoléon d'établir trop précipitamment chez eux l'empire de la langue française : avec une attention plus étendue, ils porteraient des jugemens plus complets; en généralisant moins, ils appliqueraient plus sûrement.

Alors, il faut l'espérer, on reviendrait aux deux textes officiels dans la publication des lois, et la plaidoirie française serait permise dans tous les tribunaux de la Belgique méridionale.

Les écrivains du nord du royaume s'apercevant que l'idiome de nos voisins, qui est aussi le nôtre, a cessé d'être un objet d'éloignement, lui donneraient la préférence dans les ouvrages importants; ils seraient sûrs d'être lus et d'accroître le domaine de la science par le commerce des pensées; ainsi M. Meyer a écrit en français, malgré la défaveur, son bel ouvrage sur *l'Esprit, l'origine et les progrès des institutions judiciaires*

des principaux pays de l'Europe ; ainsi, M. De Kirckhoff a publié en 1823, dans le même langage, son hygiène militaire ; personne ne doute que , parmi les moyens qui peuvent concourir d'une manière efficace, quoique indirecte , aux progrès des sciences, il faille assigner une place distinguée à tous ceux qui favorisent entre les hommes la communication des lumières. Les esprits trouvent dans leur société mutuelle des secours semblables à ceux que l'industrie retire de l'union de nos forces physiques ; c'est aussi la réflexion de M. Degerando, puisque dans tous les temps et à toutes les époques , les savans et les hommes de lettres ont cherché une langue commune. De là est né chez les philosophes le projet d'une langue universelle qui lèverait tous les obstacles aux difficultés de communication, rapprocherait tous les hommes que leurs lumières rendent nécessaires les uns aux autres, et dispenserait du moins d'un aride travail ceux qui voudraient acquérir les moyens de correspondre.

Dans les communications que les hommes éclairés établissent entre eux , ils trouvent à la fois l'occasion de rectifier leurs erreurs , de compléter leurs observations , de multiplier leurs comparaisons , d'imiter leurs procédés réciproques ; ils y trouvent aussi le principe d'une émulation plus active et la perspective d'une plus haute utilité.

Quelle langue approche plus de l'universalité que la française ?

Nos imprimeries, notre commerce de librairie, qui ont pris une si grande extension, doivent leur prospérité actuelle au goût du public pour la littérature française.

Au lieu de l'affaiblir, occupons-nous de lui donner plus de développement.

Nos institutions sociales sont propres à favoriser les progrès de l'esprit philosophique : qu'elles soient prônées, décrites dans la langue philosophique !

Les ouvrages écrits en hollandais doivent perdre sur les frontières du royaume, sur celles même des anciennes provinces unies, une grande partie de leur utilité : quelle perte pour les écrivains wallons ! Combien ces provinces deviennent moins intimement liées les unes aux autres ! Les rapports seraient moins rares si l'on se comprenait.

Nous signalerons, en terminant ce très-long article, un exemple entre plusieurs, de l'inconvénient de publier, dans celle de nos langues nationales que l'étranger ignore, des faits honorables au pays. L'écuyer Stamford-Raffles, gouverneur de l'île de Java pendant son occupation par l'Angleterre, avait calomnié, dans un ouvrage magnifique, enrichi de cartes et de planches, notre administration coloniale de Batavia, et la manière dont nous y traitons les naturels de l'île. M. le général-major, au service du roi,

Vandenbosch, lui a vigoureusement répondu dans une excellente brochure sur les possessions du royaume des Pays-Bas, en Asie, Amérique et Afrique; mais malheureusement le livre du calomniateur anglais, traduit en allemand et en français, donne les plus mauvaises idées de la nature et des effets de nos mesures de gouvernement, dans les trois contrées de l'Europe où on lit le plus, l'Angleterre, l'Allemagne et la France. L'ouvrage de notre honorable compatriote, écrit en hollandais, ne sera lu et compris que dans quelques-unes de nos provinces. Il n'effacera donc pas chez l'étranger les injustes préventions que l'écuyer Raffles y a répandues.

Dans l'état d'ascendance de notre industrie, de notre navigation et de notre commerce, il paraît également qu'il est utile au royaume qu'une partie considérable de ses habitans ait pour langue nationale ou première celle qui approche le plus de l'universalité, tandis que dans quelques autres provinces, cette même langue est celle de l'éducation et de la littérature. Si ce point de vue est juste, l'intérêt public réclame des dispositions très-différentes de celles qui ont été jusqu'ici adoptées : elles ne feraient que confirmer l'état de la société.

Degerando termine son ouvrage par des conseils à tous les gouvernemens, d'autant plus agréables à lire que le gouvernement anglais et le nôtre sont presque les seuls en Europe qui mar-

chent sur la voie indiquée par l'auteur : « C'est à vous qu'il appartient presque entièrement de résoudre ce vague et difficile problème du perfectionnement de l'espèce humaine : vous êtes cette grande et première circonstance de laquelle dépendent sur-tout les progrès de la raison : voyez les prodiges qui ont accompagné dans tous les siècles le règne de la justice et de la liberté ! En étudiant ces époques de bonheur et de gloire, appliquez-vous à reproduire parmi nous les causes puissantes dont elles vous présentent le développement : que vos institutions rendent à l'homme ce noble orgueil, source féconde de grands efforts ! qu'elles protègent la morale et raviment sans cesse l'émulation du bien ; qu'elles perfectionnent cette éducation publique, bien plus importante pour le caractère des nations que toutes les lois positives, cette éducation publique, dans laquelle se prépare en secret l'histoire des siècles futurs. »

Édit.

(33) PAGE 230. Les Vénitiens observent exactement cet usage. Quand un noble est nommé à quelque ambassade, quatre ou six jeunes nobles sont en même temps désignés ou du moins agréés par le sénat pour l'accompagner ; ils font les honneurs chez lui, voient tout ce qu'il y a à voir, se répandent à la cour et dans la ville en faisant quelques dépenses, et s'informent de tout ; ils sont obligés de mettre par écrit tout ce qui parvient

à leur conuaissance; ils présentent leurs observations à l'ambassadeur, qui les examine, les corrige, y joint ses notions particulières et en fait un sommaire, qui, au sortir de son ambassade, contient une description exacte de la cour qu'il quitte. Après le rapport qu'il fait au sénat à son retour, il présente aussi ce cahier qui est gardé dans les archives, et quand dans la suite un nouvel ambassadeur est destiné pour le même pays, on lui donne copie de l'écrit de son prédécesseur; il se trouve ainsi au fait des antécédens. A. Wicquefort, dans son traité intitulé : *l'Ambassadeur et ses fonctions*, loue beaucoup cette méthode; il dit qu'autrefois elle était encore pratiquée ailleurs, mais que les Vénitiens seuls en ont conservé l'usage constant et de style : outre l'utilité qui en résulte, elle est aussi un exercice convenable aux jeunes élèves en diplomatie : il les instruit à manier les affaires, à garder le secret et à rédiger les dépêches.

La même protection qui a bien voulu me donner accès à plusieurs pièces authentiques qui se gardent à Bruxelles, et dont je me suis servi pour cet ouvrage, m'a procuré le moyen d'examiner deux grandes fardes brochées en livres, où, parmi d'autres pièces, se trouvent dix-huit ou vingt semblables relations de différens ambassadeurs vénitiens; il y en a de Bailes de Constantinople, d'ambassadeurs à Rome, en France, en Espagne,

en Angleterre, en Pologne, etc., et de différentes époques. De toutes ces relations que j'ai lues à loisir, la plus succincte, la plus nette et la plus nerveuse m'a paru celle de Simon Contarini, faite en 1705. C'est une description scrupuleusement exacte de la cour d'Espagne, sous le roi Philippe III : ce monarque, la reine, la maison royale, le duc de Lerme, tous les ministres y sont dépeints, aussi bien que les courtisans, les gouverneurs, les officiers de la couronne, ensuite les départemens, les tribunaux de l'Espagne et de ses dépendances, les finances et les affaires intérieures et étrangères ; le tout est tracé à grands coups de pinceau, avec force, et aussi brièvement que l'article des Pays-Bas. C'est un tableau partout vif et animé. Ces relations sont en français, copiées d'une même main, et il y est dit qu'elles sont traduites de l'espagnol. Il est probable qu'on les aura traduites d'abord de l'italien, car les Italiens, surtout les Vénitiens, n'en présentent pas à leur sénat qui soient écrites en d'autre langue ; il semble singulier que cette double traduction repose depuis long-temps à Bruxelles. J'ai expliqué ce fait par une conjecture vraisemblable. Don Alonzo de la Cüeva, marquis de Bedmar, était ambassadeur d'Espagne à Vénise. Tout le temps qu'il y a été, il travaillait contre cette république, qui alors était mal avec l'Espagne. Il n'oublia ni menées, ni intrigues pour en déterrer les

secrets et en corrompre les employés. Les Vénitiens ont dit qu'ils n'ont jamais eu chez eux de ministre étranger plus dangereux. Il avait formé avec le vice-roi de Naples et le gouverneur du Milanais une sorte de complot qui ne tendait à rien moins qu'à renverser la ville et la république. Cette trame ayant été heureusement découverte un peu avant son exécution, le marquis de Bedmar fut obligé de se sauver pour éviter la fureur du peuple. Il vint aux Pays-Bas en 1522, et y remplit les fonctions dont Balthazar de Zuniga avait été chargé : il acquit un grand crédit auprès de l'infante, lors de son veuvage, et il fut fait cardinal à sa recommandation. Il y a lieu de supposer qu'il avait apporté ces papiers de Vénise, et qu'il les fit traduire pour les envoyer en Espagne, et pour son usage, il les aura laissés à Bruxelles, ou du moins on en aura gardé copie dans cette ville.

Aut.

(34) PAGE 242. J'avais eu l'occasion de réclamer instamment une pièce qui se garde en original dans les archives de Bruxelles. Un grand ministre, qui a bien voulu m'encourager dans le cours de cet ouvrage, m'a fait passer par les mains bon nombre de ces originaux et de pièces curieuses et authentiques; j'en ai profité avantageusement pour assurer en termes positifs certains faits dont je n'aurais point osé parler avec tant de certitude, sans un secours si respectable.

Je dirai aussi, qu'encore à présent, j'ai devant moi, dans mon étude, une caisse de papiers qu'on garde à Bruxelles, et qui sont les pièces les plus importantes de la négociation de la trêve, depuis 1607 jusqu'à sa conclusion. Ce sont des ordres de la main, et sous la signature de l'archiduc; des lettres, des pièces, des rapports des ambassadeurs et des ministres, tant médiateurs qu'intéressés, en originaux, avec nombre de ces pièces en doubles et en triples copies; des projets, des minutes et des traductions en autres langues, enfin tous les papiers qui entrent dans une négociation si importante et si épineuse.

Aut.

(35) PAGE 257. Pierre Jeannin, baron de Mont-Jeu, était Bourguignon, natif d'Autin; il avait été conseiller au parlement de Bourgogne, ensuite président. Il était dans l'intime confiance du duc de Mayenne, et fut long-temps à Madrid près du roi Philippe II, comme envoyé de la ligue. Il avait été des états de Paris, lorsqu'il s'agissait de l'élection d'un roi et des conférences de Surenne. Néanmoins le roi Henri IV l'estimait au point de l'employer comme premier ministre dans ses grands desseins et dans ses affaires d'état les plus délicates. C'était un homme d'une probité reconnue: d'une grande érudition et de bon conseil; son exacte probité a paru dans toutes ses démarches; il était franc et sincère; son génie se montre dans ses lettres qu'on a publiées. Il fut aussi sur-

intendant des finances, sous la minorité du roi Louis XIII. Le président Jeannin est mort à Paris, âgé de 82 ans, le 31 octobre 1622 : son corps a été transporté à St-Lazare d'Autin, où il a sa sépulture. Le second plénipotentiaire de France était Élie de la Place, seigneur de Russey; c'est du moins ainsi qu'il signait tout au long. Il avait été employé en Hollande, et était destiné à l'ambassade ordinaire du roi son maître, près de cette république.

Quant aux ministres de la Grande-Bretagne, je sais que la maison de Spencer est renommée en Angleterre, et que le second avait déjà résidé en Hollande de la part du roi Jacques I^{er}.

Aut.

(36) PAGE 263. Il était fils de Philippe et de Polixène Grimaldi. Comme il était puissamment riche, il fit des arrangemens avec le roi d'Espagne, et des avances considérables à l'avantage de cette monarchie, principalement pour la guerre des Pays-Bas, où il se rendit en personne, et acquit la réputation d'un des premiers capitaines de son siècle. Le roi Philippe III et l'archiduc Albert l'avaient en si grande considération, que toutes les affaires des Pays-Bas passaient par ses mains. Le roi Philippe IV érigea en sa faveur, l'an 1621, la terre de Los Balbasez en marquisat et grandesse d'Espagne. Il est mort le 26 septembre 1630, et a laissé une nombreuse postérité, qui a fait d'il-

lustres alliances, et s'est distingué par son attachement à la couronne d'Espagne, et par les titres de marquis de Los Balbasez, de ducs del Sesto, de San-Severino et de Saint-Pierre, etc.

Aut.

(37) PAGE 327. Le 14 mai 1610, le roi sortit du Louvre vers les quatre heures après midi, pour aller à l'Arsenal voir le duc de Sully qui se trouvait indisposé; le roi avait dans son carrosse, qui était un grand coche suivant la mode de ce temps, le duc d'Epemon à son côté, le duc de Montbason, le maréchal de Lavardin, Roquelaure, la Force, Mirebeau et Liancourt, sur le devant et aux portières; ainsi ils y étaient huit. Le carrosse allant de la rue Saint-Honoré à celle de Saint-Denis par la rue de la Feronnerie, se trouva embarrassé entre deux charrettes, l'une chargée de vin et l'autre de foin, et s'arrêta parce que la rue était fort étroite en cet endroit, contre le cimetière des Saints-Innocens, par lequel les valets de pied passèrent pour abréger le chemin : pendant que le carrosse était arrêté dans cet embarras, François Ravailac, Angoumois, monta sur la roue, et porta au roi trois coups de dague ou grand couteau; au premier le roi cria : *Je suis blessé*; le second lui coupa l'aorte et le fit expirer à l'instant en jetant beaucoup de sang par la bouche; le troisième coup fut paré par le duc d'Epemon, et s'arrêta dans sa manche en le blessant. Ce

duc, voyant le roi mort, ne perdit pas contenance, il fit tourner le carrosse et abattre les mantelets, en disant au peuple, pour ne point l'effrayer, que ce n'était qu'une indisposition. Le carrosse étant revenu au Louvre, on porta le corps du roi sur un manteau dans sa garde-robe.

On peut s'imaginer quelle fut la consternation de la reine dans ces premiers momens. Le duc d'Epemon étant entré chez cette princesse : il lui fit un petit discours de consolation, puis il ajouta avec fermeté : « Madame, le roi ne meurt point en France : il faut sauver messeigneurs vos enfans; il faut sauver l'état. » Elle lui donna plein pouvoir pour tout arranger. »

Le duc monta à cheval et se montra dans les rues, accompagné d'une très-grande suite de noblesse; il alla trouver le président Seguier, qui se chargea de convoquer le parlement à l'instant même. M. de Liancourt, gouverneur de Paris, assembla le prévôt et les échevins à l'hôtel-de-ville. Les gardes françaises et suisses étaient déjà sous les armes avant que le duc sortit du Louvre. Il poursuivit sa tournée; le duc de Guise et quelques autres en firent de même, accompagnés de leurs amis et de beaucoup de noblesse, pour mettre ordre partout et apaiser les Parisiens, qui étaient en rumeur et en alarme. Vers le soir, il se rendit au parlement, et avec un désordre apparent dans sa personne et dans son compliment, il engagea

et pressa tellement l'assemblée, qu'avant qu'il ne la quittât, il fut conclu et arrêté de déclarer la reine, régente du royaume. Les princes du sang étaient mécontents et absens ; le prince de Condé se trouvait alors à Milan ; le comte de Soissons n'était qu'à deux journées de Paris : il vint à toute bride ; et quoiqu'il arrivât le surlendemain, il ne trouva plus rien à faire. Il y aura occasion de parler de cette régence dans cette histoire.

Le détestable assassin Ravaillac aurait pu se sauver à la faveur de l'embarras et de la confusion, mais ce scélérat fut trouvé, d'un air tranquille, le couteau à la main ; il mourut peu après d'un supplice cruel, après avoir avoué, dit-on, à la question, des choses si étranges et si horribles, que les juges jurèrent de les supprimer, de n'en jamais rien dire, et que les dépositions furent brûlées en leur présence. *Aut.*

(38) PAGE 346. Ici l'auteur entre dans de longs détails sur la guerre de trente ans. Comme il existe beaucoup d'écrits qui traitent ce sujet, et que d'ailleurs Vandervynckt annonce qu'il suit dans sa narration l'histoire du Vénitien Nani, nous avons cru devoir supprimer cet épisode, diffus et peu intéressant, puisque nous avons conservé, dans notre 3^e volume, toutes les particularités de cette guerre, qui sont relatives à notre patrie. *Edit.*

(39) PAGE 350. On sait aux Pays-Bas qu'une ancienne et grande maison, qui portait le nom de Berthaut, et dont quelques-uns ont été surnommés Draeckenbaert, étaient seigneurs de Malines, avant que cette seigneurie ne fut vendue aux comtes de Flandre, et avant la jonction des provinces sous la maison de Bourgogne. La branche aînée des Berthaut porte le titre de cette possession, van Mechelen : comme les autres branches ont eu les noms d'autres terres; de Duffele, de Berchem, de Raus¹, elles en ont toutes retenu les armes, avec quelque brisure ou distinction. Celle de van Mechelen ou Malines a subsisté encore de mon temps; je crois même qu'elle n'est pas éteinte à présent. *Aut.*

(40) PAGE 355. A l'appui de ce que dit Vandervynckt au sujet des négociations qui avaient lieu à cette époque, nous transcrivons ci-après quelques pièces inédites qui nous ont été confiées par feu M. Govarts, juge au tribunal d'Anvers, l'un des descendans d'Adrien Brouwerfs, chargé d'une mission spéciale relative à certains arrangemens avec les états-généraux et le prince Maurice de Nassau. *Edit.*

N° I.

Isabel-Clara-Eugenia, par la grace de Dieu, infante d'Espagne, etc. etc.

Chers et bien aimés, comme pour bonnes considérations a nous mouvans, nous ayons, par avis des conseils

d'état et des finances , trouvé convenir que par provision et jusques et autre ordre soit tenu en état et surcéance la levée de la moitié des domaines situez au plat pays ou se paye contribution au proufict de Sa Maj^e. , non obstant qu'icelle en vouloit profiter devant la tresve , etc. , par tout le destriect de vôtres chambre en tel état que lesdictes domaines se trouvent présentement , sans y comprendre les conquestes qui se pourront faire à l'advenir , ny les droictz de toulieux et licentes , tant par eau que par terre , dont Sa Maj^e. a joui durant la guerre.

2. Et que de mesme nous ayons trouvé bon , de l'avis que dessus , de faire cesser par provision toute confiscation des biens sitnés au plat pays contribuable à Sa Maj^e. , appartenans aux personnes qui résident es villes , closes ou autres , occupées par l'ennemy , de quelle qualité ou condition qu'ils soient.

3. Le tout à condition que de la part de l'ennemy sera réciproquement tenue en surceance la prétendue levée et confiscation tant de la moitié des domaines de Sa Maj^e. que des biens gisans audict plat pays , payant contribution à l'ennemy , ensemble des biens des prélats , pasteurs et autres personnes ecclésiastiques es pays de Brabant , Outre-Meuse et Flandre.

4. A condition que la dicte confiscation cessera pareillement au regard des rentes aux subiects de Sa Maj^e. hypothéquez sur lesdicts domaines et biens , et que iceulx subiects ne seront oblizez à plus grandes impositions ou charges que les autres propriétaires de semblables rentes résidens es provinces ennemies ;

Et particulièrement aussi que les rentiers levants rentes sur les biens du prince d'Oraingne situez audict plat pays seront payez de leurs reutes , tant pour le passé qu'à l'advenir , non obstant leur residence par deçà , ou qu'aucunes desdites rentes seroient aussi hypothéquez sur

biens dudict prince d'Oraingne confisquezz , seront payez au prouffit de Sa Maj. , du moins que lesdictes rentes seront payez a rale et proportion du revenu desdicts hypotheques respectivement.

6. Le tout aussi sans preiudice de la juridiction tant ecclésiastique que seculière dont l'on a usé respectivement de l'un et l'autre costé et party devant ladicte trêve au regard de quoi l'on n'entend faire aucun changement.

7. Ny aussi au faict des biens ecclésiastiques des pays d'Overyssel, Zuyt-Holland et Heusden , sans avoir préalable sur ce ultérieurement oui ceulx ayants particulièrement intérêt.

8. Entendans en outre que par ladicte surceance provisionnelle ny l'un ny l'autre parti ne se pourra attribuer plus de droict audictes domaines et biens qu'elle avait auparavant.

9. Nous vous avons bien voulu advertir de notre resolution par cettes , afin que sans aucun dilay vous ayez a donner ordre a tous officiers et recepvcurz de votre district qu'il appartiendra de se regler selon ce.

10. Et mesme aussi de se porter de tous arrests desdictes biens , etc. , des fruits et levées d'iceulx.

11. Comme aussi d'eslargir et mettre en liberté tous prisonniers encore detenus pour ce subiect, si aucun y en a , soit en la ville de Bolducq , ou ailleurs , en payant leurs fraiz et despens.

12. Ensemble de restituer tout ce que depuis le noeufiesme d'avril 1621 se trouvera avoir été reçu à cause que dessus , en faisant parelle restitution de la part de l'ennemy et pareillement de ce qu'il a levé des domaines de Linghen.

Et ne faictes faulte , a tant chers et bien aimez nostre seigneur vous ait en sa sainte garde. A Bruxelles, le septième de juin 1622 , et estait paraphé Me. V.

Signé A. ISABEL.

Et plus bas estoit escrit et signé Dellafaille. Embas collationné et autrefois signé Charles Dellafaille.

Ces lettres sont adressez à la chambre de compte à Ruremonde.

Commission de Son Altesse Sérénissime sur Adrien Brouverts, touchant la répétition des deniers levés de la part des états.

Son Altesse a autorisé et commis autorise et commet par cette Adrien Brouverts, escountette de Broechem, pour en conformité de la resolution priuse et les lettres depeschées par sadite Altesse sur la surceance de la confiscation d'un costé et d'autre s'adresser aux recepveurs du prince d'Orange repeter et recevoir d'iceux tant de ce que depuis le noenfiesme d'auvril 1621, ils peuvent avoir levé et reçu de la confiscation par eux pretendus des subiecls de Sa Maje. en Brabant et es pays d'Oultre-Meuse, et apres recherche et inspection de leurs registres et quittances restituer à un chacun ce que lui appartient, aussi d'en rendre compte et relique estant requis, et demander ulterieur ordre dudit prince d'Orange, en cas de besoing. Fait a Bruxelles le vy^{me}. de juing 1822, et estait paraphé male. V. et signé. A Isabel, scelé avec le cachet de son altesse, en bas contresigné Ch. Dellafaille, secretaire.

Le 29 du même mois le prince d'Orange prit, avec l'autorisation des états-généraux, une résolution analoque que nous ne transcrivons pas ici, parcequ'elle n'est que la répétition de celle qui précède. En marge et à la suite de cette pièce, on lit les deux actes ci-après, sous les N^o 2 et 3 bis.

N^o 2. — (TRADUCTION.)

Comme son altesse l'infante d'Espagne a, par acte patent en date du 6 juin 1622, commis le sieur Adrien Brouwerts, bailli de Brôchem, à l'effet de recevoir ce qui depuis l'expiration de la trêve susdite, pourrait avoir été perçu tant par vous que par les autres receveurs des confiscations, du chefs des dites confiscations, et nous étant conformés à cette résolution, nous avons jugé à propos de vous en informer en vous chargeant et ordonnant de donner pleine et entière suite à notre présente résolution relativement aux restitutions. Plus bas était conforme à l'original et était signé P. Dejonghe secrétaire du dit prince Maurice.

N^o 3. — (TRADUCTION.)

Acte d'approbation de la part de S. A. le prince d'Orange, du consentement de L. L. H. H. puissances les états-généraux des Provinces-Unies, conforme à ce qui précède.

Le sieur Adrien Brouwerts, bailli de Brôchem, nous ayant communiqué certain acte d'approbation et d'agrération de la part de S. A., daté de Bruxelles le 18 juillet dernier, de tout ce que le dit Brouwerts en vertu de ses pouvoirs avait antérieurement traité et conclu auprès du conseil d'état à Bruxelles, conjointement avec ceux de la province de Hollande, relativement au sursis provisoire de l'exécution commencée par ceux de l'autre côté, sur des biens ecclésiastiques situés dans la Hollande méridionale, comme aussi de faire désister le comte Henri Vandenberghe de son exécution actuelle du chef de ses prétentions à charge de certains bien situés dans la Hollande méridionale susdite; mais que le dit sieur comte Henri Vandenberghe resterait libre de faire valoir ses prétentions susdites par voye judiciaire; que par le même acte du 18

juillet dernier, S. A. a également agréé et approuvé, la convention provisoire conclue le 29 juin dernier entre le sieur Van Oldenzeel, étant assisté par ledit sieur Brouwers d'une part, et les députés de la province d'Overysse, d'autre part, au sujet des biens ecclésiastiques situés dans ladite province d'Overysse, et qu'en conséquence S. A. a déclaré que ladite convention et sursis provisoire seraient continués et exécutés provisoirement, aussi long-temps que durerait de ce côté-ci le sursis provisoire accordé, moyennant que de notre côté il soit donné pareil acte d'approbation et d'agrément. De sorte que de l'avis et consentement de LL. HH. PP. les états-généraux des Provinces-Unies nous avons agréé et approuvé, agréons et approuvons par les présentes, tous ce que les députés de la province de Hollande ont avec le dit sieur Brouwers, conclu et arrêté relativement aux biens ecclésiastiques situés dans la Hollande méridionale, comme aussi à l'égard des prétentions agitées par mon dit sieur comte Henri Vanden Berghe déclarant que ledit sursis provisoire précédemment accordé de ce côté, sera continué et exécuté provisoirement, aussi long-temps que durera le sursis provisoire accordé d'autre part. Bien entendu que ledit comte Vanden Berghe demeure en son entier, de poursuivre de ce côté ses prétentions par voye judiciaire, et avons en outre, de l'avis et consentement comme dessus, agréé et approuvé, agréons et approuvons par les présentes et provisoirement, dans tous ses points et articles, suivant sa forme et teneur, la susdite convention du 29 juin dernier, avenue entre le susdit Deken, d'une part, et les susdits députés de la province d'Overysse d'autre part, ordonnant à un chacun de s'y conformer. Donné à La Haye le 3 août 1623, et était signé, Maurice de Nassau, avec le cachet de S. A. Plus bas était encore, par ordonnance de S. A. susdite, et était signé P. De Jonghe; en-

dessous de la copie était , ainsi collationné la présente copie avec l'acte original d'approbation passé , écrit , scellé et signé comme dessus , et trouvé conforme , copiée de la manière susdite par moi greffier de la haute cour de Santhoven et notaire public , le 17 août 1623 et était signé L. De Smidt. *(Pièces inédites).*

(41) PAGE 357. On a remarqué sous ce règne un autre événement, dont la politique n'est pas facile à comprendre. Les Espagnols avaient pris sur les Mores la Rache et quelques autres places; ensuite les Mores furent chassés de l'Espagne, où ils étaient établis depuis plusieurs générations : on en avait transporté cent mille au-delà de la mer. Ces malheureux furent dépouillés, tués et maltraités sur les côtes de Barbarie, où ils n'étaient plus connus, et où l'on s'en méfiait. Quand on s'aperçut que l'Espagne serait réduite en désert par cette expulsion, il fallut modifier, interpréter et révoquer les édits rigoureux émanés à ce sujet. L'Espagne est peut-être, par sa nature, de tous les pays de l'Europe, le moins en état de faire une telle perte : il n'est ni peuplé ni fertile en raison du climat. Lors de la conquête de Grenade par les rois catholiques, un grand nombre de Mores et d'Arabes avaient passé la mer. L'inquisition en détruisit et en chassa une autre partie. Les guerres sous Charles V et Philippe II, surtout la longue et cruelle guerre des Pays-Bas, avaient fort affaibli la po-

pulation, qui diminua encore par les colonies qu'on envoya aux Indes. Il fallait que le fanatisme fût poussé bien loin pour qu'on se décidât à chasser tant de Mores par le seul motif de la religion.

Aut.

(42) PAGE 358. La république de Venise était en différend avec la maison d'Autriche pour les limites, et la protection d'un peuple nommé les Uscoques en Istrie et en Frioul; ce différend avait duré quelque temps. Le roi d'Espagne protégeait l'archiduc, et fit l'office de médiateur. Don Alonzo de la Cueva, marquis de Bedmar, ambassadeur d'Espagne à Venise, travaillait à un arrangement par les ordres de sa cour. Jusque-là on ne voit rien qui pût exciter l'animosité de cet ambassadeur au point où elle fut portée; il faut qu'il y eut d'autres raisons qui ne sont pas connues.

Cet ambassadeur, homme d'esprit, épiait non-seulement tout ce qui se passait à Venise, et les négociations des Vénitiens avec les ducs de Savoie et de Mantoue, et avec la France, il découvrit leurs secrets en corrompant des officiaux, et trouva autant de facilité qu'il voulut, tellement qu'on a dit après que jamais les Vénitiens n'avaient eu un ennemi plus dangereux chez eux. Le complot était de faire mettre le feu à l'arsenal et dans d'autres endroits de Venise. Des bateaux plats se seraient trouvés dans les lagunes, des vaisseaux en mer et les troupes venues du Milanais de-

vaient se jeter sur les places *di Terra Ferma*.

Ce complot, où l'on prétend que la Cuéva avait la plus grande part, était concerté avec le gouverneur de Milan et don Pedro Giron, duc d'Ososone, vice-roi de Naples, dont l'ambition dans d'autres temps, ainsi que la conduite équivoque et suspecte, ont donné de grandes inquiétudes à la cour d'Espagne, au sujet du royaume de Naples. Les préparatifs étaient fort avancés : des barques étaient dans les lagunes, des navires sur les côtes et des troupes en marche ; mais tout se disposait sourdement et par petits détachemens : cette entreprise fit grand bruit en Europe.

Aut.

(43) PAGE 361. La reine-mère, à son mariage, en 1600, avait amené de Florence, en qualité d'écuyer, Concino Concini. Ce Florentin, qui a fait en France une fortune prodigieuse et une triste fin, fut une espèce d'aventurier, à qui les uns ont donné une illustre naissance et les autres une extraction très-obscur. Il paraît pourtant qu'il n'était pas d'une si basse origine, puisqu'il descendait, par les femmes Degli Alberti, de l'ancienne noblesse de Florence. Leonora Galigai, dame d'atour de la reine, était sa femme. Leur mariage se fit en France pendant qu'ils étaient à la suite de cette princesse ; ils accumulèrent d'immenses richesses. Des mémoires de ce temps font remarquer que, cinq mois après la mort du

roi, au mois de septembre 1610, Concini acheta, en trois jours, le marquisat d'Ancre en Picardie, pour 330,000 francs, le gouvernement de Péronne, Mondidier et Roye, ou plutôt la lieutenance générale de ce pays, pour 120,000 francs, et la charge de premier gentilhomme de la chambre pour la somme de 200,000 francs. Ils gouvernèrent la reine absolument; on n'osait surtout rien refuser à la marquise. Le marquis d'Ancre fut fait maréchal de France l'an 1614, et visait à devenir connétable.

Ils placèrent leurs créatures partout; le ministère n'était composé que de trois personnes qui travaillaient en leur présence et qu'ils gourmandaient quand elles n'étaient pas de leur avis. Vers la fin ils voulurent se faire craindre: Paris fut inondé d'espions et d'émissaires; on épouvantait le peuple par des gibets plantés dans quelques endroits et par de semblables appareils. Les murmures de la multitude, la jalousie des grands montèrent au comble. On a écrit et divulgué des choses incroyables sur leur avarice, leur insolence, et le mépris brutal qu'ils témoignaient de la reine et du roi son fils. Il est probable que, dans le dessein de rendre odieux et de perdre ces favoris, on a beaucoup exagéré sur leur compte, puisque d'autres contemporains n'en font point des portraits si hideux, particulièrement du maréchal, dont on a vanté le cœur

bienfaisant et les belles manières. Quoi qu'il en soit, si leur fortune fut excessive, leur chute en fut d'autant plus terrible. Mais il reste toujours vrai et inexcusable qu'on négligeait l'éducation du roi. A l'âge de plus de quinze ans, Louis XIII n'était pas seulement éloigné de toute connaissance des affaires, mais en outre ceux qui auraient pu lui apprendre quelque chose étaient tellement observés qu'ils n'osaient en approcher.

Pendant que les antichambres de la reine-mère et des favoris regorgeaient de courtisans, le roi, presque seul, se promenait dans les jardins des Thuilleries, où il s'amusait à faire et à ordonner des gazonnades avec quelques-uns des derniers domestiques.

Le seul homme de qualité qui l'accompagnât constamment était M. De Luynes, gentilhomme d'Avignon, qui, étant venu chercher fortune à la cour, entra chez le roi par son adresse aux chasses des petits oiseaux, à faire les cages et les volières qui amusaient beaucoup le roi. Les favoris en étaient bien informés, mais ils méprisaient trop De Luynes pour interrompre ou pour vouloir empêcher ces amusemens : ils songeaient bien peu à cet homme qui allait occuper leur place, et revêtu de toutes leurs dépouilles, bâtir sur leur ruine une fortune encore plus élevée et plus solide. C'était à De Luynes seul que le roi ouvrait son cœur sur cet abandon, les chagrins et les dé-

goûts que ce prince ressentait vivement. De Luy-
nes le consola et lui promit d'en conférer avec des
gens qui seraient en état d'y apporter du remède.
En effet il en parla secrètement à quelques sei-
gneurs dont il était sûr, entre autres au marquis
de Vitry, capitaine des gardes du corps. Cette
charge lui donnait un grand pouvoir pour l'af-
franchissement du monarque. Il n'était pas besoin
d'éclaircissement sur les plaintes du roi; la ma-
nière infâme dont on l'élevait était notoire et in-
dignait tout le monde; il ne fut question que des
moyens et des mesures à prendre.

Vitry promettait de se mettre à la tête de l'en-
treprise, de venger le roi et de renverser toute la
tyrannie, pourvu qu'il en eût l'ordre de la bou-
che de sa majesté. On ménagea adroitement et
très-secrètement une entrevue du roi avec le
marquis, et un petit nombre de courtisans qui
devaient le seconder. Le roi y fit connaître qu'il
voulait régner, et qu'il ne serait pas fâché de se
voir débarrassé des obstacles qui l'en empêchaient.
Il ne s'expliqua pas si l'on arrêterait ou si l'on
mettrait à mort les favoris : cela suffit, et il ne
prescrivit point les moyens d'exécution. Informé
du moment, il se tenait dans sa chambre, et il
avait déclaré qu'il ne voulait pas que la scène tra-
gique, soit d'arrêt, de combat ou de mort, se pas-
sât en sa présence ou dans ses appartemens; on
avait secrètement apprêté une trentaine de che-

vaux au bout des Thuilleries. Le roi avait résolu, si le coup manquait, de se retirer à Meaux.

Le 24 avril 1617, le maréchal d'Ancre alla à son ordinaire, vers les dix heures du matin, au lever de la reine, au Louvre. Comme il y avait plus d'un logement et en outre grand et petit hôtel dans le voisinage, il sortit de celui qui donne dans le jardin. Arrivé au pont dormant avec peu de suite, il trouva le marquis de Vitry sur le pont-levis, qui lui dit : *Monsieur, le roi vous demande.* — *Moi?* répondit-il. On prétend que ses gens firent mine alors de mettre la main sur leur épée : à l'instant les gardes et d'autres hommes apostés lui tirèrent sept à huit coups de pistolet dans la tête et l'estomac; il tomba mort sur la place. Le corps fut traîné à côté d'un escalier qui sert au corps-de-garde, y fut exposé pendant tout le jour, et ce ne fut que bien tard au soir que, pour le dérober à la fureur du peuple, on l'enterra en silence dans l'église de St-Germain l'Auxerrois. Le colonel d'Ornano était à portée, et sitôt que le maréchal fut tué, il alla en instruire le roi. Ce prince envoya d'abord un message à la reine-mère pour l'avertir de ce qui venait de se passer par ordre, et pour la prier de ne point sortir de sa chambre; elle était encore au lit.

La maréchale d'Ancre fut conduite à une petite chambre grillée au haut du Louvre, où on

l'enferma. On arrêta et on confina, dans d'autres chambres, Mangot et Barbin, qui étaient les ministres d'ordonnance du maréchal : le premier était garde des sceaux. Le troisième, qui était l'évêque de Luçon, secrétaire d'état, eut ordre du roi de ne plus se mêler des affaires, mais on le laissa à la reine-mère. Dès ce jour, les gardes de la reine sortirent du Louvre, et les gardes du roi occupèrent tous les postes.

Ces infortunés favoris, déchus en un moment de toute leur grandeur, avaient un fils unique, âgé de douze ans : il était dans sa chambre à l'hôtel d'où le père était sorti en allant au Louvre. Comme on avait donné ordre de veiller à tous les meubles précieux qui étaient avec leurs trésors et leurs bijoux dans leurs maisons, afin de prévenir le pillage, quelques-uns des gardiens s'acquittèrent de leur charge en se payant d'avance.

Le jeune Concini, qui ignorait tout, fut fort surpris quand, une heure après que le maréchal son père fut sorti, il vit entrer des gens qui, sans façon, enlevèrent sa garde-robe à ses yeux, prirent tout l'ameublement jusqu'à son lit, et sans lui laisser de la paille pour se coucher, l'enfermèrent dans cette chambre, où il resta jusqu'au soir sans boire ni manger. Quelqu'un, par pitié, en avertit le roi, qui ordonna au comte de Fiesque de le prendre dans son logement au Louvre et d'en avoir soin. Le comte n'avait qu'un petit

logement, et le peuple en fureur remplissant déjà tout ce quartier, il fut obligé, pour le faire passer sûrement avec lui, de le couvrir de la capotte de livrée de son laquais.

Le lendemain quelques femmes et enfans du peuple, voyant dans l'église de Saint-Germain une sépulture nouvellement fermée, en grattèrent le ciment, déterrèrent le corps, le traînèrent hors de l'église, et ensuite par toutes les rues de Paris, le pendirent par les pieds à une de ces potences dont on a parlé, le déchirèrent et lui firent toutes les avanies dont une canaille déchainée est capable dans sa fureur. La maréchale fut transférée de prison en prison : son procès lui fut fait ; elle fut déclarée criminelle de lèse-majesté divine et humaine, parce que, dans son accusation, on avait fait entrer le crime de sortilège. Le 8 juillet, elle fut décapitée en Grève, ensuite brûlée ; le peuple alors en eut compassion. Le fils, compris dans la sentence, fut dégradé de noblesse et déclaré incapable d'exercer des fonctions en France ; il fut détenu assez long-temps au château de Nantes. Mais enfin, mis en liberté, il retourna à Florence, où il a joui de 14,000 écus de rente, qu'heureusement son père avait placés en fouds dans cette ville un peu avant sa disgrâce. Il y est mort en 1641. L'abbé Galigai, frère de la favorite, avait obtenu l'archevêché de Tours et la riche abbaye de Marmoutier ; mais

plus prudent, il s'était défait de ces bénéfices sous de bonnes pensions, avec lesquelles il s'était retiré en Italie. On a écrit que le maréchal avait eu souvent la même pensée. On a évalué leurs biens à une somme immense, dont une partie fut perdue. Pour établir un contraste plus touchant, on a débité nombre de faits, entr'autres que la dame d'Ancre, qui avait pour 200,000 écus de bijoux et pour autant de meubles précieux, fut obligée d'emprunter deux chemises dans sa prison.

La ruine de cette famille fut totale; les charges, les biens, les meubles les plus considérables passèrent la plupart aux successeurs en faveur; le reste fut pillé.

Le roi, le jour de la mort du maréchal, avait donné son bâton de maréchal au marquis de Vitry, sa lieutenance générale de Normandie et sa charge de premier gentilhomme de la chambre à M. de Luynes.

Aut.

(44) PAGE 363. La reine-mère l'avait vu partir avec regret et l'estimait beaucoup; on avait éloigné d'elle tout ce qui faisait ombrage à la cour, et de toute sa suite à peine trouvait-elle deux ou trois personnes de confiance; on lui avait ôté entre autres l'abbé Rucellai. C'était un autre Florentin, le plus intrigant de tous les courtisans; il possédait de gros bénéfices en France, où son père s'était enrichi avec les Bamdini, les Samets,

les Cenami et d'autres gros partisans, qui, depuis la reine Catherine de Médicis jusque sous la reine Marie de Médicis, avaient manié presque tous les deniers du royaume. Ce Rucellai, quoique relégué dans une de ses abbayes bien éloignée, rôdait travesti autour de Blois, et trouva le moyen de voir secrètement la reine : il méditait un projet hardi et qui aurait rebuté tout autre par le danger et les difficultés. Il projetait de tirer la reine de sa prison, de renverser le nouveau favori et toute la face du gouvernement. Ayant demandé l'aveu et les ordres de la reine, il avait déjà pris ses mesures ; il savait que les grands du royaume, jaloux et envieux, étaient brouillés avec le duc de Luynes, et haïssaient le nouveau favori autant que l'ancien. Il se rendit déguisé à Sedan pour y trouver le duc de Bouillon, à qui il exposa son plan. Celui-ci ne refusa point d'y entrer en second ; il lui indiqua dans son voisinage un homme plus puissant, maître de bonnes places, en quelque sorte des provinces au cœur du royaume, ayant des amis nombreux et des enfans en état de lever et de commander des armées. Il lui désigna le duc d'Épernon, le même dont on a parlé ci-devant, et qui rendit de si grands services à la reine, lors de l'établissement de sa régence.

Le duc d'Épernon était gouverneur de Metz et du pays Messin, où il commandait et vivait

en souverain, plus absolu que les rois d'Austrasie qui y ont résidé anciennement. Le duc, mécontent de la cour et du favori, avait établi sa résidence, avec ses deux fils, à Metz. Rucellai n'était pas bien avec lui par suite de quelque ancienne froideur : il fit sonder le terrain par un tiers, et voyant que le duc ne s'éloignait pas de la proposition, il entreprit la négociation. Il entra de nuit à Metz, déguisé à son ordinaire, et y resta un mois logé chez le duc à l'insu de ses domestiques, à l'exception d'un seul, qui avait ordre de le servir. Dans leurs fréquentes conférences, toute cette expédition fut réglée et préparée. L'histoire en est exactement détaillée dans la vie du duc, écrite par son secrétaire : elle est curieuse à cause des mesures, des démarches et des intrigues dont il fallait dérober la connaissance à la cour, aux habitans de Metz et à ceux même qui y étaient employés sans savoir à quel dessein. Enfin le duc partagea ses forces; la ville de Metz, bien pourvue de garnison, de munitions et d'argent, fut laissée sous la garde de son fils puîné, le duc de la Vallette. L'ainé, duc de Candale, était absent. L'archevêque de Toulouse, depuis cardinal, son troisième fils, avec une bonne partie des équipages et bien accompagné, prit les devans pour s'assurer des ponts et des passages. Le duc, avec Rucellai et le gros de la troupe, l'argent comptant réparti entre quinze de ses gentilshommes, sa cassette de

pierreries, ses gardes et ses domestiques, tous à cheval, suivirent huit jours après. Ce fut le 22 janvier 1618 que ce dernier convoi sortit de Metz, dont on tint les portes fermées après son départ. Le duc marcha ainsi précédé de son fils, et traversa une grande partie du royaume. Toute la troupe, divisée en petits pelotons, s'était accrue en marche, et pouvait monter à environ trois mille chevaux.

Ayant atteint la Bourgogne, il passa sur les glacis de Dijon, où il rencontra un des premiers officiers du duc de Bellegarde, gouverneur de la province, qui était à Paris. Le duc lui dit de sang-froid que la faim l'avait chassé de Metz, et qu'il allait chercher de quoi vivre en Angoumois, le chargeant de faire des complimens à son maître lorsqu'il aurait occasion de lui écrire, puisqu'il n'y avait rien de pressé à cet égard. Cet officier, qui avait vu plusieurs gros pelotons, ne savait qu'en penser, et envoya un exprès au duc de Bellegarde. Ce fut la première nouvelle qu'on en apprit à la cour. On en parla diversement, sans comprendre le mystère : il y avait déjà huit jours que le duc et sa nombreuse suite étaient en route, et les avis les plus tardifs qu'on eût reçus de cette marche venaient de Metz, d'où le duc était parti, tant il y avait de prudence d'un côté ou de négligence de l'autre.

La reine, malgré quelques petits accidens dans

les correspondances, en fut informée par l'abbé Rucellai ; et , la nuit du 22 février, un mois après le départ de Metz, cette princesse ayant renvoyé ses domestiques, quelques-uns des gens du duc, entrés à Blois, plantèrent une échelle contre les fenêtres de la chambre de la reine, qui descendit, aidée par le comte de Brenne. Une terrasse éboulée s'opposant à sa fuite, on fut obligé de la faire glisser sur un manteau jusqu'au dessous ; elle fut de suite conduite à pied dans le faubourg de Blois, où elle trouva son carrosse prêt, au coin d'une rue. Elle y entra et elle sortit du faubourg ; alors on alluma les flambeaux.

Rucellai arriva, à toute bride, de Montrichard, avec une douzaine de gentilshommes pour l'escorter ; l'archevêque s'y trouvait avec une autre troupe pour garder le pont. On y changea de chevaux en poursuivant vers Loches. En chemin, le duc d'Epèrnon reçut la reine à la tête de 150 gentilshommes, et quelques jours après la conduisit en triomphe à Angoulême. On montre à Blois la fenêtre et la terrasse par où la reine sortit. La descente n'en paraît pas trop aisée. Cette fuite de la reine fit un bruit épouvantable à la cour et par toute la France. Le roi et le favori, étourdis de l'événement, ne parlaient que de rebellion et de guerre. On courut aux armes, le roi fit assembler une armée au plus vite et se rendit en Anjou. Le duc d'Epèrnon en avait déjà une en

Angoumois et en Saintonge. Les autres grands féodaux se partagèrent.

Richelieu, par bonheur, n'avait point été mêlé dans la dernière affaire, parce qu'il était absent; il en était d'autant plus propre à faire le médiateur. Le duc de Luynes craignait que cette guerre ne tournât mal. Le duc de Mayenne et la maison de Guise s'étaient déclarés pour la reine : le premier avait une armée de 18,000 hommes à ses ordres dans son gouvernement de Guyenne. De Luynes, qui ne cherchait qu'un accommodement, se souvint du grand crédit de Richelieu sur l'esprit de la reine; le roi le connaissait, et peut être, par timidité, il voulait également la paix. L'évêque de Luçon fut mandé et vint avec empressement. Il travailla efficacement et avec succès. Après quelques négociations et quelques intrigues, la paix fut conclue à Angers, et la réconciliation fut célébrée à Tours, où l'entrevue du roi et de la reine-mère se fit avec de grandes démonstrations d'affection et de politesse.

Le duc d'Epéron avait conduit la reine jusqu'à cette ville, lorsqu'il prit congé de cette princesse : elle lui donna pour souvenir un diamant de prix. Il avait dépensé trois cent mille écus pour lui rendre ce dernier service. On lui assura en outre, par un article secret du traité, un chapeau de cardinal pour son fils; par un autre article secret on fit la même promesse à Richelieu.

A cette époque, il y avait dix chapeaux vacans; le pape ne voulait pas en donner deux à la France, et l'archevêque de Toulouse, fils de M. d'Epemon, devait être nommé le premier. D'ailleurs, on amusa long-temps l'évêque de Luçon par des sollicitations et des recommandations qu'on faisait publiquement à la cour de Rome, pendant qu'on les contredisait en secret.

Son admission au conseil fut aussi différée par la répugnance et par l'irrésolution naturelle du roi. Richelieu s'aperçut des motifs qui faisaient traîner en longueur sa promotion; il poussa cette affaire par le moyen de la reine-mère, qui n'avait pas suivi la cour comme elle l'avait promis, et qui formait de nouvelles prétentions. Alarmée à ce mécontentement de la reine, la cour parla beaucoup de nouvelle guerre et de prendre les armes. De part et d'autre, l'on se prépara à se mettre en défense; mais Richelieu se rendit de nouveau nécessaire en apaisant les troubles naissans, et en contribuant à un second traité. La réconciliation fut parfaite : dans l'intervalle il avait négocié le mariage de sa nièce du Pont-Courlai avec M. de Combalet, neveu du connétable de Luynes. L'amitié en devint plus sincère entre les oncles : Richelieu fut mieux servi, et obtint enfin le chapeau rouge tant désiré. Son entrée au conseil fut néanmoins encore traversée, et ne devint complète que long-temps après la mort

du connétable. A celui-ci succédèrent, mais d'une manière peu fixe, dans l'intimité du roi, MM de Sil-lery et Puisieux père et fils, et quelques autres. Le caractère de ce prince était singulier. Louis XIII n'était ni désintéressé ni libéral; on le taxait même d'avarice. Le moyen de perdre les gens était de lui dénoncer qu'on le volait dans ses finances; il cédait d'ailleurs aux premières impressions sans examen ultérieur : il suivait sans réflexion les avis des hommes qui lui plaisaient. Cependant il ne voulait pas avoir la réputation d'être gouverné, et il craignait les gens d'esprit, ainsi que l'ascendant qu'ils pouvaient prendre sur lui. C'est pourquoi le cardinal de Richelieu, qui avait la réputation d'être un esprit supérieur, lui était désagréable, et trouva tant de difficultés à être admis au ministère.

Cependant, le cardinal lui rendit quelques services essentiels, dont le roi reconnut les bons effets. Comme les résolutions en avaient été prises avec hauteur et décidément, le cardinal s'attira l'envie et la jalousie de beaucoup de monde et de redoutables ennemis, qui méditèrent sa perte. Il y eut une forte conjuration pour attenter sur sa personne; le comte de Chalais y était compromis fortement : il en était même le chef. Le cardinal vint à bout de repousser cette attaque, et y intéressa si adroitement le roi et l'état, que ce prince, intimidé, recourut à lui, se jeta,

pour ainsi dire, entre ses bras, et lui abandonna le timon des affaires sans oser le contredire.

Aut.

(45) PAGE 385. Ce que dit ici l'auteur est aussi profond que vrai : la *navigation* n'est pas précisément synonyme de *commerce*. Elle en est le *véhicule* : la supériorité des Hollandais en cette partie est reconnue par toutes les nations comme par l'auteur : il paraît qu'elle existe encore aujourd'hui, puisque depuis la prohibition des vins de France par terre dans les Pays-Bas, les négocians français de la Champagne et de la Bourgogne ont préféré, par des vues d'économie, des bateliers Hollandais à leurs concitoyens, pour le transport de Dunkerque dans nos bassins. Quant à la grande navigation, elle procure au pays un autre avantage, supérieur au gain ; elle fait de bons matelots. Il faut une suite de dangers, de besoins, de ressources, un enchaînement d'événemens qui ne se rencontrent que dans les voyages de long cours pour former des marins expérimentés : l'établissement de la nouvelle compagnie des Indes en augmentera nécessairement le nombre et par suite fortifiera notre puissance maritime : d'autre part le traité de cette année avec l'Angleterre, qui nous cède les établissemens anglais de Sumatra et nous rend maîtres absolus du détroit de la Sonde ; qui drévient une foule de sujets de discorde entre les deux nations, promet à cette société des succès

aussi longs que variés, et ses bénéfices ~~ren-~~ueront sur la nation : la seule construction de vaisseaux employe plusieurs de nos manufactures et de nos produits; nos fonderies de canons, nos fers, nos bois, nos corderies; ajoutez les provisions pour les hommes de bord.

Nous puisons dans l'ouvrage intitulé *de la richesse de la Hollande*, un exemple singulier de la consommation causée par les voyages de long cours : l'auteur rend compte d'une requête présentée à la régence d'Amsterdam, par les commissaires pour la pêche de la Groenlande : ils récapitulaient les avantages qui reviennent à l'état de cette pêche, par un exposé dont voici le précis.

En équipant 180 navires (nombre auquel les commissaires faisaient monter ceux qui partent tous les ans pour la pêche de la baleine), les entrepreneurs risquent dix mille florins pour chaque navire, ou un total de dix-huit tonnes d'or, fl. 1,800,000.

Cette somme se paie, quand même l'on ne rapporterait pas un quartaut de lard; un tiers à-peu-près de cette somme est employé à l'achat des objets suivans.

2,700,000 cerceaux pour les	
tonneaux ou cuves.	fl. 43,300 » »
36,000 tonnes neuves.	108,000 » »
Aux tonneliers	21,600 » »
Total	172,900 » »

REPORT	172,900 » »
400,000 livres de viande du pays	40,000 » »
2880 quartauts de beurre. .	57,600 » »
150,000 livres de stokvich ou morue sèche.	12,000 » »
550,000 livres de biscuit. .	40,000 » »
72,000 pain ordinaire. . .	18,000 » »
172,000 livres de cordage. .	35,000 » »
550 ancres de boissou forte.	5500 » »
En épiceries, sucre , etc. .	3000 » »
Aux maréchaux, pour fer- railles.	5000 » »
Pour la construction et équi- pement des chaloupes. . . .	15,000 » »
60,000 livres de lard et de frise.	8000 » »
144,000 livres de fromage.	18,000 » »
20,000 livres de fromage vert et de Leyde.	1500 » »
10,800 tonnes de bierre, avec l'accise	27,000 » »
9000 sacs de gruaux et de pois.	40,500 » »
Harengs et poissons salés. .	3000 » »
En cuivreries, poteries, batte- ries de cuisine, pour le transport des tonnes et cuves à bord, et autres objets de moindre impor- tance.	38,000 » »
	540,000 » »

REPORT	540,000 » »
Argent donné à l'équipage à son départ	180,000 » »
Argent de l'équipage pour le retour, et 3000 florins de frais pour chaque navire	540,000 » »
Pour cargaison ou louage de chaque navire, fl. 3000. . . .	<u>540,000 » »</u>

Tous ces objets font ensemble la somme déjà mentionnée, etc. 1,800,000 » »

Le commerce des Indes ne se bornera pas au service d'encourager la navigation ; il exportera nos productions et nos manufactures ; nos draps, nos toiles, nos armes, nos couteaux, nos verres, nos clous, notre quincaillerie, notre froment converti en fleur de farine, etc., notre librairie, etc.

Édit.

(46) PAGE 388. Si la Belgique contribue à payer l'ancienne dette des Provinces-Unies, plus considérable que la sienne, en revanche elle va profiter de leurs colonies et des bienfaisantes conceptions qui feront joindre nos fleuves l'un à l'autre ou à la mer ; bientôt nos arrondissemens méridionaux feront circuler économiquement les fruits de leur industrie et les produits de leur sol aux extrémités de la Hollande et des autres provinces septentrionales : vraisemblablement les travaux du canal de Charleroi commenceront avant l'achèvement du canal de Bois-le-Duc à Maestricht

et de Mons à Antoing ; le roi ne s'est pas livré à des travaux partiels, et la société générale d'encouragement qu'il a fondée se lie avec ce large système qui a immortalisé nos frères du nord, non-seulement chez eux, mais dans d'autres contrées (*) : le canal de Charleroi avait été projeté par le gouvernement autrichien, décrété un siècle après par le corps législatif, sous Napoléon ; ce conquérant, dont un signe de tête savait mettre en mouvement six cent mille soldats, n'aurait jamais pu obtenir un crédit de six millions : en vain frappa-t-il à toutes les portes ; la loi qui ordonnait le canal, émanée en 1803, n'avait pas reçu le moindre commencement d'exécution à l'époque de sa chute, en 1814 ; c'est que le crédit tient à un ordre moral, fort étranger à ses principes et à ses connaissances. Nous avons détaillé ailleurs les avantages de ce canal ; contentons-nous d'en énu-

(*) Le génie de Sully avait dicté à Henri IV, dans les belles ordonnances de 1607 et années suivantes, un système complet de navigation intérieure : des Hollandais furent appelés pour les réaliser, et c'est à eux que la France doit tout ce qui existe dans le midi et dans les départemens de l'ouest : mais la révocation de l'édit de Nantes expulsa de la France ces hommes si utiles, et avec eux les conceptions du génie de Sully : on ne se livra plus depuis qu'à des travaux partiels, si l'on en excepte l'immortel ouvrage de Riquet, le canal du Languedoc, aujourd'hui du midi, qui unit les deux mers.

mérer quelques-uns qui reçoivent plus d'importance des établissemens créés depuis.

En 1803, plus de 300 exploitations étaient connues aux environs de Jemmapes, de Mons et de Charleroi. Tous les ans, selon le rapport de l'honorable M. Van Hulthem, on en retirait plus de 220,000,000 myriagrammes. Depuis cette époque un grand nombre de concessions pour de nouvelles exploitations ont été expédiées : l'usage de la houille s'est étendu : elle remplace les charbons de bois dans plusieurs usines de maîtres de forges : elle est employée dans les bateaux à vapeur et pour l'éclairage par le gaz : ses produits seraient facilement doublés et peut-être triplés par le canal, joint à la canalisation de la Sambre, dont les états de Namur ont félicité Sa Majesté. (*)

Plusieurs fosses sont ouvertes sur la direction du canal projeté ; les houilles des mines abondantes situées dans les bois de Marimont, celles de Bellecour, se rendront, par terre, jusqu'à Senneff, où elles seront embarquées sur le canal pour être transportées à Bruxelles, et de là dans toutes les provinces environnantes et dans nos provinces du nord.

Ce combustible se vendra alors en Hollande à un prix égal et inférieur peut-être à celui des charbons anglais.

D'Anvers, il en sera expédié pour plusieurs ports de France. Nos voisins n'ont pas tarifé cet

(*) Voir la note, page 180.

objet à un taux excessif : la raison du besoin a dicté et dictera davantage la modération. La houille leur est d'autant plus nécessaire que le bois est devenu plus rare chez eux par suite des nombreuses aliénations de forêts qui ont eu lieu dans les dernières années. D'autre part, la canalisation de la Sambre étant négociée avec le gouvernement français, qui s'est chargé de la même opération sur son territoire jusqu'à Landrecies, nos houilles iront à Paris, où la consommation, à cause du prix favorable, en sera immense.

Les marbres exploités sur les bords de la Sambre et de la Meuse, les briques, les carreaux de terre cuite sont des produits recherchés et demandés par nos concitoyens du nord.

Nos maîtres de forges reprendront haleine et se livreront au perfectionnement de leurs fers ; en effet, au moyen de la diminution considérable dans les frais de transport, ils pourront approvisionner notre marine de fer fort, en livrant à aussi bon marché que leurs concurrents étrangers ; d'autant plus que leurs exploitations seront encouragées par la banque, qui leur fournira des capitaux à 3 ou 4 p. %.

Le caual sera un débouché très-avantageux pour les bois de construction des forêts des Ardennes et de Chimai, qui approvisionneront le port d'Anvers et autres, où seront construits des vaisseaux pour la compagnie des Indes.

Les manufactures de clouterie établies dans

les environs de Charleroi, travaillant pour le service de la marine et de nos colonies, sortiront de leurs ruines; celles de verreries prendront une activité nouvelle.

L'agriculture des pays wallons gagera par la facilité du débouché ouvert aux denrées qui iront se consommer à Bruxelles, dont la population s'accroît chaque jour, et s'élèvera bientôt à cent mille âmes : elle gagera encore par le retour des engrais que les cultivateurs tireront de cette grande ville et des cendres de Hollande, qui coûteront beaucoup moins qu'aujourd'hui.

Les riches mines de la province de Namur et celles de la province de Luxembourg, qui ne sont pas trop enfoncées dans l'intérieur, seront exploitées, vu que les spéculateurs n'auront que quelques lieues de roulage à parcourir.

Il est de la nature du bien d'être aimanté : l'impulsion qui aura été donnée à l'industrie, à l'agriculture et au commerce, par quatre grandes mesures, amènera les esprits à s'occuper du perfectionnement de la navigation intérieure et de celui des routes de terre de l'intéressante province de Luxembourg, dont les habitants sont si actifs et si laborieux : nous croyons que le gouvernement a déjà précédé à cet égard le vœu national, comme il l'a fait dans les institutions de la banque et de la société des Indes.

Édit.

(47) PAGES 407 et 425. C'est par erreur que la note se trouve répétée; au reste, nous pouvons les réunir sans déranger notre plan. Il s'agit d'indiquer les causes qui ont diminué le commerce des Hollandais et leur prospérité; montrer ce qui leur est demeuré, malgré les troubles civils et les guerres étrangères qui eussent anéanti toute autre nation. Ce tableau nous conduit à l'investigation de l'état actuel du royaume des Pays-Bas, sous les rapports de la durée, de l'administration intérieure et de la politique extérieure; les notes précédentes nous permettent d'être laconiques et de ne prendre que les sommités des objets.

Parlons d'abord de son commerce et de sa politique. Une moitié de l'Europe était encore dans la barbarie et l'autre était déchirée de guerres civiles, ou possédée par un démon convertisseur, lorsque les Pays-Bas, poussés au désespoir par un tyran, arborèrent l'étendard de la liberté : les sept provinces se constituèrent à Utrecht, lorsqu'elles virent que les dix autres abandonnaient le traité de Gand (*). De tous les états où les

(*) Les motifs de cet abandon sont connus; les états de Brabant avaient appelé le prince d'Orange à Bruxelles et l'avaient déclaré protecteur de leur province; les jaloux du prince le virent, avec chagrin, distingué d'eux si avantageusement. Les seigneurs les plus qualifiés du pays perdirent de vue les intérêts des peuples, et sacrifièrent à

troubles et la persécution⁹ faisaient des malheureux, on vint chercher asile au milieu de la nouvelle république; les bûchers allumés en France, l'inquisition encore existante dans quelques états d'Allemagne, les missionnaires que la reine Marie appuyait en Angleterre, lui donnèrent un peuple immense de réfugiés. Joignez-y les plus riches et les plus industrieux habitans d'Anvers et d'autres grandes villes de la Belgique, qui, depuis les succès d'Alexandre Farnèse, vinrent s'établir en Hollande : ces étrangers et les anciens habitans ne tardèrent pas à être terribles aux Espagnols et aux Portugais; ils se formèrent une marine considérable à leurs dépens. La faiblesse de l'Espagne et le changement de système, sous Philippe III, les enhardirent à des armemens plus importants : la faveur des puissances, qui étaient seules capables de les retenir dans la modération, leur inspira le désir des conquêtes. La république se fit des établissemens partout où elle voulut

leur jalousie les plus belles espérances d'une révolution générale. Pour ne pas avoir leur supérieur dans celui qui, jusque là, n'avait eu, au-dessus d'eux, que quelques prérogatives, ils invitèrent, pour la plupart, l'archiduc Matthias à venir prendre le gouvernement des provinces; d'autres, cédant à leur parti, préférèrent de rester sujets d'un puissant monarque : ils proposèrent au roi d'Espagne les conditions auxquelles ils consentaient de demeurer les siens.

porter ses armes : elle s'affermir dans ses acquisitions avant qu'on pût en être jaloux ; et ses protecteurs furent tout étonnés, après la trêve avec l'Espagne, que la république n'avait plus qu'à se conserver l'empire de la mer et du commerce. Les troubles de l'Angleterre vinrent heureusement faire distraction à la jalousie naissante des Anglais ; et la guerre, qui occupa les deux grandes couronnes, laissa la république sans rivaux jusqu'à la paix de Westphalie : alors elle faisait seule presque tout le commerce de l'univers ; mais Cromwel arriva, bientôt après, au timon des affaires ; s'occupant de celles du dehors, il rappela les Anglais à la rivalité : il publia la célèbre loi prohibitive, intitulée *acte de navigation*, qui était une injonction impérieuse faite à toutes les puissances et à tous les peuples, mais principalement dirigée contre les Provinces-Unies. La république avait deux partis à prendre : faire des concessions à Cromwel, se le concilier par divers tempéramens, considérer que l'Angleterre n'avait pas d'autre emploi de ses forces que la navigation et le commerce ; partager avec elle la source de ses richesses, ou bien traiter en ennemi cet homme altier et dût : elle préféra le second parti, et soutint courageusement une guerre jugée nécessaire. Quoique les circonstances ne lui fussent pas favorables, elle ne fit point de pertes essentielles ; mais des batailles acharnées se re-

nouvelant fréquemment, le commerce et l'opulence de la nation souffraient d'un état de guerre très-dispendieux.

A peine la paix est-elle rétablie que la république trouve bientôt l'occasion d'exercer sa marine. De Ruiter est envoyé dans la Méditerranée pour y réprimer les pirateries des puissances barbaresques. En 1655, la guerre entre la Suède et la Pologne engage la république à envoyer une escadre dans la Baltique. L'année suivante, envoi d'une flotte qui contribue à sauver Dantzich, assiégée par les Suédois. En même temps, elle est encore forcée de combattre dans la Méditerranée pour y assurer son commerce du levant, toujours exposé aux pirateries des puissances barbaresques. Deux années après, l'intérêt de son commerce du nord la détermine à prendre part à la querelle entre la Suède et le Danemarck. Une flotte de 35 vaisseaux est expédiée pour dégager la ville de Copenhague et rétablir les affaires du roi de Danemarck ; elle remplit si bien sa mission qu'elle bat la flotte suédoise, débarque le lendemain des troupes à Copenhague, et sauve la ville. L'année suivante, la république envoie de nouvelles forces, et fait tellement changer la fortune en faveur du roi de Danemarck que la Suède se trouve obligée à se prêter à des conditions raisonnables. La paix entre les deux couronnes fut conclue en 1660.

Ces brillans succès ne garantissaient pas la république contre les orages ; il lui fallut soutenir une seconde guerre contre Charles II , rétabli sur le trône de ses pères : ce prince fut plus funeste encore à la république que Cromwel. Son amitié précaire qui suivit la paix conclue avec lui , amitié qu'il trahit , souleva contre elle un ennemi terrible et des hostilités sans fin , comme nous l'expliquerons bientôt. Dans la première guerre contre Charles II , la république se couvrit encore de gloire ; non-seulement elle disputa la palme de la victoire à sa rivale , elle obtint encore une supériorité décidée , puisqu'elle se vit en état de l'attaquer dans son sein , se rendant maîtresse du fort de Scherneck , le rasant , brûlant des vaisseaux de guerre dans la Tamise , sous le fort de Chatam ; après quoi elle tint la mer toute la saison sans que les Anglais y fissent paraître leur pavillon ; mais ses armemens multipliés épuisèrent son trésor. Les moyens qu'elle déployait n'étaient en rapport ni avec sa population , ni avec ses revenus.

Jusqu'ici du moins elle pouvait être justifiée par la nécessité, eu égard à ses vastes possessions , de tenir la balance du commerce ; mais comment l'excuser de s'être laissée entraîner à intimier à Louis XIV un *neo plus ultra* ? En 1668 , le roi d'Angleterre , Charles II , sollicite les Hollandais de s'unir à lui pour la médiation entre la France et

L'Espagne, avec menaces qu'ils se déclareraient contre celle des deux puissances qui refuserait les articles qu'ils auraient dressés. La république fit l'alliance : Louis XIV souscrivit aux conditions imposées par les médiateurs, mais en frémissant et se promettant bien de demander raison de cette insulte au premier prétexte que lui en fournirait la république ; ce procédé orgueilleux lui valut la guerre de 1672. Charles II, qui avait attiré sur elle le ressentiment de Louis XIV, eut la perfidie de l'abandonner et même de joindre, pour l'écraser, ses forces à celles de ce puissant monarque. On a vu par quels efforts de courage et de patriotisme elle échappa au danger ; les suites de la faute commise durèrent presque autant que Louis XIV ; car la république fut constamment en guerre avec lui, sauf quelques paix plâtrées et de courte durée, jusqu'au traité d'Utrecht.

Depuis, elle ne sut faire respecter sa neutralité que dans la guerre de 1756 à 1763, dite de Sept-Ans ; encore eût-elle force réclamations à faire valoir contre les Anglais, qui ne respectaient pas toujours son pavillon. Obligée de prendre part à toutes les autres guerres du continent et même à celle produite par la révolution des états-unis d'Amérique, elle dépensa des sommes immenses ; sans compter celles que lui coûtait l'entretien de son impuissante barrière.

Quel fut le résultat des entreprises, si dispro-

portionnées à ses moyens naturels, auxquelles se livra la république, depuis Cromwel? Le dix-huitième siècle vit accroître sa dette de 350 millions de florins; cette somme paraîtra extraordinairement énorme, si l'on considère qu'après la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, le gouvernement amortit une grande partie de celle qui existait alors.

Pour faire face à d'aussi pesantes charges et aux frais d'administration, l'état établit des impôts si multipliés et si forts sur chaque objet, qu'ils frappaient démesurément, tantôt les fabriques, tantôt le commerce : les premières succombèrent pour la plupart, ne pouvant plus soutenir la concurrence sur les marchés étrangers, ni même dans l'intérieur : il n'y a pas encore un demi siècle, dit l'auteur de *la Richesse de la Hollande*, ouvrage imprimé en 1778, qu'une des premières maisons de Brème ne consommait que des draps de Leide, et depuis bien des années, elle n'en débite plus une seule pièce : il en est ainsi de plusieurs autres manufactures; l'auteur donne la nomenclature (*) des impôts levés depuis l'année 1583; généralement tous ceux que nous payons y sont compris, souvent dans des proportions plus élevées; on y trouve au surplus des droits sur le sarrasin, sur le savon de consommation, sur la

(*) Pages 40 et suivantes jusqu'à 46 inclus.

petite mesure, sur les fruits, sur les chandelles, sur le bois à brûler, sur les draps d'or, sur les cuirs, sur le thé, sur les plumes, soit de lit ou autres, sur les pierres, le plomb, la chaux, sur l'huile d'olive et de baleine, sur le tabac, sur le beurré. Le crédit de la Hollande s'est maintenu néanmoins jusqu'en 1795, et il est à remarquer que tandis que les autres puissances de l'Europe payaient 5 et 6 p. %, la république ne donnait que 2 1/2; le placement sur la Hollande était même préféré; on comptait plus sur la solidité du crédit hollandais que sur le gain qu'offraient les autres puissances : ce qui le prouve, c'est que presque constamment les obligations hollandaises restaient au pair; elles montèrent en 1780 à 108 pour cent, tandis que celles des autres puissances variaient entre 50 et 90.

A l'époque de l'envahissement de la Hollande en 1795, la dette augmenta démesurément par les demandes exagérées des Français; cependant, au grand étonnement de l'Europe, les intérêts de cette dette se payaient assez régulièrement. En 1807, la dette permanente se montait à 999,102,852 fl., et la dette éventuelle à 163,724,400 fl.; ce qui fait ensemble plus d'un milliard, portant en intérêts 34 millions. Napoléon, lors de la réunion de la Hollande à la France, tierça les revenus de cette dette et porta les intérêts à payer annuellement à environ 12 millions : ce tiercement ne réduisit pas

le capital; mais les créanciers ne retirèrent plus que $\frac{5}{8}$ pour 100 d'intérêts. A l'avènement du roi, sous le nom de prince souverain, en 1813, il fut pris d'autres arrangemens, et l'on établit des billets de chance pour les $\frac{2}{3}$ de la dette réduite par Napoléon.

Somme toute, la Hollande, si favorisée par sa position centrale, a conservé son crédit; son empire en Asie, dégagé de toute concurrence nuisible et de danger d'hostilités, d'après l'heureux traité conclu avec l'Angleterre; une créance d'un milliard et demi sur les états étrangers, laquelle lui permet de diriger ou de fortement influencer le cours des fonds publics de divers pays; elle a conservé le génie commercial et les moyens de régénérer sa marine; son sol est celui qui a produit les meilleurs marins de l'univers; les habitans des côtes en Flandre et en Brabant sont doués des mêmes dispositions et du même génie, propres à répandre les trésors du commerce en développant toutes les ressources de l'industrie : les forces sont doublées par la réunion des Pays-Bas et les institutions maritimes ci-dessus mentionnées, qui améliorent les anciennes. Ajoutez des capitaux immenses possédés par un peuple qui travaille beaucoup et consomme peu, à qui il ne manquait, avant le nouvel ordre de choses, pour égaler ses ancêtres, qu'une meilleure constitution et une barrière plus solide que celles qu'il tenait, l'une

de l'union, l'autre du traité d'Utrecht. La souveraineté absolue des Sept-Provinces était une absurdité; l'unanimité requise aux états-généraux, une haute imprudence, et l'égalité de suffrages des provinces, sans égard à leurs richesses et à leurs forces, un très-grand défaut : Guillaume I^{er} a vu ces irrégularités et il ne les a pas dissimulées; les vicissitudes auxquelles l'état était exposé, sont signalées dans le type de la première monnaie que les provinces firent battre après leur union. C'était un vaisseau sans voiles et sans gouvernail, avec ces mots sur la légende : *Incertum quo futura ferant*; comme il l'avait dictée, il l'expliqua aux députés, en leur prouvant que si les provinces ne rendaient, de quelque manière que ce fût, à l'état représenté par le vaisseau, ce que la tempête lui avait ôté, le naufrage était inévitable. La députation à la reine d'Angleterre fut le fruit des conseils de Guillaume : si la mort prématurée de ce prince n'avait déconcerté les plus sages projets, un pouvoir exécutif assez fort pour protéger efficacement la république, eût été constitué dans une nouvelle assemblée. Barneveldt, républicain zélé, mais dont le zèle n'offusquait point les lumières et qui ne voulait la liberté des provinces qu'avec subordination à leur bien-être, était du conseil intime du prince ; il admirait ce grand homme, parce qu'il était capable de saisir la justesse de ses vues, et que dans ses moyens il n'aper-

cevait que la grandeur et la tranquillité durables de la république, dont Guillaume serait le chef.

A l'extérieur, la barrière de l'Espagne, puis celle de l'Autriche, n'avaient guères de fondemens plus solides pour la prospérité permanente de la république, que les sept souverainetés confédérées, avec un stadhouder amovible.

Les Anglais, qui avaient été exclus du traité de Munster, imaginèrent en 1709, par imitation de ce qui avait été stipulé, d'élever par l'Autriche une barrière entre la Hollande et la France, telle qu'elle pût mettre la république entièrement à couvert des entreprises de cette dernière puissance. Ils proposèrent donc à l'empereur de lui faire céder, à la paix, les Pays-Bas ci-devant espagnols, à condition qu'il céderait le droit de garnison dans les places fortes aux Hollandais, et qu'il tiendrait constamment un nombre suffisant de troupes sur pied dans la Belgique pour défendre ces provinces; à force de négociations, l'Autriche consentit à recevoir ce pays sous sa domination et en prit possession sur le même pied que l'Espagne.

L'Angleterre en même temps maintenait exclusivement le commerce des Hollandais, sans permettre que jamais les Belges y pussent porter la moindre atteinte.

Le traité des barrières se conclut en 1715; il fut renouvelé et amplifié en 1718.

Ces arrangemens étaient détestables pour les deux parties constitutives des Pays-Bas ; nous avons eu l'occasion de remarquer précédemment que la Belgique méridionale ne pouvait jamais développer ses ressources sous un souverain éloigné, et privée de commerce extérieur ; que d'ailleurs la facilité de la conquérir devait en inspirer le désir à la France ; un roi de France devait être au-delà de la barrière, avant que le conseil de Madrid ou de Vienne eût digéré les moyens de l'arrêter ; ainsi, guerre inévitable, à des intervalles rapprochés, imposée aux Pays-Bas. La Belgique septentrionale, de son côté, n'avait que des pertes à essuyer, sans perspective de gloire et d'avantages, chaque fois qu'il plairait aux maisons d'Autriche et de Bourbon de n'être pas en paix : la république des Provinces-Unies faisait inutilement les frais de la défense de la prétendue barrière. Les forces autrichiennes n'étant jamais suffisantes au commencement de la guerre, ou, ce qui revient au même pour elles, les princes autrichiens manquant du ressort nécessaire pour faire agir leurs forces, il lui fallait prodiguer ses richesses pour les mettre en activité ; et lorsqu'elle prend sur soi le plus grand poids de la guerre, lorsqu'elle en court presque tous les risques, elle doit voir ses alliés en recueillir tous les fruits et se tenir pour bien récompensée si les plus heureux succès lui procurent de demeurer ce qu'elle était auparavant.

M. de Hogendorp (*), en se rappelant l'histoire qu'il connaît si bien, et les causes de la décadence des manufactures et de plusieurs branches de commerce en Hollande, doit être convaincu que la Belgique méridionale, incorporée à sa patrie, en est le véritable boulevard; sans cette conception politique, les ci-devant Provinces-Unies pouvaient, il est vrai, recréer, à l'aide du prince souverain, leurs richesses sur un pied plus stable, mais elles ne pouvaient compter sur une paix durable, ni se croire à l'abri d'une invasion : un fait rapporté par Vandervynckt nous fournira la matière de quelques idées supplémentaires dans une autre note sur le même sujet. *Édit.*

(48) PAGE 428. On ne peut se dissimuler que les Anglais, en s'emparant du cap de Bonne-Espérance, ne nous aient enlevé une ressource précieuse pour notre commerce et notre navigation aux Indes orientales. Nous possédions à cette pointe méridionale de l'Afrique un établissement intermédiaire pour la relâche, la réparation et l'approvisionnement de ceux de nos vaisseaux qui entreprenaient ce long voyage. Cette colonie, qui n'est voisine d'aucune possession des puissances européennes, pouvait s'agrandir indéfiniment et offrait par ses productions nombreuses un aliment supplémentaire à notre commerce lointain. Jusqu'à présent la perte de cet établissement ne nous

(*) Recours à la page 157 de ce volume.

est pas fort sensible, parce que nous sommes en paix avec l'Angleterre, et que notre marine peut y relâcher; c'est néanmoins pour les Anglais un moyen sûr de connaître nos forces et la nature de nos opérations dans nos colonies du détroit de la Sonde, et nous ne pourrions que gagner à nous affranchir de ce contrôle, surtout depuis que, d'après le dernier traité de Londres, notre gouvernement étant devenu seul maître de la grande île de Sumatra et par conséquent des deux rivages opposés du détroit, il est devenu plus difficile aux Anglais de s'assurer positivement du genre et de l'importance de nos expéditions commerciales dans nos colonies des Indes orientales. Nous pensons au surplus que l'intimité qui régnera longues années entre les deux nations, peut rendre toute précaution superflue; si malgré cette considération, la prévoyance préférerait une sûreté dans la chose même, il serait à désirer que le gouvernement formât un établissement, soit vers la côte occidentale de l'Afrique, soit même vers la pointe sud de l'île de Madagascar. Dans le cas où un tel projet se réalisât, notre navigation aux Indes deviendrait non-seulement indépendante, mais encore plus facile, parce que, libres de porter plus au sud, nos vaisseaux éviteraient les passages dangereux du cap de Bonne-Espérance, nommé à juste titre le *cap des tempêtes*. *Édit.*

(49) PAGE 435. Cette note, que nous devrions puiser dans notre auteur, serait excssivement

longue ; elle contiendrait des particularités minutieuses sur des événemens relatifs au ministère du cardinal de Richelieu, et que le lecteur connaît déjà. Vandervynckt s'enfonce ensuite dans une quantité de détails qui ont rapport au siège de La Rochelle en France. Ces digressions n'ayant aucune connexité avec notre histoire, et se trouvant d'ailleurs dans un grand nombre d'ouvrages avec une parfaite identité de faits, nous avons jugé convenable de les omettre ici.

Edit.

(50) PAGE 439. Dans les mémoires de Montresor on trouve une relation du S^r De Fontrailles, qui fut secrètement dépêché en Espagne au nom d'une cabale dont *Monsieur*, frère du roi de France, était le chef, comme il l'avait été de quelques autres. De Fontrailles fait un portrait du comte-duc : il eut aussi ses audiences en carrosse. Il dit de même qu'on ne le voyait qu'assis et il en donne une raison. Il rapporte que debout il était si courbé que la tête lui penchait sur le ventre, au lieu qu'assis il paraissait assez bel homme et avait bonne mine. Ce ministre se fâchait même quand on le surprenait dans une autre position. Il parlait fort bien, avec grâce, et il était parfaitement informé de ce qui se passait en France.

Aut.

(51) PAGE 444. L'auteur dit ici que les Hollandais se voyaient en 1632 le jouet des grandes puis-

sances et de leurs premiers ministres, qui cherchaient à perpétuer la guerre aux dépens du genre humain; c'est ce qui arrive fréquemment dans les gouvernemens absolus, et rarement dans les monarchies constitutionnelles ou dans les républiques : la liste des guerres entreprises dans le sein des premiers états pour d'infiniment petites causes, ou pour des causes absurdes, est-très longue. Là au contraire où l'autorité du chef de l'état est balancée par des conseils nationaux, il ne peut généralement y avoir que des guerres défensives : si l'on oppose à cette vérité l'exemple de l'Angleterre qui, quelquefois a combattu pour l'empire de la mer, il convient d'observer, qu'outre que la monarchie anglaise ne doit être considérée comme réellement constitutionnelle que depuis 1688, l'agrandissement de la France et l'ardeur avec laquelle cette puissance a soutenu à diverses époques, par ses intrigues et par ses armes, les prétentions de la maison des Stuart, ont prescrit au gouvernement anglais de se procurer cet empire, comme étant le seul moyen de prévenir les invasions dont elle était sans cesse menacée. D'ailleurs la guerre de sept ans, commencée pour quelques terres incultes au Canada, et dont les brandons ont incendié une vaste partie du globe, doit sa naissance à la mauvaise rédaction du traité d'Aix-la-Chapelle autant qu'à un entêtement réciproque : la question examinée de près, on ju-

gera peut-être que l'agression, par les Anglais est, plus apparente que réelle : rappelons les faits. Il subsistait entre les deux nations des différens touchant leurs possessions respectives, en Amérique, que la paix d'Aix-la-Chapelle avait laissé indécises. L'article 9 de ce traité, en ordonnant la restitution des conquêtes faites en Amérique pendant la guerre, ajoutait vaguement que *toutes choses d'ailleurs seraient remises sur le pied qu'elles étaient ou devaient être avant la guerre*. Ces termes : *devaient être*, ouvraient une ample carrière aux contestations. Dans les contrées septentrionales de l'Amérique, les limites n'avaient jamais été réglées par aucun traité. Le principal différend roulait sur les limites de l'Acadie, connue aujourd'hui sous le nom de Nouvelle Écosse; elle avait été cédée par l'article 12 du traité d'Utrecht, conformément à ses anciennes limites. Mais quelles étaient ces anciennes limites? Il est assez croyable qu'elles étaient totalement inconnues, puisque chacune des deux nations les fixait à sa fantaisie. Les Français les resserraient dans une partie de la péninsule même, n'accordant aux Anglais que cette partie qui s'étend depuis le cap St^e-Marie jusqu'au cap Canseau. Les Anglais au contraire comprenaient sous le nom d'ancienne Acadie, outre la totalité de la péninsule, toute cette partie du continent de l'Amérique qui s'étend depuis la rivière de Kinibeki jusqu'au

golfe St-Laurent, aux environs de Québec, et de là le long du fleuve St-Laurent jusqu'à l'Océan. On convint de nommer des commissaires pour accommoder ces différends à l'amiable. Leurs conférences s'ouvrirent à Paris dès la fin de septembre 1750; elles durèrent jusqu'en 1755. Cette inouïe temporisation persuada aux Anglais que les Français ne cherchaient qu'à gagner du temps pour donner à leur marine l'étendue et la consistance dont elle avait besoin : en conséquence, ils crurent devoir exercer des hostilités en Amérique; les guerres précédentes de l'Angleterre, depuis Guillaume III, avaient eu pour cause l'ambition de Louis XIV et le fatal autant que faux principe de l'intervention, si malheureusement ressuscité aujourd'hui. Louis XV souffrit et commit ensuite lui-même l'infraction de la pragmatique sanction qu'il avait solennellement garantie à Charles VI, d'où naquit la guerre de 1740 à 1748, à laquelle l'Angleterre prit généreusement part pour Marie-Thérèse.

Après celle de sept ans, la première lutte entre les deux nations s'éleva au sujet des états unis d'Amérique, où, certes, l'Angleterre ne fut pas l'agresseur : tout despotique qu'était le cabinet français, il encouragea la cause des insurgés et finit par les secourir. Le célèbre docteur Franklin avait été envoyé par le congrès à Paris, où il parut d'abord comme agent et bientôt comme plénipo-

tentiaire des Etats-Unis. La France assista d'abord sous main les Américains. M. de Lafayette passa, en 1777, en Amérique, accompagné de plusieurs officiers français. On fournit aux Américains des armes et de l'artillerie d'Europe.

Depuis le traité de Versailles de 1783, le temple de Janus fut fermé pour les peuples rivaux que sépare le canal de la Manche; la révolution française le rouvrit. Quoiqu'elle se développât d'une manière terrible en 1792, l'Angleterre, à la différence d'autres nations, restait calme : les liaisons diplomatiques se continuaient même après la déchéance du roi, lorsqu'il plut à la convention française, dans son décret du 15 frimaire an 2, d'appeler à l'insurrection tous les peuples gouvernés par des rois, n'importe que la monarchie fût représentative ou absolue. C'était là une agression véritable.

Il demeure donc constant que les royaumes composés de nations qui concourent à la formation de leurs lois ne peuvent être fréquemment livrés au fléau homicide de la guerre : celui des Pays-Bas est dans l'heureuse position de ne pas devoir la redouter. Quoiqu'une saine politique lui conseille d'être toujours préparé à la soutenir, à peine l'aperçoit-on dans un avenir très-éloigné; la raison en est que les puissantes nations qui l'environnent, l'Angleterre, la Prusse, le corps germanique, ont autant d'intérêt que lui-même à son in-

dépendance. Relativement à la Prusse, le lien politique se fortifie de la double alliance de famille qui unit les deux maisons. En ce moment, on proclame les fiançailles du prince Frédéric et d'une princesse prussienne. La loi fondamentale de ce pays opposerait aussi une formidable barrière au ministère qui voudrait entraîner le roi dans une guerre que ne légitimerait pas l'impérieuse nécessité. Le commerce vit de liberté : un peuple éminemment commerçant comme le nôtre évitera la guerre avec plus de soin qu'aucun autre : tous la paient de leur sang et de leur argent.

Dira-t-on que la loi que nous venons de citer, attribuant au roi la prérogative de déclarer la guerre, ne laisse aux états-généraux aucun pouvoir de l'empêcher ? Ce pouvoir existe indirectement. En effet, le budget extraordinaire, celui qui contient les dépenses de la guerre, est annal, d'où dérive la conséquence que si une guerre déclarée n'était pas dans le vœu national, les états-généraux en détermineraient bientôt la fin, en refusant les moyens de la continuer, même de la commencer. On connaît la maxime des gouvernemens constitutionnels : *Plaintes et budget se tiennent par la main.* *Edit.*

(52 et 53) PAGE 445. Il résulte des faits historiques rapportés par l'auteur que deux plans furent conçus pour terminer la guerre, et que tous deux visaient à fortifier les Provinces-Unies

par un accroissement de territoire. Ces faits prouvent de plus en plus que, malgré la diversité de gouvernement et les hostilités, les provinces méridionales et septentrionales ont eu une tendance continuelle à se rapprocher jusqu'à ce que la disparité des institutions et des usages ait élevé entre elles un mur de séparation : le dix-neuvième siècle accomplit le vœu du seizième et du dix-septième. Véritablement les Belges et les Hollandais ne sont qu'un même peuple, doué du même génie, du même penchant au commerce, quoiqu'avec des habitudes différentes, ayant en général les mêmes intérêts à soutenir, les mêmes ennemis à redouter, la même prospérité à espérer. De tant de rapports nait une alliance créée par la nature, et qui devient indispensable par le motif que toutes les parties se trouvent parfaitement en contact. M. Le Cocq, l'un de nos meilleurs citoyens, et dont le talent a brillé avec tant d'éclat aux états-généraux, où les suffrages unanimes des Belges ne cessent de l'appeler, avait pensé, dans les premières années de la réunion, que les intérêts contrastaient ; mais ayant vu les choses de plus près, en visitant les provinces septentrionales, et porté un œil investigateur sur les diverses branches d'industrie de la division méridionale, ainsi que sur les secours qu'elles pouvaient tirer du commerce extérieur et de nos colonies, il n'a pas hésité à publier qu'il s'était

trompé. C'est ainsi que son collègue, M. Trenteseaux, non moins recommandable par ses vertus et ses lumières, avait partagé des préjugés contre les Hollandais; mais ayant vécu parmi eux, il a bientôt reconnu leur mérite et déclaré à ses amis qu'il croyait y voir plus de probité que dans les Pays-Bas ci-devant autrichiens. Cependant on ne peut se dissimuler que, sous l'aspect de la simplicité des mœurs, la Hollande ne soit très-inférieure à ce qu'elle était au dix-septième siècle.

Quoi qu'il en soit, Vandervynckt nous apprend que, pendant les conférences sur une seconde trêve, et 15 ans avant la paix de Munster, les Hollandais communiquèrent aux Belges un projet assez semblable à la pacification de Gand. Les dix provinces obéissantes auraient secoué le joug de l'Espagne pour ne composer qu'une république avec les sept Provinces-Unies. La religion devait être maintenue avec toute la protection possible, telle qu'elle était alors exercée. Les provinces seraient souveraines, comme le sont les cantons helvétiques, et comme l'étaient les Provinces-Unies sous l'union d'Utrecht; elles auraient fait des traités concernant le commerce et la défense commune contre l'étranger; l'infante Isabelle aurait été comprise dans l'arrangement pour lui conserver, sa vie durant, le rang, les honneurs et prééminences dont elle jouissait. Il paraît que les plus grands seigneurs du pays, ainsi qu'un

grand nombre de magistrats , approuvaient ce plan.

Mais quand l'auteur ajoute que le prince d'Orange était de cette opinion ; qu'il était le créateur de l'union d'Utrecht , qui , dit-il encore , est une copie de la constitution suisse , il faut distinguer : le prince a dirigé l'union d'Utrecht pour le fond , en ce qu'il voulait arracher les sept provinces aux griffes de l'Espagne ; il appuyait , sous ce rapport , la négociation secrète de 1632 et des années suivantes , qui avait pour but de lui soustraire les dix autres , et de les réunir par une confédération ; mais il avait trop de lumières pour envisager la constitution projetée autrement que comme provisoire. Nous avons montré dans la note 46 que la figure gravée sur la nouvelle monnaie et les explications que le prince en donna , mettait en évidence sa véritable opinion sur la constitution existante. La république helvétique ne pouvait , sous aucun rapport politique et constitutionnel , être comparée avec les Pays-Bas , d'une population compacte et dont les intérêts sont si variés et si compliqués , avec des mœurs moins simples que celles des Suisses. La constitution helvétique n'était donc point un modèle. Ici un pouvoir exécutif fort , remplaçant l'autorité légale du roi d'Espagne et des anciens comtes , était indispensable ; mais le prince , ayant horreur de l'usurpation , attendait du temps et

de la conviction le perfectionnement désiré par les hommes clairvoyans, dont la vue perceait dans l'avenir.

L'état de l'union d'Utrecht était une séparation absolue entre les deux pouvoirs suprêmes; aucun assentiment du capitaine-général n'était nécessaire à la plénitude des lois; d'autre part, il agissait seul et sans inspection habituelle de la part de l'autorité législative.

On n'avait pas réfléchi, en dessinant cette constitution, qu'entre toutes les manières de relever l'autorité exécutive dans un état libre, la plus simple et la moins dangereuse est de lui attribuer une part directe ou indirecte à la confection des lois. On ne peut sans péril borner cette autorité à des exhortations; c'est une active surveillance, qui forme dans les temps ordinaires le mérite distinctif de l'autorité exécutive, et cependant cette active surveillance dégénère aisément en despotisme. La liberté n'est rien moins qu'assurée quand on réduit les dépositaires du pouvoir exécutif à une seule tâche, à une seule ambition; souvent alors ils se plaisent dans le tumulte et les factions, afin de fixer sur eux le premier intérêt, et afin de donner plus d'éclat à leur office. Par la nature des choses, ils aiment aussi la guerre, quand ils ne coopèrent pas à la législation, pour se donner une grande administration sans partage et rendre leur autorité plus libre au milieu des intérêts et des événemens qui attirent toute l'attention.

Aussi, rejetant au loin les erreurs des temps anciens, la loi fondamentale des Pays-Bas confère au roi, qui a la plénitude du pouvoir exécutif, une part à l'autorité législative. Le monarque propose à la chambre élective les projets de loi délibérés en son conseil d'état. Si cette chambre fait des propositions de loi, il leur accorde ou refuse sa sanction, après qu'elles ont été approuvées par la première chambre.

Dans tous les cas, la loi est le résultat de l'assentiment du roi et des deux chambres.

Telles doivent être les garanties de la paix intérieure dans une monarchie tempérée, ou dans une république sagement constituée; le chef du pouvoir exécutif, si l'état est gouverné en république, s'appellera président, ou doge, ou stathouder; n'importe. Les dénominations ne changent rien à une distribution de pouvoirs, puisée dans la connaissance de l'ordre social.

Il est bon de conserver le souvenir de ces principes, puisqu'ils ne sont pas encore universellement reconnus. Le 4 août 1824, le roi de Suède, dans un message au storting de Norwége, se croit obligé de les rappeler : cette assemblée lui refuse le *veto absolu*, sans lequel le roi est exclu de la législation.

Après avoir observé que le refus du *veto absolu* a été l'origine de luttes sanglantes; que la Norwége se trouve ainsi privée d'un défenseur puissant

contre les empiètemens de la législature ; que l'équilibre n'est pas même établi, le roi poursuit en ces termes : « S. M. a la certitude que le peuple veut que la balance soit égale, c'est-à-dire, *que le roi propose et que l'assemblée accepte ou refuse*, ou que *l'assemblée propose et que le roi accepte ou refuse*, en raison de l'intérêt de l'état. »

Vandervynckt rapporte que le cardinal de Richelieu contribua beaucoup à la rupture du congrès pour la réunion des dix-sept provinces. Il *offrit de nouvelles alliances, des augmentations, des subsides ; enfin, il fit des promesses éblouissantes*. Au surplus, le secret de la réunion avait été éventé. Les Espagnols en ayant eu connaissance, ce beau dessein ne pouvait guères être accompli.

Les historiens sont généralement d'accord que le cardinal a proposé aux Hollandais le partage de la Belgique : pourquoi n'a-t-il pas été accepté ? Il valait mieux que la barrière espagnole ou autrichienne ; mais on prétend que les princes d'Orange se sont constamment applaudis d'avoir paré au voisinage de la France. Depuis l'instant où les Espagnols recherchèrent la paix, les états-généraux, de leur côté, se sont accoutumés à croire que c'en était fait de la république, si jamais le royaume confinait à ses possessions : cette idée était le ressort de leur politique ; la France

avait sur l'Espagne l'avantage qu'elle pouvait perpétuellement se ruer sur les Pays-Bas avec toute les masses de ses forces. Comment espérer de lui résister ?

Néanmoins, le faux du principe de la nécessité d'un intermédiaire entre la France et la Hollande se découvre aisément. La décadence de l'Espagne n'était plus équivoque lors de la trêve. Combien peu devait-on compter sur une barrière qu'elle défendrait, lorsque la France l'attaquerait en même temps en Italie, en Catalogne, du côté des Pyrénées. Il fallait donc supposer que la république joindrait ses forces aux siennes ; mais alors cette dernière portait tout le faix de la guerre et la faisait avec le plus grand désavantage, puisque le pays qu'elle défendrait ne lui fournirait rien, et qu'elle n'y aurait pas l'autorité qui décide de la justesse des opérations d'une campagne. D'autre part, pouvait-on bien se promettre que la désunion n'aurait pas lieu entre les Espagnols et les Hollandais ? Était-il raisonnable de se flatter qu'un gouverneur pour le roi d'Espagne acquiescerait aux remontrances et aux avis d'un député des états-généraux ; qu'un commandant espagnol relâcherait de ses droits dans sa place, en faveur d'un général hollandais ? D'ailleurs se faire un point capital de n'avoir pas les Français pour voisins, c'était condamner la république à demeurer toujours resserrée dans le petit pays

qu'elle occupe. Mais puisque le plan de barrière la mettait dans la nécessité d'avoir des forces de terre considérables, d'où lui promettait-on qu'elle tirerait des soldats ? Le partage des Pays-Bas espagnols était ce qui pouvait arriver de plus avantageux à la république. On dirait que nos ancêtres ont pressenti que s'ils le refusaient, la totalité écherrait à leurs descendants, renforcée du pays de Liège, du duché de Bouillon et de la vedette française. O puissance du destin ! tandis que les sept provinces, observe le cardinal Alberoni, auraient fourni des hommes de mer, le Brabant, le Namurois, la Gueldre, le Limbourg et une partie de la Flandre, donnaient les troupes de terre. Le pays subvenait aux frais de sa dépense : c'était une frontière hérissée de places fortes qui couvrait le cœur de l'état et soutenait assez long-temps l'impétuosité française pour l'amortir ou la rebuter. Maîtresse d'une moitié des Pays-Bas autrichiens, la république n'écoutait que ses intérêts particuliers sur la guerre ou la paix avec la France. Neutre, elle l'était sans exception, parce qu'elle n'avait que ce qu'il lui aurait plu d'avoir de commun avec les puissances belligérantes ; elle était d'ailleurs en mesure pour faire respecter sa neutralité. Partie principale dans la guerre, elle y figurait avec supériorité sur ses alliés, que le motif de la réciprocité et leur propre intérêt engageaient à la secourir.

Ces observations s'appliquent avec beaucoup plus de force à tous les Pays-Bas réunis : l'asservissement de l'Europe par la France, sous Napoléon, ayant plus que doublé les moyens de précaution au congrès de Vienne, a fait naître le système fédéral le plus formidable contre cette monarchie. Nous avons eu plus d'une fois l'occasion, dans ces notes, d'en faire ressortir la vigueur, ainsi que de la puissance qui se rattache à nos moyens personnels.

Édit.

(54) PAGE 457. Gustave-Adolphe, roi de Suède, se mêlait déjà des affaires d'Allemagne, et faisait des préparatifs dès l'an 1629. Parmi les alliés qu'on lui ménageait, parut encore, comme un des plus empressés, le même Betlem-Gabor dont on a parlé. Toujours prêt à monter à cheval, il n'attendait que cette nouvelle pour secourir le roi de Suède par ses courses et ses troupes irrégulières; mais une maladie dangereuse, accompagnée de rechutes, le mit au tombeau en novembre 1629; il avait fait un testament aussi bizarre que toute sa conduite l'avait été pendant sa vie. Il donna à l'empereur, au roi de Hongrie son fils et au grand-seigneur Amurath IV, à chacun un cheval richement enharnaché et 40,000 ducats en espèces. Il légua de grandes richesses à sa femme; il voulait la faire régner après lui, sous la protection du sultan, qu'il fit son exécuteur-testamentaire. Elle gouverna en effet la Transilvanie pen-

dant quelque temps, mais elle fut dépossédée par Betlem-Istuan, frère du défunt. Les Transilvains chassèrent encore celui-ci et mirent en sa place George Ragots i.

Le roi de Suède passa la mer en juin 1638; il débarqua en Poméranie vers l'île de Rugen. Il n'avait que douze mille hommes, et il se retrancha dès qu'il prit terre. Le comte de Horn lui amena bientôt un renfort de Courlande, et quelques protestans apostés se joignirent à lui; il écrivit aux diètes de l'empire, publia des manifestes et fit sa déclaration de guerre. Bogeslas XIV, dernier duc de Poméranie, vivait encore. Le roi de Suède le ménagea si bien qu'ils firent ensemble un traité, par lequel le duc reçut garnison suédoise dans ses villes de Damin, Stargard et Wolgast, et même dans Stetin, sa capitale et sa résidence. De-là le roi ayant pris quelques villes, se jeta dans le Meklenbourg, où il s'empara de Rostock. Un de ses grands prétextes, après celui de la religion protestante, était de vouloir rétablir les ducs de Meklenbourg, ses cousins.

Le comte de Walstein avait rendu des services si signalés, que l'empereur l'avait fait duc de Fridlant et de Sagan. Les ducs de Meklenbourg Adolphe et Jean-Albert, ayant été mis au ban de l'empire et privés de leurs duchés, pour avoir concouru à la dernière irruption des Danois, leur duché de Meklenbourg et les états qui en dépen-

daient furent encore donnés à Walstein. Il en prit le titre et les armes, on le traita d'altesse, et il fut quelque temps en possession de ces états. On voit encore de la monnaie frappée à son coin.

Comme il faisait la guerre vigoureusement et que les électors de Saxe et de Brandebourg avaient beaucoup souffert par ses armées, ces électeurs en portèrent leurs plaintes à l'empereur. Son élévation lui avait attiré d'ailleurs tant d'envieux et de jaloux, qu'en 1630 la diète de Ratisbonne pria unanimement l'empereur de congédier Walstein de son service. Il soutint sa disgrâce avec beaucoup de fermeté, sans faire paraître aucun ressentiment. Il se retira près de Francfort, où il médita une cruelle vengeance et des desseins ambitieux, jusqu'à aspirer à la couronne de Bohême et de Moravie.

Deux ans après, la perte de la bataille de Leipsick et les conquêtes rapides des Suédois firent rechercher Walstein, qui, à des conditions qu'il dicta lui-même, reprit le commandement et fut rétabli dans tous ses honneurs et dans son titre de généralissime des armées. Il reconquit en effet toute la Bohême et fit d'autres expéditions fort avantageuses; mais on découvrit qu'abusant de son pouvoir illimité et s'étant rendu à Egra, il débauchait officiers et soldats pour son service particulier. On intercepta une lettre qui dévoilait ses intelligences criminelles et sa jonction pro-

chaîne aux Suédois. Des officiers-généraux, fidèles à l'empereur, avertis depuis long-temps, crurent qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour se défaire par un coup de main de ce serviteur perfide. Deux ou trois officiers qui étaient venus avec lui furent tués dans un endroit où ils avaient soupé. On enfonça la chambre de Walstein, qui, s'étant levé au bruit et debout devant son lit, fut percé d'un coup de pertuisane le 15 février 1634.

Selon les déclarations et les manifestes du roi de Suède, le rétablissement de la maison de Meklenbourg fut le principal motif de la guerre qu'il entreprit, et l'année suivante, par le bonheur de ses armes, il remit effectivement les princes de cette maison en possession de leurs états. C'était l'an 1631 qu'il avait commencé à conclure un traité d'alliance offensive et défensive avec la France; il avait été signé à Berwalde, dans le Brandebourg, le 16 janvier; mais il n'était qu'une feinte pour en imposer à quelques-uns; car le roi était sûr des conditions de ce traité avant de mettre le pied en Allemagne, et la France lui donnait cinq cents mille écus de subside annuel. A l'ouverture de la campagne il pénétra dans le Meklenbourg, où il prit les villes principales, qu'il restitua aux princes. Il passa ensuite en Saxe; les comtes de Tilly et de Papenheim avaient pris d'assaut Magdebourg après un siège. La ville avait été cruellement saccagée. Tilly s'était rendu mai-

tre de Hall, de Mersbourg et de Leipsick. Le roi de Suède arriva près de cette ville, renforcé des troupes de l'électeur de Saxe, qui s'était déclaré pour lui. Les deux armées se rencontrèrent le 28 août et se livrèrent une bataille sanglante, où, après un combat opiniâtre, le comte de Tilly fut blessé et mis en déroute avec une perte considérable. Le roi laissa les Saxons reprendre leurs places, et alla avec son armée en Franconie. Il prit les villes d'Erfurt et de Wirtzburg, et se rendit à Francfort sur le Mein, où il fit séjour.

La victoire qu'il venait de remporter récemment, le rétablissement des princes de Meklenbourg, l'alliance de la France, la prise de plusieurs villes, imposèrent à toute l'Allemagne. C'était le héros du jour; il se fit redouter partout et acquit de nouveaux alliés. L'électeur palatin se joignit au roi, qui lui promit de le rétablir aussi. Les maisons de Saxe, de Hesse et de Lunebourg, ou quelques-uns d'entre leurs princes se réunirent au vainqueur; des ambassadeurs, des députés de France, de Hollande, des villes d'Allemagne conclurent avec lui des traités, des renouvellemens d'alliance et arrêtaient des projets. Cette année et la suivante le roi Gustave parut en conquérant sur le Rhin et sur le Danube : comme il en voulait particulièrement à la Bavière, il y entra par Donawert et y trouva plus de résistance qu'il n'avait cru; il assiégea Ingolstadt, et, obligé

d'en lever le siège, il se jeta sur Munich, qui fut rançonnée. Le duc de Bavière, joint à Walstein, forcèrent le roi à se retirer sous Nuremberg; Walstein entra de-là en Saxe, où il pressa si vivement l'électeur qu'il demanda du secours. Le roi de Suède y accourut et se trouva bientôt à Lutzen, près de Leipsick, en présence de Walstein, qui avait détaché le comte de Papenheim pour quelque expédition et qu'il rappela aussitôt. La bataille commença dans l'entretemps, et ce fut avant ou dans les premières décharges que le roi, voulant aller reconnaître un endroit propre à ses desseins, tomba dans un peloton de cuirassiers impériaux, qui, sans le connaître, le tuèrent à coups de pistolet; il n'avait avec lui que deux écuyers, dont l'un fut tué avec le roi, et l'autre blessé à mort, fut trouvé après la bataille assez en vie pour dire comment la chose était arrivée.

Le cheval du roi était retourné au camp, la selle vide et ensanglantée; le duc de Weimar, le comte de Horn et les autres généraux en concurent un funeste présage, mais ils cachèrent ce grand malheur aux troupes déjà engagées. La bataille continua et fut très-meurtrière; le général Papenheim arriva sur la fin et rétablit les affaires des Impériaux; car les Suédois étaient victorieux, ce qui a fait dire que Gustave était mort au lit d'honneur sans cesser de vaincre. Il est vrai qu'ils gardèrent le champ de bataille, mais cette affaire

ne fut pas décisive, et outre la perte irréparable de leur roi, ils perdirent beaucoup plus de monde que les Impériaux.

Telle fut la fin de ce grand roi, qui, depuis deux ans, avait traversé, comme un éclair, toute l'Allemagne, changé la face de la guerre et fait dominer la ligue protestante. Cette mémorable bataille de Lutzen se livra le 15 novembre 1632. Le roi Gustave-Adolphe était âgé de trente-neuf ans, et ne laissa de Marie-Éléonore de Brandebourg qu'une fille unique, âgée de six ans, qui fut depuis la reine Christine, aussi célèbre dans la république des lettres que dans l'histoire du temps. Nous aurons occasion d'en parler encore dans la suite.

Tous les avantages des Suédois, toute la terreur qu'inspirait le vainqueur, devaient naturellement cesser par sa mort inopinée. On s'attendait d'autant plus à ce changement, qu'une fille de six ans lui allait succéder pendant une longue minorité, toujours à craindre et souvent orageuse dans les monarchies. Mais tout se passa tranquillement; les états ayant été convoqués, le grand chancelier proposa de proclamer la jeune reine et de former une régence.

La jeune reine fut proclamée, et reçut l'hommage de ses sujets. La régence fut formée des cinq grands officiers de la couronne, les bailli, maréchal, amiral, chancelier et trésorier.

La guerre, dans sa situation heureuse, flattait beaucoup la nation au point que la continuation, en fut résolue unanimement. Axel Oxenstiern fut préposé à la direction de cette guerre d'Allemagne, avec une autorité et des pouvoirs si illimités, que de son chef il pouvait faire la paix, la guerre, des alliances et toute espèce d'entreprises. Le général Banier, favori du feu roi, fut nommé au commandement des armées. La reine-mère, veuve de Gustave, n'eut aucune part à la régence. Le roi défunt lui en avait, de son vivant, donné l'exclusion; elle s'enfonça dans les pleurs et le deuil et habita presque continuellement son château de Grispsholm.

Axel Oxenstiern, dont nous venons de parler, était grand-chancelier de Suède et dictateur en Allemagne; l'histoire nous le peint comme un grand homme. L'an 1733 il fit une convocation générale à Heilbron, où se trouvèrent des princes, de comtes, des ambassadeurs, des envoyés, des députés, enfin tous les alliés, confédérés et cliens de la couronne de Suède. On y confirma, on y renouvela tous les traités et toutes les conventions précédentes; on contracta de nouveaux engagements, on forma de nouveaux projets, sous la direction du grand-chancelier.

La guerre continua avec le même succès; le duc de Saxe-Weimar, les généraux Banier, Horn, Torstenson, Sparr et d'autres, poussèrent les opé-

rations avec la même vigueur, et le nom d'une fille au berceau rangea sous ses drapeaux les nations et les puissances. Néanmoins les succès de la Suède furent traversés par la défection de l'électeur de Saxe, qui traita séparément avec l'empereur, et encore davantage l'année suivante par la bataille de Nortlingue. Les Suédois y éprouvèrent une perte irréparable; leur infanterie fut écrasée; on leur fit un grand nombre de prisonniers, entrautres le général Horn. Le canon et le bagage furent perdus.

Cette victoire eut des suites avantageuses pour le parti opposé, qui se renforça par des conquêtes; plusieurs des alliés des Suédois, à l'exemple de l'électeur de Saxe, firent leur paix séparée; d'autres se découragèrent. On peut dire que le changement que le temps amena par suite de cette bataille fit prendre le dessus à la ligue catholique. Les années suivantes cette supériorité se soutint; cependant les Suédois et leurs alliés rétablirent leurs armées; on livra des combats moins décisifs, des villes furent prises de part et d'autre, mais en général le feu de la guerre se ralentissait, et l'on commençait à parler de paix: quelques événemens y donnèrent occasion et matière.

Frédéric, électeur palatin, ce roi d'hiver, qui avait été couronné roi de Bohême à Pragne, privé tout aussitôt de ce royaume, et ensuite de son électorat, avait profité des troubles du temps, et,

par l'assistance des Suédois et des Français, avait repris quelques places au palatinat. Il mourut à Mayence sur la fin de l'an 1632. Charles-Louis, son fils, succéda à ses titres et à ses prétentions. Oxenstiern lui promit de le rétablir et le secourut. Ce prince fit une entreprise en Westphalie, où il s'empara de quelques places, mais son armée y fut battue par le général Hatzfeldt, et ses desseins échouèrent.

Au mois de décembre de l'an 1636, Ferdinand, roi de Hongrie et de Bohême, fut élu roi des Romains à Ratisbonne, et au mois de février suivant, il succéda à l'empire, sous le nom de Ferdinand III. L'empereur son père, de retour de Ratisbonne, mourut de maladie à Vienne le 25 février 1637, âgé de cinquante-neuf ans.

Un mois après mourut aussi à Stetin, Bogeslas, duc de Poméranie, dernier de sa maison, qui existait en ligne masculine depuis sept cents ans. Ses états considérables, selon les pactes des familles, devaient passer à la maison électorale de Brandebourg; mais les Suédois en avaient entre les mains les villes principales, et, pour ainsi dire, toute la Poméranie : loin de s'en déssaisir, ils y renforcèrent leurs garnisons et s'approprièrent ces possessions. A la paix, il fallut indemniser l'électeur de cette perte. *Aut.*

(55) PAGE 461. Nous avons refondu en quelque sorte et considérablement resserré une partie

de ce chapitre; cependant nous nous sommes fait un devoir de n'omettre aucun des faits rapportés par Vandervynckt, et de conserver ses expressions autant qu'il nous a été possible.

Édit.

(56) PAGE 467. A la vérité, il ne reçut point les ordres, et il fut long-temps à faire espérer une branche collatérale, qui eût étayé la monarchie dans la maison royale, prévenu peut-être sa chute et la terrible guerre qu'elle causa en 1700; mais il régnait en Espagne une raison d'état qui confond la sagacité des publicistes : on empêchait, par voie indirecte, les branches cadettes de se perpétuer; on avait fait à la cour d'Espagne, pour le mariage du prince cardinal, des ouvertures qui furent mal reçues. Les maisons de Médicis et de Farnèse, par suite des mêmes maximes, eurent le même sort à chaque génération : on y voyait les princes cadets cardinaux. Par la démission des chapeaux, des frères se sont succédés; mais ces princes se mariaient au dernier moment. Le remède, trop tardif, n'a point produit les effets qu'on en attendait. Les maisons se sont éteintes.

Aut.

(57) PAGE 468. Les Français, qui ne sont pas les derniers à rire aux dépens de leur nation, prétendaient que leurs gens s'étaient servis de leurs éperons pour hâter leur fuite. On attribua par la suite cette défaite à une intrigue de cour.

On répandit que le maréchal s'était laissé battre pour plaire au cardinal de Richelieu, alors malade à Tarascon, et dont la fortune chancelait. Son ami Grammont fit naître cet incident dangereux, afin que le roi recourût au cardinal pour remédier à ce malheur.

Ce n'est ni la première fois ni la dernière que les Français, s'il faut les en croire sur leur parole, ont été battus, parce qu'ils le voulaient bien. Les suites de cette bataille étaient pourtant sérieuses. Les Espagnols prirent Corbie. La Picardie ouverte laissait aux partisans la liberté de courir jusqu'aux faubourgs de Paris, où tout était en alarme : on y fit venir des troupes; on se mit en état de défense, et l'on se rassura peu à peu.

Aut.

(58) PAGE 469. Il est étonnant que ce génie supérieur, qui a fait de si grandes choses pour la France, au milieu du bonheur et de ses succès, n'ait pu réussir à se faire un ami, ni dans le royaume ni au dehors. Je conviens qu'en France l'exécution de ses grands desseins devait lui attirer beaucoup d'ennemis, mais du moins, en détruisant un parti, il devait se concilier l'autre. Il avait ruiné les huguenots; mais ni la cour de Rome ni le clergé de France, ne cessèrent de le craindre et ils lui en témoignèrent peu de reconnaissance. Il en était de même de ses autres desseins: les princes, la grande noblesse et la petite qui en

dépendait, les parlemens, les tribunaux, tous haïssaient sa personne et son despotisme. Il se proposait pour modèle ce grand ministre, le cardinal George d'Amboise, sous le règne de Louis XII; mais il n'est jamais parvenu à cette réputation de candeur, à cette vénération publique, qui subsistent depuis si long-temps après lui.

Au dehors du royaume, parmi les étrangers et les alliés de la France, Richelieu était, comme chez lui, plus craint qu'aimé. Malgré ses avances, ses caresses et ses profusions, on peut dire à la lettre qu'il ne fut servi que pour son argent. Tant de traités coup sur coup avec les Allemands, les Suédois et les Hollandais, marquaient une extrême méfiance, comme trop de précaution sent le dol; toutes ces nations veillaient à leurs affaires, et c'était avec envie et jalousie qu'elles virent l'agrandissement de la France. *Aut.*

A la page 472 se trouve une note portant aussi le n° 58 et relative au roi Gustave-Adolphe et au chancelier Oxenstiern; nous l'avons supprimée comme n'ajoutant rien à ce qui a été dit précédemment. *Edit.*

(59) PAGE 475. Oxenstiern ayant persisté, Grotius fut introduit par le maréchal d'Estrées, qui, dans les carrosses du roi, l'alla prendre à St-Denis, et le duc de Mercœur-Vendôme le mena à l'audience de S. M. avec tous les honneurs et toutes les cérémonies en usage pour l'ambassadeur d'un

roi. Grotius résida en cette qualité près de douze ans en France, et, pendant tout ce temps, il ne vit pas une seule fois le cardinal duc, sous prétexte que son caractère ne lui permettait pas de s'assujétir dans ses visites à l'étiquette du ministre, mais, à dire vrai, pour le morguer. Les affaires en souffraient, puisqu'il ne pouvait travailler qu'avec messieurs de Bullion, de Chavigny et autres du second ordre, et par conséquent sans perdre souvent beaucoup de temps.

Un ambassadeur enfoncé jour et nuit dans son cabinet de lecture, pâlisant sur les livres, solitaire, toujours renfermé chez lui et appliqué à l'étude seule, ne semble pas très-propre à l'agitation, aux intrigues, aux mouvemens d'une grande cour et à la gêne que le cérémonial y impose. Oxenstiern le savait. Le ministre, son protégé, demandait son rappel à chaque dépêche. Je sais, disait Oxenstiern, que Grotius n'est pas dans son élément à Paris; il m'écrit en beau latin les nouvelles des carrefours, et, pour avoir été mal informé, il les révoque ensuite. Cette ambassade nous est assez inutile; mais je le laisse là pour mortifier le cardinal. *Aut.*

(60) PAGE 475. A son retour de France, il s'était rendu à Stockholm, où il trouva la reine Christine déjà environnée d'autres savans qui lui enseignaient, par principes, les langues mortes et vivantes; à peine avait-elle atteint sa majorité;

elle n'avait point encore fait connaître ce génie singulier qui a éclaté durant toute sa vie ; et cette inclination décidée pour les sciences de tout genre.

Grotius fut très-bien reçu , mais pas encore assez bien selon ses idées. Après quelque séjour à la cour de Suède, il en partit, sans prendre congé, pour revoir sa patrie, où les Arminiens étaient plus libres depuis quelque temps.

La reine de Suède, fâchée de cette manière de se retirer, et ne voulant pas qu'un homme d'une telle réputation partît mécontent de chez elle, fit courir après lui pour lui remettre une ordonnance de 12 mille rixdaclers, qu'il accepta sans se détourner, et ensuite il s'embarqua pour Rostock. Arrivé dans cette ville du Mecklembourg avec une certaine suite, et parlant beau latin jusque dans la cuisine, il fut tout aussitôt remarqué, mais sans être reconnu. Il tomba dangereusement malade en cette ville. Les ministres des différentes sectes accoururent pour l'assister. Il les confondit tous sur la plupart de leurs exhortations, et voulant se débarrasser d'eux, il finit par leur dire : *sunt Grotius*. Un d'eux s'écria : *tu magnus ille Grotius*. Aut.

(6.) PAGE 476. Il existe ici un passage de l'auteur qui rappelle la mort du cardinal de Richelieu, arrivée le 3 décembre 1642, et donne des détails sur celle du roi de France Louis XIII, sur l'annulation du testament de ce monarque, et

sur la manière dont la régence fut conférée à la reine. Cette digression n'ayant point de rapport à notre histoire, nous avons cru devoir l'omettre ici.

Edit.

(62) PAGE 477. Cette bataille mémorable de Rocroi se livra le 19 de mai, cinq jours après la mort du roi. C'est dans cette bataille que la cavalerie espagnole, renversée et mise en fuite, après une longue résistance, abandonna l'infanterie. Le comte de Fontana, ce grand général d'infanterie, rassembla toute celle-ci en un bataillon carré, au milieu duquel il était porté sur un brancard ou chaise ouverte, à cause de la goutte dont il était perclus; son bataillon carré fit une telle contenance, que toute l'armée victorieuse s'efforça en vain de l'entamer. On l'attaqua avec du canon sans pouvoir l'enfoncer. Le comte de Fontana y fut tué avec nombre d'officiers, mais le bataillon carré fut admis à une capitulation sur le champ de bataille.

Aut.

(63) PAGE 480. Cette reine avait peut-être une autre raison de pacifier ses états, quoiqu'elle la dissimulât jusqu'alors. Elle avait déjà conçu en idée les différens rôles qu'elle voulait jouer dans le monde; ils étaient fort singuliers; ils ne pouvaient être ni entrepris ni exécutés que dans un royaume en paix; mais il n'entre pas dans mon plan de donner un détail de ses actions postérieures à l'époque dont j'écris l'histoire.

Néanmoins, comme elle a régné d'abord mineure, ensuite majeure, avant le traité de Westphalie, je tracerai une esquisse de son génie et de son caractère, dont la singularité et les contrastes l'ont rendue célèbre, même au-delà de l'Europe. Qu'on s'imagine une jeune princesse spirituelle, passablement belle, née reine par le droit du sang et les vœux d'un peuple alors si belliqueux et si redoutable; qu'on se la représente méprisant sa nation, son sexe, sa couronne et sa religion; pouvant, à la fleur de son âge, épouser les têtes couronnées, ou en couronner une, et renonçant si fermement au mariage, qu'elle quitta plutôt sa couronne que sa liberté; et l'on aura le portrait de cette reine : elle s'est peinte par ses actions, et l'on pourrait lui reprocher sa conduite. Elle abdiqua solennellement sa couronne à Stockholm, en présence des états assemblés, malgré leurs supplications et leurs remontrances, et plaça sur le trône Charles-Gustave, prince palatin de Deux-Ponts, son cousin germain, fils d'une sœur du grand Gustave-Adolphe; elle le fit roi, en refusant constamment de l'épouser. Elle sortit ensuite de la Suède et se mit à voyager dans presque toute l'Europe : elle était habillée en homme ou en amazone; dans toute sa suite il n'y avait, pour ainsi dire, ni Suédois ni femmes. A Bruxelles,

elle embrassa la religion catholique ; mais quelque temps après elle en réitéra l'acte par une abjuration formelle, à Inspruck en Tyrol.

Son séjour aux Pays-Bas fut assez long ; la ville d'Anvers lui plut beaucoup. Elle disait hautement qu'elle aimerait mieux être marquise d'Anvers que reine de Suède. Don Pimentel, ambassadeur d'Espagne en Suède, avant l'abdication, la conduisait et dirigea tout son cortège. Ses grands officiers étaient des marquis florentins ; Monaldeschi était son grand-écuyer ; Sentinelli son capitaine des gardes ; un autre Italien son premier secrétaire. Cette reine a fait deux voyages en France. Les mémoires du temps en ont rapporté les circonstances. M. de St.-Evremont et plusieurs autres parlent du long séjour qu'elle y fit, d'une manière peut-être plus vraie qu'édifiante. Elle y vit les académies, assista aux conférences sur les sciences et les belles-lettres, contracta amitié avec tous les savans, à qui elle fit des présens, donna des pensions, et elle entretint avec eux un commerce de lettres.

Son grand but était le voyage de Rome ; elle s'y rendit, et elle y fut reçue avec une pompe extraordinaire : dans cette ville, on lui offrit, de la part d'un collège ou d'un artiste distingué, une médaille qui lui fut très-agréable, et flattait beaucoup son amour-propre ; on y voyait son

buste avec ses titres. Le revers représentait une couronne royale avec cette inscription : *Non mi Bisogna ne mi basta.*

On lui rendit, dans cette capitale du monde, tous les honneurs qu'elle pouvait désirer ; elle fut en même temps l'objet des éloges, en vers et en prose, de tous les beaux esprits de l'Italie ; mais elle essuya aussi des critiques et des satyres très-piquantes. Son séjour à Rome, ses libéralités et les bienfaits qu'elle répandait, n'ont jamais entièrement apprivoisé Pasquin et Marforio, ces censeurs inexorables. Le premier lui dédia, tous les ans, ses étrennes, *al capo d'anno*. J'en ai vu quelques-unes très-ingénieuses, mais satyriques et caustiques au dernier point.

Elle a vécu à Rome sous cinq papes, et elle fut tantôt bien et tantôt mal à la cour, notamment quand elle s'immisça dans la grande querelle sur la franchise des quartiers en 1660. Voyant que la Suède épuisée ne songeait guères à elle et retardait le paiement des sommes et des fonds qu'elle s'était réservés lors de son abdication, cette princesse retourna dans son ancien royaume par Hambourg et Copenhague. Elle y eut quelques explications vives : après avoir arrangé ses affaires, elle se rendit derechef à Rome et reprit ses études. Elle occupa d'abord à Monte-Cavallo le palais Mazarin, que le cardinal lui avait offert à son

départ de Paris. Depuis elle a toujours logé au palais *Riari alla longara*. Cet édifice, fort vaste, a été embelli par cette reine, qui y avait cette belle collection de tableaux et d'autres raretés que D. Livio, duc de Bracciano-Odescalchi, a achetés après la mort de Christine. Par son testament, elle ajouta sa rare et nombreuse bibliothèque à celle du Vatican, où le pape Alexandre VIII la fit placer. Elle forme un des sept salons dont cette vaste bibliothèque est composée.

La reine Christine est morte à Rome le 19 avril 1689; elle fut inhumée à Saint-Pierre, où l'on voit son mausolée; c'est une pyramide convenablement ornée et portant son buste sculpté en grand relief dans un médaillon. Le dessin de ce monument, qui ne fut achevé qu'en 1702, est de Carlo Fontana.

L'histoire de cette reine tient du merveilleux et du romanesque; mais elle ne fait point partie de la tâche que j'ai entreprise, et elle s'étend beaucoup au-delà de l'année 1648, qui fut celle de la paix et où je dois m'arrêter. *Aut.*

(67) PAGE 492. Pendant qu'on traitait de la paix avec activité à Munster et à Osnabrugh, un peintre flamand, renommé à cause de son talent pour les portraits, quoiqu'il ait fait d'autres ouvrages estimés, se rendit sur les lieux et y séjourna long-temps. Il se nommait Anselme Van

Hulle, natif de Gand. Il était peintre pensionné du prince d'Orange, après la mort duquel il passa, en la même qualité, au service de l'empereur Ferdinand III. Ce peintre, aussi curieux qu'habile dans son art, peignit, avec la permission et le consentement de chaque membre, les portraits en buste de tous ceux qui intervinrent à ces illustres assemblées. L'auteur les a fait graver ensuite en taille-douce, par d'habiles graveurs, et pour les donner au public, sous le titre de *Pacis Antesignani*. On travailla long-temps à ce recueil, et quand il fut achevé, l'ouvrage fut interrompu par la mort de l'auteur : les estampes furent égarées et dispersées, et l'ouvrage même resta profondément oublié pendant 30 ou 40 ans. Ce ne fut qu'en 1697 qu'il fut reproduit par un événement singulier. Quelque temps auparavant et immédiatement après le bombardement de Bruxelles, on trouva dans le souterrain ou dans quelque chambre obscure d'une maison mal-traitée du bombardement, un paquet fort négligé, qui contenait les planches en cuivre de ces gravures, au nombre de 131; elles furent portées en Hollande, et achetées par un imprimeur. Un curieux les ayant ensuite acquises, il les fit imprimer en y ajoutant un frontispice qui porte : *Pacificatores orbis Christiani*. Une préface, en deux colonnes, commence par ces mots : *Petrus Rabus*

Spectatori harum elegantiarum S. P. D. Elle expose en latin et en hollandais comment l'ouvrage est parvenu à l'éditeur. C'est une collection, sans autre texte, de ces 131 belles estampes, sur grand papier, formant un volume. Il n'en manque certainement que trois ou quatre. L'empereur, les rois, la reine de Suède, tous les princes et potentats, les méditateurs, tous les plénipotentiaires et ceux qui conclurent le traité d'exécution à Nurembeg, en 1650, jusqu'au dernier député des villes, y sont représentés. Les portraits sont frappans; ils sont encadrés en ovale, surmontés des armes des souverains; au-dessous sont celles des personnages représentés; plus bas leurs noms et leurs qualités sont écrits en latin, et une devise se trouve ordinairement autour du cadre: les ornemens sont de bon goût. C'est dommage que cette collection ait été ignorée ou perdue, lorsque deux ou trois écrivains ont écrit *ex professo* sur le traité de Westphalie en général, et sur ceux qui y ont assisté en particulier: cette collection leur eût fourni ample matière à s'étendre.

Aut.

(68) PAGE 509. Mazarin, dit l'auteur, reproduisit, mais en vain, le partage déjà proposé des Pays-Bas catholiques. Debrun, ambassadeur d'Espagne, avait contrecarré les mesures des envoyés français. L'auteur et nous-mêmes avons

précédemment mis au jour les nouveaux sentimens et les maximes des Hollandais, qui appuièrent puissamment la sagacité de Debrun, et le mirent en état de tenir tête seul aux deux ambassadeurs français.

Édit.

(69) PAGE 510. Cet opposant était Godard de Reede, seigneur de Nederhorst, président de l'état noble de cette province. Je ne sais s'il prit à cette occasion une devise, ou si on lui en a donné une pour lui faire honneur de sa résistance. Parmi les portraits des plénipotentiaires, dessinés avec leurs devises par le peintre Van Hulle, celui de Godard de Reede porte ce qui suit dans l'encadrement : *Da patriæ benigniter, et non in ira tua dis-junctam Domine, quam signavi coactus, pacem.*

Aut.

(70) PAGE 518. Au jugement de tous les publicistes, le traité de Westphalie, dont les Provinces-Unies prirent l'initiative, fonda, au milieu du 17^e siècle, le droit public des temps modernes; ce ne fut qu'alors que les obligations et les droits des puissances continentales furent authentiquement déterminés. Ce traité assigna la place qui appartenait à chacune d'elles dans la grande échelle politique de l'Europe : il fixa les rapports d'égalité, d'infériorité, de patronage; il établit les règles des secours des forts et des recours des faibles. Il indiqua enfin, par les discussions qui

le précédèrent, et mieux encore par les engagements qui résultèrent de l'ensemble de ses stipulations, le système de conduite politique qui convenait à tous les états, en signalant les rivalités que chaque gouvernement devait craindre et les alliances qu'il devait rechercher; mais presque à la date de ce mémorable traité qui mit enfin un terme à de longues et sanglantes discordes, commence une période de changemens dans les mœurs, dans les lois, dans les opinions : ces changemens altérèrent par degrés les rapports existans de peuple à peuple. Peu après, on vit se former de nouvelles puissances; des états jusqu'alors étrangers à l'Europe intervinrent dans les débats de sa politique. Des nations prépondérantes s'affaiblirent; des gouvernemens subordonnés s'élevèrent au rang de puissances dominantes. De là de nouveaux sujets de discorde; de là de nouvelles guerres et de nouveaux traités.

Dans les négociations de la fin du 17^e siècle et dans celles du siècle suivant, les principes consacrés au traité de Westphalie furent sans cesse invoqués par les états dépendans, par les opprimés, par les victimes de l'ambition; et c'est bien à ce titre que les principes de ce traité ont dû être regardés par les publicistes, comme servant de base aux lois fondamentales du droit public; mais l'autorité de ces lois fut plus souvent théo-

rique qu'effective. Leur pouvoir n'a pas empêché que, sur 176 années qui se sont écoulées depuis le traité de Westphalie ou de Munster, l'Europe n'ait été désolée par 78 ans de guerre.

On remarqué dans l'histoire des deux derniers siècles trois de ces événemens qui, bien étudiés dans leurs conséquences immédiates et éloignées, semblent propres à jeter un grand jour sur le jeu secret des ressorts qui avaient, avant le congrès de Vienne, graduellement détruit en Europe le système du droit public. Ces événemens, 1^o sont la formation d'un nouvel empire au nord de l'Europe; 2^o l'élévation de la Prusse au rang des premières puissances; 3^o l'accroissement prodigieux du système colonial et maritime dans les quatre parties de l'univers. Selon M. Depradt, le traité de Vienne aurait soulevé de nouveaux ferments de discorde; ce qui est plus certain, c'est la sagesse des conventions intervenues entre l'Angleterre et les Pays-Bas; c'est l'attention extrême d'éviter les points de contact, ainsi d'écarter toute occasion de querelle; c'est enfin la philosophie religieuse qui a dicté ces traités, où l'on remarque une aversion décidée pour la guerre, avec l'esprit de modération qui suggère maintenant aux Anglais d'anéantir graduellement leurs lois prohibitives, en prenant pour modèle les principes de notre gouvernement. Ces principes ne sont point en désaccord avec leurs vrais intérêts. *Édit.*

(71) PAGE 519. L'auteur remarque ici que la marine sauva les Hollandais, hors de l'invasion de Louis XIV ; ils gagnèrent du temps par leur contenance sur mer ; leurs alliés anciens et nouveaux purent venir à leur secours. « Maintenant que la population s'est accrue de trois millions et demi (*), les Français, supposés vainqueurs, ne seraient pas sitôt aux portes d'Amsterdam ; les motifs de sûreté s'offrent à chacun, et nous les avons déduits. Notre système d'alliances y tient sa place. Cependant la situation des Pays-Bas, voisins d'une monarchie ambitieuse, forte de 28,000,000 d'habitans, leur a assuré une puissance indépendante de leurs forces de terre ; ce qui était vrai alors, l'est aujourd'hui : aussi le public a vu avec une reconnaissante satisfaction le rétablissement, sur de meilleures bases, de la société de commerce des Indes : l'envoi d'un agent belge près le gouvernement de la république colombienne, présage de nouvelles liaisons de commerce dans ces contrées éloignées ; ceci est envisagé sous le rapport de la marine militaire, à laquelle la marine marchande fournit tant d'hommes d'expérience. Le cardinal Albe-

(*) Les sept Provinces-Unies renfermaient environ deux millions d'habitans ; la Belgique trois millions. Depuis dix ans, la population des Pays-Bas s'est accrue de près d'un demi million.

roni est entièrement de l'avis de notre auteur ; avec une bonne marine et notre empire aux Indes, nous n'aurions rien perdu, même alors que tout serait ou paraîtrait perdu. Voici à cet égard la leçon que l'histoire nous conserve. Trois provinces étaient tombées sous le joug de Louis XIV ; mais la république se releva de ce coup de surprise avec tant de promptitude qu'elle força son vainqueur à abandonner ses conquêtes, avant même qu'il se fût décidé sur l'usage qu'il en voulait faire. Cette disgrâce momentanée laissa si peu de vestiges, et la république fut si loin d'en être abattue, qu'elle osa provoquer le monarque à une seconde guerre, et porter un prince qu'elle aimait sur un trône occupé par un allié dont il se déclarait hautement le protecteur ; elle soutint cette terrible guerre contre la fortune et contre lui. La perte de plusieurs batailles ne put ouvrir sa frontière ; et à peine avait-elle commencé à goûter la paix qu'elle consentit à rentrer une troisième fois en guerre. Elle fut l'âme de cette confédération, comme elle l'avait été de la précédente. Ses troupes et ses subsides furent le principal instrument de l'humiliation de la France ; elle rendit avec usure aux ministres de Louis, dit *le Grand*, les hauteurs que Louvois lui avait fait essuyer, et à Louis *le Grand* lui-même les alarmes qu'il lui avait causées ; elle aida puissamment à pousser

les Français jusqu'à la dernière place de leur frontière. La paix s'est faite et le traité ne lui a pas enlevé la moindre ville de sa barrière. Loin d'avoir perdu ou abandonné à cette époque quelque-une de ses possessions dans les Indes, elle en a acquis de nouvelles, et elle a amélioré les anciennes. Ces faits confirment la preuve que l'alliance de l'Angleterre convient mieux aux Belges que celle de la France. *Édit.*

(72) PAGE 520. La réflexion de l'auteur est profonde et s'applique à toutes les époques: oui, nous le répétons: la Belgique, province autrichienne, ou formant un état à part, aurait eu une lutte terrible à soutenir pour se frayer la route au commerce maritime. Les combinaisons de l'Angleterre tendent à se lier avec un peuple voisin, qui partage ses intérêts et ses craintes; également commerçant et puissance maritime, qui soit assez fort pour, au besoin, apprécier et soutenir son crédit: l'intérêt que l'Angleterre porte à la Hollande a paru tout entier, lorsque l'empereur Charles VI voulut ouvrir le port d'Ostende, afin de former une compagnie de commerce pour les indes orientales. Une guerre générale faillit d'être allumée. Charles VI, craignant l'effet de l'alliance de l'Angleterre avec la Hollande, lui proposa, ainsi qu'à celle-ci de suspendre l'octroi d'Ostende, en

leur demandant de garantir la pragmatique sanction : la proposition fut acceptée et l'Europe désarmée.

Édit.

(73) PAGE 520. Les principes qui portèrent au trône Guillaume III ont élevé la nation anglaise au-dessus des autres : il était naturel que l'illustration de la Hollande s'en ressentît ; ce prince avait été aidé, lorsqu'il entreprit de soutenir le vœu national, par les vaisseaux, les troupes et les secours pécuniaires des Hollandais ses concitoyens : rien de plus touchant que le discours qu'il prononça aux états-généraux au retour de sa glorieuse expédition (*) et le front ceint du diadème : il dit « qu'il avait aimé leur pays dès sa plus tendre jeunesse ; que si quelque chose pouvait augmenter cet amour, c'était la persuasion seule d'avoir trouvé les mêmes sentimens pour lui dans ses compatriotes et qu'il mourrait content, s'il pouvait assurer leur repos. »

En jetant un regard sur le présent, l'on est convaincu que la légitimité qu'un parti en France fait tant valoir en ce moment, n'est autre chose que la doctrine des ultra torys de 1688 : la nomination de Guillaume III et l'inauguration de notre Roi se liant à la constitution par un contrat, fournissent à l'Europe éclairée des garanties soli-

(*) 1691.

des contre les maximes de l'obéissance passive, égide de la légitimité : qui sait dans quel degré d'avilissement l'homme tomberait, maintenant qu'on s'appuie assez publiquement des jésuites et des maximes de l'infailibilité des papes, si ces deux grands exemples ne relevaient les espérances de l'humanité foulée aux pieds en Espagne et ailleurs. *Édit.*

(74) PAGE 521. Le sort qui attend les Belges réunis est prédit par Voltaire et par Mirabeau, dont nous avons transcrit les jugemens, pages 161 et 162 de ce volume, note 28. Les nouvelles institutions, particulièrement celles des dernières années, en prêtant une nouvelle force au gouvernement, sont propres à accélérer l'avenir que deux grands hommes nous promettent, et dont l'ascendant de la république des Provinces-Unies au 17 siècle, vanté par Vandervynkt, est l'avant-coureur. *Édit.*

OBSERVATIONS

SUR

LES PIÈCES INÉDITES CI-APRÈS.

ELLES complèteraient la preuve, s'il en était besoin, de la pureté des intentions du prince d'Orange et du comte d'Egmont, et elles démontrent avec l'histoire qu'ils savaient concilier les devoirs de sujets fidèles avec ceux de citoyens généreux. Ces hommes éminens réunissaient trois qualités : ils étaient membres d'un état constitutionnellement régi, représentans temporaires de la nation et conseillers du roi. Avec quelles armes avaient-ils combattu long-temps les usurpations de la couronne ! N'était-ce pas avec des représentations verbales, de paisibles requêtes, des plaintes modérées ? Quand survinrent les confédérations de Breda et d'Hoogstraeten, le prince d'Orange et le comte d'Egmont se rendirent sur les lieux, mais sans s'être concertés d'avance et sans prendre part à la confédération.

La pièce n° 5 atteste que le président du conseil d'Artois, auquel le duc d'Albe avait demandé son avis particulier sur la criminalité du comte d'Egmont, en lui transmettant les pièces du procès, remarque que les faits relatifs à la confédération et au compromis regardent Brederode et ses

associés , mais non l'accusé comte d'Egmont. Il ajoute sur ce point de la cause que le témoin Prats dépose d'un fait non mentionné dans l'écrit de charges. Cette déposition , dit le président , ne lui paraît d'aucun poids , parce qu'elle est étrangère à l'accusation , parce que le témoignage est isolé , et en troisième lieu , parce que la conséquence déduite par le témoin ne dérive pas nécessairement du fait attesté : la conduite du prince fut en cette occasion la même que celle du comte.

Ailleurs , ce magistrat , qui osait dire la vérité au ministre d'un tyran ; tyran lui-même , exprime une pensée qui mérite d'être appréciée à toutes les époques et devrait fixer l'attention des juges , même au dix-neuvième siècle , dans les nombreux procès pour délits politiques , suite des révolutions , que nous voyons intenter en divers pays : *Il est des faits qui ne prouvent rien ; ce sont ceux qui ne tombent sur aucun de nos sens et dégénèrent ainsi en opinions.* Cette réflexion du magistrat d'Artois s'appliquait aux déclarations nombreuses d'individus qui , sur des indices quelconques , déposaient que si les grands avaient voulu s'opposer à l'insurrection , ils y seraient parvenus.

La véritable , la seule cause peut-être de la guerre civile du 16^e siècle , consiste donc dans l'entêtement de Philippe II à établir l'inquisition.

Le manifeste de 1565 caractérise cette infernale institution : il n'est pas hors de propos de mettre sous les yeux des lecteurs le passage qui la concerne. Vandervynckt l'a omis; mais combien n'importe-t-il pas de conserver, à l'époque où nous vivons, le sentiment d'horreur qu'elle inspirait à nos ancêtres, quand on voit la junte apostolique tenter de la réintroduire en Espagne, et les jésuites, ses ardens sectateurs, rétablis à Rome et en France, tendre des pièges à la puissance dans cette dernière contrée qui nous avoisine ? Craignons que l'incendie qu'ils pourraient à la longue y allumer ne répande sur nos provinces limitrophes et jusqu'au cœur de l'état des cendres brûlantes, qu'il faudrait éteindre par des moyens violens.

« Le tribunal de l'inquisition, porte le manifeste, non-seulement est contraire à toutes les lois divines et humaines, mais surpasse même en cruauté les institutions barbares des tyrans les plus féroces du paganisme; tribunal qui soumet toute autorité à celle des inquisiteurs, réduit tous les hommes à un perpétuel et misérable esclavage, et par les recherches qu'il ordonne, expose les citoyens les plus vertueux à des inquiétudes continues; de sorte que si un prêtre, un ami perfide, un méchant en crédit, le veulent, ils peuvent, au moyen de cette institution, accuser un citoyen quelconque, le faire emprisonner, condamner et exécuter, sans qu'il soit confronté à ses accusa-

teurs, sans qu'on lui permette de fournir des preuves de son innocence. »

Ce tableau fidèle, que nous ont confirmé des ouvrages récents sur l'inquisition, vivement accueillis par l'opinion publique, nous rappelle avec énergie le tribut de reconnaissance que nous devons au Guillaume du 16^e. siècle : il nous attache davantage à celui du 19^e., dont la salutaire vigilance nous préserve de la présence du monstre que la ruse et l'audace entreprennent de ressusciter ailleurs. Dans les Pays-Bas, l'on se gardera bien sans doute de confier à un évêque, comme on le fait en France, le dépôt de l'instruction publique ; plus qu'ailleurs, les ecclésiastiques y sont respectés, mais le sacerdoce est fixé au rang que la nature de ses fonctions lui assigne : ainsi il n'est que bienfaisant. Par cette sage délimitation, et en propageant les lumières, on le dépouille de cet orgueil, de cette sorte d'infailibilité, de cette inviolabilité qu'il s'est souvent arrogés et qu'il a usurpés sur l'ignorance et la superstition. La magnifique dotation dont est gratifiée l'instruction primaire et l'excellence de la méthode, sont de puissantes barrières contre l'influence du jésuitisme. Le peuple sera arraché pour toujours à l'avidité, à la domination des hautes classes de la société et à l'empire des hommes artificieux : l'enseignement simultané est transporté de la Hollande dans la Belgique méridionale, qui n'en

connaîtra bientôt plus d'autre, à l'exception de l'enseignement mutuel, qui est présumé en être le perfectionnement. L'instruction étendue aux classes inférieures de la société, la nation cesse d'être privée des avantages de l'émulation; elle est préparée aux plus grandes choses; en même temps chaque individu est conduit à la connaissance de Dieu et à rapporter tous ses hommages à la divinité (*).

(*) On se formera une juste idée des divers avantages de ces méthodes en lisant le discours de M. le gouverneur de la province de Namur, inséré dans le *Journal de Bruxelles* (septembre 1824); on jugera plus particulièrement la méthode hollandaise, par le rapport de MM. Cuvier et Noël, inspecteurs-généraux de l'université de France, rédigé en 1811; en voici l'extrait :

« Nous aurions peine à rendre l'effet qu'a produit sur nous la première école primaire où nous sommes entrés en Hollande. C'était précisément une de celles que la charité publique entretient pour les enfans des familles les plus indigentes, pour ceux qui, en tant d'autres pays, seraient réduits à traîner leur misère sur les grands chemins, pour y faire le métier de mendiants, en attendant qu'ils aient la force de faire celui de voleurs. Deux salles vastes, claires, bien aérées, y contenaient trois cents de ces enfans, tous proprement tenus, se plaçant tous sans désordre, sans bruit, sans impolitesse, faisant, à des signes convenus, tout ce qui leur était commandé, sans que le maître eût besoin de dire une parole. Non-seulement ils apprennent, par des méthodes sûres et promptes, à lire couramment, à écrire d'une belle main et avec une entière correction, à faire de tête et par écrit tous les calculs nécessaires dans

la vie commune , enfin à rendre nettement leurs pensées dans de petits écrits , mais les livres qu'on leur donne , les morceaux qu'on leur fait copier sont si bien gradués ; ils se succèdent dans un ordre si bien calculé ; les préceptes et les exemples y sont mêlés avec tant d'art , que ces enfans se pénètrent en même temps des vérités de la religion , des préceptes de la morale et de toutes les connaissances qui peuvent leur être utiles , ou les consoler dans leur malheureuse condition. On s'assure , par des questions fréquentes , et en les excitant même à proposer leurs difficultés , que rien de ce qu'on leur fait lire n'est perdu pour leur intelligence. Enfin , des prières ou des hymnes , chantés en commun , composés exprès pour eux , et respirant tous le sentiment du devoir ou celui de la reconnaissance envers l'Être-Suprême , donnent du charme à cette instruction , en même temps qu'ils lui impriment un caractère religieux et tendre , propre à en faire durer les effets. Un maître , et deux aides qu'on prendrait eux-mêmes pour des écoliers , gouvernent ce grand nombre d'enfans , sans cris , sans invectives , sans aucune punition corporelle , mais en les intéressant toujours et en les tenant sans cesse en haleine.

La première vue de cette école nous avait causé une surprise agréable ; lorsque nous fûmes entrés dans tous ces détails , nous ne pûmes nous défendre d'une véritable émotion en songeant à ce que ces enfans , abandonnés à eux-mêmes , seraient devenus et à ce qu'ils étaient ; mais , nous disions-nous , c'est peut-être ici un exemple unique ; le produit des efforts d'une ville riche ou du zèle de quelques citoyens d'une générosité extraordinaire.

On nous prévint qu'à mesure que nous parcourrions le pays , nous reviendrions de cette erreur ; et , en effet , nous avons trouvé partout les écoles primaires sur le même pied , si l'on excepte celles où de trop vieux maîtres n'ont pu encore se dégager de leurs anciennes routines. »

PIÈCES INÉDITES.

N^o 1.

LETTRE DU PRINCE D'ORANGE A LA DUCHESSE DE PARME,
DATÉE DE BREDA LE 24 JANVIER 1566.

L'original, entièrement écrit de la main du prince, se trouve aux archives du conseil d'état, à Bruxelles.

MADAME,

J'AI reçu les lettres de V^{re} Al^{te} par lesquelles elle m'escrit ensemble à ceulx du conseil de mon gouvernement. L'intention de Sa Ma^{te} sur trois poincts me commande bien expressément de faire executer chacun d'iceulx par toutes les plasses de mon d^t gouvernement. Et combien, madame, que n'ay esté requis d'advis en chose de si grand poix et consequence toutes fois comme loyal serviteur et vassal de Sa M^{te} esmen d'ung zele desireux à satisfaire au deuc de mon estat et serrement, n'ay sçu laisser en dire mon opinion librement et franchement, aimant mieulx attendre le hazard d'avoir pour le présent mauvais gré pour mes advertissemens et remonstrances que par ma connivance et silence après l'esclandre et desolation du pays estre noté et blasmé de infidelité, de negligent et nonchaillant gouverneur.

Premièrement quant à l'exécution du consile oires que au commencement il y avait quelque malcontentement et murmuration toutes fois veu qu'on y at depuis adjoustés aucegues reservations je crois que en c'est endroit il y aura peu de difficulté; et quant à la reformation des pretres et autres ordonnances ecclesiastiques n'estant chose de ma vocation je le remets à ceulx qui en ont la charge, et ou il sera de besoigne satisferay au commandement de S. M.

Quant au second point contenant que les gouverneurs consaulx et aultres officiers debvroient à tout leur pouvoir favoriser aux inquisiteurs et les maintenir en autorité qui de droit divin et humain leurs appartient et dont il auraient usé jusques à maintenant.

V A. peut avoir souvenance de ce que les plaintes, opposition et difficultés émeus par tout le pays de par de ça à l'endroit de l'establisement des évesques n'ont esté pour autre regard que de peur que sous ce pretexte l'on taschat introduire quelque forme d'inquisition, tant est non seulement l'exécution mais aussi le nom odieux et desagreable.

Oultre ce peut sçavoir V^{re} Al^e et est cler et notoire à la plupart des subjets et gens de bien de pardeça que Sa Ma^{te} imperiale et celle de la reine Marie ont par plusieurs fois asseuré les inhabitans tant de bouche que par escrit que lad^e inquisition ne se introduirait en ce Pays-Bas, ains serait le meme pais maintenu et rglé comme de toute ancienneté auparavant, voire Sa M^{te} mesmes pour oster cette impression ausd^s inhabitans à faict souventes fois semblable assurance.

Les assurances et promesses susd^t madame ont infailiblement gardés les subjc^{ts} et aultres resseants de tomber en quelque alteration et de ce que beaucoup des gens de bien et de povoir ont alienés leur biens, cherchant aultres plasses de vivre sans crainte d'aucune inquisition, dont consecutivement s'est retenu l'union, tranquillité traffique des marchandises et fournissement de la plupart des finances pour le soutient de la guerre la ou autrement le pais desnüé des inhabitans vassaulx et desniers fust allé proie de ceulx qui y eussent voulu mestrc la main.

Touchant le troisieme point par lequel Sa Ma^{te} vult et ordonne bien expressement que les placcartz faicts tant par l'empereur que par Sa Ma^{te} soient en tous poins et

et articles gardés, ensuivis et executés en tout rigueur et sans aulcune moderation ny connivance.

Madame, ce point me semble semblablement fort dur d'aautant que les placcars sont plusieurs et divers et parsidevant quelque fois limités et non ensuivis à la rigueur mesmes que la misère universelle n'estait si aspre comme maintenant et n^{re} peuple par incitation et practiques de nos voisins non tant enclin à novellité, et de valoir presentement user de plus d'extremité et tout en ung coup avec plus de vehemence renouveler la dite inquisition et passer oultre aux executions en toute severité, je ne puis madame comprendre que sa Mat^e y puisse gagner aultre chose que de m'estre soy mesmes en paine et le païs au trouble, de perdre l'affection de ses bons subjects donnant à ung schascung soubson que sa Mat^e veuille proceder d'aulture piet qu'elle à tousjours assure et démontré, mestant le tous en hazard de venir es mains de nos voisins tant pour les gens qui se depayseront comme pour le peu de fiance qu'on aurat de ceulx qui resteront le tout sans nul profit au redressement de la religion.

Jobmais issi pour éviter prolixité d'allegez plusieurs aultres inconveniens scachant que Sa M^{te} et V. A. en ont souventes fois parcy devant esté tout au long advertis, oultre ce que parlant à correction le temps me semble malpropre pour esmouvoir les cervcaux et humeurs du peuple par trop alteré et troublé par la presente nécessité et chierté des blés et vouldroit à mon advis mieulx le tout differez et remestre jusques à la venue de Sa Mat^e puisque l'on dit quel se prepare pour se trouver pardeça et vouldrois quelle fusse servi de se haster affin que en sa presence fust en tout donné tel order qu'il trouverait convenir pour le service de Dicu, de Sa Ma^{te} repos et prosperité des païs et subjects de pardeça, car en cas de trouble serait le remede plus prompte en sa presence que aultrement.

Si toutes fois Sa Mat^e et V^{re} Al^e persistent et veuillent

des maintenant que l'on ensuive en tout lesd^s poins, voyant clerement et à l'œil qui ne se peut presentement executer sans gran hazart de la totale ruine du païs en quoi peult-estre Sa Mat^e prendroit regard si elle estait issi, je aimerois mieulx en cas que sad^e Mat^e ne le veuille dilaier jusques à la et des apresent persister sur ceste inquisition et execution, qu'elle commise quelque aultre en ma place mieulx entendant les humeurs du plus et plus abile que moi à les maintenir en paix et repos plustost que d'encourir la note dont mois et les miens pourrions estre souillés, si quelque inconvenient advint aux pais de mon gouvernement et durant ma charge.

Et je peult bien asseurer Sa Mat^e et V^{re} Al^e que je ne dis cecy pour ne vouloir suivre ses commendemens ou de vivre aultrement que bon chrestien comme de ce mes actions précédentes peuvent rendre bon temoinage et que j'espere que Sa Mat^e aura cognu par experience que je n'ay jamais espargné corps ni bien pour le service d'icelle comme je desire continuer tant que la vie me durera, oultre ce que si les affaires du pais allassent aultrement que bien à point j'y mestrois (pardessus l'obligation que je dois à Sa Mat^e et la patrie) nonseulement tout ce que j'ay au monde, mais aussy ma personne, ma femme et mes enfans que pour le moins la nature me commande de preserver et garder à quoi plairat à V^{re} Al^e prendre regard, sa tres pourveu et coustumièrè discretion prenant ceste ma remontrance de bonne part comme procedant de celuy qui parle d'ardant desir et affection qu'il a au service de Sa Mat^e et d'obvier à toutes inconveniens dont je prens Dieu en tcsmoing, lequel prie madame apres m'estre recommandé très humblement à la bonne grace de V. Al^e donner à icelle en santé bonne vie et longe. De Breda ce XXIII de janvier an 1566. De V^{re} Al^e.

Tres umble Serviteur.

Signé GUILLE DE NASSAU.

N^o 2.RESPONSE DE LA DUCHESSE DE PARME DU
3 FÉVRIER 1566.

(Archives du conseil d'état à Bruxelles).

MON BON COUSIN ,

J'AI veu ce que par vos lettres du XXIII de ce mois (*) me repondez sur les trois poincts contenus en celles que par charge du roy monseigneur javois nagaires cscript et adressé à vous et à ceulx du conseil de votre gouvernement, et considere tres bien que ce que si particulierement touchez pour votre opinion sur icelles, procede d'ung zele de leal vassal de Sa Ma^{te} desireulx à satisfaire à sa charge et debvoir envers icelle, et certe il me deplait bien que les considerations que mettez en avant sont si prengnantes et apparentes, et que je n'ay le moyen de povoir remedier à plusieurs choses comme bien voudrois, et n'y scaurais faire aultre que de représenter le tout à Sa Ma^{te} ainsi que ferai par les premieres que jescriverai à icelle, et cependant je ne puis delaissez de vous prier de bien bonne affection de vouloir continuer à faire vos accustumez bon offices et affaires de votre charge en quoi desire aussi vous assister de tout mon pouvoir, car encoircs que les inconveniens apparens que representez sont bien notables, si faut il considerer que l'on n'en peut attendre moindres se faisant en ce temps quelque changement du gouverneur de votre province pour l'affection que vous portent ceulx du pays, qui s'en pourraient desconforter, et au lieu de voloir par ce bout remedier à l'inconvenient, l'ont y pourrait tomber d'avantage, et mestre les affaires en plus grand desordre et hazart que paravant. Esperant que par votre prudence sçaurez bien le tout meurement pèser et

(*) La dépêche avait sans doute été minnée à la fin de janvier.

Édit.

considerer, et que continuerez encoires en votre d^e charge, sans avoir regard que je ne vous sçaurez encoires donner aucune asscurrence si Sa Ma^{te} voudra dilayer l'exécution de cequ'elle a escript au regard de l'observance de ses placars et continuation de l'inquisition, bien que je ne faudray comme dict est le tout représenté à Sa Ma^{te} et la supplier pour sa briefve venue, laquelle ne doubte pas prendra regard à toutes considerations proposes et sey resoudra comme la neccssité tant evidente grandement le requiert à tant etc.

(Voyez cy-après, page , une lettre de Jean marquis de Berghes, grand-bailli de Hainaut, du 8 janvier 1566).

N^o 3.

LETTRE DE LA DUCHESSE AU ROY.

4 may 1566.

MONSEIGNEUR,

Comme sur les choses quant aux s^{rs} et gentilshommes qui nagueres sont venus presenter leur requête ainsy qu'il aura pleu entendre à V. M. par ce que luy en ay escriis la veille de Paques derniere, l'on avoit par advis des s^{rs} gouverneurs chevaliers de l'ordre et aultres du conseil d'estat de V. M. trouvé tres neccessaire que votre d^{te} Maj^{te} fust bien amplement et particulièrement advertie de ce que depuis est arrivé ensemble de l'estat en quoi se trouvoient les affaires de pardeça mesmes que à cest effect fussent envoyez divers icelle en diligence et par poste, aucuns desd^s seigneurs ayans esté presens aux consultations qui se sont continuellement tenues sur ceste matière, j'étais mûe de prier et requerrir le marquis de Bergues et de Montigni afin qu'ils voulussent entreprendre ceste charge estans

mesmes personnages si prudes , discrets et tant imbus de tout ce que convient remontrer à V. M. oultre l'affection que j'ay tousjours trouvé en eux tant adonnez au service d'icelle a quoy non obstant beaucoup de legitimes excuses qu'ils alleguent tant pour le fait de leurs charges qu'aultrement à la persuasion toutesfois mienne et des aultres s^{rs} et veullant en chose tant importante preferer le service de V. M. de bien publicq à leur particulier ils estoient enfin condescendûs , mais ainsi que l'on estoit entendant à leur depesche et eux comme prêts pour partir , est advenue de malheur que le d^t marquis dimanche dernier 28 (pensant partir le mardy ensuivant) se promenant avec l'admiral et autres ambas la cour de cette ville et jouant quelques autres à la plaine de la pelle maille a été touche d'un pelotte à la jambe droite jusques à luy avoir desarache une piece de chaire et decouvert l'os de la greve , chose dont par raison j'ay prinse le déplaisir que V. M. peult considerer pour le retardement que ce causera à son parlement et celuy dud^t Montigny , lequel nonobstant tout remontrances et requisitions que luy ay fait de vouloir aller devant avec la depesche attendant que led^t s^r marquis se pourrait un peu refaire et le suivre , il ne sy est toutesfois osé condescendre , ains à prié pour divers raisons par luy alleguées et por l'importance des affaires lequel n'oseroit seul prendre à sa charge de le tenir pour excusé et attendre tant que d^t marquis se pourroit encheminer pour lors pouvoir conjointement faire le voyage n'estant hors d'esperoir selon mesmes ledire du chirurgien que le d^t marquis se pourra endeans dix ou 12 jours mettre en tel estat que pour commencer à cheminer du moins par chariots qu'on mettra de relay tant que en allant sa jambe se pourra refaire pour endurer la poste en quoi se fera tout le possible connaissant ce qu'il emporte qu'ils arrivent tost envers V. M. laquelle peult bien considerer que tant que icelle

sera resolue sur leur charge, l'on demeure cependant par-deça avec plus de liberté que ne conviendrait au fait de la religion et n'osant faire beaucoup des choses pour non donner cause d'alteration.

Tout ce que dessus consideré et pour non plus longuement tenir en suspend V. M. puisqu'a cestuy inconvenient dud^t marquis ne se peult aultrement remedier je me suis par advis de ses s^{rs} du conseil d'état de V. M. resolu de depescher vers icelle le present courier, pour par cette l'advertir de ce que dessus et quant et luy envoyer de ce que es instruction desd^{ts} s^{rs} marquis et Montigny est touché quant au point de l'inquisition et moderation des placcards, aussi copie du coucept d'icelle moderatiou ici concené comme les principaulx de la charge desd^{ts} marquis et Montigny lesquels j'eusse singulierement desiré qu'ils eussent peu tant haster leur venue pour en tcms prendre par Votre Ma^{te} la resolution et obvier à tout ulterieurs inconvenients, car quelques choses que les confederes ayent se vouloir contenir que riens ne se fasse contre la religion ny qu'ils souffriront aucuns actes scditieux, toutes fois il en peult avoir en la comgagnie qui tend à autres fuis, et sur leur support qui sont adonnes à novellites prengnent courage et sont incités d'attenter choses qui apres l'on est en peine de reprimer tant que en plusieurs lieux les bannis refugez pour cause de religion commencent deja à retourner, ce que m'a meu d'y pourvoir par placcart dont aussi copie se joindra à ses depeschies, et se debordent aucuns si avant qu'ils fount imprimer et semer partout livret seditieux qui sera aussy joinct, par ou ils viennent toucher la moderation conceue, taschent et d'empescher la bonne voye qu'on à prins pour remedier aux affaires, et combien que par plusieurs offices je n'obmet de faire tous le possible pour obvier aux dits escrits et publications toutes fois voyant qu'ils profite je suis esté mende

semblablement faire sur ce d'offencer par placcards, et d'ecrire sur ce aux villes principales ce que V. M. verra ausy, par les copies, suppliant partant tres humblement à V. M. qu'il plaise à icelle de bien examiner et considerer le dangier auquel les affaires sont constituées et pour Dieu monseigneur si entre les raisons contenues esdits escrits et que sont ici considerées y eut quelque chose contre son gré, V. M. n'y sy veille alterer ni prendre resolution au contraire tant qu'elle aura oy lesd^t s^{rs} marquis et de Montigny cependant monseigneur j'en voye communiquer led^t concept de moderation aux consaulx provintiaux afin de l'examiner et apres m'envoyer leur avis, ayant ausy donné charge aux gouverneurs des provinces de se trouver en leurs gouvernemens et jllecq en l'assemblée de chacung desd^s états desd^s provinces que pour ce y fais convoker, leur proposer ce qu'ils trouvent à cest effect convenir et les oyr la dessus et facent en cecy les meilleurs offices dont ils se pourront adviser leur remonstrant mesmes estre entierement necessaire pour le service de Dieu et berefice du paix, comme ausy est la volonté de V. Mat^e et la mienne comme sa regante et gouvernante generale pardeça ensemble desd^s gouverneurs des provinces, s^{rs} de l'ordre, ceulx de consaulx estant lez moy et de tous les bons subjects de pardeça que la vraye et ancienne religion et foi cathol^e comme elle a été enseignée, receüe et observée depuis le commencement jusques apresent soit gardée et maintenue inviolablement.

Que pour cets effect avaient cidcvant esté dressées ord^{res} et édites tant par feu tres haulte mem^e la Maj^{te} Imp^{le} que Dieu ait en sa sainte gloire que par V^{re} Maj^{te} et toutes fois en aucuns pointcs trop severes et rigaureuses et qu'il convient tousjours avoir regard que les lois et ord^{res} des princes soient tellement moderées qu'elles se puissent bien executer : il avait esté trouvé par l'advis desd^s gouver-

neurs, chl^s de l'ordre et ceux des consaulx d'estat et privé qu'il convenait y mettre et ordonner une moderation et icelle envoyer représenter à V. M. par lesd^s marquis de Bergues et Montigny et que j'avois bon espoir que V. M. pour sa bonté et accoutumé prudense aussy l'affection qu'elle porte au bien, repos et tranquillité de ce pays se y accomodera de sa part d'autant plus que par cette moderation ne semble qu'il soit fait aucun prejudice à l'anchienne religion, ny donné pied ou faveur à heresie, y joint que tous ceux estant en autorité et puissance tant temporelle que spirituelle jurent solempnellement la conservation, maintenant et protection de la d^e s^{te} foy cath^e.

Leur ayant bien voulu faire part de cecy et leur communiquer led^t concept aussy les oyr ladessus et entendre leurs advis pour gagner tems et en riens retarder la publication et execution du dud^t concept, sitost qu'auray la reponse de V. M. ainsi qu'il plaira à icelle à entendre plus par le menu, par les copies qui s'envoyent avec cestes tant des lettres aux d^s consaulx que instructions sur ce baillées auxd^s gouverneurs des provinces, bien avoit en cecy par aucuns esté considéré si avant que d'envoyer led^t concept communiquer par lesd^s gouverneurs des provinces aux etats particuliers, il ne conviendrait d'en advertir premiers V. M. mais comme de l'autre costel fust allencontre ce pesé que l'on voit les confederes toujours passer oultre et pratiquans gens et villes par ou l'inconvenient eut par dilation peu accroitre d'avantage, il sembloit que plustot que l'on en communiquast avec lesd^s etats particuliers seroit meilleur pour tant mieulx confirmer les principaulx d'iceulx es le contentement que sans doute ils prendront de voir que l'on est après pour faire une si bonne œuvre et comme de surplus votre Mat^e sera informée plus par le menu par led^t marquis de Bergues

et Montigny, lesquels je feray haster le plus qu'il me sera possible et que le mal dud^t marquis le pourra porter, je me deporteray en faire plus de mention en ceste, seulement peult V. M. tenir pour tout asseurée que aux termes ou nous sommes, je ne fauldrois faire tout l'extreme avec la bonne assistence de ces S^{rs} que les choses vaissent le plus que possible sera pour le service de Dieu et de V. M.

Monseigneur je ne puis aussi avec la comodité de ce courier obmestre d'advertir V. M. par ceste que oultre plusieurs insolences et violences dont puis un tems ença ont usé les Francois, dont V. M. a eu advis par plusieurs mes lettres precedentes, mesmes sur la querelle du dueq de Nevers contre le s^r de Malberge à cause de la terre et seigneurie de Lumes, me sont venu devanthier au soir nouvelles que un nombre des gens de guerre francois estoient arrivez au tour la maison et chateau dud^t Lumin avecq artillerie et aultre equipage se laissant à entendre et faisant demonstration d'avoir intention d'exercer quelques hostilité contre la ditte maison, de la ruiner et abattre à terre ce que ma mue même au instant depescher par la poste devers leur chief et conducteur le commissaire Kegel avec instruction pour sçavoir leur intention et estre de tout adverty à la verité selon qu'il plaira V. M. voir par la copie joinete de lad^t instruction s'estant aussi devanthier trouvé le s^r Destu vers moy lequel at esté appelé et s'en doit icy envoyer un aultre en son lieu lequel me dict en aultres par la charge de la reyne mere de France que l'ascord entre les deux maison de Guise et Chatillon était de tout achevé par ou les affaires de France demeureroient paisibles et tranquilles par la France, et que partant le roy de France avoit licentié quelques gentils hommes et gens de guerre qu'il lui avoit faillu entretenir pour sa garde durant leurs querelles lesquelles tireroient

vers la Piccardie et que partant je ne voulusse penser que cecy se fist à aultre intention qu'il ne convient à la bonne voisinage et alliances estant entre vos deux Maj^{tes} et me donnant monseigneur ses fachons de faire des Francois diverses pensées ne scachant ce que pourra succeder de tant plus que j'ai sa plusieurs advertissemens de quelque equipage de bons nombres des navires de guerres que ce feroit par lesd^s Francois en la coste de Normandie, et peult V. M. considérer ce que l'on doit craindre et la facilité que les francois auroent de se saisir de quelque place et encoires de Walcheren et mesme de la ville de Vlissingen en Zeelande qu'est en bien mauvais estat, comme piecha à esté escrit à S. M. et le bolluart de Kauburg qui tombe par terre, et aussi est venue ici le sieur de Billy gouverneur de Philipville pour me faire remontrance de la nécessité de lad^e ville et du dangier ou elle le retrouve parquoy tout ce que dessus considéré qu'il n'y a moyen pourvoir de ce costel, supplie à V. M. tres humblement quelle soit servie à plustot respondre à mes lettres et envoyer la provision necessaire pour obvier aux inconveniens si apparens ou nous pourrions nous trouver à faulte de ce tomber, et ne nous laisser ainsi plus longuement expose à la misericorde de nos voisins sans dequoy nous pouvoir defendre et me recommandant monseigneur à la bonne grace de V. M. je supplie le createur qu'il luy donne avec toute prosperité tres heureuse vie et longue. De Bruxelles le 4^e jour de may 1566.

AVIS DE PIERRE ASSET,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ARTOIS,
SUR LE CÉLÈBRE PROCÈS CRIMINEL DE LAMORAL,
COMTE D'EGMONT.

N^o 4.

N. B. Cet avis est adressé au duc d'Albe. Le président Asset était l'un des membres du conseil des troubles. On voit par les premières lignes que le duc d'Albe l'avait chargé de lui donner par écrit son opinion, qui tend partout à absoudre le comte d'Egmont du crime de lèse-majesté. Asset examine la question suivant l'ordre des articles de l'écrit des charges, qui se trouve page 24 du 1^{er} vol. du Supplément de Strada. Edition d'Amsterdam. 1729.

Ut Suæ Excellentię jussis præsentis opinionis scriptor obediat, quâ declarat quid de causâ vertente inter Suæ Majestatis procuratorem ex unâ parte, accusatorem, et generosum comitem Egmondum ex alterâ, criminis lesæ majestatis reum sentiat, quæ sequuntur permittit. Primò quod de omnibus rebus, tam forensibus quam politicis, tria sunt quæstionum genera, an sit, quid sit, quale sit; prima probationibus expeditur, unde sunt tituli de *probationibus, testibus, fide instrumentorum*, etc.; duæ aliæ explicantur per partem boni et æqui, quamobrem hunc ordinem sequar, quo primum tractabo, si facta posita probata sint? Si probata, quid unum quodque factum sit? Postremo quale sit? *Verum*, quoniam in hac causâ quæstio sit criminis lesæ majestatis, præsupponam primùm, quid in hoc crimine veniat, an dolus, an etiam lata culpa quæ dolo æquiparatur. Duplex est dolus, malus et bonus, malus est omnis calliditas, fallacia, et machinatio ad circumveniendum, fallendum et ad alterum decipiendum, adhibita *L. 1^a 3^o dolum ff. de dolo malo*: dolus autem bonus

Tome IV.

21

solertia est quam contra hostes quis machinatur; *Da L. 1* Dolus ille malus is est qui in hoc crimine requiritur et per totum titulum *ff et C. de crim. lesæ majestatis*. Lata culpa quæ in civilibus dolo æquiparatur, non sufficit, quin ex dolo agitur ad pœnam corporalem *L. 3^a ad leg. corn. de sicariis, secus ubi ad pecuniariam*, plene, *Barthol., in lege, ff. quod depositi*.

His præsuppositis, articulos aggrediar quos secundum factorum connexitatem cumulabo; demum in eorum distinctione ordinem trium quæstionum præsuppositum sequar.

Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6. Primi hi articuli accusationis concernunt quæ facta sunt in personam illustrissimi cardinalis, propter quæ Regius Procurator hunc reum criminis lesæ majestatis accusat, quibus visis, responsisque ipsius Comititis, demùm probationibus per procuratorem factis, scribenti nulla sufficiens factorum probatio videtur, quæ tanta sit ex quâ argui possit hunc comitem criminis lesæ majestatis convictum esse, si nihilominus hos articulos sufficienti testimonio probatos quispiam dicat, attentâ rei confessione. Videndum an delictum in se habeant et quale sit. Quod hæc facta delicto careant asserere non ausim, cum delictum sit nomen generale, omnesque a bono declinationes contineat; majores enim et minores offensas continet. Quamobrem videndum si offensam talem commiserit quæ sub crimine lesæ majestatis comprehendi possit. Nam *Lex. quisquis C. ad leg. Jul. Majest.* tractans de factionibus in viros illustres qui consiliis supremorum principum adsunt, solum statuit cum tales factiones in necem ipsorum virorum illustrium fiunt. Quo fit, cum hic nulla factio in necem ipsius cardinalis probata sit, imo nec posita ex his articulis, argui non possit quod is reus lesæ majestatis crimen commiserit, neque crimen publicum.

7, 8, 9, 10. Alios sequentes quatuor articulos cumulabo per quos reo objicitur, quod melius res suæ majestatis, illustrissimo cardinali digresso, gestæ non sint, imo pejùs: quod negotia rei quæstoriæ in privato consilio tractari debere proposuerit. Ideòque de privato consilio fieri voluisse, unde ejus et suorum intentio eo tendebat, ut sua augeretur authoritas, regia autem minueretur; tametsi super eis producti sunt plures testes, nihilominus minime probati videntur, quoniam testes de auditu alieno loquuntur. Veruntamen ubi facta in eis posita, probata videntur, cum sub ipsis factis crimen lesæ majestatis, cujus nunc est quæstio, comprehendi non possit, accusatio vana videtur ad fines prætensos per actorem, quoniam dolus malus hic probatus non sit quo necessum sit, et dolum malum *C. de dolo malo*. Ubi dolum malum, ex indiciis certis, insidiis perspicuis probare necesse sit, nemo autem ex consilio nisi dolo tenetur.

11. Undecimo articulo quo reus accusatur, quod *Bredæ* cum aliis heroibus convenerit mense martio anni 1565. Quod hinc *Hoostratam* venerint, ubi de supplici libello tractaturi, et quæ in articulo continentur, ad hujus facti probationem plura adducuntur. Primò responsum ipsius comitis, qui se Hoostratæ fuisse fatetur, causis et rationibus per ipsum adductis. Producitur *Dus de Vitters* qui de facto extra hunc articulum deponit, quippe *Bredæ* et *Hoostratæ* tractatum fuisse de milite colligendo dicit; fatetur tamen testis colloquio seu conventui præsentem non fuisse, sed solum hoc a Ludivico comite audivisse, sic solum de auditu alieno causam reddens. Producitur extractum ex depositione *Dandelot* de 22^{dâ} die mensis maii anni 1567, per quod extractum constat ipsum *Dandelot* *Bredæ* fuisse, inter quos reus nominatus non est. Dicit iterum libellum repertum fuisse atque heroes versus *Hoostratam* vidisse iter arripere, reumque *Hoostratam* venturum audivisse:

Producitur comes de *Migrotis*, qui de hoc articulo se scire nihil dicit quàm quod reus *Bredam* non ierit, verum *Hoostratam*, a comite Balembugo vocatus. Ejus autem profectionis faciendæ a suâ celsitudine licentiam pro tribus solum diebus obtinuisse refert. Prats secretarius dicit andivisse, et publicum id fuisse, quod comes et princeps *Juliarum* versus ducem *Ctiventsem* progressi essent. Leonardus de Taxis dicit, quod conventionis *Bredæ* atque *Hoostratæ* factæ de afferenda supplicatione rumor divulgatus est. Productus est et *Vendeville* ex quo detectum, quoad præsentem articulum, quod in eo contenta audinec dici nihil exprimit: productus est etiam comes *de la Verna* qui dicit quod a tempore hujus conventûs hæretici se ostentaverint; ex prædictis videri potest quod testimonia huic articulo parum quadrent, ac ipsum probent; quodque ultra confessionem à reo factam nihil probent quam quod *Hoostratæ* fuerit, cujus comitis confessio in expositis confirmata est per comitem *Migrots* qui dicit eum tantum *Hoostratæ* fuisse, non autem *Bredæ*; quorum dictis assentiens est *Dandelot* depositio, in eo quod reus *Bredæ* non fuerit, unde si *Villers* depositio vera non sit in eo quod deponat reum *Bredæ* fuisse, tametsi hic locus, ut ex depositione *Dandelot* videri potest, destinatus esset, ut de supplici libello tractaretur, quodque ea ratione vocatus esset ut *Bredam* veniret: sic ipsius de *Villers* depositio minime considerata venit, quia nimirum non deponat quod reus *Bredæ* non fuerit, quamobrem de milite colligendo tractatum fuisse, reo præsentem, dicat, nulla ei fides adhibenda, eoque minus, quod de facto extra articulum deponat; nulla etenim in articulo fit mentio de milite colligendo, solusque de hoc facto testimonium profert, nullamque sui dicti rationem adferens quam de auditu alieno, ab hoc non omni exceptione majore, nam is testis a Ludovico comite andivisse dicit, qui Ludovicus ejusque frater

Oraniæ princeps, inimici huic reo facti sunt, quia suis factionibus, ut optabant, non consenscrit. Quod ex *Bacquezelii* depositione manu propria factâ, elici facile potest; unde fit, aliisque rationibus brevitatis causâ omissis, nihil hic probatum esse quod reo nociturum sit.

12, 13, 14, 15. Quatuor sequentis articulis *Brederodanum* et confederatos accusat procurator, quibus non respondet reus. Ad ipsorum probationem inducitur depositio *Devillers* et *compromissum*. Iterùm depositio secretarii *Prats*, qui de milite collecto per alienum auditum deponit. Similis depositio *Vandeville* inducitur, et *Andræ de Ciconia*, cum tantum hujusmodi facta probatio solum respiciat *Brederodanum* suosque consocios, nihil faciat contra hunc reum. Ultra hæc tamen *Prats* deponit de facto in his articulis non posito, cui reus respondet, scilicet quod *Brederodanus* ante rei oblationem, domum ipsius rei venerit, quodque hi duo *Brederodanus* et reus intrarint vestium custodiam, postea quod papyrus et atramentum quæsierit *Brederodanus*; ex quo inferre nititur quod hi duo de supplici libello communicaverint. Scribenti hæc depositio nullius momenti esse videtur. Primo, quod extra articulos est facta, super quibus productus testis deponit; secondò, quod solus hic hujus facti testis; tertio, quod ipsa depositio necessariò non concludat illationem illius testis, nam esto quod communicaverint, de alio negotio communicationem habere potuerunt: quamobrem cum hoc non probat esse, quod ab alio contingit, ab eisdem dictum hujus testis nihil concludere potest.

16, 17, 18, 19. His articulis proponit regius procurator tres ipsius Rei servos oblationi supplicationis præsentibus fuisse, quodque octo diebus ante oblationem scivisset *Bacquezelnum* compromissum subsignasse, nihilominus suam majestatem certam hujus compromissi non fecisset reus. Item quod in suis servitiis ipsos tres servos

retinisset ; quodque reus suam celsitudinem pluribus modis intimidaverit ; contra quos articulos reus multas excusationes proponit. Procurator regius ad ipsorum factorum probationem inducit secretarii Prats depositionem , quâ dicit certò tenere et credere hos tres prædictos oblationi adfuisse, vero reum contra eos indignatum fuisse, imo contra dominum Destambouches stomachatum esse, qui ea ratione postea confederationi renuntiavit. Comes Migrolis prædictos oblationi adfuisse, Villers scilicet, Lecoq et Leeftal deponit. Bacquerselius in suis responsionibus fatetur scivisse comitem libellum ante oblationem ipsius, sed quod de compromisso nihil antea scivisse in tortura tantum videtur (ut de his quæ præposita sunt intellexit scribens) Bacquerselius confessus fuisse quod ante præsentationem verba cum reo fecisset : hæc sola depositio Bacquerselii videtur aliquid contra facere, verum cum solus sit nec omni exceptione major, varius in prædictis depositionibus et postremò in tortura factâ sit, scribenti non sufficiens videtur.

20, 21, 22, 23. 24, 25. Multa per hos sex articulos ponit actor, contra quos plures excusationes à reo producuntur. Super his secretarius Berthy producitur, quod verborum vigesimi articuli non meminit, verum generaliter loquens audivit, si sua majestas in medium se non proferret, domum reverterentur. Prats reum se excusantem dicere audivit, quod domum reverteretur donec sua majestas præsens esset ; loquitur de portâ urbis non aperiendâ confederatis. Migrols dicit clarum esse quod si Egmondanus et alii voluissent, confederatis benè obstitissent. Leonardus de Taxis dicit heroes multum officium fecisse dempto reo, qui Flandriæ et aliis qui sui regiminis essent, arma abstulit. Andreas de la Veba pro certo tenuit quod si Egmondanus et alii voluissent, imo duo solum, benè hostibus restitissent. Villers dicit quod Egmon-

danus assecurationem dedit hac conditione quod compromissum non excederent. Villers et Bœurg tres magnates reum, principem Oraniæ et Horanum comitem venisse in domum Cullembergensem, praudio durante; per Bacquerselium probare contendunt vigesimum tertium articulum qui de ejus protectione ad sanctum Trudonem verba facit, et per Vaudeville et Villers vigesimum quartum qui de assecuratione loquitur, et per Bacquerselium. Ipsi plures suprâ his adductæ sunt probationes, facta tantum diversa sunt, quoniam quædam non consistunt in factis quæ probari possunt per unum quinque sensuum; quamobrem qui de his deponunt, magis judicium et opinionem dant quam testificantur, et hujus modi testimonia sunt illorum qui dicunt: si magnates obstare voluissent, id facile potuissent; id enim in nullo quinque sensuum hominis consensus, sed de solâ animi sententiâ.

Sed de futuro loquuntur qui aliter accidere posse, quoniam putant vel suo concipiunt omine; futuri enim eventus dubii sunt; quamobrem talium testimonia non prosunt intentioni procuratoris, eò que minus, quod hi testes de solo reo non judicant, sed conjunctim de omnibus magnatibus. Uuius autem tantum testimonium de duobus dominis, scilicet de domino Egmundano et principe id factum fieri potuisse affirmat: ex quibus verbis concludendum quod is reus solus obsistere non potuisset; unde fit quod talium testium productio huic reo non noceat.

Quædam alia facta, quamvis etiam probata forent, qualia sunt alia in prædictis articulis posita, securitatem Dufflæ datam concernentia, non tantum tanti effectus sunt quod possint hanc securitatem in crimen læsæ majestatis inducere, non etiam si late securamentum a reo et principe Oraniæ datum sit: id potuisse videntur quoniam jussu celsitudinis suæ Dufflam inière, ut vigesimo articulo suæ responsionis ad facta procuratoris regii ponit ipse reus, et

quæ ibi per eos facta sunt, non minus ibi ejus jussu facta fuisse : quod ex instructione a suâ celsitudine eis datâ facile videri potest, nam post specialia insertum est ultimo articulo ut omnia possent quæ ad effectum bonæ executionis negotii per eos suscepti servirent, ad conservationem boni et tranquillitatis horum regionum et subjectorum : per quæ verba eis potestas data videtur, sicque in securitate dandâ, per eos nullum delictum commissum esse : plura postea in resolutione dicentur, maxime contra coniventiam quam reo objicit procurator regius articulo Vigesimo primo.

Si quispiam ultra id ex responsione Bacquerselii factâ super 47° articulo et ex depositione factâ super 139° fol. 12 ejusdem responsionibus, ubi scilicet fol. 7. Bacquerselius interrogatus quid Dufflæ factum esset, post aliqua recitata his verbis dicit : atqui præfati deputati egerunt gratias nomine confœderatorum dominis, principi Oraniæ et comiti Egmondano, quod illis jussissent insinuari per eum quod nulla eis fieret injuria, si modo manerent in terminis libelli supplicationis ; et ex verbis ejusdem responsionis super 139° articulo fol. 12. quo ipse Bacquerselius interrogatus sequentibus : an comes Egmondanus jussisset offerri confœderatis quod si non excederent libellum supplicem et compromissum, paratum se eos adjungere et mori pro tutela confœderatorum, dicit quod sic, et quod dictam oblationem per captium replicet dicatque, quod non solum Dufflæ de quâ in ejus discussione facti fit mentio, sed etiam ante profectionem Dufflæ factam, sic ante instructionem a suâ celsitudine datam ipsi principi Oraniæ et comiti Egmondano ; hæc prior securitas oblata ante ipsam instructionem solum accusari non possit per allegationem illius instructionis.

Insuper consideranda tempora eorum tam quæ Hoos-tratæ gesta sunt, quam oblationis libelli supplicis atque

conventus facti apud S. Trudonem ; et huic oblationi ita respondetur et etiam quod si se habcant hæ responsiones facile quamobrem integræ accipiendæ sunt , nec minus eo quod Dufflæ conventum est , ut ergo integræ accipiantur , addendum est prioribus verbis (post hoc scilicet si manerent in terminis libelli supplicis) nomine vero suæ celsitudinis prædicti domini dixerint , cum audivissent in S. Trudone confæderatis metum incussum fuisse , quod vel armis vel alia ratione opprimerentur , essent eâ de re securi , idque fide datâ suam celsitudinem hæc promississe. Nescit testimonia alia ibi tractata fuisse ; propterea dicit scribens integram responsionem accipiendam , quia sic dici potest quod ex ipsomet responso Comes , non ex scripto ne nomine suo securitatem hæc dederit sed nomine celsitudinis ducissæ , unde fit quod dando hanc securitatem nomine suæ celsitudinis , huic reo ex suo capite nec de hac responsione crimen læsæ majestatis objici non possit , quoniam hæc responsio sive confessio integra accipi debet , et non unica pars , alia rejecta ; et si hæc confessio satisfacere possit responsionibus Bacquerselii , nihilominus dicit scribens quod ex posteriori ipsius Bacquerselii responso super dicto 139^o articulo cognoscitur scopus illius Comitis et quo tenderet , scilicet ad pacificationem , quia interrogatorii quo quæritur quid volunt sibi hæc verba in eadem minutâ (scilicet quod dicta declaratio supra modum placuerit comiti Egmondano , qui jusserat offerri confæderatis si quis contra eos vellet tentare , esset paratus singulis horis se jungere et mori cum illis) Bacquerselius avertit rationem interrogatorii , et aliam causam reddit quam contineat interrogatorium : etiam dicit interrogatorio satisfaciens quod domino Egmondano placuit quod juratum et declaratum fuisset neminem velle excedere limites et terminos libelli supplicis , ex quibus clare constat quis fuerit scopus hujus accusati : unde fit , tametsi Bacquerselius

tantum postea, sequenti scilicet interrogatorio confiteatur dictum accusatum fuisse, oblationem curasse per eum fieri, quod nihilominus inde posset argui hunc reum hanc assecurationem dedisse nomine suo, neque in eo hac occasione dolum esse: his quadrabit temporum consideratione, primo tempus profectionis Hoostrotam quæ in factis ponitur quod tractatum et in terminis positum sit de reliquenda patriâ, vel milite colligendo, quæ quidem profectio, ut ex pluribus locis processus videri potest, fuit prior oblationi libelli supplicis; oblatio autem de 5^a aprilis facta est; dicitur in eâ tractatum de milite colligendo: de eâ militis collectione is Comes fecit suam celsitudinem certiorum, ex quâ certioratione curat celsitudo impedire collectionem militum, prævidens eum conventum confederatorum in junio sequenti futurum esse apud S. Trudonem, atque timens ne cõ tendat scopus ipsius conventus, sollicito animo tendit ut hæc collectio impediatur; quo fit ut deputet Oraniæ principem et comitem Egmondann ad Dufflanam conventionem, ut hoc modo impediatur hæc militum collectio; expeditur instructio de quâ superius facta est mentio: quæ Dufflæ sunt virtute hujus instructionis facta sunt, nec minus credendum priorem oblationem securitatis fieri jussam per Bacquerselium euntem ad S. Trudonem, factam fuisse jussu suæ celsitudinis; quoniam sic fuisse factum deponit, eoque tempore quo ibat ad S. Trudonem; quo tempore scilicet conventus S. Trudonis, itum est per deputatos ipsius conventus ad Dufflam, et deinde per dictos deputatos apud S. Trudonem reversum, ex quibus facile conspici potest quod non minus hæc prior oblatio facta sit jussu suæ celsitudinis quam posterior quæ Dufflæ facta est: sicque eo capite reus non sit convictus hujus læsæ majestatis crimine.

26. Vicesimus sextus articulus continet propositionem factam apud S. Trudonem, cui non respondet reus quia suum factum non est.

27, 28, 29, 30, 31, 32, 33. Quoniam facta his articulis contenta per dictam securitatem vel salvaguardiam (ut termino procuratoris utar) concernunt de quâ supra dictum est, et sequenti articulo dicetur, scribens ad jam dicta et dicenda remittit.

34. Etsi hic articulus pauca verba contineat in ejus tantum discussione et consideratione, multa considerata videntur, nam hoc articulo in factis ponit procurator, quod is reus consilium plurimorum nobilium, qui vi secularis resistendum opinabantur, sequi renuerit, ad ejusque facti probationem addunt testimonium Mandeville, qui armis resistendum consulebat; plus a reo dicit audivisse: nullum melius consilium fore ad compescenda populi arma, quam si contra populum ad suas prædicationes sine armis enter vi non uteretur. Scrupulus hujus facti in hoc consistit an utilius sit populum amica manu reducere quam vi armorum et sanguinis effusione; quoniam longe foret ad utramque partem disputatio, ut brevior sit hujusmodi discussio et ad eam partem æquior, ratione quæ magis persona scribenti videntur, protrahet rationesque adducet quibus monetur. Civibus enim utrimque pugnantibus sola civium fit sanguinis effusio, secus autem cum per cives contra communes hostes certamen confertur; concivibus enim contra extrancos hostes pugnantibus, non se cives mutuo perimunt, sicut fit civibus inter se pugnam capescentibus. Ipsorum principes maxime honori habiti sunt, qui conservandorum suorum civium studiosi fuere, inter quos summo honore habitus est Antoninus-Pius imperator 16^{us}, qui sæpe dixisse fertur, esse honestius à cæsare unum civem salvare quam mille hostes occidi. Defunctus piæ memoriæ Carolus quintus imperator et rex noster a fratre Alphonso a castro remorensi laudatur quod sua Majestas rebellionem gentis ferocissimæ tantâ prudentiâ represserit, quodque gloriosum de his sine sanguine trium-

phum assecutus sit, illa, inquit, apud omnes semper fuit gloriosior atque celebrior habita victoria quam minus cruenta fuit : quæ refert reverendus Antonius de Cuenevra Caroli V imperatoris concionator atque chronographus ex epistolâ clarissimi admiralis rei clarissimæ navalis præfecti decimâ tertîâ, tomi tertii, quâ prædictus præfectus post relatas militum tam peditum quam equitum cohortes, munitiones que ad bellum in eos qui in Hispaniâ rebelles esse ut paratas, his verbis inquit : non has vires expectavimus ut alios rebelles scilicet ad arma deponenda urgeremus ad eaque reddenda quæ supra regem et alios particulares occupassent, et adhuc ligatis manibus id faciant sine unius guttulæ sanguinis effusione ; talis, inquit, fuit nostra intentio, at non eos jugulare : in epistolâ itcrum ejusdem tomi dicit : interea, inquit, expectamus tanquam autem nostram salutem, quod si de unionc in exactionem veniant, tametsi vires eorum numeris multò fortioribus nulla ratione assimilari possint, ne contra eos pugnenius quos manu tenendos et defendendos habeamus. Ex eadem epistolâ plures deduci potuissent ad hoc tenentia quod hujusmodi tumultibus effusioni sanguinis ubi potuit, parcendum sit. Quâ de re, si istius rei intentio similis fuit intentionis prædicti admiralis qui vires copiosissimas habebat, hic autem reus nullas adhuc, neque militis colligendi nervum, non mirum, si hoc saniori consilio usus sit, quam eorum qui vi et armis hanc populi repressionem consuluissent. Si recentioribus exemplis hæc opinio firmanda sit, vicinorum nostrorum decentia his protinùs annis facta speculemur, qua arte, quam prudenti consilio (tametsi arces utrumque ad prælium paratissimas haberent) a pugna, ut suos cives servarent, abstinerint. His rationibus prætentarum rerum prospectis exemplis facile colligi potest quod hic articulus probationesque ei consentientes pro reo parum obstare possent.

35. Hoc articulo reo objicit actor morositatem fidelitatis præstandæ, quam reus fatetur se ex causâ morosum fuisse; nihilominus ipsum juramentum fidelitatis postea præstitisse, et si hæc oblata morositas probata sit ex eo tantum, contra eum nihil inferri potest, imo quia multum præstitum sit, pro eo operatur; nam a die fidelitatis præstitæ atque receptæ, quæcumque antea oriri potuerunt, per quæ delictum vel quidpiam rebellionis crimen argui vel inferri possit, remissa videntur, quoniam hæc nova fidelitas pactum inducit novum, adeò quod perpetratum, novum fidelitatis juramentum per vassallum præstitum et a domino receptum reconciliationem inter ipsum dominum et vassallum operetur, quâ utrûmque remissa sit omnis prior injuria facta, ideòque vassallus feudo privari non possit, non magis quam si dominus injustitiam vassallo fecerit propter quam feudi superioritatem perdiderit, vassallus postea præstans novum prædicto domino fidelitatis juramentum, injuriam sibi factam remisisse videtur, et novum fecisse pactum per quod hic dominus superior remaneat: et per quod concludendum quod per hoc novum fidelitatis juramentum præstitum et a suâ majestate spontè receptum, remissum sit quidquid prius factum sit per reum: quamobrem de factis hanc fidelitatem præcedentibus accusandus non veniat reus.

36. Non diffitetur reus minutam supplicationis factam per Bacquerselium pro Aldernensibus remissione impetrandâ suæ celsitudinis mississe; nullam facti hujus probationem invenio, quid autem de hoc facto sentiam sequenti articulorum discussione dicam.

37. Quid de rigore edictorum dixerit reus fatetur: producti sunt et testes ex quibus omnibus probatus est articulus. Nunc videndum an sit crimen et quale: crimen non videtur, quia plura edicta facta sunt et publicata, et multa capita continentia quorum nonnulla sunt propter quæ harum regionum consiliis a suâ majestate scriptum sit ut mo-

deratè ipsis uterentur , ubi moderatione utendum viderent. Quo fit ut scribenti videatur hanc accusationem reo nocere non posse , cum nullo dolo hæc verba quæ protulerit de edictorum rigore , prolata verificetur et fateatur.

Non negat reus factum hujus articuli , quoniam , inquit , id notum erat et publicum palamque dicebant confœderati : nullum tempus scientiæ præfigit articulus , inde fit quod cum is reus quidpiam de milite sciverit , Celsitudo sua id ipsum æquè , vel fortè certius sciret quam ipse reus. Item id solum in confessione suâ ait reus audivisse , qui auditus certò non concludit in Germaniâ milites collectos fuisse , quo fit non teneretur certam reddere celsitudinem suam de milite collecto , qui certus ipse non erat super hoc articulo , audito videlicet Vanderâ qui verbis gallicis hæc profert , *je me vultx souvenir qu'il a dit* (sermonem de reo faciens.) *qu'il prendrait les armes* , quæ verba affirmativa non sunt , nam velle aliquid esse , esse non est ipsum quod quis vult.

Verbum volo , de se indicat solùm voluntatis declarationem , quapropter qui dicet se velle eligere , non cligit , et qui dicit se velle hereditatem adire , id circo non adit , sicut qui dicit velle stichum dare non id circo dat , *L... Clodius ff. de acquir hæred.* Item factum illud de quo deponit testis non est articulatum in hoc articulo , nec in vicinis articulis , quamobrem non potuit testis de hoc interrogari nec spontè extra articulatum deponere. Item unicus est testis et si id à reo dictum sit , credendum lubricæ dictum linguæ fuisse , quod ad pœnam facile trahendum non est ; ex quibus omnibus videtur quod nec factum ipsum nec ipsa depositio consideretur.

39 , 40. Ad præsentationem horum articulorum missiva accusati producitur , quâ domum abire vult servum Leefdal pro aliquo tempore. Bacquerselius auditus neseire dicit , quamam causâ pro aliquo tempore scriberet reus. Suo

responso dicit accusatus Leefdal et Bays a domo suâ licentiasse; ex hoc nullum delictum argui potest, quoniam edictis contra hæreticos publicatis, non injungitur particularibus. Egmundano, et aliis heroibus aliisque privatis personis ut hæreticos capiant et puniant, nec id jubetur ipsis heroibus tanquam gubernatoribus, sed consiliis atque suæ majestatis judicibus ordinariis: quamobrem suos servos nec capere nec punire suum erat per publicationem edictorum, nec jure quis fautor et receptor hæreticorum dici potest, nisi dolo eos acceptet tanquam hæreticos et hæresi eorum faventes.

41, 42, 43, 44, 45, 46. Quoniam hi articuli facta contineant quæ foris contra religionem facta sunt promiscuè, jussu aut conniventia ipsius rei, multaque plura his similia contineantur articulis incipientibus ab articulo 52^o usque ad articulum octuogesimum accusationum procuratoris contra hunc accusatum, horum articulorum discussionem differt scriptor donec de quinque sequentibus decernerit.

47, 48, 49, 50, 51. Priores duo articuli factum conventionis Terremoudæ continent, quâ, ut accensatur reus, tractatum fuit de colligendo milite, ac accipiendis armis, quod, inquit procurator, confessus est reus et nihilominus suam majestatem, atque authoritatem ducissæ tractatus hujusmodi certam non fecerit, additque fiscus ad hæc quod in ipso conventu principi Oraniæ arma capescenda et militem calligendum proponenti responderit reus, *nullam se habere in Germaniâ notitiam: tu vero princeps id efflicere potes*; ex quo responso infert procurator hunc reum conspirationi consensisse eaque ratione crimen læsæ majestatis incurrisse. Malta ad sui defensionem adducit reus, quæ hic repetere prolixum esset: ad probationem prædictorum inducit procurator confessionem rei quâ fateatur quod inter verba ibi habita colloctum sit de recessu ab

his partibus, aut de armis accipiendis, his tantum verbis consensuisse nec quidpiam de his resolutum esse. Testes adducuntur inter quos Villers qui prædictam propositionem recitata a principe factam, verumtamen de alieno auditu scilicet a comite Ludovico audivisse : ex scripto propria manu scripto multa recitantur de his quæ a principe Oraniæ Bacquerselius audiverit, inter quæ verba, inter hæc incidisse principem dici : non meminit ille (sermonem faciens de reo) quod eum in Terremondana de milite colligendo in Germaniâ mentionem faciens, in eo consenserit atque dixerit : ego nullam notitiam habeo in Germaniâ, tu hoc poteris præstare : hæc sunt quæ testes deponunt. Si inductæ probationes considerentur, minus sufficientes reperientur ; nam ex responso accusati verba de milite colligendo à principe facta sunt, nihilque de his resolutum est per confessionem de Villers, is de auditu tantum loquitur, ut dictum est, convenitque cum confessione rei in ea parte quâ solum propositum sit de milite colligendo : ex Bacquerselii verbis quæ audit à principe, convenit quod princeps ipse de colligendo milite proposuerit ; verum est quod inter alia princeps adjicit quod reus responderit se in Germaniam nullam habere notitiam, atque quod posset princeps : ex quibus nulla elici potest plena, imò quod minus est, nec cujusquam iudicii probatio quæ contra accusatum aliquid operetur ; nam hi duo testes Villers et Bacquerselius de auditu alieno (de verbis nullam notitiam habeo) deponunt, sicque fit quod hæc testium productio nullam probationem faciat, sicque rei confessio sola remaneat, suis quidem verbis accipienda et sola consideranda sit. Sed nunc quærendum est (etiam si ex confessione, imò et ex dictorum testium productionibus totum ipsum factum in articulis positum probatum esset) delictum vel crimen sit et quale. Factum enim, ut positum est in articulis duobus, non dicit conspirationem esse factam atque conclusam, sed tantum ex tractatu et verbis ipsius

rei dicentis; *nullam habeo in Germania notitiam*, infert procurator reum non contradixisse, imo conspirationi consensisse, eâ de causâ in crimen incidisse. Duo sint hic ex quibus fit hoc illatio; taciturnitas, et verba ipsa; *nulla habeo in Germania*, etc. : ex taciturnitate uterque actor et reus arguere potest, namque actor ex regulâ *qui tacet consentire videtur* reum arguere potest. Reus autem ex regulâ, *qui tacet neque fateri neque utique consentire videtur*, se tenere potest. In criminalibus enim sola taciturnitas, imo sola voluntas crimen non operatur: oportet enim quod taciturnitatem factum sequatur: prius ergo conspirasse oportet et conspirationem factam tacuisse qui accusatur, nam omnes leges tot quod sunt ut factum præcedisse et factum esse doceant in criminalibus semper verbo præterito voluntatis, et maximè in hoc crimine læsæ majestatis. Id facile ex omnibus legibus, titulorum *ad leg. jul. majest.* tam *ff.* quam *C.* perspicui potest *ad leg. jul. allegabo* huic nostro casui proximior *C ad leg. jul. majest. quisquis cum militibus vel privatis barbaris scelestam inierit factionem aut factionis ipsius susceperit sacramentum*, etc. in hoc articulo quo accusat tractatum et in terminis positum esse de milite colligendo non dicit conspiratum esse, neque factionem initam esse, quo fit hæc sola tractatio et verborum in terminis positio crimen dici nequit; oportet enim factionem seu conspirationem initam esse, quod clare probatur in ipsâ lege *quisquis: sane siquis* (verbi textus) *siquis in exordio initæ factionis studio veræ laudis accensus initam prodiderit factionem, et præmiis et honore donabitur*. Ex quibus verbis *initæ* et *initam*, quæ sunt præteriti temporis participia, constat quod priusquam quid possit prodere, oporteat ipsam factionem seu conspirationem initam sive factam esse: conspirare enim est, scilicet sperare, quod non continet articulus, sed solum trac-

tatum et in articulis positum esse, nec verba ipsa etiam ipsius rei (notitiam non habeo) factionem inducere possunt, quoniam verba fuerunt potius excusantis et indignantis quam consentientis. Indigner enim à Reo proferri potuere, à reo, aio, indignato quia propositis verbis consentire nollet, quod ex verbis ipsius Bacquerselii ex sua depositione videri potest. Cum dixit de verbis ipsius Principis *mirabar*, inquit, *quia semper audivissem à Reo nunquam ad arma se venturum et in Terremondana ab aliis indignitatus decessisset*. Id etiam comprobatur aliis verbis Bacquerselii quod à comite Ludovico sequentia verba audierit, nos nihil unquam ab isto homine impetrabimus, et ne *potrons aller avant avec luy*, de ipso Egmondano comite verba faciens. Aliâ ratione confirmari potest quod is comes Egmondanus hæc verba proferens magis negaret sive excusaret quam consentiret, quoniam facile credi non potest quod is comes Egmondanus nullam haberet notitiam in germania, cum sororius sit Comitis Palatini, maxime qui tantis annis cum capitaneis et militibus germanis conversatus sit; parum faciunt comitis Hornani verba ex sua confessione extracta, qui comes in hoc articulo noluit respondere quam nullam suspicionem inducere possunt, quod destiterit à responso favore ipsius Rei, sed potius sui aut Hoostratensis comitis sororii. Ad prædictorum confirmationem notandum est, quod sola voluntas non facit crimen, nec pœnam meretur, quamvis *D. L. quisquis dicat eodem severitate voluntatem sceleris quam effectum jura puniri voluerunt*, nam si voluntas non ducatur ad aliquem actum perquam voluntas cognoscatur, ipsa puniri non debet secus autem si aliquem actum ducatur, quia etiamsi ad aliquem effectum non pervenerit ipsa voluntas nihilominus tunc punitur pro quo facit *L. famosi ff. eadem* his verbis, *hoc tantum crimen à iudicibus non in occasione*

ob principatis majestatis venerationem habendum est, sed in veritate rei judicatur nam et persona spectanda est, an potuit facere et an ante quid fecerit.

Ex quibus legis verbis facile videri potest quod oportet aliquod factum intervenisse, per quod voluntas ipsa cognoscatur, antequam puniri possit : hoc autem crimen læsæ majestatis propter suam enormitatem differt ab aliis criminalibus quod voluntas patet facta per actum qui non pervenit ad effectum, punitur pœnâ læsæ majestatis. In aliis autem etiamsi voluntas deducta sit ad actum, non tantum ad effectum non punitur à lege criminalibus inductâ; quamvis enim quis vulneraverit, modo mors non sequatur, non punitur pœnâ homicidii. Quamobrem cum à parte rei nulla hic voluntas, imo ubi voluntas fuisset ad actum aliquem ipsa non pervenit, nulla fieri potest illatio quod voluntas puniri debeat, nec illatio ex quâ concludatur quod per taciturnitatem inciderit in pœnâ, quia nec inita erat factio, nec facta conspiratio, ut supra latius dictum est. Ergo ex verbis Terremondanæ habitis nulla potest argui voluntas, quia ad nullum actum deducta sit. Quamobrem ex eo capite criminis læsæ majestatis accusari non potest reus.

Quadragesimo nono articulo quo comitem quoddam scriptum approbasse, in factis ponitur ad ejus probationem ipsum scriptum, inducit et accusati propria manu scriptam approbationem ejus, ex quibus infert procurator quod is reus suam majestatem statuum generalium opinioni submittere voluit. Verum hæc illatio ex tali scripto minimè inferri potest, quoniam hoc scriptum suæ majestati imprimis esse supplicandum per status consulit quatenus sua majestas ea quæ scripta continentur annuere statibus velit, inter quæ, id unum est sua majestas velit edicta novare à *l'advis des estats-generaux*; verba ipsa repetuntur, ut vera verborum emphasis intelligatur : suæ majestatis est

aut concedere, aut recusare, quoniam supplicatio non obligat eum qui supplicatur ad annuendum; si recuset, nil suæ majestati per supplicationem detractum est: si supplicationi acquiescat, non propterea obligatur sua majestas in condendis, reformandis, amplicandis, aut annullandis edictis statuum sententiam et opinionem sequi, non magis quam sua defuncta imperialis majestas, quamvis ipsa sua prima edicta contra hæreses sancta (habitis consilio et opinione torquatorum equitum eorumque omnium qui à consiliis essent atque statuum generalium) condiderit, publicari fecerit, et observari jusserit.

Parum faciunt duo sequentes articuli 50 et 51: prior enim est ejusdem tenoris cum priore articulo: ad ejus probationem unicus producitur testis, Mandeville scilicet qui generaliter loquitur; dicit enim heroes grandem instauratiam fecisse ad generales status convocandos. Hic articulus ex deductione proximi articuli et rationibus ibi deductis facile decidi potest. Alter autem qui, si est; factum parvi momenti continet, ex quo nihil inferri potest; quoniam etsi reo scriptæ sunt litteræ tenoris in articulo contenti, non propterea ipsarum tenori fidem adhibere tenebatur, imo nec ei qui litteras scripsisset, si præsens fuisset, quomobrem talium litterarum receptio nullum crimen arguere potest.

Jam ad acta tam 41, 42, 43, 44, 45, 46, quorum discussio hic usque relicta est, quam in 52º et sequentibus articulis usque ad 79 articulum contenta sunt, veniendum est, quæ quamvis in diversæ Flandriæ partibus contigerunt, nihilominus quia sunt ejusdem speciei et qualitatis adeo quod similibus causis et rationibus disserri possint, simul juncti sunt, prius tantum eorum propter quæ vel ad condemnationem vel ad absolutionem foret prodendum summaria hic fiet collectio.

Omnes hi articuli tendunt ad representandos favores

quos reus confœderatis hæreticis atque tumultuantibus exhibuit, tam tractando submissiones et pacta ineundo, prædicationes hæreticorum promittendo, loca ad conciones agendo, assignando, exercitium novæ religionis admittendo, mandatis seu dispositionibus suæ celsitudinis non acquiescendo, imo contradicendo, hæreticorum acta dissimulando et conveniendo, ad mortuorum hæreticorum corpora sepelienda locum assignando, opiniones consilii Flandrensis quorundam magistratuum pro eorum qui effractores ecclesiarum fuerant remissione impetrandâ petendo, ordinationum suæ celsitudinis publicationes differendo, quam templa hæreticis et conscientiæ libertatem permittendo.

Quemadmodum facta hæc diversis locis et diversis occasionibus obtigerunt, diversas excusationes generales et particulares eis adfert reus quæ hic referre longum esset: multa dicta testium ex parte accusatoris lata fuere, pauci tituli ex parte rei visi sunt, multi autem testes producti, quoniam testimonio depulsus fuit, ut ex actis lectis compertum est.

Est autem, in his articulis disscrendis ordo trium questionum prius constitutus, servandus: an sit, quid sit et quale sit, primam quæ factorum probationem concernit transgrediar: præsupponam actos ipsos esse probatos, non autem causas nec illationes ex ipsis actibus esse factas, sicque ad secundam quæstionem transiens; quænem an facta in se crimen habeant, quoniam ambigua sunt: hæc facta ambigua dico, quia in bonam et malam partem accipi poterunt secundum causas, quibus ad hæc facta motus fuerit reus, nam si ut hi tumultus augeantur et continuentur per reum perpetrata sunt, nulli dubium quin hæc facta in se crimen contineant; si autem ut quovis modo sive tolerantia dissimulatione aut continentia seditionem tumultus sedaret et reprimeret reus, certum est

facta in se nullum crimen habere, neque dolum malum; imo potius dolum bonum quoquis contra tumultuosos et seditiosos et publicos hostes utitur, laudem et retributionem meretur: veteres enim dolum bonum pro solertia accipiebant, maximè si adversus hostem latronemque quis machinaretur. *L. 1^a ff. de dolo malo*; nunc ut rei ipsius facta facile cognosci possint, et an in se crimen habeant, et in læsæ majestatis criminis inciderit pœnam is reus, primum videendum est quid sit seditio, quid tumultus, postea de primis seditionum atque tumultuum causis inquirendum, demum si eisdem causis et rationibus quibus ad seditionem et tumultus nostri temporis moti sunt seditiosi et tumultuantes, is reus motus sit ad facta de quibus accusatur. Si non is, perstringendum quibus causis ad ea ductus sit. Primo de seditione dicendum Cicero seditionis proprietatem à dissensione civium dictam esse ait quod seorsum eant alii ad alium. Sunt nonnulli qui eam esse dicunt cum populo discordante itur ad manus, qualem describit Virgilius *Æneidos* primo, his versibus:

Ac veluti magno in populo cum sæpe cohors est
Seditio, sævitque animis ignobile vulgus:
Jamque faces et Saxa volant; furor arma ministrat.

Ex L. autem prima ff. de seditionis est contra evidentissimam jussionem suscipere plebem et adversus publicam disciplinam defendere. Tumultus vero ut idem Cicero in Antonii oratione definit *Bellum est subito et de repente concitatum L. 1^a § 11. ff. depositi et L. 23 ff. de regulis juris tumultus inter casus fortuitos et repente advenientes* annunciant, quamobrem pro omni motu periculosa præcipue populari, et rapide facto in jure accipitur de his scilicet seditione et tumultu de quibus nunc est quæstio loquitur *L. 1^a ff. ad leg. jul. majest.* his verbis, *quo armati homines in telis lapidibusque in urbe sint convenientes adversus rem pu-*

blieam locaque occupentur et templa, quo ve tectus... Conventusque fiat, hominesque ad seditiones convocentur, et iterum eâdem lege, qui ne milites sollicitaverit, conciliaveritve quo seditio tumultusque ad rempublicam fiat, ex quibus verbis clare constat necesse esse dolum malum in his seditionibus et tumultibus intervenisse.

Nunc est veniendum ut de primis seditionibus et tumultuum causis inquiremus, et quorum opere et dolo malo armati homines convenerint. Si rem penitus intueamur seditionum et tumultuum rationes hæreses sunt nostro tempore regnantes, non nostro quidem tempore ortæ (antiquæ enim sunt) : verum renovatæ, verbum enim antiquissimum est hæresis, et ante Christum natum erant hæreses inter judeos, non minus inter gentiles, qui sub quadam (etsi falsa esset) religione vivebant. Christus noster ipse salvator præventuros ad nos seditiones prædixit *Lucæ 11. Cap. cum audieritis* (inquit Christus) *prælia et seditiones*, et idem *Matth. 24. Cap. ubi inter plura* (inquit Christus) *audituri estis prælia et seditiones, et opiniones præliorum, oportet enim hæc fieri.* Post Christum natum Paulus non minus hæreses futuras nuntiavit *ad Chor. 2. Cap. hæreses* (inquit), *esse oportet, ut qui probati sunt manifesto fiant.* Ex Christi verbis facile videmus seditiones et præliorum opiniones ab hæresibus causari, si temporum cursus à quinquaginta annis consideremus hæreses indeque secutas seditiones non prius has regiones invasisse, inveniemus quam totum per orbem divulgata sunt, idque quasi quadam predicatione vel necessitate ad id impellente, quamobrem concludi possit quibus causis et à quibus personis seditiones et hujus temporis tumultus ortum habuere. Nunc considerandum si his rationibus et causis ad ea facta quæ prædictis articulis obijciuntur reus motus sit.

Primo nullibi in factis ponitur quod is reus hæreticus

fuerit, neque etiam probatum est; et si illi objectum sit quod servos quosdam in servitiis suis retinuerit, ex prædictis satis edoctum est, quod propterea non sit hæreticus nec hæreticorum fautor, quia hæresi eorum non favit, nec propterea quod suum prædicatorem reus arguerit, ut deponit Mandeville super art. 29. Quoniam prædicator ipse contra hæreticos propterea dicendus est reus, quia unicus est testis, nec semper hæresis est concionantem arguere, quod contra hæreticos prædicet, nisi exprimatur causa reprehensionis ex qua concludi possit arguentem velle hæresi favere: multi enim prædicatores sæpe reprehenduntur à suis superioribus, quia eâ modestiâ ipsi non concionantur, quâ decet; nonnulli enim tametsi verè catholici sint, plus justo invehentes in hæreticos sermones suos protrahunt, argumenta hæreticorum solvere conantur, quæ tantum minus, quam sufficiat, solvunt, quo sæpe fit prædicatores catholici hæreticos magis in suâ hæresi confirmant, quam ipsos ab ea revocent, unde cum testis causam reprehensionis non reddat, testimonium ejus non probet.

Ex præallegatis ergo elici potest quod hæresis prima causa sit quâ hæretici ad seditiones et tumultus prorumpunt, unde concludi non possit quod is reus (neque de hæresi accusatus neque convictus) hæresis ratione motus ad hæc facta processerit, quâ de re cum nec à prædictis nec præcedentibus articulis probetur quod accusatus quapiam ratione ad dolum malum tendente, facta de quibus accusatur commiserit, quærendum superest si, quibusdam aliis causis ad dolum bonum tendentibus ipse patraverit. Jura tam civilia quam canonica in tantum seditiones atque tumultus abhorruere propter mala quæ inde sequuntur, quod his evitandis aliquid conceditur, quod alioqui negatum esset *ff. ad leg. corn. de sicariis leg. penult. sio tantum ut consulto prius principe et ju-*

bento id fiat, nisi forte tumultus aliter sedari non possit, ex quo textu dissertur quod princeps consultus fieri jusserit, ut tumultus sedantur : quid enim sit tumultus et seditiones sedare, nisi tumultus et seditiones in pace reducere, ut hæc tanta mala vitentur quæ ex his sequuntur, tolerantur mali pro pace, nec propterea corporaliter ab eis receditur sed spiritualiter. Spiritualiter autem exire est facere quod pertinet ad correctionem malorum, quantum licet pro gradu cujusque salvâ pace *Cap. tollerandi et Cap. verè*, inquirunt, *quæstio 1. et iterum Cap. quisquis* ubi lcx. *Quisquis vel quod potest arguendo corripit, vel quod corrigere non potest salvo pacis vinculo excludit, vel quod salvo pacis vinculo excludere non potest æquitate improbat, firmitate supportat, hic est pacificus*. Si horum textuum verba consideremus, fatebimur omnia quæ his articulis contenta sunt, ex causâ ad bonum dolum tendente fieri potuisse hac ratione ; si tumultus atque seditiones sedantur, pacisque vinculum conservetur : si exempla praximque eorum spectemus, considerandæ quæ in Germaniâ à piæ Memoriz Caroli Quinto gesta sunt, per interim multa sua majestas toleraverit in Germaniâ, ut tumultus Germanos seditionesque vitaret. In Galliâ id idem factum est. De duobus enim malis majus est vitandum, vel ut alii dicunt, minus eligendum. Multa plura huc adduci possunt quæ ut hoc scriptum breve fiat, adduci non possunt. Ex his ergo concludi potest quod hæc omnia quæ posterioribus articulis posita sunt in tam bonam partem assumi posset, quod is qui hoc facerit merito pacificus dicendus sit.

Verum quispiam fatebitur hæc bono dolo agi posse sed negabit reum hæc dolo bono fecisse. Parum obstat hæc denegatio quæ inutilis est, quoniam *quilibet præsumitur bonus nisi probetur malus*, qui fit quod qui accusat non solum crimen ipsum probare tenetur, sed et ipsum dolum

malum præ alleg. *L. dolum matum C. de dolo malo L. si voluntate cap. et refor. vend.* quâ lege dicitur, *dolus calliditate atque insidiis argui debet*; etsi sufficiat quod nulla probatio facta sit ex parte procuratoris super ipso dolo malo, nihilominus ex ipsis factis per procuratorem positis, et ipsorum factorum exitu, is dolus bonus probari potest, imo etiam ex aliis factis si collecta fuissent.

Videndum est quæ ex factis procuratoris et probationis testis ad hunc bonum dolum probandum faciant. Primò ex posterioribus his articulis manifestum est quod conventiones atque submissiones cum tumultuantibus per reum initæ tantum duraturæ essent donec alio remedio generali his rebus sua majestas providisset, si hæc positione fatetur procurator has conventiones non nisi sub bene placito suæ majestatis esse factas, quoniam diutius observandæ non erant, quam donec sua majestas aliter providisset; ex quibus verbis nihil auctoritatis sibi irrogabat reus, neque suæ majestatis auctoritatem minuebat, ut infert procurator, et ex uunc esse crimen læsæ majestatis concludere nititur, quoniam sequenti die sua majestas, non obstantibus his pactis et submissionibus, (etiamsi obligatoria essent) alio remedio uti posset, verba enim non ultra quam volebat sua majestas, obligatoria erant, nec ad hæc quantumcumque verborum effectus obligatorius videretur, propterea sua majestas obligabatur, definiente suæ majestatis mandato ad hoc expresse necessario. Hæc autem agens reus ea solertiâ utebatur quam non dolum bonum vocamus. Sed hactenus de his verbis quibus suprâ satisfactum est. Nunc si harum conventionum exitus consideretur, negari non potest quin armorum oblatio atque depositio secuta sit; ex quibus constat quod hujus accusati scopus eò tendebat ut tumultuantium atque seditiosorum vires reprimeret et minueret, ipsosque tumultuantes magis imbelles redderet, sic tandem faciliore via eos ad pacem et obedientiam re-

duceret : nec his obstat quod objicit procurator. Aliquibus promissus est ensis cum pugione , quoniam ex hoc objecto fatetur aliorum armorum usum oblatum esse ; quod etiam plenè probant conventiones ipsissimæ et quidam testis ex parte procuratoris productus. Quâ autem ratione factum quod ensis et pugio his relinqueretur ? hæc fuit : quia hi obstinatores erant quos potiùs amicâ manu reducere necessum erat , quam acerbiorè , ne ad pugnam veniendum esset , priusquam minuerentur armis quibus nocere possent : ex cathologo hæc armorum depositio plusquam sufficienter probata est ; postea tumultuantium furor minutus et publicæ prædicationes prohibitæ , templa hæreticorum prohibita , destructa et tandem eò ventum , ut quietæ res essent , et malorum magis..... fugam arripere : ex quibus clarum est hæc omnia per reum bono dolo facta fuisse ; quamobrem non solum in bonam partem accipienda esse , verum in optimam.

80. Ex omnibus accusationum articulis nñicus restat discutendus , qui octogesimus est , quo procurator reum accusat quod , cum Bredæ esset , atque cum Brederodano dixerit in verbis Gallicis : *vous devez porter cela , et ne vous manquerez en rien* , quibus verbis infert procurator quod reus Brederadonum incitabat eique omnem opem offerebat ad effectum inquisitionis tollendæ. Articulus simpliciter negat reus : ad cujus rei probationem inducitur quoddam Bacquerselii scriptum quod parum urgere videtur , etiamsi hic Bacquerselius legitimè et productus et juratus sit , rationemque necessario concludentem adferet , quoniam unicus testis sit qui etiam indicium agere non potest *L. 1. §. divus Antoninus et L. divus ff. de quæst.* ubi *ex quibus causis quæstio de servis apud dominos haberi non debet , ex his causis nequidem interrogatorium valere.* Quod etiam verum est in causâ criminis læsæ majestatis ubi non minus quam in aliis cri-

minibus indicia requiruntur. Verum de hoc facto de quo is testis recusatur, ut nulla indicia super facto istius articuli processere, non per interrogari potuit is Bacquerselius de reo cui servus erat; quamobrem dictum est depositionem parum urgere, eoque minus, quod is testis non sit exceptione omni major et non specificet tempus quod necessum esset, quoniam ex ejus depositione et his quæ superius deducta sunt in prosecutione factâ, uno et eodem tempore. Bredam et Hoostratam, oporteret reum pluries Bredæ fuisse; nam quamvis procurator in factis ponat reum Bredæ et Hoostratæ fuisse, idque Villers contra veritatem affirmare conetur, ex ante dictis tamen clarè constat quod tunc reus Bredæ non fuerit tamen Hoostratæ ubi Brederodanus non aderat; unde fit huic Bacquerselio tempus non specificanti minus credatur.

Nunc autem quærendum an crimen sit et quale: verba articuli de requestâ sive de supplicatione, et de inquisitione tollendâ loquuntur; sola supplicatio (etiam oblata) de non admittendâ vel tollendâ novâ inquisitione crimen læsæ majestatis non est, neque inter capita crimina læsæ majestatis invenitur, nec ex tali supplicatione inferri potest quod qui talem supplicationem obtulerint, tendant ad hæreticorum impunitatem et crimine de hæresi accusari possint. Edicta suæ majestatis, jura canonica, et civilia puniunt hæreticos; supplicationibus vero nulla pæna imponitur, toto titulo de precibus imperatori afferendis et de quibus rebus supplicare liceat; nam supplicatio est quædam benignitatis imploratio, quam rejicere vel admittere potest superior, quâ de re fit ut nullum crimen argui possit ex verbis prædicto octogesimo articulo positis.

Post primas accusationes novæ productæ sunt ipsi reo, quibus respondet quoniam autem sunt ejusdem qualitatis et speciei cum accusationibus quæ articulis præcedentibus octogesimum continentur, nulla hîc discussio necessaria

visa est, quoniam his quæ præcedentibus articulis pro ipsorum discussione facta sunt, satisfactum esse videtur.

Quoniam diversis articulis diversæ probationes inductæ sunt, quærendum si ex his una perfici possit plena probatio sufficiens ad condemnandum. Ut hujus quæstionis clarior fiat enumeratio, duæ inductæ probationes adducuntur. Prima est illa quæ inducta fuit super 27^o articulo de testimonio Vendeville, et aliorum qui de assecuramento dato apud Dufflam loquuntur, de quo 27 et 28 articulis agitur. Secunda de productione facta super articulis 47 et 48 mentionem agentis de his quæ Terremondæ facta sunt. An hæ inductæ probationes conjungi possint, etiamsi utraque semi-plena sit, nonnulli de hac quæstione disputant, moti quod ex multis imperfectis probationibus una plena probatio fieri possit, tamen concludunt, quod omnes semi-plenæ probationes non faciunt unam plenam probationem; hoc maximè in criminalibus, quoniam istæ probationes diversi sunt generis, quia cum non conjunguntur hæ semiplenæ probationes, quemadmodum in hoc exemplo super 27 articulo productus Vendeville, qui de solo assecuramento testimonium profert: hæc depositio sive hoc testimonium, etiam si semi-plenè probaret, non potest jungi factæ probationi super 47 et 48 articulis, quoniam de facto armorum capiendorum mentionem faciunt: quæ diversa sunt hæ facta. Verum est quod duæ semi-plenæ probationes jungi possunt, quandò tendunt in unum et eundem finem, vel unum idemque delictum, ut si quis accusatus sit homicidii, et contra eum constans et benè probata sit fama et unus testis omni exceptione major, qui de visu loquatur: sunt et alia indicia, fuga vel minæ præcedentes, multa, hæc scilicet conjuncta faciant plenam probationem, quia in unum et idem homicidium tendunt. Si autem quispiam duorum homicidiorum accusaretur, de uno homicidio constans es-

set et plenè probata fama à teste omni exceptione majore, de alio homicidio alio loco et tempore commissio sit, unius testis qui de visu loquatur, quamvis una duarum probationum facit semi-plenam probationem, non tantum possunt quia non tendunt in idem factum, et idem homicidium, quia hæc sunt duo diversa homicidia. Hic in exemplo posito diversa sunt crimina læsæ majestatis (si hoc assecuramentum crimen læsæ majestatis dici potest) diversis temporibus et locis facta, quamobrem hæc duæ semi-plenæ probationes jungi non possunt.

His omnibus inspectis et ponderatis, consideratis istius rei servitiis, omnibus et ubique terrarum notissimis, non suis tantum, sed suorum clarissimorum antecessorum gestis et factis, tam in suæ majestatis imperialis, atque prædecessorum suorum servitiis existentibus, quam suæ regię majestatis, ex quibus argui possit, quâ devotione, quâque fidelitate, vestigia antecessorum secutus, nec vitæ nec bonis perpercerit, sed vitam, corpus et bona in suæ majestatis servitiis impenderit, quæ servitia tam in suis defensionibus quam responsis non immeritò deducit, ut ex his suspiciones atque præsumptiones contrariæ contra eum adductæ, suspicionibus et præsumptionibus contrariis pro eo oblatis conflentur, quæ suâ servitia et opera ei deducere licuit, quoniam suspiciones et præsumptiones, quæ nec indicia sunt contrariis suspicionibus et præsumptionibus et indiciis tolluntur. Idque magis licuit, quod in hoc crimine læsæ majestatis, cujus accusatur, jura volunt, facta sive opera accusatorum considerari, ut edicit *L. famosi ff. ad leg. jut. majest.* quâ volunt leges *personam spectandam esse, et quid antea fecerit considerari*, scribenti à crimine læsæ majestatis absolvendus videtur is reus, causis et rationibus supra deductis.

FIN.

0058 013 10

